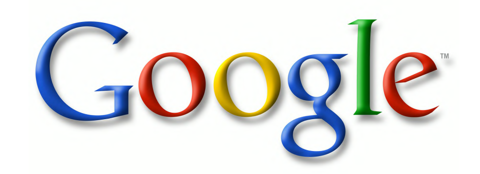
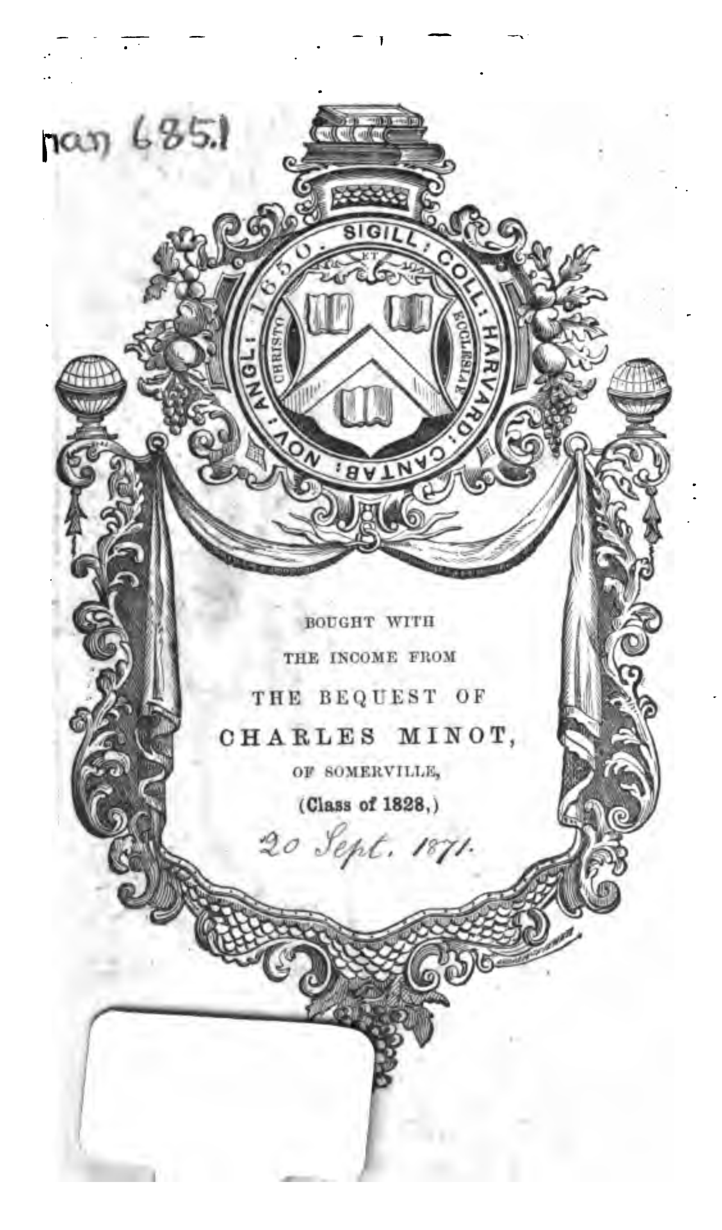
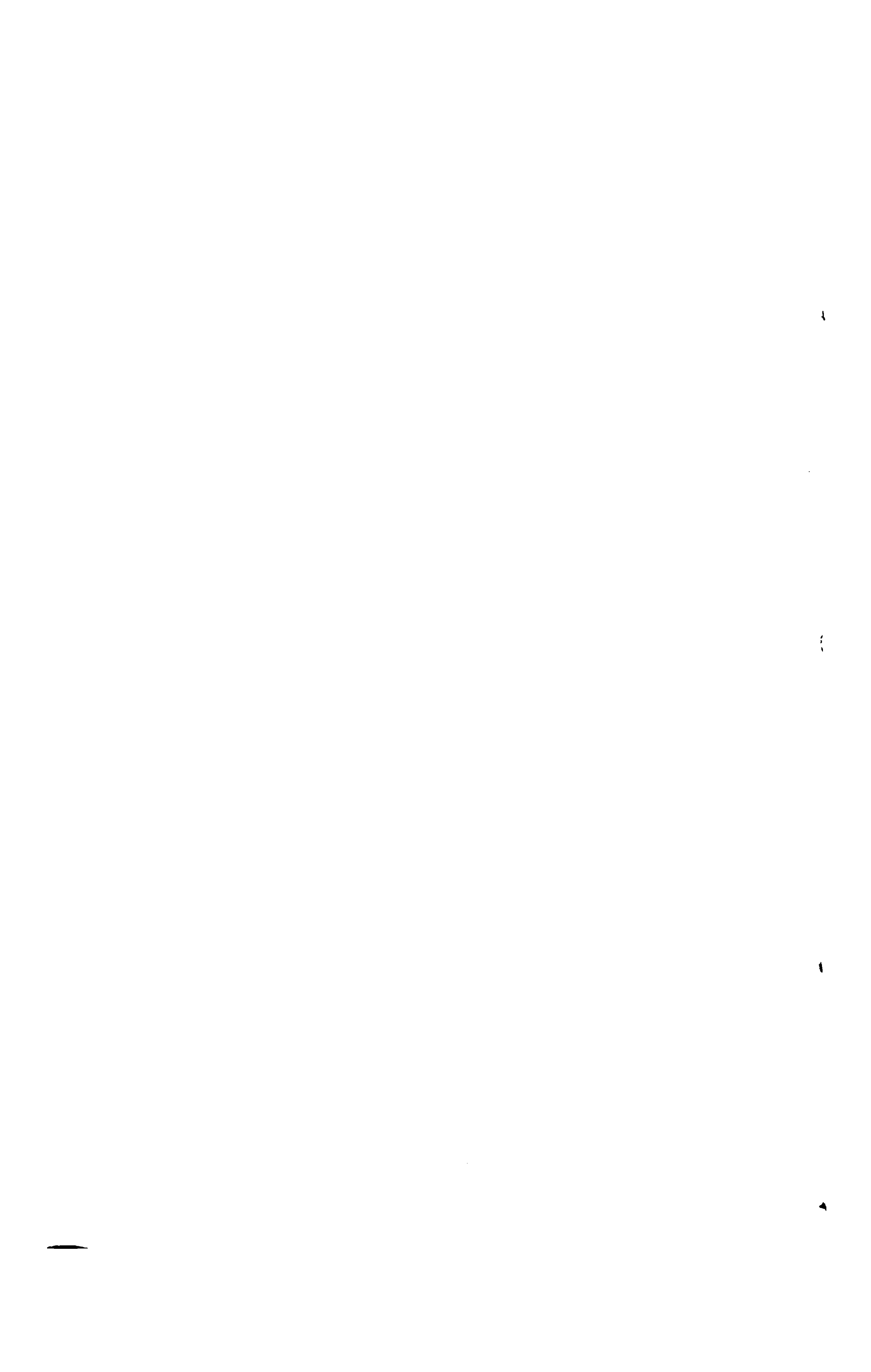




Span 685.1
SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE



LES RÉVOLUTIONS

DE

L'ESPAGNE

CONTEMPORAINE

PARIS — IMPRIMERIE L. POUPART-DAVYL, 30, RUE DU BAC.

LES RÉVOLUTIONS

DE

L'ESPAGNE

CONTEMPORAINE

QUINZE ANS D'HISTOIR

(1854-1868)

PAR

Charles

CH. DE MAZADE



PARIS

Librairie Académique

DIDIER ET Cᵉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS

1869

PRÉFACE

Le plus court chemin pour aller d'une révolution pacifiée à une révolution nouvelle, c'est la réaction. S'il est une vérité lumineuse, éclatante, incontestable, c'est celle-là; elle devient presque banale; les annales contemporaines en sont à chaque page la vivante et tragique démonstration. Et s'il est un pays fait pour donner à cette vérité une force particulière, c'est l'Espagne. L'Espagne semble créée et mise au monde pour être le résumé de tous les caractères aussi bien que des résultats invariables de cette décourageante expérience qui se renouvelle perpétuellement sans éclairer personne. Là, en effet, on peut voir comment les situations

les plus favorables se décomposent, comment les gouvernements, en apparence les mieux faits pour vivre, se perdent par leur faute, uniquement par leur faute, se créant à eux-mêmes des impossibilités, appelant la tempête. Naturellement la tempête arrive et fait son œuvre. La révolution qui s'accomplit aujourd'hui en est une preuve nouvelle et non pas la première.

Ces études, qui ont paru successivement dans la *Revue des Deux Mondes*, et que je recueille en ce moment, où j'ai suivi pas à pas, jour par jour en quelque sorte, les crises politiques de l'Espagne depuis quinze ans, ces études montrent à nu ce travail de décomposition dont elles marquent les étapes, dont elles décrivent les origines, les caractères et les progrès; elles forment, j'ose le dire, une introduction naturelle aux événements qui se pressent aujourd'hui, et qui seraient inexplicables si on ne les reprenait à leur source; elles commencent par l'histoire d'une révolution que tous les

caprices et tous les excès de pouvoir avaient amenée; elles s'arrêtent au seuil d'une révolution nouvelle due aux mêmes causes, devenue inévitable et maintenant accomplie. On trouvera dans ces pages, si je ne me trompe, l'impression directe et sincère des événements, des données utiles sur les choses comme sur les hommes de l'Espagne, et surtout, je l'espère, un sentiment libéral incessamment ravivé par le spectacle d'une réaction croissante dont il était si facile de prévoir les suites.

Ce qui arrive au-delà des Pyrénées, en effet, n'est ni nouveau, ni imprévu. Il ne fallait certes pas le don de divination pour voir venir la catastrophe; tout le monde s'en doutait, même sans connaître bien exactement les faits. Selon l'habitude, il n'y a que ceux qui auraient pu l'empêcher qui ont fermé les yeux, qui n'ont voulu rien voir, ouvriers obstinés et frivoles de leur propre ruine. Les difficultés qui naissent des derniers événements accomplis en Espagne ne sont pas non plus nouvelles; elles se sont

produites d'autres fois, et voilà pourquoi je trouve de l'intérêt à rassembler ces pages qui racontent le lendemain d'une révolution, où, à part la crise dynastique qui est certes une complication de plus, s'agitaient déjà toutes les questions qui s'élèvent aujourd'hui. Je les livre au public telles qu'elles ont été écrites, sans y rien changer ou du moins sans modifier les jugements, sans altérer les impressions.

Nous racontons tous un peu l'histoire contemporaine à mesure qu'elle se déroule, au pas de charge; nous pouvons nous tromper quelquefois sans le vouloir. L'essentiel est de suivre les événements avec un zèle attentif, avec une connaissance précise des choses et des hommes, et de les exposer avec une bonne volonté sincère, avec la passion de la vérité et de la justice. C'est à quoi je me suis appliqué dans ces pages qui embrassent quinze années de l'histoire de l'Espagne, comme je l'avais fait déjà dans d'autres études sur ce pays (1).

(1) Voir mon livre : *L'Espagne moderne*, 1 vol. in-18.

L'Espagne est malheureusement une de ces nations qu'on oublie quand elles sont tranquilles, vers lesquelles on ne songe à tourner les regards que lorsqu'elles s'agitent. Si on l'étudiait un peu plus, on découvrirait bien vite en elle un pays qui ne mérite pas seulement l'intérêt dans ses heures d'agitation, à qui il ne manque qu'un bon gouvernement. C'est l'affaire aujourd'hui de ceux qui ont entrepris de le lui donner par une révolution qui a mis sur son programme toutes les libertés. Quand ils ne lui donneraient, avec ce bon gouvernement, que la moitié des libertés qu'ils lui promettent, ce serait encore beaucoup et la révolution actuelle ne serait point une crise inutile. Seulement, et c'est ici que la difficulté commence, l'essentiel est que ces libertés, même modérées, même ramenées à ce qu'elles ont de possible, soient vraies, sérieuses et durables. Le seul point bien clair aujourd'hui c'est que la dernière révolution, devenue certainement inévitable, légitimée par tous les abus de pouvoir, a

pu s'accomplir avec une facilité sans exemple, sans rencontrer d'autre résistance qu'un choc avec une petite armée combattant par devoir et par point d'honneur encore plus que par conviction.

Maintenant commence l'œuvre épineuse de la reconstruction, et puisque les Espagnols en sont à se donner encore une fois des Cortès constituantes, ils n'ont qu'à lire dans l'histoire de toutes celles qu'ils ont eues déjà. Voilà la quatrième Assemblée constituante que l'Espagne aura eue depuis moins de soixante ans : après quoi, il ne restera qu'à respecter la septième ou huitième constitution un peu mieux que les précédentes. Cela veut dire que rien n'est fini, que tout recommence, et à la vérité, pour l'Espagne comme pour tous les pays, comme pour toutes les sociétés, l'histoire, qu'est-ce autre chose qu'un recommencement perpétuel dans un cercle toujours agrandi?

1er Novembre 1868.

LES RÉVOLUTIONS DE L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

I

LA RÉVOLUTION DE 1854

PREMIÈRE PARTIE

L'INSURRECTION DE 1854 ET LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION (1855)

I

L'Espagne depuis un an est livrée au caprice ironique d'une révolution qui a été l'œuvre involontaire ou imprévue de tout le monde, qui a commencé par tout ébranler pour en venir à s'agiter sur elle-même, et éprouve autant de peine à se fixer qu'à se développer. Ce n'est point la première fois que la Péninsule apparaît sous la figure d'un astre quelque peu irrégulier de la politique décrivant des ellipses singulières. Quand un souffle de violence se répandait en Europe en 1848, elle se réfugiait dans le calme et y trouvait une sorte de réhabilitation; quand la tempête s'est apaisée, elle s'est trouvée mûre pour des perturbations nouvelles, comme si elle voulait montrer ce qu'il y a toujours de distinct dans ses commotions. Lorsqu'enfin les plus grandes questions s'élèvent dans le monde, elle se lie les mains

par ses convulsions intérieures, comme pour se désintéresser du mouvement général des choses. Née de la décomposition lente et irrésistible d'une situation qui parut un moment réunir toutes les conditions de la durée, cette révolution a cela de particulier que, si elle a été l'expression de l'impuissance des vieilles combinaisons, elle n'a rien fait triompher : elle n'a été qu'une grande crise qui est venue raviver les plaies invétérées de la péninsule, rallumer tous les antagonismes, réveiller tous les problèmes et renouer, en un mot, le cours des fiévreuses agitations. La veille encore, l'Espagne, bien que sourdement travaillée et vaguement inquiète, conservait l'apparence de la paix, comme la dernière chance d'une meilleure fortune; le lendemain, pouvoirs réguliers, lois, institutions, tout s'était effondré et avait disparu.

Dans cet intervalle que s'était-il passé? Quelques généraux, entraînant leurs soldats dans le Champ des Gardes à Madrid, le matin du 28 juin 1854, avaient relevé le drapeau des guerres intérieures. La scission de l'armée avait appelé la sédition du peuple. Sous le flot montant de l'insurrection, le gouvernement s'était dérobé pour ainsi dire, et la péninsule restait en peu de jours avec une monarchie nominale, des forces incohérentes et des passions déchaînées. Or comment ces événements s'étaient-ils accomplis, et par quelle succession de circonstances étaient-ils devenus possibles? De quel mélange de mobiles personnels et de causes politiques étaient-ils le fruit? quelles conditions nouvelles créaient-ils? C'est là une histoire qui embrasse la situation tout entière de l'Espagne dans ses origines, dans ses éléments confus, avec tout son mouvement d'hommes, d'ambitions et d'intérêts.

Il y a tout d'abord un petit nombre de traits essen-

tiels et élémentaires en quelque sorte qui se retrouvent invariablement dans le drame des révolutions politiques de l'Espagne. A travers toutes les péripéties de ces luttes de modérés à progressistes, de progressistes à modérés, qui forment l'histoire contemporaine de la péninsule, à l'issue de tous les conflits, on peut apercevoir un fait caractéristique : c'est la présence unique et exclusive du parti qui triomphe. Soit par une logique singulière de ce fatalisme propre à la nature espagnole, soit par suite de cette facilité que rencontrent les causes victorieuses dans un pays résigné et accoutumé à changer de maîtres, la scène publique appartient exclusivement aux dominateurs du jour. Le parti opposé existe-t-il? On ne le sait plus; il disparaît subitement; il émigre ou se retire tout au moins, et il attend. Il y a eu des moments, sous la régence du duc de la Victoire, où il n'y avait qu'un conservateur au congrès, c'était M. Pacheco. Il y a eu des époques, pendant le règne du parti modéré, où il n'y avait qu'un progressiste dans les cortès, c'était M. Orense.

On dirait que la péninsule est alternativement tout entière progressiste ou tout entière modérée. Il n'en est rien. Cela prouve simplement que la vie politique au delà des Pyrénées est une fiction dans sa représentation extérieure, et qu'au fond elle n'a point cessé d'être une guerre où chaque situation se dénoue par la force, dont les décisions sont acceptées momentanément par les vaincus jusqu'à une occasion plus favorable. On croyait le drame fini, il n'était qu'interrompu. En réalité, l'insurrection reste jusqu'ici le grand instrument des évolutions politiques de l'Espagne. C'est le grand ministre au département de l'imprévu. Et, comme pour rendre plus palpable cette assimilation de la vie publique espagnole à

une guerre, quels sont les chefs que choisissent les partis? Ce sont des soldats, — Narvaez, Espartero, O'Donnell, — personnifications successives de toutes les situations, de toutes les tendances, des opinions anciennes ou des opinions qui cherchent à se former.

Il y a un autre trait qui n'est pas moins saillant, et auquel la dernière révolution donne un degré de vérité terrible : c'est que les partis dominants, une fois qu'ils sont placés au pouvoir par les circonstances, ne succombent point sous l'effort agressif de leurs adversaires naturels. Ils commencent par se détruire eux-mêmes. Ils mettent un cruel et bizarre acharnement à se démembrer, transportant la guerre civile dans leur propre sein, se décomposant avec une inexorable logique et laissant la société sans direction. Alors l'insurrection se lève, comme pour achever de trancher ce fil usé et à demi rompu auquel tient l'existence du pays, et la face des choses est changée, moins par la force réelle des oppositions extrêmes que par l'impuissance du gouvernement. Mouvement factice de la vie politique, prépondérance des éléments militaires, dissolution de toutes les forces dirigeantes de la société, — de ces traits divers, quel est celui qui a manqué à la révolution espagnole de 1854, à cette révolution nouée par la main des généraux, consommée par l'insurrection, préparée par le suicide du parti modéré?

Ce suicide est à la fois le triste dénoûment d'une période digne d'une meilleure fin et le prologue des événements actuels. Qu'on remarque cependant, comme un dernier témoignage de la vitalité et de la puissance des idées conservatrices, qu'il a fallu trois ans et quatre ministères pour mener à bout ce suicide, dont la moralité est une révolution.

II

Le parti modéré, dans ses nuances diverses, a gouverné pendant dix ans l'Espagne; il ne l'a pas gouvernée seulement, il l'a constituée, organisée et transformée. Les conditions d'un régime régulier et sensé, il les a réalisées, affermissant la monarchie sans affaiblir le principe des garanties libérales dans la constitution de 1845, couronnant la hiérarchie administrative par un conseil d'État, disciplinant l'anarchie locale par les lois sur les députations provinciales et les municipalités, chassant l'esprit de sédition de l'armée, assurant la paix des consciences par la négociation du concordat, promulguant les codes du droit civil et du droit criminel, renouvelant enfin les conditions économiques du pays par les réformes de M. Mon et de M. Bravo Murillo, qui ont donné à l'Espagne un système plus simple de contributions, une législation commerciale moins restrictive, une comptabilité publique claire et rationnelle. Il ne faut point oublier ce qu'était la péninsule en 1843, au moment où la régence du duc de la Victoire disparaissait dans un immense mouvement national. Tout était à faire : en peu d'années, tout se coordonnait sous l'empire d'une pensée pratique de gouvernement.

Puissant par les lumières et par les intérêts qu'il représente, mais lent à se mouvoir et prompt à se diviser, le parti conservateur espagnol avait eu la singulière fortune de trouver un chef d'un instinct supérieur et d'une vigueur indomptable, le général Narvaez. La présence du duc de Valence au pouvoir n'offrait pas seulement la garantie d'une volonté difficile à déconcerter; elle était le signe visible de l'union du parti modéré, son point de ralliement dans des crises qui n'étaient pas toujours d'une nature absolument politique. C'est cet ensemble de forces qui faisait la consistance de l'Espagne au milieu des révolutions de 1848. La péninsule avait fait face en même temps aux contagions révolutionnaires, aux entreprises du parti carliste, qui saisissait l'occasion de rallumer la guerre civile dans la Catalogne, et aux querelles violentes de l'Angleterre. Elle sortait de ces complications libre, pacifiée, diplomatiquement victorieuse de l'Angleterre, et reconnue dans son existence nouvelle par l'Europe entière, si ce n'est par la Russie, qui a attendu la guerre de Crimée et la révolution de 1854 pour faire à la reine Isabelle la politesse de l'inscrire parmi les souverains.

Le triomphe de cette politique est d'avoir fait croire à sa durée, à un état définitif, supérieur dans son principe et dans son ensemble aux évolutions et aux variations des partis. Si les chefs de l'opinion progressiste, M. Olozaga ou M. Cortina, eussent été appelés au pouvoir en ce moment, ils n'eussent demandé à coup sûr ni la réforme de la constitution de 1845, ni la convocation de la milice nationale, qui n'avait pas tout leur enthousiasme. Quant à une opposition d'une nature plus prononcée, démocratique ou républicaine, si l'on veut, l'em-

barras eût été de trouver assez d'hommes pour former un gouvernement. Comment donc une telle situation a-t-elle pu si étrangement dégénérer? Elle a été compromise le jour où les passions ont été plus fortes que les doctrines et l'esprit politique qui l'avaient créée, le jour où la dissolution est entrée dans toutes les sphères du gouvernement.

On a recherché, avec une ardeur d'animosité qui ne pouvait qu'ajouter au mal, quels sont les auteurs, les causes, les prétextes de cette crise universelle? Le vrai coupable, dont tous les autres sont les instruments, c'est cet esprit de division qui se met dans les partis depuis longtemps en possession du pouvoir, et qui n'a fait que grandir de jour en jour en accumulant les haines et les impossibilités. L'Espagne est malheureusement le pays où la vie publique est le plus soumise à l'action dissolvante des passions et des ambitions personnelles. Chacun songe à passer général, c'est-à-dire président du conseil, et chacun est intéressé dès lors à se faire un centre distinct, une politique. De là une multitude de combinaisons en germe, ministères des économies ou ministères de conciliation, ministères militaires ou ministères civils, — si bien que, dans cette succession de ministères et de nuances, c'est la pensée politique elle-même qui s'en va, c'est le gouvernement qui n'existe plus. Supposez un nombre d'abus toujours suffisant pour donner une couleur légitime aux oppositions, les entraînements du pouvoir venant provoquer les entraînements de la résistance, des questions plus délicates encore tombant comme une arme envenimée aux mains des partis et compliquant cette confusion : vous aurez la véridique histoire de l'Espagne dans ces dernières années.

La retraite du général Narvaez aux premiers jours de 1851 ne créait point cette crise, elle en était le symptôme. Chef du gouvernement depuis plus de trois ans, le général Narvaez conservait en apparence une position incontestée. Il n'est pas moins vrai qu'il voyait se nouer autour de lui la conjuration de toutes ces dissidences que la paix réveille. On lui reprochait d'abuser de la force, de corrompre le pays, de subordonner à sa prépondérance personnelle les intérêts économiques et l'ordre financier. Des élections avaient eu lieu, et on accusait le ministre de l'intérieur, le comte de San-Luis, d'avoir manœuvré de façon à exclure toutes les oppositions, les hommes les plus considérables, pour ne laisser arriver au congrès qu'une phalange obscure et docile, désignée déjà sous le nom de *polacos,* qui est devenu le sobriquet de toutes les majorités modérées; c'étaient les mameloucks du ministère. Le nom même de la reine Christine commençait à être prononcé, et par le fait il y avait entre la reine-mère et le duc de Valence une rupture presque complète, qui éclatait dans des incidents futiles de bals et de réceptions.

C'est devant ces difficultés latentes que le général Narvaez quittait subitement le ministère et Madrid, impatient et froissé, persuadé que la reine Christine lui rendait le pouvoir impossible, plus convaincu encore que M. Bravo Murillo, qui venait de sortir du cabinet et qui allait le remplacer, ne s'était retiré qu'avec la préméditation de recueillir son héritage. C'était le commencement de cette étrange dissolution, à laquelle il ne manquait que des aliments et des incidents.

Quelle est, en effet, la première conséquence de cette crise? Immédiatement le chef du nouveau cabinet,

M. Bravo Murillo, se trouve en présence d'une opposition moins puissante encore par le nombre à la vérité que par la valeur et le caractère de ses membres : c'étaient des ministres de la veille, les plus éminents conservateurs, M. Pidal, M. Mon, le comte de San-Luis.

Le champ de bataille était une question matérielle, le règlement de la dette qui résumait presque le programme du nouveau ministère. M. Bravo Murillo restait victorieux, et dans cette première période de sa carrière de président du conseil, il se montrait ce qu'il était réellement, un esprit laborieux et exact, un administrateur intelligent, préoccupé de l'ordre financier, du développement des intérêts du pays; mais il était visible dès lors que la vie politique de l'Espagne était profondément troublée, que les partis entraient dans une crise qui les conduirait à une désorganisation complète ou à une transformation. M. Pacheco le disait dans le congrès : « Je cherche les partis, et je ne les rencontre ni ici ni hors d'ici. Les principes et les doctrines les formèrent, les intérêts les ont dissous. Je ne vois que des groupes divers sans aucun principe commun qui les dirige. Où est le parti modéré? Est-il avec la majorité ou avec l'opposition conservatrice? Où est le parti progressiste? Est-il aux côtés de M. Olozaga ou de M. Orense? ou bien encore avec M. Cortina, retiré sous sa tente comme un autre Achille?... » De cette décomposition des partis, s'accomplissant au milieu de l'indifférence du pays, naissait une de ces tentations auxquelles les gouvernements résistent rarement, celle de se croire forts de la faiblesse de tous, et de chercher à faire sortir la prépondérance du pouvoir de la division ou de l'impuis-

sance de tous les autres éléments politiques. L'idée de consacrer cette prépondérance par la réforme de la constitution était déjà là en germe.

Cette pensée de réforme constitutionnelle, qui a joué un si grand rôle dans les crises contemporaines de l'Espagne, ne procédait pas d'un seul fait au surplus : elle naissait de la décomposition des partis, de l'immense mouvement conservateur accompli au-delà des Pyrénées depuis 1845, de l'influence du 2 décembre survenant en ce moment. En la dégageant de ce qu'elle avait d'accidentel et de secondaire, elle pouvait avoir un sens plus profond ; elle était le fruit d'une préoccupation de bien des esprits, celle de réaliser dans la politique ce que la convention de Bergara avait fait entre les armées de la reine et du prétendant, c'est-à-dire de rapprocher les fractions monarchiques divisées par la guerre civile et de rallier autour du trône d'Isabelle II ce faisceau d'instincts et de sentiments conservateurs où don Carlos avait trouvé sa force. C'était une sorte de torysme espagnol ; mais le danger dans ces transformations était d'enlever à la royauté d'Isabelle ce caractère nouveau et libéral que les événements lui avaient donné, que la constitution de 1845 avait maintenu. Qu'avait-elle fait d'ailleurs, cette constitution ? Elle avait le mérite de vieillir et d'être déjà presque l'une des plus anciennes de l'Europe. Elle n'avait point empêché le général Narvaez de conduire l'Espagne à travers les conflagrations de 1848. Un des chefs du parti progressiste, M. Mendizabal, le disait avec assez d'esprit : « Avons-nous eu un 24 février pour avoir comme *erratum* un 2 décembre ? » Si l'homme d'État chez M. Bravo Murillo eût égalé l'administrateur, il aurait vu que le péril dépassait l'avantage, qu'en vou-

lant achever la déroute des oppositions, il leur donnait une raison d'être, un drapeau.

Pour que cette réforme pût avoir quelque chance sérieuse, elle aurait dû être l'œuvre du parti conservateur uni et compacte, et le travail des animosités personnelles, en se poursuivant, rendait chaque jour les scissions plus implacables. Il aurait fallu tout au moins que M. Bravo Murillo pût compter sur les chefs de l'armée, et il n'y pouvait compter, par cette raison assez naïve, mais vraie, qu'il était un président du conseil en habit noir. Enfin, si une telle entreprise valait d'être tentée, il fallait la mûrir, la préparer et l'exécuter sans laisser place à aucune tergiversation. Pendant tout un été au contraire l'opinion flottait dans toutes les incertitudes. La réforme était partout comme une ombre provoquante. Chacun se plaisait à imaginer un coup d'état et à en fixer la date, de telle sorte que, quand M. Bravo Murillo se présentait aux cortès à la fin de 1852 avec ses projets de réforme constitutionnelle, il y arrivait sous le poids de ce soupçon d'un coup d'État manqué. La réponse fut immédiate; le congrès élevait à la présidence M. Martinez de la Rosa, dont le premier acte était de marquer son élection du sceau d'une protestation constitutionnelle, et d'envoyer sa démission de vice-président du conseil d'État.

La lutte entre les diverses fractions du parti conservateur, partout visible depuis quelque temps, mais dissimulée dans le silence de la tribune et de la presse, devenait donc un fait palpable et éclatant aux yeux du pays. La dissolution du congrès ne faisait que l'aggraver en rejetant toutes les nuances de l'opposition modérée dans un comité d'élection formé sous l'inspiration mili-

taire des généraux du parlement, organisé pour la défense des institutions libérales, et rapproché sur ce terrain d'un comité progressiste. L'éloignement du général Narvaez, placé en quelque sorte à la tête de ce mouvement et brusquement envoyé à Vienne pour y aller étudier l'organisation militaire de l'Autriche, ne servait pas peu à augmenter la confusion. Le président du conseil espagnol avait voulu gagner du temps par des élections; la force des circonstances le ramenait à une série d'actes qui constituaient un coup d'État en détail, auquel il ne manquait que son véritable nom et une dernière résolution.

C'est l'honneur de M. Bravo Murillo de s'être arrêté dans cette voie, de n'avoir point même cherché à isoler la reine de ses conseils les plus naturels pour enlever à sa confiance une décision irréparable. Par elle-même, la reine Isabelle n'avait point l'idée d'agir sans le concours des cortès; mais, chose étrange, après l'explosion de toutes les haines des partis, sait-on qui prêtait en ce moment le plus d'autorité aux scrupules constitutionnels? C'est la reine Christine. Le sentiment connu de la reine-mère faisait la faiblesse de M. Bravo Murillo, la force indirecte et secrète des oppositions qui devaient la proscrire, et l'encouragement de tous ceux qui cherchaient une issue dans ces extrémités, une transaction entre la dignité du pouvoir et le principe des institutions libérales. Cette issue, cette transaction, on pensa l'avoir trouvée par la retraite de M. Bravo Murillo et l'avénement d'un ministère moins engagé; on n'avait trouvé qu'un expédient momentané, précaire et impuissant.

III

A considérer cette crise sous un certain aspect, il semble que les incidents qui se succèdent résument en eux-mêmes toutes les difficultés de la situation de l'Espagne; ils n'en sont que l'apparence, ils ne sont que l'expression d'un fait plus profond qu'on voit poindre sous le général Narvaez, qui se développe après lui, et que la chute de M. Bravo Murillo vint montrer sous un jour saisissant : c'est la dissolution acharnée de toutes les forces politiques de la péninsule et l'impossibilité croissante de trouver des éléments suffisants pour recomposer un pouvoir. La réforme constitutionnelle jetée entre les partis, les actes discrétionnaires accumulés depuis quelque temps, l'exil du général Narvaez, les concessions de chemins de fer dont on commençait à murmurer, étaient sans doute des questions épineuses pour un cabinet nouveau. S'il n'y avait eu que ces questions cependant, un gouvernement loyal et ferme pouvait les trancher; elles étaient insolubles parce qu'il n'y avait de place que pour un pouvoir sans point d'appui au milieu de l'exaspération des esprits et des ressentiments personnels. De là le caractère des deux ministères qui se succédaient à peu d'intervalle, — l'un ayant pour chef

le général don Federico Roncali, l'autre le général don Francisco Lersundi, — et qui n'avaient que quelques mois de vie. La politique modérée ne vivait plus que d'une ancienne impulsion, à vrai dire, et à mesure que cette impulsion s'épuisait, les ministères duraient moins.

Ce n'était plus un gouvernement, c'était une réunion d'hommes de bonne volonté, choisis un peu dans toutes les nuances, rapprochés par des considérations de circonstance, et mettant en commun leurs efforts pour exercer une sorte de médiation entre toutes les animosités. La réforme constitutionnelle était un élément de trouble; — on s'appliquait à en adoucir les termes, et on la déférait entièrement aux cortès. La presse avait été rigoureusement traitée, — on se relâchait de ces rigueurs. Le comité libéral avait été dissous d'autorité et avait vu ses manifestes supprimés; — on négociait avec lui et on laissait circuler ses manifestes. L'élément militaire était vivement froissé d'être subordonné depuis deux ans à l'élément civil dans les conseils du gouvernement; — le premier cabinet qui succédait à M. Bravo Murillo, celui du général Roncali, était un cabinet presque militaire : il contenait trois généraux qui se rencontraient avec deux des hommes les plus remarquables du parlement, MM. Alejandro Llorente et Antonio Benavidès. Le ministère Roncali parvenait à détacher quelques membres du comité modéré, il faisait des élections favorables, il réunissait les cortès, et en peu de temps cependant les difficultés étaient les mêmes, les hostilités renaissaient plus vives dans le sénat, où elles se faisaient jour par la voix des chefs militaires. Si quelques voiles pouvaient couvrir les visées de l'opposition, le général Manuel de la Concha, marquis del Duero, les

déchirait dans une discussion sur les chemins de fer, en mettant directement en cause « un homme puissant, disait-il, qui exerce une influence fatale et démesurée sur le ministère actuel, comme il l'a exercée sur le ministère antérieur, — un homme à qui est due la chute du duc de Valence, parce que celui-ci avait dit : Je veux être le gouvernement. » Il s'agissait du duc de Rianzarès, mari de la reine Christine. Une suspension nouvelle des cortès après ces discussions, voilà où aboutissait le ministère, et il périssait du même coup.

Le cabinet du général Lersundi était-il plus heureux? Formé des éléments les plus différents, il se remettait avec une entière bonne foi à cette œuvre ingrate et chaque jour plus difficile de la conciliation. Il prodiguait la tolérance, cherchait à détourner les esprits des émotions politiques, laissait tout le monde convaincu de la droiture de ses vues, et ne réussissait à vivre lui-même que d'une vie éprouvée par une série ininterrompue de crises intérieures. Ces tentatives, plus dignes d'estime qu'efficaces, on les honorait; mais les hommes les plus considérables refusaient de s'y associer : on en sentait l'impuissance. L'opposition pouvait être partiellement démembrée ou neutralisée momentanément, elle n'était point vaincue; elle gardait son attitude et sa vivacité. L'opposition avait déjà un mot d'ordre : la liberté, la constitution! Toutes les opérations de finances, d'industrie et de chemins de fer lui en donnaient une autre : la moralité!

Il y a eu un moment où on eût dit que l'Espagne se composait de malfaiteurs passant successivement au pouvoir et de Catons s'enveloppant dans leur rigidité romaine. Il y avait certainement une exagération extrême

des deux côtés. Il n'est pas moins vrai qu'il s'était élevé à cette époque, dans l'atmosphère morale de la Péninsule, un nuage épais de préventions et de soupçons, — que le principal concessionnaire des chemins de fer, M. Salamanca, était peu en faveur auprès des oppositions, — que de M. Salamanca on remontait aux ministres, des ministres à toutes les influences du palais, des affaires de gouvernement aux questions les plus personnelles, les plus intimes, et que dans cet amas d'accusations de tout genre tous les éléments politiques de l'Espagne étaient mis en cause, livrés et discrédités. A ce travail persistant, le ministère Lersundi ne pouvait opposer que ses efforts modestes et ses bonnes intentions. Il fallait en venir à une solution, et le cabinet du 18 septembre 1853 se forma sous la présidence de M. Luis-José Sartorius, comte de San-Luis, pour donner enfin un gouvernement à la Péninsule.

Ce n'était point une solution, et ce n'était point un gouvernement; c'était une énigme dans les conditions politiques de l'Espagne. Il faut faire la part des circonstances. Le ministère du 18 septembre avait le malheur d'être le dernier venu, sur lequel se résolvaient tous les orages d'une situation pleine d'incohérences accumulées; il arrivait à un moment où il n'y avait guère de choix qu'entre les chemins qui conduisent à une catastrophe. Cela dit, de tous les ministères qui pouvaient se former, c'était celui qui était le moins fait pour échapper à cette terrible alternative. Ce n'est pas que le nouveau président du conseil n'eût une politique, il en avait même deux, et c'est ce qui le perdit. La première de ces politiques consistait à épuiser la voie des concessions, à prendre littéralement le programme des oppositions; la

seconde consistait à tout réduire et à tout dompter là où la conciliation aurait échoué; seulement le succès de cette double politique ne pouvait être le prix que d'une grande, d'une réelle et incontestable autorité, et cette autorité manquait au cabinet autant qu'à son chef.

Jeune, entreprenant, très-décidé à relever sa fortune par quelque tentative propre à mettre fin à la situation critique de l'Espagne, le nouveau président du conseil trouvait dans son passé plus d'un obstacle. Qu'on songe que membre de l'administration du duc de Valence de 1848 à 1851, il en avait été ce qu'on pourrait appeler la partie faible et attaquée. Lorsqu'on accusait le cabinet de Narvaez de remplir le congrès de ses créatures, c'est sur le comte de San-Luis qu'on en faisait peser la principale responsabilité; c'est contre M. Sartorius que s'était élevée pour la première fois, justement ou injustement, cette terrible question de moralité avec laquelle on battait en brèche tous les ministères. Jeté dans l'opposition sous M. Bravo Murillo, membre du comité libéral, M. Sartorius avait semblé faire en quelque sorte une guerre à part, pour son propre compte, et s'était habilement détaché de la coalition comme pour offrir au pouvoir royal, par sa neutralité, la ressource d'une combinaison nouvelle. Les oppositions avaient pressenti le sens de cette évolution et s'étaient armées déjà contre cette candidature de leurs vieux et de leurs nouveaux griefs. En un mot, on faisait un crime au comte de San-Luis de la rapidité de sa fortune, de ses connivences présumées, de ce que l'on considérait comme une défection et comme le mouvement d'une ambition ardente. Dans le cabinet même, à côté du ministre de la guerre, soldat estimé, à côté du marquis de Molins et du marquis de Gerona, le

nom du ministre des travaux publics, de M. Esteban Collantès, soulevait de vives préventions. La présence d'un progressiste, M. Domenech, au ministère des finances, semblait un fait étrange, et, comme la politique ne l'expliquait pas, on y voyait le résultat d'engagements personnels du président du conseil, qui n'aurait même connu le nom de son futur collègue, suivant certaines versions, que peu d'heures avant de le présenter à la reine.

Dans ces conditions, on peut le dire, la conciliation était moins une politique qu'un système de ralliement individuel pratiqué à l'égard des hommes, et d'un succès très-incertain. Le comte de San-Luis donnait les grands emplois de la guerre aux principaux chefs militaires de l'opposition, aux généraux Jose de la Concha, Cordova, Ros de Olano, et, chose singulière, il n'arrivait qu'à s'aliéner les généraux qu'il éloignait, sans gagner ceux ceux dont il recherchait l'appui. Il ne lui servait de rien de rappeler définitivement le général Narvaez en Espagne, de convoquer les cortès, de soumettre aux chambres toutes les concessions de chemins de fer, de retirer les réformes constitutionnelles, de prendre, en un mot, aux oppositions tout leur programme. Dès que le parlement s'ouvrait, le comte de San-Luis trouvait réunis contre lui, dans une formidable coalition, les hommes qui l'avaient combattu autrefois et ceux dont il avait été le collègue, les libéraux et les partisans des réformes constitutionnelles, l'opposition militaire et l'opposition civile, les amis des ministères tombés et les amis des ministères en expectative. L'orage amassé dans le sénat éclatait par un vote qui ralliait 105 voix systématiquement hostiles contre 69 restées fidèles au cabinet.

Ce fut un tort du sénat indubitablement. Il jouait la

paix et le sort de l'Espagne pour une question vulgaire, pour ce qu'on nommait une affaire d'étiquette parlementaire. Il s'agissait de savoir s'il fallait discuter une proposition partielle sur les chemins de fer, produite dans le sénat, lorsque le gouvernement avait présenté une loi générale au congrès. C'était puéril; mais cela ne faisait que mieux ressortir le caractère de cette signification hautaine d'indignité infligée à la personne morale du ministère encore plus qu'à sa politique. Ce n'était plus une discussion, c'était un duel. « Si nous avons la victoire, disait le général Ros de Olano, c'est le ministère qui est tué; si nous succombons, c'est le sénat qui est mort! » Le général Ros de Olano se trompait : sénat et gouvernement, gouvernement et sénat étaient morts du même coup. Ce jour-là, le 8 décembre 1853, une révolution fut fomentée au sein du sénat espagnol. Ce fut sans doute aussi le tort du gouvernement de répondre à une impatience d'opposition par une impatience de pouvoir, à un vote hostile par une suspension indéfinie des cortès. Strictement, il ne dépassait peut-être pas son droit. Politiquement et moralement, c'était un conflit à outrance accepté par tous, après une trêve inutilement offerte et injurieusement repoussée.

Au fond, l'alternative même que semblait s'être posée le comte de San-Luis, entre la politique de conciliation et la politique de compression, avec le dessein de les épuiser toutes deux, dénotait que l'une et l'autre de ces politiques étaient pour lui des expédiens, et un expédient ne tranche point de telles crises. La lutte n'était plus dans le parlement, il est vrai; elle était partout sous la forme d'une agitation clandestine et menaçante. L'esprit de parti, exaspéré d'une déception nouvelle, tendait de

plus en plus à envelopper dans une sorte de solidarité fatale le ministère et la royauté elle-même, réduite à l'isolement au milieu d'une déconsidération croissante.

Dans cette opposition confuse, cela est certain, il y avait des groupes où, faute d'un changement de ministère, on ne reculait plus devant l'extrémité d'un changement dynastique. L'éviction de la maison de Bourbon prenait le déguisement de cette chimère presque grandiose de la réunion de l'Espagne et du Portugal sous le sceptre de la dynastie de Bragance, et cette pensée eut même un moment assez de consistance pour qu'on voulût savoir le degré d'appui qu'elle trouverait dans les conseils de l'Angleterre. Lord Clarendon en fut informé; il déclina absolument ces ouvertures, mais il put mesurer le chemin qu'avaient fait les idées d'opposition au-delà des Pyrénées. Le gouvernement, de son côté, se rejetait dans l'excès des mesures dictatoriales. Une fois dans cette voie, il n'y avait plus d'issue. Les généraux Manuel et Jose de la Concha, O'Donnell, Infante, Armero, Serrano, Zabala, des hommes politiques, des rédacteurs de journaux, étaient successivement internés, exilés ou déportés.

Quel était le but dernier du comte de San-Luis? Il avait sans doute, lui aussi, son acte d'autorité souveraine en réserve, son projet de réforme constitutionnelle. Il voulait, à ce qu'il semble, frapper le sénat, qui était un foyer d'opposition depuis deux ans, achever la désorganisation des anciens partis et aller chercher un appui dans les masses. L'Espagne se trouvait entre une révolution et un coup d'État, — et ici se pose naturellement une question grave : combien de temps un pays peut-il assister à ce spectacle de tous les désordres dans les régions politiques sans se sentir lui-même atteint? La Pé-

ninsule voyait depuis deux ans les conflits et les crises du pouvoir se succéder, et elle restait calme. Une première insurrection militaire qui éclatait à Saragosse dans l'hiver de 1854 ne trouvait encore aucun écho dans la population; mais en réalité il se poursuivait partout un travail profond de désaffection. Le gouvernement, avec sa dictature, voyait le pays lui échapper. Il n'avait ni l'armée, dont il proscrivait les chefs, ni la noblesse, dont il froissait la fierté, ni les classes politiques acharnées contre lui, ni le peuple, sur lequel il prélevait un emprunt forcé sous la forme d'une anticipation d'impôts. Il vivait dans une telle atmosphère d'hostilité, que pendant cinq mois le général O'Donnell, qui avait reçu l'ordre de se rendre aux Canaries, et qui avait résisté à cette injonction, put rester caché à Madrid sans être découvert. O'Donnell changeait souvent d'asile; il fut malade au point de recevoir les sacrements; on ne le trouva pas. Qu'il y eût une conspiration permanente dans cet intervalle, tout le monde le savait; le petit nombre s'y associait activement, le reste laissait conspirer. Voilà où en était l'Espagne au mois de juin 1854.

Maintenant, à ce point extrême, qu'on observe deux faits : le parti progressiste paraît à peine jusqu'ici dans cette mêlée. Sans doute il est l'allié des dissidents conservateurs dans leur opposition, et en définitive c'est à son profit que se joue cette triste partie; mais il ne se montre point avec sa politique et son drapeau à la tête d'un mouvement d'opinion. Cela est si vrai qu'en ce moment même M. Olozaga, qui était à Bayonne, faisait offrir son appui et celui de ses amis au général Cordova, s'il formait un ministère en rouvrant les cortès et en donnant place dans le conseil à deux progressistes des

plus connus par leur modération, MM. Cantero et Gomez de la Serna. Ce n'est point visiblement en outre par un vice de doctrines et de principes que le gouvernement des idées modérées succombait en Espagne; la paix extérieure du pays à travers toutes les crises restait comme un dernier témoignage de l'efficacité de ces idées. Le gouvernement modéré périssait par les passions et les ambitions des hommes, par les témérités des uns et les impatiences des autres, par une émulation universelle à s'entre-détruire, en se servant de toutes les armes, même des plus terribles, même de celles qui réduisent en poussière les institutions.

Cette œuvre de destruction accomplie, il n'y avait plus que la force pour faire sortir une situation nouvelle de la poussière des pouvoirs et des partis, en transportant le drame sur un autre terrain, — et, par une ironie singulière, c'est la puissance de la discipline militaire qui venait en aide à une révolution.

IV.

Le mouvement du 28 juin 1854, indépendamment de ses causes politiques, a cela de curieux, en effet, qu'il est l'œuvre de la discipline. C'est le directeur de la cavalerie de l'armée, le général Dulce, investi du droit régulier de commander à ses soldats, qui les réunit un matin au Champ des Gardes, près de Madrid, les met aux ordres de l'insurrection, et les soldats obéissent. Le gouvernement était prévenu de la défection du général Dulce; il crut à ses protestations de fidélité. Dans la nuit même du 27 au 28 juin, le ministre de la guerre, le général Blaser, fut averti de l'agitation de la garnison; il répondit qu'il savait ce que c'était, qu'il s'agissait tout simplement d'une revue. Quelques heures après, la revue était un *pronunciamiento* de plus dans l'histoire de l'Espagne, — *pronunciamiento* auquel le général Dulce donnait sa force en lui amenant presque toute la cavalerie de Madrid, et dont le principal chef était le général don Leopoldo O'Donnell, comte de Lucena.

O'Donnell n'était nullement connu jusque-là pour la vivacité de ses opinions libérales. Homme de passions ardentes sous un extérieur froid, mélange singulier de l'irlandais et de l'espagnol, il était plutôt soupçonné de

nourrir de vagues penchants absolutistes, ou du moins des sentiments conservateurs très-prononcés. Parvenu jeune aux premiers grades de l'armée, — il était né en 1809, — lieutenant-général à trente ans, illustré dans la dernière guerre par des actions d'éclat, dont l'une lui avait valu son titre de comte, O'Donnell, à la tête de l'armée du centre, avait été en 1840 l'appui de la reine Marie-Christine dans sa lutte avec le duc de la Victoire. Il avait à cette époque partagé la fortune de la régente et du parti modéré dans l'émigration, avait pris les armes contre Espartero au mois d'octobre 1841, en plantant le drapeau de l'insurrection sur la citadelle de Pampelune, tandis que l'infortuné Diego Leon et Concha tentaient d'enlever la reine Isabelle à Madrid, — et il n'était rentré en Espagne en 1843 que pour aller comme capitaine-général à Cuba, où il passait cinq ans loin des agitations parlementaires. Nommé directeur général de l'infanterie en 1848 par Narvaez, il était éloigné de ce poste en 1851 dans les premiers temps du ministère de M. Bravo Murillo, et alors commençait cette opposition, chaque jour plus implacable, qui venait se dénouer au Champ des Gardes, où à côté d'O'Donnell et de Dulce se trouvaient réunis les généraux Ros de Olano, Messina et Echague.

La première pensée du général O'Donnell et de ses compagnons n'allait point au-delà du renversement du ministère San-Luis et du maintien de la constitution de 1845. C'est le sens d'une lettre collective qu'ils faisaient parvenir d'Alcala de Henarès à la reine le 28 juin. Ils demandaient à Isabelle, comme *sujets fidèles* et dévoués à son trône, de renvoyer son cabinet, de rouvrir les cortès et de suspendre l'emprunt forcé qui avait été décrété dictatorialement. Le général O'Donnell croyait même encore

atteindre son but par le simple effet de cette manifestation, sans lutte, sans combat, en réduisant le gouvernement à mourir d'impuissance en présence de l'armée ébranlée et de la population civile excitée à se prononcer.

C'est dans ces conditions que la reine Isabelle, qui était à la Granja, rentrait à Madrid le soir du 28 juin, et que le ministère se trouvait subitement placé entre une retraite immédiate qui ressemblait à une capitulation du pouvoir et la nécessité d'une répression qui pouvait avoir des conséquences incalculables. La nécessité de la répression l'emporta après une journée passée en préparatifs et en négociations secrètes. La reine répugnait profondément à un conflit qui déchirait en deux l'armée espagnole. Elle voulait monter à cheval et aller elle-même à la tête des troupes fidèles au-devant des insurgés. Si ce mouvement à la Marie-Thérèse eût été suivi, que serait-il arrivé ? Le ministère serait resté sans doute sur le champ de bataille ; mais dans un pays sensible à toutes les scènes émouvantes et chevaleresques, peut-être les esprits eussent-ils reçu une commotion salutaire qui aurait changé la situation politique de l'Espagne. On arrêta l'élan spontané de la reine, et la lutte acceptée par tous s'engageait le 30 juin près de Madrid, à Vicalvaro.

Première étincelle de guerre civile ! signal nouveau de révolution jeté à un pays lassé de révolutions ! c'était une question décisive de savoir si ces soldats, confondus la veille sous le même drapeau et partagés le lendemain en deux camps ennemis, se serviraient de leurs armes les uns contre les autres. L'insurrection disposait d'une cavalerie assez nombreuse qui était sa seule force. Le gouvernement marchait au combat avec des moyens d'action diminués, ne sachant point au juste le degré de fidélité

des troupes qui lui restaient en infanterie et en artillerie. Par le fait, les généraux soulevés se flattaient encore d'entraîner au dernier moment un brigadier de la garnison sur lequel ils comptaient, et dont la défection sur le terrain pouvait changer la face des choses. La loi du devoir fut plus forte que les connivences secrètes, et les soldats des deux côtés se battirent avec une intrépidité égale. Dès qu'il n'y avait défection de part ni d'autre, la cavalerie de l'insurrection eût tardé à prendre l'infanterie et les canons du gouvernement, tout comme l'artillerie et les fantassins du gouvernement étaient hors d'état de poursuivre les cavaliers rebelles.

Chacun se retira en s'adjugeant la victoire. O'Donnell publia le bulletin des opérations de la *division monarchique-constitutionnelle,* le gouvernement distribua des grades plus qu'il ne fallait en semblable circonstance. En réalité, il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus; mais par son incertitude même le combat de Vicalvaro forçait l'insurrection de modifier son plan de campagne, de chercher de nouveaux appuis, de nouveaux alliés, et c'est là, on va le voir, ce qu'il avait de grave au point de vue militaire aussi bien qu'au point de vue politique.

Qu'avait voulu le général O'Donnell? Avec son noyau de troupes, il avait essayé d'ébranler la fidélité du reste de la garnison; il n'avait point réussi. Il avait offert à Madrid l'occasion de se prononcer, Madrid n'en avait rien fait. De là pour l'insurrection la nécessité de chercher fortune ailleurs. Il restait à choisir une direction : on prit celle de l'Andalousie, qui offrait plus de ressources, des étapes plus sûres, des moyens d'action plus nombreux. O'Donnell, avec ses cavaliers, croyait pouvoir renouveler l'expédition du célèbre partisan carliste Gomez, et battre

pendant quelques mois les routes de l'Espagne, attirant à sa suite les troupes du gouvernement ou tentant quelque coup décisif suivant l'occasion. Politiquement, le combat de Vicalvaro avait un résultat plus grave encore : il conduisait au programme de Manzanarès du 7 juillet, et le programme de Manzanarès, œuvre d'un jeune publiciste, M. Canovas del Castillo, depuis député aux cortès et ministre, était un appel aux progressistes, dont il prenait quelques-unes des idées. Il adoptait pour symbole la réforme du régime administratif, des lois d'élections et de la presse; il invoquait une régénération libérale placée sous la garantie du rétablissement des milices nationales. En un mot, il était calculé pour rallier à la bannière levée au Champ des Gardes des nuances plus avancées d'opposition.

Ainsi, militairement et politiquement ce triste et fatal combat de Vicalvaro avait pour effet de donner à l'insurrection un caractère plus sérieux, de l'étendre, de l'éloigner du centre, par conséquent de la rendre plus difficile à atteindre. C'était là le danger pour le gouvernement, et ce danger se révélait déjà dans la difficulté de former une colonne expéditionnaire pour la lancer à la poursuite des insurgés. Ce n'est que le 5 juillet que la colonne, aux ordres du ministre de la guerre lui-même, pouvait quitter Madrid. Encore le général Blaser était-il obligé de marcher avec une extrême circonspection, tenant ses corps rapprochés et serrés pour ainsi dire dans les liens d'une vigilance incessante.

Le seul côté favorable du combat de Vicalvaro, c'est qu'il avait été une épreuve en apparence victorieuse pour la discipline de l'armée et pour l'esprit de la population civile. Parmi les troupes du gouvernement, il n'y

avait pas eu une désertion; Madrid était resté un jour sans garnison, et rien n'avait remué. Cela veut-il dire que le genéral O'Donnell n'eût point de partisans dans Madrid, que le parti progressiste et le parti révolutionnaire plus extrême n'existassent point? Les uns et les autres existaient; mais les amis d'O'Donnell étaient des banquiers, des négociants, des hommes politiques qui ne font point en général de barricades. Quant aux révolutionnaires de toutes nuances, ils raisonnaient avec la perspicacité de gens qui sentent que leur force ne vient point d'eux-mêmes. Ils se disaient que, s'ils tentaient un soulèvement pendant que leur général O'Donnell était aux portes de Madrid, il leur arriverait de deux choses l'une : ou ils seraient battus, et alors ils porteraient les premiers le poids d'une répression probablement terrible; ou ils seraient victorieux, et alors ils auraient vaincu pour O'Donnell, qui resterait le maître de la situation à la tête de ses soldats et du reste des troupes. Ils gagnaient tout à attendre, au contraire. O'Donnell s'éloignait, le gouvernement était réduit à s'affaiblir pour aller chercher l'insurrection en Andalousie, le pays avait le temps de s'émouvoir, et les esprits s'animaient.

Le gouvernement se méprit complétement sur la réalité de cette situation. Ce calme auquel le pays avait de la peine à s'arracher le trompa en redoublant sa sécurité et sa hardiesse. Il se faisait illusion à lui-même et cherchait à inspirer la confiance aux autres. Un instant même il laissait croire que le général Narvaez venait de lui offrir son épée. La vérité est que le général Narvaez, retiré à Loja, n'avait rien offert au gouvernement pas plus qu'il ne voulait répondre à l'appel pressant que le général O'Donnell lui adressait à deux reprises. Le duc

de Valence était de ce petit nombre d'hommes tels que MM. Pidal, Mon, Martinez de la Rosa, que les circonstances avaient jetés dans l'opposition depuis deux ans, mais que leurs instincts politiques, autant que leur situation, éloignaient de tout mouvement violent, et qui gémissaient attristés en voyant les événements prendre un cours invincible. Le ministère s'enivrait de sa propre confiance et de ses bulletins. Il ne se réveilla qu'en apprenant coup sur coup que le régiment de cavalerie de Montesa, envoyé contre les rebelles, s'était débandé, que la garnison de Valladolid s'était prononcée, et que celle de Barcelone, le capitaine-géneral en tête, adhérait au soulèvement d'O'Donnell : alors il disparut littéralement, entraînant avec lui le gouvernement tout entier. Le comte de San-Luis prit à peine le temps de prévenir le général Cordova qu'il allait être appelé par la reine pour former un nouveau cabinet.

V

C'était le 17 juillet, peu après midi. Quelques heures plus tard, à la sortie d'une course de taureaux, l'insurrection prenait feu dans Madrid, comme une traînée de poudre allumée par une main invisible. Et ici on peut voir une fois de plus ce que deviennent les paroles des partis quand elles sont livrées à l'interprétation des multitudes. Les hôtels des principaux membres du dernier cabinet, du comte de San-Luis, de M. Domenech, de M. Esteban Collantès, étaient d'abord incendiés et pillés. Depuis deux ans, l'agiotage, les concessions de chemins de fer, étaient les thèmes habituels de toutes les oppositions; — on courait mettre le feu à la maison de M. Salamanca. La reine Christine était signalée comme fomentant toutes les intrigues et tous les coups d'État de son palais de la rue de *Las Rejas*; — on se précipitait vers le palais de la reine-mère. Pendant ce temps où était le gouvernement? où étaient les ministres? Il n'y en avait point. Le comte de San-Luis avait disparu, le général Cordova n'avait pu encore former un cabinet. A neuf heures et demie du soir, le 17, le général Cordova était obligé de prêter serment à la hâte entre les mains de la

reine pour tenir tête à une bande qui s'approchait du palais, et même il fallut attendre, parce qu'on ne trouvait pas le formulaire du serment. Nul ordre, nul préparatif. L'insurrection surprenait le gouvernement en déshérence, la monarchie seule, sans conseils, sans ministres et sans défense organisée.

L'homme le plus embarrassé de l'Espagne en ce moment était à coup sûr celui qui avait reçu la mission de ramasser ce pouvoir tombé à terre, en présence d'une insurrection dont on ne connaissait au juste ni les proportions ni le but. Le général Cordova raconte assez naïvement, il nous paraît, dans un *mémoire*, qu'il s'était préparé à ce rôle de médiateur entre les partis. Il s'était toujours montré opposé aux projets de coups d'État. Il avait refusé d'entrer dans les derniers cabinets, nourrissant à son tour l'ambition ou l'illusion d'une combinaison politique à laquelle il présiderait, et il pouvait être fortifié dans cette pensée par les promesses de concours que lui faisait parvenir M. Olozaga. Le général Cordova n'avait oublié dans ses calculs qu'un élément considérable, — l'imprévu, qui venait le mettre en demeure de réaliser sa tentative dans le feu d'une crise révolutionnaire.

A minuit, le général Cordova n'avait encore trouvé qu'un collègue. Au point du jour, le 18, l'heure de sa présidence du conseil était passée; il ne restait plus que comme ministre de la guerre dans un cabinet dont le chef était un homme d'un génie inoffensif et aimable, le duc de Rivas, et qui réunissait deux autres membres de l'opposition conservatrice, MM. Rios-Rosas et Luis Mayans, à côté de trois progressistes modérés, MM. Gomez de la Serna, Cantero et Miguel de Roda. C'est ce qu'on a nommé le ministère des quarante heures : —

pouvoir de transaction ou de transition, si on n'aime mieux l'appeler un pouvoir de miséricorde.

Que pouvait-il ce ministère, sur lequel on rejetait au dernier moment toute la responsabilité? Formé dans une heure de détresse pour couvrir le trône et la société, composé d'hommes qui avaient des origines et des engagements différents, il était à la fois trop régulier pour souscrire à une révolution et trop faible pour la dominer : par sa résistance impuissante comme par ses demi-concessions, il ne faisait que lui donner une impulsion plus vive. Il avait beau donner l'ordre de cesser le feu au risque de se désarmer lui-même, annoncer l'ouverture des cortès, aller chercher dans sa prison, pour l'envoyer en pacificateur auprès de l'émeute, un des officiers insurgés de Vicalvaro, le colonel Garrigo, qui avait été fait prisonnier, condamné par un conseil de guerre, puis gracié par la reine : n'importe, la lutte renaissait sur tous les points; des juntes commençaient à se former, et des hommes accrédités, tels que le général San-Miguel, acceptaient le patronage de l'insurrection. La solitude où se trouvait ce ministère était immense. Enfermé dans le palais, il n'avait ni communications extérieures, ni amis, ni agents, ni serviteurs : tout le monde fuyait cette ombre de gouvernement. Les moyens militaires étaient au même niveau. Pour faire face à une révolution, le général Cordova disposait de deux mille hommes, dont une portion considérable était employée à préserver de toute attaque le palais de la reine. Les anciennes autorités militaires de la reine s'étaient retirées, et on ne savait par qui les remplacer. En moins de deux jours, il y eut successivement à Madrid quatre capitaines généraux.

Cependant l'insurrection grandissait, par cela même qu'elle n'était point vaincue et que l'impuissance du gouvernement semblait plus avérée. Dans les extrémités de ces journées terribles, on eut un instant l'idée d'entraîner la reine hors de Madrid avec les forces militaires restées intactes. Pensée périlleuse qui fut heureusement combattue! Le vieux duc de Castroterreño se jeta, dit-on, aux genoux d'Isabelle pour la détourner de ce conseil. Les amis les plus dévoués et les plus clairvoyants de la reine sentaient que si elle quittait Madrid, c'en était fait de sa couronne.

C'est de cet ensemble de conjonctures que naissait, le 19 juillet, la résolution de remettre le gouvernement au duc de la Victoire; mais le duc de la Victoire était loin, et il fallait vivre jusqu'à son arrivée. Or, les troupes étaient désarmées par ce changement d'autorité qui les laissait sans direction. Ce faible ministère, qui se débattait depuis deux jours et dont les instants étaient marqués, devenait plus impuissant encore pour préserver jusqu'au bout la majesté du trône. Il ne restait plus d'autre issue à la reine que de se faire défendre par l'insurrection elle-même, en appelant le plus modéré des révolutionnaires, le général San-Miguel, qui s'était laissé placer à la tête d'une junte. Puis Madrid fut en liesse : les barricades, en réalité peu nombreuses pendant la lutte, se multiplièrent à l'infini. Le peuple en fit son amusement, ornant ces citadelles de l'émeute des portraits de la reine, d'Espartero, des généraux de Vicalvaro, mêlant, en un mot, dans ses entraînements passionnés, tous les mots d'ordre et tous les drapeaux.

Passer en deux jours du ministère du comte de San-Luis à une véritable dictature déférée au duc de la Vic-

toire dans la dissolution de tous les pouvoirs réguliers, quel rapide chemin! Et sur ce chemin, quelles foudroyantes étapes! Les événements une fois accomplis, il est aisé sans doute d'imaginer toute sorte de combinaisons qui auraient pu les conjurer. Il est plus difficile de savoir quelle est celle de ces combinaisons qui aurait eu une efficacité quelconque, surtout quand on songe que l'orage se formait sur l'Espagne depuis deux ans. Si le ministère était tombé au 28 juin, dit-on, si le général O'Donnell eût été appelé, tout était fini. Rien n'était fini au contraire; c'était évidemment une crise nouvelle qui s'ouvrait par une capitulation sans combat devant la pire des séditions, — une sédition militaire consommée par un abus de la discipline. Si, du moins, au 18 et au 19 juillet, on eût confié la direction des opérations militaires dans Madrid au général San-Miguel, au lieu de la laisser aux mains du général Cordova, dont le nom était impopulaire, toutes les extrémités de la lutte pouvaient encore être évitées, ajoute-t-on. — Mais le général San-Miguel, tout honorable qu'il fût, n'était qu'un insurgé de plus placé bientôt à la tête d'une junte révolutionnaire, et les ministres progressistes du cabinet de quarante heures ne crurent pas eux-mêmes qu'il pût exercer un commandement.

Lorsque enfin tout fut accompli et qu'il fallut se rendre, n'eût-il pas mieux valu consentir à appeler le général O'Donnell, dont les antécédents étaient tout conservateurs, que se livrer au duc de la Victoire, dont le nom était le symbole d'une victoire progressiste? D'abord O'Donnell était à cent lieues de Madrid, et l'insurrection était là, menaçante. Cette raison n'était point cependant suffisante, puisque le duc de la Victoire se

trouvait également éloigné. Il y en avait une autre plus intime. O'Donnell, après tout, n'avait point cessé, aux yeux de la cour, d'être le rebelle du 28 juin. On pouvait lui imputer la responsabilité des événements qui se succédaient, et il n'est point surprenant qu'il y eût contre lui un ressentiment plus vif, plus personnel. Espartero, au contraire, avait vécu retiré jusque-là, étranger aux luttes récentes des partis et à leurs manifestations violentes, paisible dans l'effervescence universelle. On le croyait du moins. Seulement, — et c'est un point à préciser, — quand la reine pensait s'adresser au sujet fidèle, le duc de la Victoire avait déjà quitté sa retraite de Logroño, pour aller porter l'autorité de son nom et de sa présence au *pronunciamiento* de Saragosse, accompli dès le 17. De quelque côté qu'elle se tournât, la reine Isabelle rencontrait donc la révolution partout. La royauté se trouvait décidément prisonnière au milieu de ce réseau d'insurrections qui allaient en se multipliant.

En définitive, il y avait trois foyers principaux où s'agitait le sort de l'Espagne : la junte de Madrid, restée la seule autorité survivante au centre de la monarchie à dater du 19 juillet ; la junte de Saragosse, où Espartero allait recevoir la délégation de sa souveraine à la tête d'une révolution, et le camp des généraux de Vicalvaro, qui, pour être un moment éclipsés, ne demeuraient pas moins les premiers promoteurs du mouvement.

La junte de Madrid avait un caractère particulier parmi toutes les juntes sorties de terre au même instant sur tous les points de l'Espagne, selon l'usage invariable. Elle exprimait assez exactement le sens complexe de cette révolution, qui avait été d'abord l'œuvre d'une fraction dissidente du parti conservateur, et à laquelle

l'intervention du parti progressiste venait, au dernier moment, donner une couleur plus tranchée.

C'était un assemblage incohérent de deux juntes : — l'une organisée chez un banquier, M. Sevillano, et groupant les hommes relativement modérés ; l'autre créée dans les faubourgs de Madrid et composée d'hommes isolés, peu nombreux, mais ardents et appartenant à la démocratie la plus avancée, comme MM. Rivero, Salmeron y Alonso, Ordax y Avecilla. Les deux juntes s'étaient réunies après le combat pour n'en former qu'une seule sous la présidence du général San-Miguel. En somme, les modérés dominaient dans cet amalgame, et s'ils étaient réduits à d'étranges concessions telles que le ridicule rétablissement de la municipalité de 1843, ou la suppression du conseil d'État par un simple décret, ils réussissaient, après une longue lutte, à empêcher que le concordat ne fût aboli par le même procédé expéditif ; ils se seraient encore moins prêtés à une entreprise directe contre la monarchie. En un mot, ils se retranchaient dans quelques positions principales, en abandonnant le reste comme une rançon de guerre civile. Nul ne personnifiait mieux cette junte que le général San-Miguel, devenu dans ces circonstances une sorte de dictateur temporaire.

Le général don Evaristo San-Miguel est un de ces hommes qui ont dans leur vie une heure où ils servent leur pays, où ils le sauvent peut-être, sans être faits pour le premier rôle. Esprit chimérique et cœur loyal, imbu de toutes les illusions de 1812, ancien ministre constitutionnel de 1823, auteur d'une *Histoire de Philippe II*, San-Miguel nourrissait les opinions progressistes les plus prononcées, et en même temps il aimait la

reine, il se faisait son chevalier et était prêt à la défendre. Ses cheveux blancs autant que ses antécédents libéraux servaient à sa popularité. Pendant quelques jours, il fut tout à Madrid, président de la junte, ministre universel, capitaine général, chef du peuple et de l'armée, plénipotentiaire de la royauté et de l'insurrection. Il passait la nuit au palais, la journée à la junte et aux barricades, prodiguant sa vieillesse et ses bonnes paroles. Il était tout, disons-nous, — bien entendu à la condition de ne pouvoir empêcher dans les premiers instants les plus violents excès. C'est ainsi qu'une espèce de commission révolutionnaire présidée par le *torero* Pucheta faisait fusiller sans autres façons l'ancien chef de la police, Chico, et deux de ses domestiques. En vérité, Pucheta et le général San-Miguel étaient les deux puissances de Madrid, — l'un se faisant l'exécuteur des passions révolutionnaires, l'autre exerçant son influence modératrice, faisant reculer le drapeau rouge dès qu'il se montrait, imposant silence aux cris républicains proférés par quelques fanatiques. Tout l'effort de San-Miguel et des modérés tendait à maintenir un certain ordre dans le désordre, à défendre la reine, à réserver le plus possible les questions de gouvernement et à gagner le moment où un pouvoir renaîtrait de cette gigantesque anarchie. Il restait à savoir quel serait ce pouvoir, quel allait être le cours, et quelles seraient les limites de cette révolution. Or, c'est ici que se noue le drame de la situation de la Péninsule et des événements qui ont suivi.

VI

La force des circonstances plaçait évidemment le nœud de cette situation entre les mains du général Espartero, qui se trouvait à la fois président de la junte de Saragosse et chef désigné du pouvoir impatiemment attendu à Madrid. Ainsi reparaissait sur la scène un personnage qui n'avait rien de nouveau pour l'Espagne, qu'un mouvement immense avait rejeté hors de la politique en 1843. Depuis sa chute, le duc de la Victoire avait passé quatre ans d'émigration à Londres, sans éclat et étranger à toute intrigue. Rentré en Espagne en 1847, nommé sénateur par un ministère qui espérait l'opposer à Narvaez, il était resté à Logroño, dans la Rioja, honoré pour son passé militaire, à demi oublié, et c'est là que les événements venaient le chercher tout à coup. Pendant sa régence, Espartero avait été loin de paraître à la hauteur de sa position et surtout des prétentions qu'on lui supposait. Il s'était montré révolutionnaire sans décision et sans idée arrêtée, ambitieux et irrésolu, chef de parti inactif, capable de bien et de mal par circonstance ou par inertie plutôt que par choix. Ce qu'il avait été dans la première partie de sa carrière, allait-il l'être encore? La décision et l'activité qu'il n'avait point

eues autrefois, les retrouverait-il après dix années passées dans le repos, loin des affaires?

Le premier mouvement d'Espartero, en rentrant dans la vie politique, était de recourir à son moyen habituel, la temporisation, — une temporisation menaçante. Qu'on remarque, en effet, qu'il recevait, le 21 juillet, au matin, l'invitation de la reine, et qu'il laissait s'écouler huit jours avant de se rendre à cet appel. Pendant ce temps, toute sorte d'espérances et d'ambitions s'agitaient à Saragosse autour d'Espartero. La junte aragonaise avait un caractère plus révolutionnaire que celle de Madrid. Elle s'instituait *junte de gouvernement* et affectait une véritable suprématie sur tous les mouvements insurrectionnels du pays. Elle nommait Espartero *généralissime des armées nationales de toutes les Espagnes*, avec pouvoir de distribuer des grades et des emplois. Il se préparait même un ministère aragonais. Les projets les plus indéfinis se cachaient sous un de ces mots qui sont le commode passe-port de toutes les tentatives : « Que la volonté nationale s'accomplisse ! » Ce mot avait en outre l'avantage d'exprimer le vague des idées du duc de la Victoire. A Madrid, on crut et on dit que ces lenteurs et ces mystères n'avaient d'autre but que d'abandonner la révolution à elle-même, afin qu'elle contraignît la reine à l'abdication ou à la fuite, et que la situation se trouvât simplifiée par la suppression de *cet embarras*, — c'était l'expression dont on se servait. Si Espartero ne pensait point ainsi, il laissa, du moins, croire le contraire, en se posant comme une énigme et en tergiversant quand chaque minute était décisive.

Une mission dont le duc de la Victoire chargeait un de ses aides de camp, le général Allende Salazar, auprès de

la reine, n'était point de nature à dissiper ces obscurités. C'est le 24 juillet que le général Salazar arrivait à Madrid, et il fut reçu immédiatement au palais. Il était porteur d'une lettre d'Espartero où celui-ci disait que « les événements survenus étaient prévus par lui depuis longtemps, que son cœur patriotique en gémissait, et que son envoyé, qui avait toute sa confiance, dirait à la reine Isabelle à quelles conditions il accepterait le pouvoir. »

Quelles étaient ces conditions? Le général Allende Salazar, qui a nié depuis avoir voulu manquer de respect à la reine, commença sur ce point un discours tout au moins des plus véhéments; il dit qu'Espartero n'aurait confiance en son pouvoir que s'il lui était remis par des cortès constituantes. Cependant il ne formulait rien de précis. Le fait est que ni la reine ni le général San-Miguel, qui était présent, ne purent comprendre. Il fallut s'ajourner à une seconde audience où l'envoyé d'Espartero présenterait ses conditions écrites. On ne comprit pas plus l'exposé écrit que l'exposé verbal, et la reine finit par accepter, sans trop savoir ce qu'elle acceptait. L'attitude de l'envoyé d'Espartero auprès de la junte de Madrid ne fut pas moins singulière; elle était pleine d'ambiguité et d'impatience; elle semblait laisser entendre ce que les paroles n'exprimaient pas, c'est-à-dire que la junte ne faisait point assez sans doute pour l'accomplissement de la volonté nationale. Toute cette diplomatie irrita fort les hommes modérés de la junte, d'autant plus qu'elle était l'espoir et l'encouragement des passions révolutionnaires qu'ils s'efforçaient de contenir. Le général San-Miguel ne fut pas le dernier à s'expliquer avec vivacité; il écrivait lettre sur lettre à O'Donnell pour le presser d'accourir, et il n'eût point

même reculé devant la tâche de faire un ministère sans Espartero, au besoin contre lui.

Le duc de la Victoire avait évidemment fait un faux calcul. Il trouvait une résistance à laquelle il ne s'attendait point; il ne voyait pas que bien des souvenirs s'élevaient comme une barrière entre lui et une foule d'hommes politiques de tous les partis. D'un autre côté, son influence était singulièrement restreinte dans l'armée. En ce moment même, il pouvait s'en assurer : il faisait inviter un général qui s'était prononcé dans le nord de l'Espagne à venir avec ses soldats se placer sous ses ordres; le général répondit très-respectueusement par un refus, de façon que, quand le duc de la Victoire se décidait enfin à se rendre à Madrid dans les derniers jours de juillet, il y arrivait avec l'apparence d'un immense pouvoir, d'une dictature véritable, et il avait effectivement cette dictature, mais sous la condition de la partager avec des hommes qui étaient loin de vouloir se dévouer à ses ambitions. Il était surtout obligé de compter avec l'élément politique et militaire qui avait fait le mouvement du 28 juin.

Au fond, il n'y avait eu certainement aucune intelligence préalable entre le duc de la Victoire et les généraux de Vicalvaro. S'ils se trouvaient subitement rapprochés et contraints de s'entendre, c'était par le hasard des circonstances. Cela est si vrai, que, peu de jours avant le 28 juin, un ami d'Espartero ayant abordé le général Dulce pour le pressentir sur ce qui se tramait, et lui ayant demandé si le duc de la Victoire pouvait compter sur son dévouement, Dulce se montra fort blessé, et répondit qu'il n'appartenait qu'à son pays, qu'il n'était l'homme de qui que ce soit. Le questionneur insista pour

savoir sur quels éléments on comptait, exprimant le désir d'être informé d'avance. Dulce finit par ne rien répondre. Dans l'intervalle du 18 juillet au 1er août, la même personne écrivait encore au général Dulce, ce qui ressemblait fort à une tentative pour le détacher d'O'Donnell. Dulce ne fit aucune réponse, et comme on lui demandait peu après à Madrid s'il n'avait point reçu ces lettres, il répliqua que, si le duc de la Victoire avait cru devoir s'adresser à lui directement, il lui aurait déclaré ce qu'il avait déjà dit, que son épée appartenait à l'Espagne, à la reine constitutionnelle, non à un chef de parti. Cette réponse faillit coûter à Dulce la capitainerie générale de la Catalogne, à laquelle il venait d'être nommé.

Ceci est l'indice des conditions réelles dans lesquelles Espartero prenait le gouvernement. Maître absolu de ses résolutions, il n'aurait point partagé le pouvoir. Il fit ce qu'il put, sinon pour évincer entièrement O'Donnell, du moins pour l'éloigner de ce qui était sa force, de l'armée. Il lui offrit successivement la capitainerie générale de Cuba, le ministère des affaires étrangères, le ministère de la marine. O'Donnell sourit, dit-on, et ne voulut accepter que le ministère de la guerre. Espartero, sous peine de se précipiter dans une crise formidable, était contraint de traiter. De là le ministère formé le 31 juillet, aussitôt après l'arrivée des chefs de l'insurrection à Madrid. Le duc de la Victoire avait la présidence du conseil sans portefeuille, et il plaçait son aide de camp, M. Allende Salazar, au ministère de la marine. M. Alonso représentait au ministère de la justice les souvenirs de 1843. A l'intérieur, c'était aussi un ancien progressiste, M. Santa-Cruz. Le ministre des finances, M. Manuel

Collado, était un banquier, sénateur et ami du général O'Donnell, qui prenait lui-même le portefeuille de la guerre. Un homme éminent, également ancien conservateur, sincèrement dévoué à la monarchie constitutionnelle et à la reine, et qui était allé fortifier le parti sage de la junte, M. Pacheco, entrait aux affaires étrangères. Le ministre des travaux publics, M. Lujan, passait pour un progressiste modéré, opposé à toute violence.

L'Espagne retrouvait ainsi un gouvernement après un interrègne de quinze jours. Et dans cet interrègne que de choses avaient eu le temps de s'accomplir! que de complications avaient grandi! Dans les provinces, les juntes mettaient partout l'anarchie; c'était à qui supprimerait une loi, un impôt, ou bien à qui distribuerait des places et des grades. Il se trouva que les juntes avaient nommé trente-huit généraux! On ne ratifia plus tard qu'un petit nombre de ces nominations. A Madrid même, la population étonnée voyait surgir une presse nouvelle, écho des barricades, — des clubs, organes de toutes les excitations contre la royauté, contre Marie-Christine surtout. C'est sous ces auspices que naissait le ministère.

Il ne faut point l'oublier, dans ce ministère, deux partis faisaient alliance. Espartero et O'Donnell, « le vainqueur de Luchana et le vainqueur de Lucena, » paraissaient au balcon pour proclamer l'union libérale; mais c'était un mariage forcé où chacun apportait des humeurs, des vues et des tendances différentes. Le parti modéré du cabinet eût voulu circonscrire le mouvement. A côté était Espartero, facilement dominé par un entourage remuant, accessible à toutes les flatteries et à toutes les séductions, caressé par les révolutionnaires les plus extrêmes, et couvrant ses indécisions ou les projets fomen-

tés en son nom sous ce mot si heureusement inventé : « Que la volonté nationale s'accomplisse ! » Il devait s'ensuivre des luttes permanentes, toujours près de dégénérer en conflits ou terminées par des concessions mutuelles.

La question la plus sérieuse, à un certain point de vue, était celle de la constitution, du régime politique de l'Espagne. Elle fut résolue par une de ces transactions qui compromettent tout, en ayant l'air de sauver quelque chose. On décida la convocation de cortès constituantes, avec cette restriction que le gouvernement n'admettait, disait-il, ni doute ni discussion sur le trône et la dynastie. M. Collado a avoué depuis naïvement que la présentation de cette mesure au conseil avait été pour lui un coup de foudre, tant il croyait jusque-là que la révolution se faisait sous le drapeau de la constitution existante. Au lieu de cette constitution, c'était l'interdit lancé sur toute l'organisation publique de l'Espagne et une issue ouverte à toutes les tentatives. Cependant il restait bien d'autres questions plus vives, plus délicates, — épreuves incessantes de cette fragile union du ministère. La première de toutes était la position si étrangement aggravée de la reine Christine, enfermée au palais depuis le 17 juillet, et devenue le point de mire des haines triomphantes.

VII

Une fatalité singulière livrait la mère d'Isabelle en otage à la révolution. Elle avait dû quitter l'Espagne au mois de mai; une maladie avait prolongé son séjour, et c'est ainsi que les événements la surprenaient à Madrid. En réalité, de quoi la reine Christine était-elle donc coupable? Est-ce d'avoir perfidement poussé à la suppression violente des institutions libérales? Il est certain au contraire que nul n'avait été plus opposé à un conp d'État au moment où ce coup d'État était peut-être moins impossible qu'on ne le pensait plus tard. Ce n'était pas seulement une affaire politique pour la reine-mère, c'était une question de dignité personnelle, l'honneur de son nom historique.

C'est elle qui avait rouvert par l'amnistie de 1833 les portes de l'Espagne aux libéraux émigrés; c'est elle qui avait fait entrer l'Espagne dans la voie constitutionnelle. Voilà ce que les partis oublient et ce que la justice ne peut oublier. La reine Christine était-elle coupable de ces déprédations, de ces prélèvements onéreux sur la fortune publique dont on l'accusait? Une commission des cortès fut occupée pendant six mois à instruire ce grand procès; elle n'y épargnait ni le temps ni la bonne vo-

lonté de découvrir des monstruosités. Il n'y a point à entrer dans cette enquête. La reine Christine a été autrefois très-populaire au-delà des Pyrénées, et depuis quelques années elle ne l'était plus, cela est certain. Elle n'était pas impopulaire seulement parmi les libéraux extrêmes, ce qui n'aurait eu rien d'étonnant; elle l'était parmi ceux qui l'avaient toujours soutenue, défendue, et pour lesquels son nom avait été un drapeau. Le changement de condition de Marie-Christine par son second mariage avait pu contribuer au changement dans les dispositions des partis à son égard, en créant autour d'elle des influences ou des intérêts parfois de nature à la compromettre. Il y a eu un jour où elle s'est trouvée entre des amis désaffectionnés et des haines désormais libres de se produire. Pour l'ancien régent, c'était une vieille querelle : il avait vaincu la reine Christine en 1840, il avait été vaincu en 1843 par elle ou par ses amis; les événements mettaient de nouveau Marie-Christine à sa merci.

Le premier mouvement du ministère, à son entrée au pouvoir, dès le 3 août, avait été de faire partir la reine-mère; mais les révolutionnaires, encore en armes, gardaient toutes les avenues du palais. Le général San-Miguel dans une reconnaissance eut à se débattre au milieu d'une tourbe menaçante, et il fallut même que le gouvernement prît un engagement singulier, celui de ne laisser partir la reine Christine « furtivement ni de jour ni de nuit ». La difficulté ne subsistait pas moins tout entière. Il s'agissait de savoir si on laisserait ce gage d'un conflit inévitable entre des cortès qui pouvaient succomber à quelque tentation désastreuse et la reine Isabelle, qui ne sanctionnerait certainement aucune violence contre sa mère. Le premier moment passé, Espartero

était moins frappé de ces inconvénients. Il hésitait, et il était fortifié dans ses hésitations par un entourage qui ne voyait après tout dans une crise nouvelle qu'un moyen de précipiter la révolution. Le duc de la Victoire eût incliné à garder Marie-Christine en lieu sûr, pour la tenir à la disposition des cortès. Le parti modéré du ministère l'emporta, et on résolut de faire partir la reine-mère, au risque d'avoir à livrer bataille à cette démagogie sortie des barricades, qui tenait le gouvernement en échec.

S'il n'y avait eu que cette poignée de factieux, l'issue n'était nullement douteuse; mais le duc de la Victoire persisterait-il jusqu'au bout? ne se laisserait-il pas encore arrêter par quelque manifestation populaire habilement préparée? Le fait est qu'à ce même instant Espartero se laissait décerner la présidence du club de l'Union, d'où sortaient les plus odieuses déclamations contre Marie-Christine. Le 28 août arriva, jour fixé pour le départ de la reine-mère. L'ancienne régente sut dans la nuit seulement qu'elle allait partir, et le matin elle quittait le palais, en présence des ministres, avec une escorte de cavalerie commandée par le colonel Garrigo, devenu général. Ce n'était point l'affaire des passions révolutionnaires, qui se disposèrent aussitôt à tenter un effort désespéré pour ressaisir leur proie ou pour relever les barricades. Le parti démocratique commit heureusement une double faute en cet instant. Comme il se sentait impuissant, il accepta un auxiliaire qui devait froisser profondément l'instinct national. La participation de M. Soulé à la journée du 28 août ne fut point un mystère, et le motif de l'intervention du ministre des États-Unis est encore moins un secret. M. Soulé remplissait ou croyait remplir sa mission relative à Cuba en favorisant le

triomphe du parti démocratique, et on dit même qu'il s'était assuré du prix de son concours.

Les agitateurs révolutionnaires commirent une méprise plus décisive encore, et achevèrent eux-mêmes leur propre déroute en assaillant la maison du président du conseil aux cris de *meure Espartero!* S'ils eussent crié *vive Espartero!* tout pouvait changer. Les cris de mort proférés contre le duc de la Victoire le lièrent à ses collègues par la solidarité du péril, et il se montra aussitôt l'un des plus résolus contre l'émeute. Il ne le céda en rien au général O'Donnell, qui se préparait du reste à combattre avec ou sans Espartero. Dès que le gouvernement restait uni, cette agitation du 28 août n'était plus qu'une impuissante échauffourée, et les barricades, commencées sur quelques points de Madrid, devaient disparaître au premier choc. Cette victoire, car c'en était une, raffermit le ministère en rapprochant ses éléments divers, et lui donna même la force de fermer les clubs. Espartero signa la dissolution du cercle de l'Union, tout comme il s'en était laissé attribuer la présidence peu de jours auparavant.

Telle est cependant la logique des situations, que cette union nouvelle du ministère était nécessairement plus apparente que réelle, plus momentanée que durable. A mesure que les questions se succédaient, les occasions de dissidence ou de conflit renaissaient d'elles-mêmes. Des cortès étaient convoquées : quel système suivrait le gouvernement devant la représentation du pays? Prendrait-il l'initiative de toutes les grandes mesures de réorganisation publique? proposerait-il un projet de constitution? La reine devait-elle ouvrir en personne les cortès? Autre question : l'armée était tombée dans une

désorganisation complète par une circonstance d'une originalité toute locale. Les chefs de l'insurrection et toutes les juntes avaient promis une réduction de deux années de service aux soldats qui prendraient part au soulèvement. Il y aurait eu certainement du danger à éluder une telle promesse; mais restreindre cette faveur aux soldats qui avaient pris les armes pour l'insurrection, c'était scinder l'armée en deux, exciter le mécontentement de ceux qui avaient obéi à la discipline et au devoir, et laisser debout une force ennemie de la révolution. Il en résulta qu'on étendit la réduction de deux années de service à toute l'armée, de même qu'on accordait la faveur d'un grade supérieur à tous les officiers indistinctement.

C'était merveilleux, tout le monde y trouvait son profit. Seulement l'Espagne n'avait plus d'armée au moment où elle en aurait eu un besoin immense pour se défendre contre une dissolution universelle. La partie modérée du ministère n'hésitait pas sur ce point, non plus que sur tous les autres. Le cabinet, à ses yeux, devait prendre la responsabilité d'une levée nouvelle de troupes; il devait proposer un projet de constitution; la reine devait paraître à l'ouverture des cortès. En un mot, c'était une obligation impérieuse du gouvernement de ne laisser place à aucun doute et de rallier tous les esprits incertains sous une direction vigoureuse et assurée.

Le duc de la Victoire opposait à ces solutions une force invincible d'inertie. Il reculait devant l'impopularité de la conscription; quant à un projet de constitution, quant à l'intervention de la royauté dans l'inauguration des cortès, quant à tout ce qui pouvait engager le gouvernement, il se retranchait dans une sorte d'in-

terprétation mystérieuse de la volonté nationale, arbitre suprême des grandes questions du moment. Cela voulait dire que toutes les espérances vivaient encore autour d'Espartero, qu'il se poursuivait un travail sourd tendant à prolonger une incertitude d'où pouvaient naître des crises et des combinaisons nouvelles. Le duc de la Victoire ne parlait pas, il laissait parler pour lui. Et que disait un de ses amis dévoués, le général Allende Salazar, dans un manifeste adressé à ses électeurs de la Biscaye? Ministre de la reine, il recommandait à ses commettants de rester indifférents, quelque dynastie, quelque forme de gouvernement que se donnât l'Espagne.

Cette tactique irritait profondément les modérés de la révolution, notamment les généraux, lorsqu'un de leurs journaux, le *Diario Espanol*, vint brusquement piquer au vif ce qu'il appelait les *rêveurs de républiques ou de régences.* « Non, mille fois non, disait-il, la nation espagnole n'appartiendra jamais à des individualités déterminées. Elle sera la proie de la révolution, de la démagogie, de l'anarchie, de la tyrannie, du chaos, mais d'un nom, quelque illustre qu'il soit, jamais. Les rêveurs de républiques pourront gagner la partie pour un temps plus ou moins long; quant aux rêveurs d'empires, de dictatures et de régences, qu'ils se réveillent et qu'ils méditent sur Iturbide et Rosas. Qu'ils se réveillent et qu'ils achèvent de compléter leurs études sur l'histoire de 1843. Qu'ils se réveillent et qu'ils regardent leur futur portrait dans le *Punch* et *le Charivari*..... » Cette sortie directe et calculée devint l'objet des plus vives explications dans le conseil, et en fin de compte il en résulta un rapprochement nouveau. La politique du ministère n'en fut pas plus nette; il fut décidé seulement

que la reine ouvrirait en personne la session législative des cortès.

Ce n'est pas tout : cette crise intime s'apaisait à peine que la lutte se réveillait et se dessinait dans un assez curieux incident d'une autre nature. Le général San-Miguel saisissait l'occasion naturelle de l'organisation définitive de la milice nationale de Madrid, dont il était inspecteur général, pour présenter les officiers à la reine. Mais présenter les officiers de la milice nationale à Isabelle II n'était-ce pas préjuger la question monarchique? Un instant, ce pauvre géneral San-Miguel, qui n'eut certes jamais semblable vocation, fut transformé en un chef de prétoriens, en un véritable Brennus prêt à jeter son épée dans la balance des destinées de l'Espagne. Les officiers de la milice allèrent au palais et furent présentés à la reine; seulement, en sortant de là, comme pour neutraliser l'effet de cette démonstration, quelques-uns voulurent se rendre chez le président du conseil, et tout le monde suivit. Le duc de la Victoire répondit à cette démarche comme il répondait toujours : « Que la volonté nationale s'accomplisse ! » La polémique s'en mêla et fit du discours d'Espartero une leçon adressée au général San-Miguel. A son tour, San-Mignel répliqua vivement, en disant, par une allusion transparente, que la volonté nationale s'accomplirait, et qu'il faudrait qu'elle fût respectée *par tous*. La lutte n'alla pas plus loin pour le moment; on en avait dit assez pour se comprendre.

Ainsi s'offrait la situation de l'Espagne aux approches de la réunion des cortès, après trois mois de révolution. L'incertitude et l'anarchie envahissaient le pays à l'abri d'une dictature impuissante ou complice. Au centre de ce désordre immense se tenait Espartero, grave comme

un sphinx, affectant de se faire l'exécuteur de quelque volonté populaire inconnue, hésitant à prendre un parti et laissant tout soupçonner. La royauté restait livrée sans défense à la diffamation des journaux ou des plus violents pamphlets, tels que *le Peuple et le Trône*, — *Espartero et la Révolution*. Aussi attendait-on avec une singulière anxiété la fin de cet interrègne et le moment de l'ouverture des cortès. Le 8 novembre, le congrès constituant se réunissait à Madrid.

C'était la première fois depuis la révolution que la reine allait reparaître véritablement dans la vie publique de la Péninsule en présence de cette nouvelle représentation nationale. Quand elle entra, il se fit un silence qui était certes de nature à inspirer quelque émotion. Isabelle prononça un discours simple, mesuré, où l'auteur, — c'était M. Pacheco, — avait cherché à concilier la dignité de la souveraine et les exigences de la situation. Aussitôt retentirent les cris de *vive la reine!* spontanément répétés par le peuple. Ce jour-là, Isabelle II fut un moment ce qu'elle n'avait point été depuis trois mois, ce qu'elle n'a point toujours été réellement depuis cette heure du 8 novembre, — la reine véritable de l'Espagne.

VIII

La réunion des cortès marque une phase nouvelle dans la révolution espagnole, non pas qu'elle en change les conditions et la nature; mais elle vient, pour ainsi dire, mettre tous ces éléments en demeure de s'organiser et de se constituer, elle vient sommer cette révolution de préciser son caractère et son but. Et ici, dès le premier instant, nous nous trouvons en présence d'une de ces rapides péripéties où se dévoilent les plus secrets replis d'une situation.

Qu'on se représente une assemblée sortie d'un pays bouleversé. Les anciens modérés d'abord avaient disparu selon l'habitude ; il restait à peine quelques hommes jeunes et d'un talent remarquable, MM. Candido Nocedál, Alejandro Castro. La portion la plus considérable du congrès appartenait à l'Union libérale, dont l'image vivante était la présence simultanée au pouvoir d'Espartero et d'O'Donnell; là figuraient les généraux Concha, Serrano, San-Miguel, Ros de Olano, Dulce, MM. Cortina, Madoz, Rios-Rosas, Gomez de la Serna, Pacheco. A côté, il y avait environ cinquante progressistes *purs*, parmi lesquels allait se placer M. Olozaga, et dont la politique eût été de séparer le duc de la Vic-

toire des modérés pour créer ce qu'ils appelaient une situation complétement *esparteriste*. Puis venait un petit groupe démocratique qui se rapprochait des progressistes *purs*, et n'avait d'autre pensée que de transformer le congrès en convention, sous la présidence d'Espartero. Comment allaient se combiner ces éléments? dans quelles conditions le gouvernement allait-il pouvoir se reconstituer? A son premier pas, l'assemblée faillit allumer le conflit de tous les antagonismes et de toutes les prétentions. Elle choisit pour président provisoire le général San-Miguel, malgré l'opposition décidée du duc de la Victoire, qui favorisait la candidature d'un de ses amis, M. Martin de los Heros, et voyait dans San-Miguel presque un ennemi personnel. Espartero en conçut contre l'Union libérale une irritation profonde qui le rejeta un moment vers les progressistes *purs* et le parti démocratique : il voulut quitter immédiatement le pouvoir.

Cependant on parvint à s'entendre. Il fut résolu par le ministère qu'il attendrait pour se retirer la constitution définitive des cortès. Mû par un sentiment patriotique, le général San-Miguel se désistait de toute prétention à la présidence permanente du congrès, et le cabinet tout entier s'engageait à appuyer un candidat moins antipathique à Espartero, le général Infante. Il en était ainsi le 20 novembre, lorsque le 21 le duc de la Victoire rassemblait le conseil en déclarant que décidément il ne voulait pas dicter un choix à l'assemblée, et qu'il était résolu à se retirer immédiatement du pouvoir. Le calcul du duc de la Victoire était tout simple : il voulait tenter un grand coup, mettre le congrès à l'épreuve en se présentant lui-même comme candidat à la présidence, doubler son pouvoir par une sorte de délégation populaire

et rester maître des événements. Ce calcul fut en partie déjoué par la prudence de la reine, qui refusa d'accepter la démission du cabinet et de nommer de nouveaux ministres avant que le congrès eût manifesté ses tendances politiques. M. Olozaga eut, dit-on, un rôle assez actif dans cet imbroglio, et s'il n'influa pas d'une manière décisive sur la retraite du duc de la Victoire, il se trouva du moins d'accord avec la pensée secrète du chef du cabinet.

Homme plus habile que sûr, doué de plus de dextérité et de souplesse que d'élévation et de fixité, M. Olozaga arrivait de Paris, où il était ministre plénipotentiaire, avec l'ambition d'être à Madrid président du conseil ou président des cortès. Le moyen d'atteindre son but était à ses yeux de lier sa fortune à celle du duc de la Victoire et de travailler à la formation d'un pouvoir exclusivement progressiste. Dans ces conditions, si Espartero passait à la présidence des cortès, M. Olozaga était président du conseil; si le duc de la Victoire reprenait le gouvernement, le ministre d'Espagne à Paris devenait président du congrès. Ce n'était point une partie mal engagée, seulement elle fut perdue, malgré l'appui que M. Olozaga trouva, assure-t-on, chez le ministre d'Angleterre, lord Howden. Le duc de la Victoire se présenta en effet comme candidat à la présidence de l'assemblée, et il se trouva que devant son nom tous les noms s'effacèrent; il fut élu par toutes les nuances d'opinion. Ce succès guérit un peu la blessure de son amour-propre, et il retomba dans son inertie. Espartero finit par proposer à O'Donnell de rester avec lui au ministère comme ils étaient avant, en appuyant désormais la candidature du général Infante à la présidence des cortès.

Or, cette mêlée de prétentions personnelles une fois éclaircie, le congrès une fois constitué et le gouvernement recomposé, quel était le dernier mot de cette révolution? quel sens avait-elle dans la situation de l'Espagne? Et mieux encore, qu'est-ce qu'une révolution au-delà des Pyrénées?

IX

Il y a un fait qui est pour l'Espagne une source de malheurs et pour ceux qui la jugent une source d'erreurs et de déceptions : c'est une disproportion permanente entre les mots et la réalité. Les mots sont révolutionnaires souvent, la réalité ne l'est pas. Creusez un instant ce sol agité et dévasté à la surface, vous trouverez dans l'organisme moral de ce peuple une force de résistance invincible jusqu'ici à toutes les idées politiques, sociales, religieuses, que représente ce mot de révolution. Est-ce une idée républicaine que contenait ce mouvement de 1854, comme l'ont laissé croire après juillet quelques journaux sortis des pavés de Madrid ? La république, on le sait bien, n'est point une chose sérieuse au-delà des Pyrénées. C'est le rêve de quelques imaginations troublées par les influences européennes. Tous les républicains de la Péninsule étaient peut-être dans le congrès ; ils étaient moins de vingt, qui avaient pris à la dernière révolution française ce qu'elle avait de plus parfait, le suffrage universel, la liberté illimitée des clubs et de la presse, l'abolition du recrutement, etc. Si la république était possible un instant au-delà des Pyrénées, ce serait l'anéantissement de tout progrès, la dissolution même de

l'Espagne. Tous les membres de ce corps malade se disjoindraient aussitôt; toutes les passions, toutes les jalousies,, tous les antagonismes se réveilleraient et seraient aux prises. C'est la monarchie qui reste encore l'image vivante de l'unité espagnole, qni apaise sous son autorité tutélaire l'esprit d'indépendance individuelle, les rivalités des provinces, les vieilles rébellions locales, et qui reste la seule garantie de progrès au sein d'une nation attardée. La république n'a de valeur que comme un appoint d'agitation, si l'on nous passe ce terme.

Le projet le plus caractéristique, à coup sûr, qui ait surgi comme un des éléments de la crise de 1854, c'est celui d'une révolution dynastique amenant la maison de Bragance à Madrid par la réunion de l'Espagne et du Portugal, idée séduisante en apparence, mais au fond aussi chimérique véritablement que la république elle-même, — tant elle est peu fondée sur une notion exacte des rapports présents des deux pays! L'Espagne et le Portugal se touchent par le territoire, par les intérêts, par les mœurs, par plus d'une tradition commune, et cependant il n'y a peut-être pas deux peuples entre lesquels il y ait moins de relations. Les Portugais vont à Londres, à Paris, en Allemagne, ils ne vont guère en Espagne; les Espagnols ne vont guère en Portugal. Les familles des deux pays ne s'unissent point entre elles. Les rapports de commerce les plus considérables sur la frontière sont en vérité ceux qu'entretient la contrebande.

L'intimité morale et intellectuelle n'est pas moins absente. L'an dernier, on cherchait à Lisbonne les œuvres d'un des premiers poëtes de l'Espagne; on ne les trouva jamais, et le plus court fut encore de les demander à Paris. Les dispositions mutuelles des deux royaumes

peuvent assez bien se traduire dans cette anecdote du Portugais qui s'était laissé tomber dans un puits, et qui, voyant passer un Castillan, lui dit : « Castillan, Castillan, si tu me retires de là, je te fais grâce de la vie! » Il n'est point certain que le jour où dom Pedro eût été proclamé à Madrid, les Portugais à leur tour n'eussent proclamé son frère, le duc de Porto, pour leur souverain. Le gouvernement de Lisbonne lui-même était loin de se prêter à des plans qu'il n'ignorait pas, et c'est en partie pour ce motif que le roi, lors du voyage qu'il faisait au printemps de 1854, évitait de passer par l'Espagne. Quelque brillante que fût la chimère, les conseillers de dom Pedro voyaient avec sagesse que, roi légitime et aimé du Portugal, leur jeune souverain ne serait à Madrid qu'un usurpateur et un étranger. Quant à la France et à l'Angleterre, leur politique était toute tracée à l'égard de ces plans qui changeaient les conditions des deux pays, et le cabinet britannique, je l'ai dit, avait nettement repoussé les tentatives faites auprès de lui avant la révolution espagnole.

Depuis, la même idée de l'éviction dynastique de la reine Isabelle a pris à un certain moment une autre forme sans obtenir plus de succès. Il s'agissait cette fois, non plus de réunir les deux royaumes de la Péninsule, mais d'appeler au trône de l'Espagne le père du roi de Portugal, le régent dom Fernando, comme le fondateur d'une dynastie nouvelle. Que restait-il encore contre la royauté d'Isabelle? Il restait la régence, — une régence exercée par le duc de la Victoire, c'est-à-dire le renouvellement d'une minorité orageuse et livrée à toutes les dissensions.

X

Remarquez bien le côté faible de toutes ces combinaisons, — république, empire ibérique ou régence : c'étaient des projets conçus dans un emportement d'opposition ou d'ambition, reposant sur les données les plus chimériques, propagés et proposés clandestinement. Quand la révolution éclate, comme pour leur donner un corps, toutes ces ombres s'évanouissent. La question de l'existence de la monarchie et de la dynastie est tranchée souverainement par le sentiment populaire, ou plutôt elle n'existe pas pour lui. On put le voir en juillet dans un détail frivole en apparence. Aux premiers jours de l'insurrection, sur ces barricades dont Madrid se hérissait, le portrait de la reine était assez éclipsé par ceux d'Espartero et des autres généraux; insensiblement il reprenait sa place, et la main du peuple le remettait au premier rang. Le parti révolutionnaire mettait une espèce de fatuité, pendant quelques mois, à paraître tenir la monarchie dans ses mains : matériellement il pouvait tout en effet, cela est certain ; moralement il ne pouvait rien, et quand les cortès votaient à une quasi unanimité, le 28 novembre, le maintien de la monarchie, elles ne faisaient qu'enregistrer un fait politique qui n'avait cessé

d'exister aux yeux du pays, qui aurait pu, à la rigueur, se passer du luxe d'une sanction inutile. Est-ce que dans ce temps-là, pendant qu'on discutait sur l'existence de la royauté, les plus fiers tribuns eux-mêmes, devenus des personnages, ne se pressaient pas aux baise-mains de la cour?

Poursuivons : si la révolution ne peut rien essentiellement contre la monarchie, a-t-elle pour objet de faire prévaloir dans la vie sociale quelque principe nouveau d'égalité démocratique? Mais il n'y a point de pays où il y ait entre les classes moins d'hostilité, où la démocratie réelle, celle qui résulte d'un sentiment profond d'égalité morale, règne plus qu'en Espagne. L'aristocratie n'a point d'avantages politiques, elle n'a point une existence à part, elle n'a d'autre privilége que de porter, faiblement quelquefois, des noms illustres qui rappellent des traditions chères au peuple lui-même. Ce serait certainement la plus vaine et la plus impossible des entreprises de prétendre déraciner de l'âme de cette race l'orgueil de son passé et de ses souvenirs. Il ne faut point s'y tromper, dans les projets de réformes constitutionnelles qui ont vu le jour il y a quelques années, ce qui choquait le moins, c'était le rétablissement des majorats dans une certaine mesure et l'introduction de l'élément aristocratique dans l'organisation du sénat. L'aristocratie, telle qu'elle existe aujourd'hui en Espagne, est accessible à tous, et tout le monde y aspire.

Pensez-vous qu'il y ait au-delà des Pyrénées une grande haine contre les distinctions et les titres? Chaque révolution en distribue à son tour, et la révolution de 1854 n'a point fait exception. Le vice-président de la junte formée à Madrid en juillet a été créé duc; c'était

M. Sevillano, banquier et déjà marquis. La femme du général Mina, le célèbre partisan du temps de l'indépendance, a été nommée *duchesse de la Charité.* On a voulu faire le dernier ministre des finances, M. Madoz, comte de Tremp, du nom de ce qu'on pourrait appeler son *bourg pourri* de la Catalogne, s'il ne s'agissait pas d'un libéral si consommé. Il faut ajouter que M. Madoz a refusé ce titre. Et d'un autre côté, quels sont les chefs du prétendu parti démocratique? C'était le vieux comte de Las Navas, ce chevaleresque et platonique amant de la république, qui vient de mourir; c'est aujourd'hui M. Orense, marquis d'Albaida. Il y a quelques années, peu après 1848, un journal socialiste parut à Madrid: qui faisait vivre par ses subventions ce journal d'un moment? c'était un grand d'Espagne.

La seule démocratie qui existe au-delà des Pyrénées, au sens profondément moderne et révolutionnaire du mot, c'est cette masse besoigneuse et affairée que les événements ont fait surgir, qui est à la suite de tous les partis, et qui se jette sur les emplois à chaque révolution; c'est la démocratie des capacités. Il y a du reste les capacités modérées, comme les capacités progressistes. Chaque parti a son personnel d'employés passant alternativement du cadre de l'activité au cadre des *cesantes*, suivant les variations de la fortune politique. Cette démocratie est un élément de trouble, sans nul doute: elle peut contribuer à des révolutions pour conquérir ou retrouver des emplois; mais il ne s'agit point ici évidemment d'une lutte de classes, d'un principe de nivellement social. Contre la corruption des idées démocratiques, l'Espagne a un préservatif assuré dans ses mœurs, dans ses goûts, dans ses instincts, de même que dans sa constitution

agricole elle trouve une sauvegarde contre le socialisme industriel. Comment le principe démocratique deviendrait-il un levier de bouleversement là où les hommes se sentent naturellement égaux, là où ne fermente point la haine des supériorités et des hiérarchies? Comment le socialisme économique prendrait-il une extension sérieuse là où le travail est surabondant, là où existe la pauvreté indolente et fière, mais non le paupérisme, cette maladie affreuse des contrées où l'excès de la population se combine avec l'excès du développement industriel?

Voilà donc encore un point où la révolution manque de raison d'être au-delà des Pyrénées. Invoquera-t-elle enfin un principe de réforme religieuse, la liberté de conscience? C'est là en effet, après la monarchie, un des points sur lesquels se sont élevées les discussions les plus vives, les plus délicates. La valeur du principe de la liberté des cultes, il faut le dire tout d'abord, est ici hors de cause. Il s'agit des sentiments d'un peuple, de l'état moral d'une société. L'Espagne est restée profondément catholique malgré toutes les révolutions. Le catholicisme n'est pas seulement dans un article de loi, il est dans les mœurs, dans les idées, dans les traditions; il se mêle, pour ainsi parler, au sentiment national. L'Espagnol ne passe point à un culte dissident; il est catholique ou il n'est rien, et dans ce dernier cas la liberté des cultes n'est guère propre à le passionner. Au sein même des classes cultivées, où la fidélité aux pratiques de la religion s'en va, la croyance reste dans l'esprit, dans les habitudes, et dans le peuple le sentiment de l'unité religieuse est demeuré encore plus intact. Toutes les constitutions ont respecté jusqu'ici cet état de choses. Celle de 1812 déclarait (art. 12) que la religion catholique

serait à perpétuité la religion de l'Espagne, et elle prohibait l'exercice de tout autre culte. Celle de 1837 disait (art. 11) que la nation s'obligeait à maintenir le culte et les ministres de la religion catholique, que les Espagnols professent, et ne stipulait rien pour les autres cultes, qui par cela même restaient soumis à la législation ordinaire. La Constitution de 1845 reproduisait à peu près la même pensée en lui donnant un caractère plus explicite. C'est donc en présence de ce fait de la permanence de l'unité religieuse et d'un sentiment populaire d'ailleurs très-prononcé qu'on s'est trouvé tout d'abord.

L'assemblée de Madrid a été visiblement dans une grande perplexité. Au fond, elle aurait voulu écarter toute innovation sur ce point, et dans tous les cas, elle aurait voulu innover le moins possible. Aussi tous les amendements tendant, sous une forme plus ou moins explicite, à consacrer la liberté des cultes ont-ils été successivement rejetés par le congrès. L'un de ces amendements, proposé par un membre du parti démocratique, M. Ruiz Pons, demandait un peu ironiquement pour l'Espagne la liberté des cultes telle qu'elle existe à Rome. Un autre proposait d'accorder aux étrangers, par voie de réciprocité, le degré de liberté dont les Espagnols jouiraient dans leur pays respectif. Selon un troisième, l'exercice des cultes dissidents serait permis dans les villes de plus de 30,000 âmes. Il y en avait un autre qui restreignait l'exercice de ces cultes aux chefs-lieux de province de première classe et aux ports de la Péninsule. Sous ces diverses formes, la liberté des cultes a été repoussée invariablement, et elle n'a pas été combattue seulement, comme on pourrait le croire, par d'anciens conservateurs; elle a eu aussi pour adversaires les plus

marquants des progressistes. L'assemblée cependant ne s'est point rendue absolument à l'opinion de ceux qui demandaient le maintien pur et simple de l'unité religieuse de l'Espagne. La proposition qui a prévalu émane de la commission de constitution, et elle est formulée ainsi : « La nation s'oblige à maintenir et à protéger le culte et les ministres de la religion catholique que professent les Espagnols; mais aucun Espagnol ni étranger ne pourra être poursuivi pour ses opinions et ses croyances tant qu'il ne les manifestera pas dans des actes publics contraires à la religion. » C'est le 28 février 1855 que cette base était adoptée, après plus de quinze jours de débats passionnés.

Si timide que soit l'innovation pourtant, — c'est là un fait à noter pour qui veut connaître l'état moral du pays, — elle excitait une vive émotion. Les évêques intervenaient au nom de l'intégrité de la foi religieuse. Des pétitions nombreuses étaient adressées à l'assemblée contre la base constitutionnelle proposée. En un mot, le pays s'est inquiété de ces discussions, et une question religieuse a été soulevée pour un résultat équivoque qui ne satisfait ni les partisans de la liberté des cultes ni les défenseurs de l'unité catholique d'Espagne. Si on y regarde de près, c'est pour la Péninsule une question d'ordre public. Les cortès auraient beau permettre l'exercice du culte protestant ou juif, il n'est point certain que cela ne suscitât de périlleux conflits. Qu'est-il arrivé immédiatement après le vote de l'article constitutionnel? Quelques Anglais habitant Séville ont voulu se réunir chez l'un d'entre eux pour célébrer leur culte; le gouverneur civil s'est cru obligé d'interdire ces réunions, dans l'intérêt de la tranquillité publique. Le ministre

[illegible]

XI

On peut déduire de ces faits le caractère réel de la révolution au-delà des Pyrénées : elle ne touche point aux conditions intimes et profondes de la société espagnole; dans ses dogmes principaux, elle n'a rien de vrai, de spontané et de réellement populaire. Il en résulte que, si la révolution cherche à se développer dans le sens de son principe, elle heurte aussitôt un instinct universel; si elle s'arrête, elle a l'air de se désavouer elle-même et de se rétrécir aux proportions d'un bouleversement vulgaire. De là cette politique étrange du parti révolutionnaire toutes les fois qu'il arrive au pouvoir. Conservateur par impuissance et violent sans audace, il est forcé de maintenir des principes qu'il détruit ensuite dans la pratique. C'est ce qui est arrivé dans la question des cultes. Les progressistes du congrès ont bien senti l'impossibilité de porter une atteinte ouverte à l'unité religieuse du pays; mais en même temps ils ont introduit une petite liberté bâtarde et sans aveu, qui ne [illegible] ni à la vérité de la situation de l'Espagne ni à [illegible] du principe de l'indépendance de la conscience, [illegible] après beaucoup de bruit, soyez-en sûr, redev[illegible]

d'Angleterre à Madrid, lord Howden, a réclamé auprès du gouvernement; celui-ci n'a nullement désavoué son agent de Séville; il s'est plaint à son tour à Londres que le ministre britannique eût confié ses griefs à la presse, et en fin de compte, lord Howden a été conduit à prendre un congé pour quelque temps.

XI

On peut déduire de ces faits le caractère réel de la révolution au-delà des Pyrénées : elle ne touche point aux conditions intimes et profondes de la société espagnole; dans ses dogmes principaux, elle n'a rien de vrai, de spontané et de réellement populaire. Il en résulte que, si la révolution cherche à se développer dans le sens de son principe, elle heurte aussitôt un instinct universel; si elle s'arrête, elle a l'air de se désavouer elle-même et de se rétrécir aux proportions d'un bouleversement vulgaire. De là cette politique étrange du parti révolutionnaire toutes les fois qu'il arrive au pouvoir. Conservateur par impuissance et violent sans audace, il est forcé de maintenir des principes qu'il détruit ensuite dans la pratique. C'est ce qui est arrivé dans la question des cultes. Les progressistes du congrès ont bien senti l'impossibilité de porter une atteinte ouverte à l'unité religieuse du pays; mais en même temps ils ont introduit une petite liberté bâtarde et sans aveu, qui ne satisfait ni à la vérité de la situation de l'Espagne ni à l'honneur du principe de l'indépendance de la conscience, et qui, après beaucoup de bruit, soyez-en sûr, redevien-

dra tout simplement cette tolérance de fait que les gouvernements ont souvent pratiquée depuis vingt ans, sans qu'elle fût inscrite dans les constitutions. Il en a été de même pour la monarchie. Le parti révolutionnaire espagnol n'a pas pu songer un instant à abolir l'institution monarchique. Il en a consacré l'existence par le vote du 28 novembre; mais en même temps il garrotte l'autorité royale dans des liens qu'elle sera obligée de rompre : il la réduit à l'ilotisme dans le pays le plus monarchique du monde. La royauté sanctionne les lois ordinaires, elle ne sanctionnera pas la constitution et les lois organiques. Le roi aura le droit de convoquer et de dissoudre les cortès; mais à côté sera une députation permanente chargée de veiller à l'exécution des lois et investie en certains cas du pouvoir de réunir les chambres.

De tous les partis révolutionnaires qui se sont produits en Europe, le parti révolutionnaire espagnol est certainement celui qui a le mieux résolu le problème de s'agiter pour s'agiter, sans but, sans profit pour aucun principe, sans autre résultat que de maintenir le pays dans un état perpétuel de crise. Les progressistes de l'Espagne ont eu une occasion merveilleuse en 1854. Ils recevaient une situation faite, ils se trouvaient subitement portés au gouvernement d'un pays constitué, organisé, avide de sécurité et d'améliorations positives. Deux chemins s'offraient à eux : ils pouvaient accepter ce legs qui leur survenait à l'improviste, gouverner avec un esprit plus libéral, réformer même les lois imparfaites : c'était l'œuvre d'un parti sérieux et légal. On leur aurait su gré du mal qu'ils n'auraient point fait, de leurs efforts pour épargner à la Péninsule de nouvelles épreuves. L'autre alternative était de tout détruire. C'est l'esprit de

destruction qui l'a emporté, et qu'on l'observe bien, c'est une destruction systématique, aveugle.

Il s'agit d'effacer la trace de tout ce qui s'est fait dans ces dernières années, et de remonter aux grandes dates progressistes. On y a mis la plus singulière puérilité, au point de rétablir des employés aux places qu'ils occupaient en 1843. Il y avait un corps qui méritait bien quelque reconnaissance des vainqueurs de juillet, puisqu'il avait poussé le premier cri de révolution, c'est l'ancien sénat; il avait certes prouvé qu'il n'était pas nécessairement la créature du pouvoir. Le sénat a disparu uniquement parce qu'il portait la date de 1845, et on le remplace par un sénat électif dont M. Olozaga a eu l'idée. Il y avait une institution qui avait pris rang dans l'organisation administrative de l'Espagne, et qui avait attesté son indépendance, sa fermeté dans l'examen des concessions de chemins de fer, c'est le conseil d'État. Le conseil d'État a été supprimé révolutionnairement, et pendant près d'un an la Péninsule a vécu avec un tribunal administratif provisoire, en attendant que les cortès eussent fait une constitution. Les lois sur les municipalités ont eu le même sort. On n'a point osé toucher à l'ensemble du système de contributions, mais l'on a supprimé l'un des principaux impôts, la taxe sur les objets de consommation. Le profit tout entier a été pour les marchands, non pour le peuple, et le gouvernement s'est trouvé avec un déficit qu'il n'a su comment combler. C'est ainsi qu'ont procédé les hommes auxquels est échue cette victoire inespérée du mois de juillet 1854.

La première faute commise par le parti triomphant en juillet, celle qui a engendré toutes les autres, c'est d'avoir évoqué ce fantôme de cortès constituantes. Où donc se faisait

sentir ce besoin d'une constitution nouvelle? Le mal ne venait point en Espagne du vice de la constitution; il est toujours venu de ce que le régime représentatif, depuis qu'il est établi, n'a été plus ou moins qu'une grande fiction pour tous les gouvernements et pour toutes les opinions. Je n'en citerai qu'un exemple. Voilà vingt ans déjà que le régime constitutionnel existe au delà des Pyrénées, tous les partis ont été au pouvoir et ont régné tour à tour : eh bien, pas une fois encore le budget n'a été voté par les chambres, et c'est même depuis quelques années seulement qu'il y a un budget véritable. Il y a mieux : depuis plus de six mois, des cortès sont réunies à Madrid; on a fait des discours sur tout, on a passé plusieurs jours à discuter l'étrange question de savoir si la milice nationale avait le droit de délibérer sur les affaires politiques : on n'a point trouvé le temps d'aborder sérieusement l'étude d'une loi de finances! Ce n'est point cependant la faute de la constitution de 1845 et des modérés. Le parti progressiste n'a point vu qu'en faisant surgir du sein du pays ces cortès constituantes, il créait un pouvoir irrégulier et anormal, qui serait à la fois infatué et embarrassé de ses prérogatives, qui serait conduit à mettre la main sur toute autorité sans savoir agir.

C'est ce qui s'est réalisé en effet. Jamais il n'a été offert un plus triste spectacle que celui de cette assemblée, s'égarant dans des discussions sans limites, soumettant à des controverses oiseuses les principes les plus essentiels de gouvernement, perdant son temps en interpellations et en motions inutiles, livrée à la merci des incidents et des surprises. Un des traits caractéristiques de cette assemblée considérée dans son ensemble, c'est

l'absence de tout esprit politique, de toute direction, et par malheur le gouvernement n'a pas eu plus d'initiative que le congrès.

Ministère et congrès, quel élément d'ordre ont-ils créé? De quelle amélioration féconde ont-ils doté le pays? L'œuvre, la grande œuvre du gouvernement et du congrès jusqu'ici, c'est la loi de désamortissement, qui met en vente les propriétés de l'Église, des communes, des établissements de bienfaisance et de l'État. Le jour où cette loi a été adoptée, le ministre des finances, M. Madoz, a dit que la révolution avait fait un pas gigantesque. Or ce pas gigantesque a conduit l'Espagne à un commencement de guerre civile; une insurrection carliste est née dans l'Aragon. Dans les provinces basques et en Navarre, les autorités locales ont déclaré qu'elles ne répondaient plus de la tranquillité publique, si la loi de désamortissement était exécutée. Le gouvernement se trouve donc placé entre un désaveu de sa politique et un acte de témérité qui peut mettre la Péninsule en feu. Les opinions progressistes ne règnent pas depuis longtemps à Madrid, et elles aboutissent déjà à de singuliers résultats.

La révolution de 1854 s'est faite contre un gouvernement qui avait décrété un emprunt forcé. Aujourd'hui la dernière ressource du ministère et des cortès constituantes, c'est un emprunt forcé. Il y a un an, on se soulevait contre un système politique qui violait les lois, qui suspendait la constitution, qui soumettait l'Espagne au régime militaire. En ce moment, la moitié de la Péninsule est en état de siége; le gouvernement a réclamé des pouvoirs extraordinaires; le parti progressiste a même imaginé quelque chose de mieux, c'est de suspendre des

garanties constitutionnelles qui n'ont pas encore une existence légale.

Étrange destinée que celle d'une constitution mise en interdit avant sa naissance! Les mouvements carlistes qui ont rendu ces mesures nécessaires s'apaiseront sans doute; mais l'Espagne n'en serait point venue là, si le gouvernement et les cortès eussent travaillé à raffermir les institutions au lieu de les ébranler, s'ils eussent offert à tous les esprits le drapeau d'une politique rassurante et protectrice.

XII

Faut-il imputer cette situation à la force des choses, à la logique des opinions? En Espagne plus qu'ailleurs, les opinions ne sont rien sans les hommes, et les hommes qui personnifient la révolution actuelle, aujourd'hui comme depuis un an, sont évidemment Espartero et O'Donnell. Le duc de la Victoire n'a point fait le mouvement de 1854, mais il lui a communiqué pour ainsi dire son caractère, et il a contribué à lui donner plus de gravité, lorsqu'il aurait pu le régler et le dominer. A chaque pas dans cette révolution éclate sa responsabilité.

A Saragosse, à Madrid, dans l'intervalle du 1er août au 8 novembre, depuis l'ouverture des cortès, il eût fallu simplement un mot pour tracer à cette crise la limite qu'elle ne franchirait pas; c'est ce mot que le duc de la Victoire n'a point prononcé, ou qu'il n'a prononcé que tardivement et de façon à laisser une issue ouverte à toutes les tentatives. Au fond, il n'est point douteux que dans son indolence impénétrable Espartero a voulu être plus que président du conseil, c'est-à-dire qu'il a voulu comme il sait vouloir, en attendant les événements, en laissant la fortune agir pour lui, prêt à accepter, selon l'occasion, une présidence de république, une régence

ou mieux encore peut-être. Nonchalant par nature, ambitieux par circonstance, honnête au fond, mais capable de se laisser entraîner à toutes les extrémités, comme aussi de s'arrêter au premier obstacle, il n'a point su être simplement un chef de ministère. Faute d'un rôle plus éclatant, quelques-uns de ses partisans avaient imaginé un moment de créer pour lui une position qui eût rappelé celle de l'ancien *justicier* d'Aragon; l'idée n'a point trouvé faveur, mais elle indique ce vague besoin d'une influence irrégulière et exceptionnelle. La révolution plaît à Espartero, parce qu'elle lui donne cette influence; il se flatte ainsi d'être le protecteur des droits du peuple, et c'est à peine s'il se croit tenu aux plus simples déférences envers la royauté, qu'il traite en vainqueur et en maître. Plus d'une fois, assure-t-on, il a fait sentir à la reine le prix de ses services, en lui rappelant durement qu'il avait ramassé sa couronne dans la rue. Seulement Espartero se méprend sur le succès possible de ce rôle de dominateur hautain de la royauté. Sa force est moins réelle qu'il ne le pense lui-même, et s'il voulait en faire l'épreuve, il risquerait de recommencer l'histoire de 1843, comme on le lui dit un jour assez cruellement. Il n'a point l'armée pour lui, il n'a point les classes éclairées de la nation, il n'a point les populations des campagnes; il n'aurait en sa faveur que les *bullangeros* des villes, le personnel de toutes les émeutes et de toutes les factions. Cela suffit pour bouleverser le pays à un moment donné, cela ne suffit pas pour le conquérir. Rien n'était plus simple que la situation du duc de la Victoire, s'il l'avait bien comprise, s'il avait su vouloir; il n'a point voulu, et c'est un des caractères de cette révolution de s'être tout d'abord donné pour guide

un homme qui ne sait pas se conduire lui-même, qui a par instants toutes les velléités de l'ambition sans en avoir l'énergie, de même qu'il peut parfois avoir de bons mouvements sans profit.

Quelle a été et quelle est encore la pensée du général O'Donnell? Le chef de l'insurrection du 28 juin a sans nul doute plus de décision dans le caractère que le duc de la Victoire. Sa politique à l'origine était bien simple : il a voulu arrêter au passage les pensées secrètes d'usurpation; il a cherché à être le modérateur de cette révolution qu'il avait inaugurée, et qui du premier coup dépassait ses prévisions. C'est ainsi que s'explique sa conduite dans la première partie de cette crise jusqu'à la réunion des cortès. Il y avait cependant au fond de cette situation d'O'Donnell une fatalité invincible. Par la sédition militaire dont il s'était fait le chef, le comte de Lucena avait profondément blessé les modérés dans leurs doctrines, dans leurs instincts, et il ne pouvait compter que sur leurs antipathies et leurs méfiances; par ses antécédents conservateurs, il était l'objet de toutes les suspicions des progressistes. Ressentiments des uns et suspicions des autres devaient agir sur une nature passionnée et irritable. Il a fallu que le général O'Donnell donnât des gages aux opinions avec lesquelles il entrait en alliance. Sans abdiquer toute pensée modératrice, il a cédé pour rester à la tête du mouvement; il a multiplié tous les efforts pour lier Espartero. C'était sa politique dans son propre intérêt, dans l'intérêt de la révolution à laquelle il avait attaché son nom, comme dans l'intérêt de la monarchie, qu'il n'a jamais cessé de défendre. On s'explique ainsi comment il a livré successivement les autres ministres modérés qui étaient

entrés avec lui au pouvoir, M. Pacheco d'abord, M. Collado ensuite. O'Donnell est allé de concession en concession pour ne point laisser échapper les rênes de cette révolution. Il a réussi dans une certaine mesure : il a désarmé l'opposition, et il est resté au pouvoir; mais ici il a fait visiblement un faux calcul. S'il avait une force véritable, telle que le duc de la Victoire et le parti révolutionnaire dussent compter avec lui, ce n'est point parce qu'il partageait leurs vues et leur politique, c'est parce qu'aux yeux de tous il représentait au pouvoir une idée modératrice, une influence distincte, rivale, sinon ennemie, de l'influence révolutionnaire. Dès qu'il n'y avait en lui qu'un progressiste de plus, il perdait sa raison d'être : il risquait sa position, et la difficulté était bientôt pour lui de reculer ou d'avancer dans cette voie aussi périlleuse pour sa fortune que pour la destinée de l'Espagne.

Jamais, à coup sûr, la monarchie n'a eu à traverser une aussi rude épreuve que celle qui lui a été infligée par la révolution de 1854, et cette crise même ne fait que montrer une fois de plus la force du principe monarchique en Espagne. Voici en effet une royauté prisonnière, dépendante, sans action, réduite à voir toutes ses prérogatives contestées : elle ne subsiste pas moins, et peut-être pourrait-on dire que la reine Isabelle est plus populaire aujourd'hui qu'il y a un an. Aux yeux du pays, elle est encore la personnification de toutes les espérances nouvelles conçues en 1834. Espagnole et très-Espagnole, elle aime à flatter les goûts et les instincts nationaux. Elle a reçu le nom d'Isabelle la Contrariée, et il n'est point peut-être jusqu'à ce surnom, si bien placé, qui ne réveille l'intérêt en sa faveur. La reine Isabelle

n'a pu songer à soutenir une lutte impossible; la révolution une fois accomplie, elle s'est prêtée à tout, bien qu'elle ait, dit-on, constaté à plusieurs reprises qu'elle n'agissait plus librement. Comme femme, elle a pu plier sans déshonneur; elle n'a opposé aucun obstacle aux combinaisons politiques qu'on lui proposait. Gouvernement et congrès, elle les a laissés entièrement libres de disposer du pouvoir, et plus d'une fois sa finesse et sa prudence ont atténué des crises intérieures. La reine Isabelle n'a eu la pensée d'une résistance que sur un point : c'est l'affaire de la loi de désamortissement, qui est venue révéler soudainement les impossibilités et les périls de la situation de l'Espagne, en mettant en présence le ministère, la royauté et les cortès dans une de ces scènes qui peuvent décider de la destinée d'un pays. On s'est étonné que la reine Isabelle n'eût point exprimé ses scrupules lors de la présentation de la loi, au lieu d'attendre l'heure tardive de la sanction pour résister. Il n'y a qu'une chose à dire, c'est que lors de la présentation de la loi aux cortès, il y avait eu déjà au palais de Madrid une scène des plus graves, qui a seulement moins retenti au dehors.

C'est le 5 février que le duc de la Victoire se présentait au palais avec les autres ministres pour tenir un conseil extraordinaire. Les ministres furent introduits, et Espartero dit à la reine qu'il venait réclamer sa signature pour présenter la loi de désamortissement au congrès. Isabelle demanda si les biens de l'Église étaient compris dans le projet, demeurant résolue pour sa part à respecter le concordat. On lui répondit que ces biens étaient compris effectivement dans la loi, mais qu'il fallait qu'elle signât, ou que le cabinet donnerait sa démis-

sion et l'abandonnerait. Le duc de la Victoire se servit même des termes les plus vifs. La scène s'aggrava par degrés, la reine finit par s'écrier toute en larmes qu'elle ne signerait pas, qu'elle ne voulait pas manquer à ses engagements. « J'aime mieux abdiquer, dit-elle : je prouverai ainsi au besoin qu'une reine sait faire des sacrifices pour sa foi, et j'espère de cette manière réparer les fautes que j'ai pu commettre. » La reine signa cependant. On lui dit qu'elle serait toujours libre de ne pas sanctionner la loi, et que d'ici là d'ailleurs les négociations engagées avec Rome auraient sans doute un résultat favorable. C'est donc ainsi que se représentait la question, lorsque le ministère allait à Aranjuez soumettre la loi de désamortissement à la sanction royale.

Qu'on ait exagéré ce qui a eu lieu entre le duc de la Victoire, O'Donnell et la reine, le fond ne reste pas moins exact. Il n'est pas moins vrai que les deux ministres ont fait pressentir à Isabelle toutes les conséquences d'un refus, et qu'au même instant, à Madrid, quelques députés se réunissaient dans un bureau du congrès pour proposer la déchéance de la reine si la loi n'était pas sanctionnée. Il y a plus : avant de prendre une résolution, la reine a voulu savoir où en étaient les négociations avec Rome; on ne le lui a point dit. Elle a demandé s'il n'y avait pas une protestation du saint-siége. Cette protestation venait, à ce qu'on assure, d'être déposée entre les mains du ministre d'État : on lui en a laissé ignorer l'existence, ou du moins on paraît avoir éludé de répondre catégoriquement à ce sujet. Depuis cependant de meilleurs rapports semblent s'être établis entre la reine et le général O'Donnell. Ce serait trop sans doute d'expliquer la situation de l'Espagne uniquement

par cet épisode, qui a pu un moment devenir tragique : il l'éclaire, il la met à nu ; il marque le point où la révolution a conduit la Péninsule.

Maintenant, sans doute, une réaction se produira en Espagne : elle naîtra des incohérences et des excès d'une situation impossible, à laquelle ni gouvernement ni cortès n'ont su donner des chances de durée ; mais quel en sera le caractère, et comment s'accomplira-t-elle ? De tout ce mouvement qui se poursuit depuis un an, il n'est point sorti une force modératrice ; il ne s'est produit ni une idée nouvelle ni un homme nouveau. Si la réaction est difficile dans les conditions du régime actuel, viendra-t-elle d'une sorte de renaissance du parti conservateur ? Le parti modéré espagnol se trouve aujourd'hui, il faut bien le dire, étrangement décomposé ; il compte à peine quelques membres dans le congrès de Madrid, et ces membres se querellent périodiquement. Le reste du parti est dispersé soit en Espagne, soit hors de l'Espagne ; les divisions des dernières années vivent encore entre ces hommes ; les ressentiments ne se sont point éteints. Les passions personnelles ont tué le parti modéré ; c'est par ses idées qu'il peut renaître et retrouver son ascendant. Ces idées n'ont point cessé d'être le véritable symbole de l'Espagne constitutionnelle. Elles ont manifesté leur puissance par l'ordre et la sécurité qu'elles ont donné à la Péninsule pendant dix ans, et aujourd'hui la révolution même qui règne à Madrid est la consécration la plus éclatante de leur efficacité et de leur valeur. Les hommes ont été en défaut, l'idée même du régime constitutionnel, d'un régime à la fois libéral et conservateur, survit et doit survivre. Si la réaction ne se fait point sous ce drapeau, qu'on ne s'y trompe point,

ce n'est pas la révolution qui restera victorieuse en Espagne, c'est l'absolutisme. Les bandes carlistes qui se sont levées dans l'Aragon pourront être dispersées, elles renaîtront jusqu'à ce qu'elles aient triomphé, ou que l'Espagne ait à leur opposer la force d'un gouvernement qui rassure tous les intérêts et raffermisse toutes les institutions. Ce gouvernement, il ne peut se trouver que dans la monarchie nouvelle rendue à sa véritable nature et à ses vraies conditions. Tout le reste n'est qu'une intrigue de factions sans prévoyance ou un expédient imposé à la lassitude d'un peuple.

II

LA RÉVOLUTION DE 1854

SECONDE PARTIE

LES CORTÈS CONSTITUANTES ET LA FIN DE LA RÉVOLUTION

I

S'il est vrai qu'il y ait un moment décisif dans les révolutions où il ne reste plus qu'à savoir comment elles doivent finir, ce moment était arrivé pour l'Espagne dès les premiers mois de 1856. Après une durée de deux années la révolution qui avait précipité le pays dans une lutte nouvelle et plus redoutable peut-être que toutes celles qu'il avait traversées jusque-là, cette révolution était visiblement en décadence : elle se personnifiait particulièrement dans une assemblée constituante qui commençait à devenir l'embarras de la situation, qui le sentait et qui, en sentant l'impossibilité de prolonger longtemps son existence, se raidissait contre la nécessité d'une dissolution chaque jour plus imminente.

Il y a dans l'histoire de l'Espagne, au lendemain de la révolution de 1854, deux périodes assez marquées : l'une va de la réunion des cortès constituantes, inaugurée à Madrid le 8 novembre 1854, jusqu'à la première interruption des séances législatives au mois de juillet 1855 ;

l'autre va du jour où le congrès reprend ses travaux au mois d'octobre 1855 jusqu'au mois de juillet 1856, c'est-à-dire jusqu'à une seconde suspension législative immédiatement suivie d'une crise décisive qui faisait entrer l'Espagne dans une voie nouvelle.

Le moment où les cortès se séparaient temporairement au mois de juillet 1855, ce moment, qui est comme le point d'intersection des deux périodes, était des plus critiques. On voyait bien ce que la révolution avait ébranlé, on ne voyait pas ce qu'elle avait créé ou raffermi. Presque simultanément les faits les plus graves s'étaient accomplis et laissaient le pays profondément troublé. La loi de désamortissement civil et ecclésiastique, votée par les cortès avec plus d'entraînement que de maturité politique, avait eu un triple résultat, qui servait à éclairer d'un jour singulier la situation de l'Espagne : elle avait amené les scènes d'Aranjuez, où les scrupules de la royauté étaient révolutionnairement domptés; elle provoquait un commencement de rupture avec le saint-siége, et elle avait été le prétexte d'une explosion nouvelle de la guerre civile dans certaines parties de l'Aragon et de la Castille.

Une agitation d'une autre nature s'élevait en Catalogne et avait pris tout à coup le caractère le plus dangereux. Ici, c'était une fermentation violente dans les classes populaires et industrielles. Puissamment organisés, les ouvriers intimidaient tout le monde, tenaient en échec les autorités publiques et menaçaient les fabricants dans leur vie. L'un de ceux-ci, industriel considérable et député, M. Sol y Padris, était brutalement assassiné dans sa maison, et ce n'était point le seul excès du même genre. En présence d'une telle situation, le gouvernement avait senti la nécessité de se faire armer

de facultés extraordinaires, dont il usait énergiquement. Le ministère lui-même, d'ailleurs, bien qu'il restât toujours personnifié dans ses deux chefs, le duc de la Victoire et le général O'Donnell, venait de subir une modification partielle qui avait écarté particulièrement le ministre des finances, M. Pascual Madoz, et qui avait fait entrer au pouvoir des hommes peu connus, MM. Bruil, Huelves, Fuente-Andres, Alonzo Martinez (juin 1855). Cette crise ministérielle s'était produite justement à l'occasion d'une sorte de sédition qui avait eu lieu dans la milice nationale de Madrid. De ces divers faits, qui venaient de se passer en quelques mois, les uns conservaient leur gravité, les autres tendaient à s'atténuer ou commençaient à être oubliés. C'est à ce moment que l'assemblée constituante espagnole, fatiguée d'une session qui durait depuis huit mois déjà, interrompait ses travaux avec la conscience de laisser beaucoup plus à faire qu'elle n'avait fait jusqu'alors.

II

Ce n'est pas que dans cette longue session l'assemblée constituante de Madrid fût restée inactive : elle avait agité toutes les questions, depuis les plus grandes, celles de la religion et de la monarchie, jusqu'aux plus humbles affaires d'intérêt local ou personnel. Seulement elle avait touché à tout avec cet esprit incertain et violent qui accumule les désordres et la confusion dans la vie d'un pays. *Quatre-vingt-onze lois* formaient le contingent législatif de l'assemblée dans cette première partie de son existence. Dans ce nombre, quels étaient les actes sérieux? Le plus important peut-être était la loi de désamortissement, qui porte la date du 1er mai 1855, et on a vu à quelle épreuve cette loi avait mis la tranquillité publique. Au premier rang de ces travaux législatifs était aussi la préparation d'une loi fondamentale nouvelle; mais le congrès n'avait point achevé son œuvre au moment où il se séparait, le 15 juillet; il s'était borné à discuter, non sans peine et sans péril, les *bases* d'une constitution qui n'était votée que plus tard, et qui ne fut même jamais promulguée. Dans l'ordre administratif, les lois d'organisation provinciale et municipale avaient été à peu près abolies, et les cortès n'avaient trouvé rien de

mieux que de remplacer cette organisation, tout au plus susceptible de quelques réformes, par une législation anarchique exhumée provisoirement de l'époque constitutionnelle de 1821; de telle sorte que l'Espagne, qui n'avait point de constitution, était aussi sans pouvoirs locaux régulièrement établis. Dans l'ordre financier, les cortès avaient commencé par faire un vide dans les recettes publiques en supprimant la taxe sur les objets de consommation. Ce vide, elles avaient essayé de le combler par des emprunts, par des émissions de rente, qui n'étaient que des expédients. Mises en demeure au dernier instant de créer des ressources, elles avaient, par un vote extrême, imposé au pays un emprunt par souscription volontaire ou forcée; emprunt qui n'était, à vrai dire, qu'un expédient de plus.

Enfin, dans l'ensemble des travaux de cette session qui finissait, on pouvait compter près de trente lois uniquement destinées à satisfaire des passions de coterie ou des intérêts personnels. Le parti progressiste se vengeait visiblement du passé en se payant à lui-même le prix de sa victoire. Non-seulement le congrès avait accordé un assez grand nombre de pensions individuelles pour le seul fait de la participation à une tentative quelconque de soulèvement contre le régime renversé en juillet, mais encore il avait voté des récompenses générales pour des catégories entières d'insurgés. Une loi attribuait une indemnité à tous ceux qui avaient été déportés ou exilés à l'occasion des mouvements révolutionnaires de 1848. Une autre loi, non moins bizarre au point de vue administratif, comptait, comme temps de service actif, aux employés progressistes révoqués à la suite de 1843, les onze années passées par eux dans l'inactivité. Des dispo-

sitions semblables étaient votées en faveur des militaires progressistes qui étaient censés avoir souffert dans leur avancement (1).

Ainsi, après huit mois d'une session laborieuse, cette révolution, vue dans le parlement, était une révolution nouée, pour ainsi dire, une révolution qui semblait n'avoir plus de but, et qui s'égarait dans toutes sortes d'œuvres confuses et contradictoires. Sous ce rapport, les cortès de 1854 étaient bien loin d'égaler les cortès de 1837, qui avaient fait preuve de plus d'activité, de plus de prudence et d'une activité plus féconde. Au lieu de laisser l'Espagne réorganisée, le congrès de 1854 laissait le pays troublé, incertain, sans constitution et sans lois organiques. Par une singularité assez curieuse, au moment où cette assemblée se séparait, tous les journaux espagnols mettaient en discussion la nécessité et la possibilité d'une dictature. C'est le dernier mot des peuples placés en présence d'une révolution impuissante ou trop menaçante.

On ne voyait point, du reste, que si les cortès constituantes n'avaient point été à la hauteur de leur rôle, le gouvernement lui-même était bien loin de pouvoir s'emparer de cette dictature, que les uns appelaient comme un changment salutaire, que les autres considéraient

(1) Si l'on veut savoir ce que produisirent ces mesures, au moins fort singulières, on peut en juger par une révélation que le général O'Donnell était obligé de faire pour se disculper de n'avoir point appliqué la loi d'indemnité militaire. Le ministre de la guerre déclarait, dans une séance des cortès, que par application de cette loi il avait nommé 58 brigadiers, 12 colonels, 17 lieutenants-colonels, 142 commandants, 238 capitaines, 212 lieutenants, etc. Cela forme un total de 795 récompenses militaires accordées au titre public. Il faut se souvenir, en outre, qu'immédiatement après la révolution un grand nombre de nominations avaient été faites, et que, par mesure générale, tous les officiers de l'armée avaient obtenu le grade supérieur.

cemme une menace perturbatrice. L'existence du cabinet reposait tout entière sur un équilibre de forces et d'influences; c'est dire qu'il manquait de la première des conditions, de l'unité d'action et de volonté pour prendre l'initiative de quelque grande mesure. Le seul avantage de la suppression des cortès, c'était de laisser pendant quelque temps le pays et le pouvoir à l'abri des scissions, des ruptures et des crises provoquées par les discussions irritantes du parlement.

C'était une trève de deux mois. Sans produire aucun changement extérieur notable dans les rapports des partis et dans les conditions d'existence du gouvernement, cette interruption des travaux législatifs avait cependant, on peut le dire, une influence réelle. Le silence des débats politiques couvrait un travail profond, dont le résultat était de dégager la situation de l'Espagne de certains périls, ou du moins de transporter la lutte sur un autre terrain. Il n'est pas douteux que l'esprit révolutionnaire perdait de plus en plus toute force offensive, et que la réaction avait commencé au-delà des Pyrénées. Quoique rien ne fût modifié en apparence, on était déjà très-loin des premières effervescences de la révolution.

III

Cette réaction se manifestait surtout par un fait : c'est l'importance particulière que le général O'Donnell, comte de Lucena, prenait de jour en jour dans le gouvernement. Le ministre de la guerre avait été obligé de faire bien des concessions, et de dépasser de beaucoup sans doute les limites qu'il s'était tracées à lui-même quand il avait commencé le mouvement de 1854 au Champ des Gardes; mais il avait le mérite d'être très-décidé sur certains points, et le premier de ces points était l'existence de la monarchie, le maintien de l'ordre public. La netteté de sa parole dans ses rencontres oratoires avec les démocrates du congrès, la résolution et l'activité qu'il avait montrées dans la répression des mouvements de l'Aragon et de la Castille, ce prestige naturel d'un chef capable et vigoureux, lui avaient rallié bien des partisans qui le mettaient au moins au même rang qu'Espartero dans le ministère, et qui, dans tous les cas, ne séparaient pas les deux généraux dans leurs combinaisons politiques. Le duc de la Victoire lui-même, quand il n'était pas trop pressé par ses conseillers secrets, appréciait sincèrement le concours d'un homme qui lui laissait l'éclat du premier rang en agissant de son côté et en

gardant les charges du pouvoir. Il en résulte que si le gouvernement de l'Espagne ne se pouvait comprendre encore sans le prestige moral du président du conseil, il était encore plus impossible sans la coopération réelle et efficace du ministre de la guerre. Plus la position grandissante du comte de Lucena se dessinait, plus cette influence devenait le point de mire des partis extrêmes, qui voyaient là le véritable ennemi. On ne mettait plus en cause la monarchie, on se tournait contre O'Donnell; on combattait ce qu'on nommait la révolution *vicalvariste*. Deux partis, les démocrates et les progressistes *purs*, quoique ne marchant pas ostensiblement au même but, agissaient à peu près en alliés dans cette guerre. La grande question était de savoir si le duc de la Victoire, qui lui-même avait fait du chemin dans le sens d'une politique modératrice et monarchique, se laisserait encore détourner par les flatteries et les suggestions des partis.

C'est sur ce terrain et dans ces conditions que la guerre allait s'engager de nouveau au sein des cortès, prêtes à reprendre leurs séances. Le premier et le dernier mot de cette session nouvelle, c'était, en effet, la lutte entre les éléments conservateurs et les éléments révolutionnaires, — lutte où l'esprit révolutionnaire, toujours actif et toujours prompt à saisir les occasions, subissait néanmoins des défaites successives qui le jetaient dans une véritable déroute morale jusqu'à l'heure où venait la déroute matérielle. Chaque jour était marqué par un épisode de ce drame singulier dans l'assemblée ou hors de l'assemblée.

IV

Quand la session d'octobre 1855 commençait, le ministère n'avait point changé depuis le mois de juin. Quatre ministres particulièrement représentaient les différentes tendances de ce cabinet. Espartero et O'Donnell, — les *deux consuls*, comme on les nommait, — ces deux personnages devenus historiques, étaient d'accord pour maintenir le gouvernement de l'Espagne dans la voie d'une politique libérale et monarchique. Le ministre d'Etat, le général Zabala, bien qu'étranger par ses habitudes aux affaires diplomatiques, s'efforçait de préparer une solution régulière et honorable des difficultés religieuses survenues avec le saint-siége. Le ministre des finances, M. Bruil, sans être un homme d'État supérieur, faisait face aux embarras financiers, et ne reculait pas devant la pensée de proposer aux cortès le rétablissement de la taxe de consommation. Dans son ensemble, le cabinet visait à rentrer dans un ordre régulier.

A peine le congrès était-il réuni de nouveau, que l'opposition, formée des démocrates et des progressistes *purs*, essayait de proposer un vote de censure contre le ministère tout entier d'abord, puis elle mettait le duc de la Victoire hors de cause en le séparant de ses col-

lègues. Ce vote n'eut point de suite, mais il était le prélude de la campagne qui allait se dérouler, et où on retrouve dès les premiers instants le nom d'un homme fort mêlé aux luttes politiques de l'Espagne, le nom de M. Olozaga.

M. Olozaga, on ne l'ignore pas, est un des hommes considérables de la Péninsule par ses talents et par le rôle qu'il a joué. Il a représenté la reine Isabelle à Paris plusieurs fois, et il la représentait encore après la révolution de 1854. Ces fonctions étaient-elles au-dessus de ses prétentions ou de son activité? Visait-il au ministère comme à une revanche de ses aventures de président du conseil en 1843? Toujours est-il que, dans diverses circonstances, le ministre d'Espagne à Paris essayait de provoquer la dissolution du cabinet, ou se prêtait tout au moins aux attaques dirigées contre lui. Ses amis l'encourageaient, dit-on, dans une tentative nouvelle au mois d'octobre 1855, et l'avaient engagé à se rendre à Madrid.

Dès son arrivée, M. Olozaga, reconnaissant peut-être que l'entreprise était moins facile qu'il ne l'avait présumé, portait toute son activité dans deux commissions législatives dont il était membre, la commission nommée pour la rédaction de la nouvelle constitution et la commission des finances, qui avait à s'occuper d'un projet de M. Bruil tendant au rétablissement de l'impôt de *consumos*. Bien que cela parût assez étrange de la part du représentant de la reine Isabelle à Pàris, M. Olozaga était un des premiers, dans la commission de constitution, à faire bon marché des prérogatives de la couronne, à accueillir les clauses qui pouvaient porter atteinte à la dignité de la monarchie. Dans la commission des finances, il combattait les projets de M. Bruil, et sou-

tenait la résolution par laquelle l'assemblée constituante avait supprimé l'impôt de consommation. L'influence de M. Olozaga eût probablement été décisive, si elle n'eût été balancée par la parole sérieuse et éloquente d'un homme de beaucoup de talent et environné d'une grande considération morale, de M. Rios Rosas, qui soutenait la lutte pied à pied et faisait valoir des idées plus conservatrices. Battu dans les commissions, M. Olozaga modifiait sa tactique en cherchant à regagner l'avantage dans les cortès elles-mêmes, et un incident plus ou moins inattendu, plus ou moins préparé, venait tout à la fois mettre à nu les plans du ministre d'Espagne à Paris et les faire disparaître.

On était au commencement de novembre; le congrès avait repris la discussion des articles de la constitution et était arrivé à l'article sur l'égalité civile et l'admissibilité des Espagnols à tous les emplois. Un député assez obscur, et qui avait voté en 1854 contre la monarchie, M. Figueras, proposait d'ajouter à cet article que désormais les titres de noblesse ne seraient point nécessaires pour remplir les charges du palais. Le gouvernement, par l'organe du général O'Donnell, repoussait cet amendement comme contenant l'expression d'un sentiment inconvenant et hostile. M. Olozaga, au contraire, le prenait sous sa protection et demandait qu'il fût l'objet d'un nouvel examen. Cela n'avait rien de surprenant, puisque la motion de M. Figueras n'était que la reproduction d'une clause semblable proposée sans succès dans le sein de la commission par M. Olozaga. En elle-même, cette proposition était parfaitement inutile, puisque l'article primitif proclamait l'égalité civile et l'admissibilité des Espagnols à tous les emplois. Quand il serait vrai que

les charges du palais fussent dévolues à des hommes possédant des titres de noblesse, qu'importe encore, puisque tous les Espagnols peuvent acquérir ces titres et les acquièrent, comme cela est arrivé au duc de la Victoire, au général San-Miguel, qui venait d'être fait grand d'Espagne, duc de San-Miguel, et qui était de plus commandant des hallebardiers de la reine? L'égalité n'est point une question au delà des Pyrénées. Toute la difficulté naissait de la pensée qui avait dicté l'amendement de M. Figueras, pensée d'hostilité contre la monarchie, — et de l'appui que cet amendement avait trouvé en M. Olozaga. Le ministre d'Espagne à Paris avait cru saisir le point par où il pourrait ébranler le cabinet en le divisant. Il n'avait pas considéré deux choses : d'abord, que sa tactique ne pourrait trouver d'appui dans une assemblée restée, après tout, assez monarchique, et en outre, que le ministère ne se diviserait pas sur une telle question. Le duc de la Victoire lui-même effectivement prenait la parole pour combattre ce qu'il appelait le *mauvais esprit* de l'amendement de M. Figueras, et il déclarait qu'il n'avait donné à personne le droit de douter de ses sentiments de fidélité à la monarchie d'Isabelle II.

Ceci se passait dans les séances du 8, du 14 et du 21 novembre. M. Olozaga avait évidemment mal calculé, et même en faisant admettre une prescription générale et superflue dans l'article de la constitution, il était obligé de battre en retraite. Bien mieux, dans le moment où il s'était mis en opposition avec le gouvernement, le ministre *d'État*, le général Zabala, l'avait traité presque publiquement avec une certaine sévérité de parole. La démission de M. Olozaga fut la suite de ces observations; des négociations amenaient un rapprochement et le

retrait de cette démission. Mais le ministre de la reine à Paris se retirait assez meurtri de la lutte, sans avoir réussi à ébranler le ministère : l'incident provoqué par M. Figueras, aggravé par l'intervention de M. Olozaga, ne faisait que dévoiler la situation respective du gouvernement et des partis.

V

Cette situation se dessinait plus nettement encore dans une affaire qui survenait immédiatement. Le 11 novembre, une insurrection avait éclaté à Saragosse, à l'occasion ou sous prétexte de la cherté des denrées alimentaires et d'un débarquement de grains sur l'Èbre. Les plus déplorables excès avaient été commis; une partie de la milice nationale s'était rangée du côté de l'émeute; les autorités de la ville s'étaient montrées, sinon complices, du moins singulièrement faibles. Le capitaine général lui-même, le général Ignacio Gurrea, était soupçonné d'avoir trempé dans le mouvement, combiné pour se développer et prendre un caractère politique. Cependant le désordre cédait devant les mesures énergiques commandées par le gouvernement. Les événements de Saragosse devenaient le prétexte d'une nouvelle tentative parlementaire, et comme l'opposition n'avait point réussi à dissoudre le ministère en divisant les deux généraux par des attaques indirectes, on se décidait à s'en prendre directement au général O'Donnell.

Un des chefs du parti démocratique, M. Orense, marquis d'Albaïda, dans la séance du 1er décembre, rejetait la responsabilité des événements de Saragosse sur le

général O'Donnell, dont la présence au pouvoir était, selon lui, une cause permanente de méfiance et d'irritation.

Ainsi provoqué, O'Donnell acceptait le défi et mettait M. Orense en demeure de déposer une proposition de censure. M. Orense ayant annoncé qu'il ne ferait sa motion que deux jours après, un député de la majorité, M. Ulloa, proposait à l'assemblée de trancher la question sur-le-champ par un vote de confiance en faveur du général O'Donnell, ce qui avait lieu en effet à une immense majorité. Deux jours après, dans la séance du 3 décembre, la motion de censure déposée par M. Orense était repoussée presque unanimement. Le duc de la Victoire, absent de cette séance et informé qu'on interprétait son absence dans un sens défavorable à son collègue, se rendait au congrès et se déclarait publiquement pour le ministre de la guerre; les progressistes *purs* dissimulaient leur impuissance en s'abstenant de voter, et dans le nombre des abstentions se faisait remarquer celle de M. Olozaga.

Enfin le général Gurrea, dont la conduite avait paru équivoque dans les événements de Saragosse, était contraint, peu de jours après, de donner sa démission de capitaine général de l'Aragon, bien qu'il fût l'ami intime d'Espartero. Le résultat de cette nouvelle manœuvre, dirigée contre le ministère ou plutôt contre le général O'Donnell, tournait donc encore à l'avantage du ministre de la guerre; mais ce n'était point la dernière tentative des partis, et l'Espagne entrait dans l'année 1856 sans avoir vu cesser un état politique exceptionnel, incertain et précaire, toujours livré à la merci d'une surprise.

Dès ce moment, en effet, l'opposition se remettait à

l'œuvre et recommençait son travail. Sentant l'impossibilité ou l'inutilité d'une attaque directe contre l'influence croissante du comte de Lucena, elle se rejetait dans toutes les pratiques d'une hostilité sourde, remuante et toujours prête à saisir les occasions de faire naître des dissidences entre les principaux membres du gouvernement. L'opposition était d'autant mieux placée pour agir ainsi qu'elle n'était point sans avoir des intelligences dans le cabinet lui-même. Ce travail se manifestait bientôt par un incident assez inattendu et qui conduisait à une crise ministérielle.

Dès le commencement de janvier 1856, il n'était bruit à Madrid que d'une décision adoptée, disait-on, par le ministère au sujet de l'établissement du mariage civil en Espagne. On ajoutait que la reine, pressée par le conseil, avait consenti à signer un projet de loi qui résolvait cette délicate question. Les choses n'étaient point aussi avancées; mais il était vrai que le ministre de la justice, M. Fuente-Andres, inspiré par M. Olozaga et comptant aussi se ménager la faveur de certaines fractions exaltées du congrès, avait soumis au conseil un projet de loi qui déclarait libre de frais toute dispense pour le mariage, l'État s'engageant à donner au saint-siége une somme convenue en échange des droits perçus actuellement par la cour de Rome. Il n'était point question encore de mariage civil, seulement on sondait le terrain. Cette proposition tirait sa gravité politique d'une circonstance particulière. Le général O'Donnel était depuis quelques jours gravement malade et hors d'état de prendre part aux affaires; il n'assistait point au conseil. Dans ces conditions, la présentation de ce projet, suggéré, selon le bruit public, par M. Olozaga, avait le caractère d'une

petite conspiration contre le ministre de la guerre. On espérait compromettre le duc de la Victoire en faveur de la mesure, si elle était adoptée dans le conseil, et mettre le général O'Donnell dans le cas de donner sa démission, s'il ne partageait pas l'avis de ses collègues, ce qu'on présumait bien. Le projet de M. Fuente-Andres était appuyé par le ministre de l'intérieur, M. Huelves, et par quelques autres membres du cabinet. Le ministre *d'État*, le général Zabala, le combattait, au contraire, de toute son énergie, en représentant ce qu'il avait d'impolitique, d'inopportun au point de vue des sentiments religieux du pays, et en ajoutant du reste qu'une telle détermination ne pouvait être prise en l'absence d'un des principaux membres du gouvernement. La reine même, au lieu d'opposer un refus formel, s'abritait derrière l'état de maladie du ministre de la guerre, dont elle désirait connaître l'opinion.

Le projet de M. Fuente-Andres n'eut point de suite; mais cette tentative avait un résultat facile à prévoir, celui de froisser vivement la susceptibilité du général O'Donnell, qui n'était point homme à supporter tranquillement ce qu'il considérait comme une manœuvre dirigée contre lui.

VI

Il en était ainsi lorsqu'un incident d'un autre genre vint ajouter aux complications accumulées dans l'état politique de l'Espagne, ou du moins témoigner de la confusion des esprits. A la suite des événements qui avaient eu lieu à Saragosse, au mois de novembre 1855, la municipalité de cette ville avait adressé au congrès, à la date du 10 décembre, une pétition assez impérieuse, où elle se constituait l'organe des vœux ou des prétendus vœux du pays, traçant à l'assemblée sa ligne de conduite, revendiquant pour les corps populaires des provinces un droit de conseil et de direction politique. Cette pétition, présentée aux cortès et défendue par le parti révolutionnaire, était écartée dans la séance du 4 janvier 1855. Un député, M. Cardero, gouverneur civil de Madrid, la qualifiait même de factieuse. Deux jours plus tard, le 7 janvier, les démocrates essayaient de réveiller cette affaire en proposant aux cortès de déclarer qu'elles avaient entendu avec déplaisir cette qualification de *factieuse* appliquée à la pétition de Saragosse. M. Figueras faisait un discours violent où il déclarait qu'au lieu de prévenir la guerre civile, on la rendait inévitable. Quelques instants n'étaient point passés en effet qu'une com-

pagnie de la milice nationale, de service au palais des cortès, se mettait en pleine insurrection en proférant des cris contre le gouvernement, contre la majorité de l'assemblée et en faveur de la république. L'accueil fait à la pétition de Saragosse était le prétexte apparent de cette étrange échauffourée, qui dans le fond était plus sérieuse qu'elle ne le paraissait au premier abord, en ce sens qu'elle avait, dit-on, des ramifications, et qu'elle était préparée de longue main. L'émeute du 7 janvier était promptement comprimée; seulement il restait à déterminer comment les auteurs de cette violence seraient punis, et sur ce point il y avait deux avis dans le conseil. Les uns pensaient que les insurgés devaient être traduits devant la juridiction militaire, les autres se prononçaient pour la compétence des tribunaux civils ordinaires.

Cette dissidence nouvelle vint-elle précipiter une crise ministérielle qui était latente depuis quelques jours déjà et qui n'attendait pour éclater que le rétablissement de la santé du ministre de la guerre? Toujours est-il que le 14 janvier le général O'Donnell reprenait la direction de son département, et le 15, le cabinet se modifiait. MM. Huelves, Fuente-Andres, Alonzo Martinez quittaient le pouvoir: ils étaient remplacés par MM. Patricio de la Escosura, Arias Uria et Francisco Lujan, qui prenaient le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice et le ministère de *fomento* ou travaux publics. Sans être très-caractéristique, cette modification avait cependant un sens conservateur dans la circonstance. Parmi les nouveaux membres du gouvernement, M. Lujan était un homme sage, qui avait fait partie du premier cabinet sorti de la révolution, et avait toujours incliné vers une politique modérée. M. Arias Uria était un député de peu de

signification et de peu d'importance; mais il portait au ministère des vues très-marquées de conciliation avec l'Église. Le principal personnage était M. Patricio de la Escosura, aussi ardent progressiste qu'il avait été autrefois ardent modéré, mais homme d'esprit, orateur habile et résolu. M. Escosura avait été dans les premiers temps des cortès constituantes, en 1854, l'un des députés signataires de la proposition qui mettait la monarchie hors de cause. Peu de jours après, cette reconstitution du cabinet se complétait par la retraite du ministre des finances, M. Juan Bruil, qui était remplacé le 7 février par M. Francisco Santa-Cruz.

VII

Voilà donc le ministère espagnol une fois de plus recomposé. Ces crises permanentes témoignaient assez de l'incertitude du pouvoir, et n'étaient propres qu'à engendrer l'impuissance. Elles tenaient en partie sans doute aux divergences intérieures du gouvernement et en même temps à l'incohérence d'une assemblée tellement morcelée et fractionnée, qu'elle ne pouvait offrir un point d'appui à une politique sérieusement résolue.

Lorsque le cabinet était trop pressé par les partis extrêmes, il se défendait avec succès; les efforts tentés contre lui le raffermissaient un instant, le danger l'éclairait et ralliait autour de lui diverses fractions du congrès. Dès qu'il voulait agir, il se trouvait en face du désordre, des passions et des opinions contradictoires. En ce moment même, après les remaniements ministériels du mois de janvier et du mois de février 1856, les finances étaient un des objets de la préoccupation publique. M. Bruil s'était retiré sans arriver à faire adopter les plans financiers qu'il avait proposés. M. Santa-Cruz, son successeur, avait également son projet pour équilibrer les recettes et les dépenses et pour combler le déficit. Parmi les moyens proposés figuraient le rétablissement

partiel de l'impôt de *consumos* et quelques autres combinaisons. La commission du budget était saisie du plan de M. Santa-Cruz, et dans cette commission le fractionnement était tel, qu'on ne pouvait parvenir à s'entendre : il y avait cinq opinions différentes, cinq groupes qui présentaient des votes particuliers opposés au projet ministériel. En un mot, un gouvernement sans unité et une assemblée sans majorité, telle était la situation politique de l'Espagne dans les premiers mois de 1856.

Du sentiment même de cette situation naissait une tentative pour créer une majorité dans les cortès. Il se formait à Madrid un cercle politique sous le nom de *Centre parlementaire*. Ce cercle, destiné à rallier des éléments de diverse nature et à faire revivre l'idée de ce qu'on avait nommé précédemment l'*union libérale*, comprenait les hommes les plus considérables des différents partis : le général Manuel de la Concha, MM. Rios-Rosas, Gomez de la Serna, Cortina, Cantero, Collado, etc. Le *Centre parlementaire* n'avait d'autre but que d'organiser dans le congrès une force compacte qui pût servir de point d'appui invariable au cabinet. Son programme politique était l'alliance des deux généraux Espartero et O'Donnell; dans les affaires de finances, il promettait son adhésion au plan présenté par M. Santa-Cruz, et dont le cabinet tout entier faisait une question d'existence. Les chefs de ce cercle avaient une entrevue avec le président du conseil pour lui offrir un concours permanent et décidé, et le duc de la Victoire accueillait cette démarche avec un empressement d'où on pouvait conclure qu'il sentait lui-même le besoin d'adopter un système plus net d'accord avec une majorité compacte.

L'organisation du *Centre parlementaire* avait un grand

sens politique et pouvait avoir de la portée; mais qu'arrivait-il? Aussitôt les progressistes *purs* prenaient l'alarme en voyant cette création d'une force parlementaire qui les réduisait à l'impuissance, et ils formaient une réunion distincte. Sentant bien que le *Centre parlementaire*, tout en proclamant l'union des deux généraux, serait peut-être plus favorable à O'Donnell, et que, dans ce cercle, l'élément modéré dominait toujours, les progressistes *purs* se déclaraient prêts à appuyer le gouvernement présidé par le duc de la Victoire, qu'ils reconnaissaient pour unique chef. En un mot, ainsi qu'ils le laissaient suffisamment comprendre, ils consentaient bien à subir O'Donnel et ses amis, mais à la condition que les uns et les autres se laisseraient absorber par le duc de la Victoire et les progressistes.

Le *Centre progressiste pur*, d'abord assez mal accueilli par Espartero, espérait peser dans la balance et peut-être ramener encore à lui le président du conseil; il comptait parmi ses membres les amis les plus intimes du duc de la Victoire, le général Gurrea, le général Alende Salazar. La question financière était la première qui pût mettre en présence les partis réorganisés. Les progressistes *purs* présentaient un plan tout autre que celui de M. Santa-Cruz : ils maintenaient les décisions précédemment adoptées par l'assemblée au sujet de l'impôt de *consumos*, et cherchaient à combler le déficit au moyen de diverses combinaisons qui n'étaient que des expédients, comme on verra. Le gouvernement tenait néanmoins encore avec force pour son projet, appuyé par le *Centre parlementaire*, et paraissant décidé à élever une question de confiance; mais bientôt, la crise s'aggravant, le cabinet opérait une sorte de mouvement de conver-

sion. Après avoir pris un instant une attitude assez ferme, il finissait par accepter une partie des propositions financières des progressistes purs, de telle sorte que les tentatives faites pour réorganiser les partis n'aboutissaient en définitive qu'à montrer encore l'incohérence des opinions et l'indécision des pouvoirs.

VIII

On vient de voir quelques-unes des circonstances les plus propres à mettre en relief cette situation si compliquée, toujours agitée par quelque crise nouvelle, par l'effort incessant des partis hostiles. Deux points sont particulièrement à noter : le ministère restait livré à deux influences opposées, également puissantes, également nécessaires, et tous les hommes clairvoyants se réunissaient pour conjurer une rupture. Leur politique tout entière se résumait dans l'union des deux généraux, parce que dans cet accord ils voyaient provisoirement le gage d'une certaine sécurité, d'un certain ordre relatif. Les progressistes *purs*, au contraire, s'efforçaient de faire naître la division entre les deux généraux pour contraindre O'Donnell à la retraite et pour entrer eux-mêmes au pouvoir sous la présidence du duc de la Victoire.

Leur rêve était la formation d'un cabinet purement et exclusivement progressiste. Cette situation ne faisait que se reproduire sans cesse. Toutes les fois qu'on essayait de faire un pas dans un sens ou dans l'autre, quelque dissentiment intérieur venait ébranler l'existence du ministère, ou les partis extrêmes renouvelaient leurs tentatives. Les progressistes ne réussissaient pas, ils

étaient même désavoués en quelques circonstances par le duc de la Victoire, qui se montrait notamment très-énergique dans un voyage qu'il faisait à Valladolid, à Burgos et à Saragosse, à la fin d'avril, pour inaugurer les travaux du chemin de fer du Nord; mais l'opposition entretenait l'agitation, et d'ailleurs elle savait trop combien était fragile l'union entre Espartero et O'Donnell, pour ne point conserver l'espoir d'une crise qui pouvait lui être favorable. Veut-on suivre les péripéties de cette lutte dans quelques incidents qui se succédaient à dater de ce moment ?

Le 7 avril 1856, une émeute éclatait à Valence; elle était préparée depuis quelque temps déjà par le parti révolutionnaire, et elle prenait pour prétexte le recrutement, comme elle eût pris le rétablissement de l'impôt de *consumos*, si le gouvernement eût persisté à soutenir cette mesure. Le commandant militaire de la province, le général Villalonga, n'ayant point de forces suffisantes, ne pouvait dompter sur-le-champ l'émeute et était obligé de suspendre les opérations de recrutement. A peine était-il informé de cet état de choses, que le cabinet envoyait un de ses membres, le général Zabala, ministre *d'État*, avec des pleins pouvoirs et des renforts militaires pour rétablir l'ordre à Valence. Le général Zabala réussissait en effet à étouffer cette insurrection à l'aide de quelques dispositions énergiques, dont l'une était le désarmement de la milice nationale; mais dès qu'il rentrait à Madrid, le parti démocratique du congrès se hâtait de dresser contre lui un acte d'accusation. Le 23 mai, sept membres déposaient une motion de censure, qui, en incriminant les mesures de répression adoptées par le général Zabala, enveloppait le gouvernement tout entier. Le minis-

tère faisait face à l'ennemi, le duc de la Victoire en tête, et il obtenait un plein succès.

Malheureusement, dans ces conditions troublées, quand le danger ne venait pas du travail des oppositions, il renaissait de quelque dissentiment soudain, quoique toujours prévu, entre les principaux membres du gouvernement. Peu de temps après, en effet, on apprenait qu'une crise nouvelle venait de se produire au sein du ministère. Le sujet de la discorde était la présence d'un des amis d'O'Donnell, le général Ros de Olano, dans l'un des plus hauts postes de l'armée, à la direction de l'infanterie. Le général Ros de Olano excitait les ombrages du duc de la Victoire, qui réclamait son éloignement; le ministre de la guerre refusait d'y consentir. Cette crise d'un ordre tout militaire eût été indubitablement finie par la dissolution du cabinet, si on n'eût trouvé encore une fois une transaction. Le général Serrano, directeur de l'artillerie, cédait la place au général Ros de Olano, qui avait lui-même pour successeur à la direction de l'infanterie le général Hoyos. Serrano devenait à son tour capitaine-général de Madrid.

Quel était le vainqueur ou le vaincu dans ces combinaisons? On ne saurait le dire. O'Donnell gardait autour de lui ses amis les plus fidèles; mais selon le vœu du duc de la Victoire, le général Ros de Olano n'était plus à la direction de l'infanterie. Dans tous les cas, de semblables incidents étaient singulièrement propres à entretenir la confiance des partis avancés. Dans le mois de juin, deux ou trois propositions de censure contre le ministre de la guerre étaient encore présentées au congrès, qui les repoussait comme les précédentes. Ainsi, jusqu'au moment où les cortès allaient de nouveau inter-

rompre leurs travaux, l'Espagne cheminait entre des discussions passionnées et des crises intimes également énervantes pour le pouvoir, même quand le ministère restait intact.

IX

Telle est, pour ainsi dire, la trame de cette session parlementaire au point de vue des rapports du gouvernement et des partis. Ce n'était là cependant qu'un côté des travaux du congrès espagnol. A travers ces interpellations et ces conflits ministériels, il y avait ce qu'on peut appeler l'œuvre constitutionnelle, c'est-à-dire l'élaboration des lois principales destinées à réorganiser le pays. De quoi se composait cette œuvre ? La constitution était d'abord au premier rang. La loi fondamentale avait été l'objet de débats qui duraient depuis plus d'une année. Dans la première session de 1855, l'assemblée n'avait discuté que les *bases constitutionnelles;* dans la seconde session, qui commençait au mois d'octobre, la discussion se rouvrait sur la rédaction définitive des articles, et elle arrivait à son terme au mois de janvier 1856.

De ce long travail sortait-il du moins une œuvre sérieuse et durable? Malheureusement il n'en était rien. Plus que jamais la constitution nouvelle restait sans avenir, et, même sans tenir compte des événements qui allaient bientôt éclater, elle eût toujours été probablement un ensemble incohérent de stipulations périlleuses ou impraticables. Dans certaines matières, comme l'adminis-

tration de la justice, l'organisation du conseil d'État, la constitution n'avait rien de révolutionnaire. Dans d'autres parties, les législateurs de Madrid s'étaient plu à accumuler les impossibilités. Je ne citerai que les points les plus essentiels, la création d'un sénat électif, due particulièrement aux efforts de M. Olozaga, l'élection directe par province, système éprouvé en France et reconnu comme le moyen le moins propre à favoriser une manifestation vraie de l'opinion du pays. L'institution d'une députation permanente dans l'intervalle des sessions législatives ne pouvait être qu'un rouage inutile ou une source de conflits entre les pouvoirs.

Chose curieuse! cette loi fondamentale une fois votée, il s'élevait une question assez inattendue. La constitution serait-elle immédiatement promulguée? Le gouvernement et l'un des membres les plus éminents de la commission constitutionnelle, M. Rios Rosas, appuyaient la promulgation immédiate, afin que le pays arrivât sans plus de retard à un régime régulier. Les progressistes avancés de la commission, et M. Olozaga était de ce nombre, demandaient que la constitution fût soumise à l'acceptation de la reine et que la promulgation fût réservée. Cette tactique avait un but, c'était de lier la royauté, tandis que l'assemblée conserverait la plénitude de ses prérogatives, la faculté de prolonger indéfiniment son existence. Par le fait, la constitution n'était ni soumise à l'acceptation de la reine ni promulguée, de sorte qu'elle restait dépourvue de tout caractère de légalité. Quant aux lois organiques, successivement adoptées ou discutées, elles étaient nombreuses; elles embrassaient tout, les députations provinciales et les municipalités, la milice nationale, les tribunaux, la presse. Quelques-unes

de ces lois seulement avaient été votées; la plupart restaient en suspens, et de ce nombre était la loi électorale, la plus importante cependant en de telles circonstances. Par malheur, dans tous ces actes législatifs, c'était toujours le même esprit, prétendant tout renouveler et réformant tout avec légèreté, introduisant partout l'incohérence. Aussi peut-on dire qu'après deux années de vie politique, l'Assemblée constituante de Madrid arrivait au dernier degré de l'affaiblissement moral et du discrédit.

X

On atteignait ainsi la fin de juin 1856, c'est-à-dire au moment où les cortès, condamnées par l'opinion et persistant à vivre encore, allaient de nouveau s'ajourner, lorsque des événements imprévus éclataient tout à coup et venaient mettre à nu tous les éléments de l'état politique de l'Espagne. Sur plusieurs points de la Vieille-Castille, à Valladolid, à Rio-Seco, à Plasencia, mais surtout dans la première de ces villes, des bandes d'incendiaires se ruaient sur les propriétés privées et mettaient le feu à des usines, à des manufactures de farine. L'autorité militaire avait un moment quelque peine à comprimer les passions d'une multitude aveugle. Le gouvernement adoptait aussitôt les mesures les plus terribles; les incendiaires qui étaient pris passaient immédiatement devant les commissions militaires et étaient fusillés. Matériellement l'ordre renaissait bientôt; mais les scènes de Valladolid excitaient une émotion profonde et jetaient comme une lueur sinistre sur le pays, ce qui n'empêchait pas du reste les cortès de prendre leur congé en laissant le gouvernement aux prises avec ces difficultés nouvelles.

Si les événements de la Vieille-Castille n'eussent

été qu'une de ces commotions populaires instantanées et passagères, provoquées quelquefois par une disette, — c'était le prétexte de l'insurrection, — leur importance eût été moins grande. Rapprochés de la situation générale de l'Espagne, ils prenaient une gravité singulière. Venant après les émeutes de tout genre qui s'étaient succédé depuis un an à Barcelone, à Saragosse, à Valence, dans beaucoup d'autres villes, ils montraient que le pays tombait dans une dissolution véritable, dans un état d'anarchie où la loi n'avait plus aucun empire, où les passions les plus criminelles tendaient à se faire jour et à dominer. Or quelle était la cause de cette situation dont la gravité ne faisait que s'accroître ? Cela n'est point douteux, on ne pouvait l'attribuer qu'à la politique agitatrice que les partis tenaient incessamment suspendue sur l'Espagne, au travail de la démagogie, aux excitations factieuses parties de la tribune, à la complicité des autorités locales et de la milice nationale surtout, enfin à l'impuissance du gouvernement, impuissance produite elle-même par cet antagonisme dont on a vu partout les traces et qui, depuis deux ans, était la clef de toutes les oscillations de la politique espagnole.

C'est en vain qu'on avait voulu faire un système, un programme politique de l'union des deux généraux placés ensemble au pouvoir par les événements de 1854. En réalité, l'Espagne flottait entre deux influences opposées et rivales représentées par ces deux hommes, Espartero et O'Donnell. Ce n'est pas que le duc de la Victoire fût précisément en connivence avec tous les émeutiers de la Péninsule qui usurpaient quelquefois son nom ; il désavouait toute solidarité de ce genre, il rompait ostensiblement avec ceux de ses amis qui vou-

laient le pousser en avant. En plusieurs circonstances, il faisait des professions de foi très-explicitement monarchiques. Mais si le duc de la Victoire ne pactisait pas avec les insurgés, il pactisait avec les idées qui mènent aux insurrections. Il donnait des armes à tous les agitateurs par ses indécisions, par ses faiblesses, par une abdication complète de toute volonté. Sa présence au pouvoir était un gage pour les factieux. On savait bien qu'il serait un obstacle à toute initiative résolue, même dans les limites d'un libéralisme raisonnable. Ainsi que le disait un député démocrate peu avant les derniers événements, le duc de la Victoire était l'espoir de la révolution, et le comte de Lucena l'espoir de la réaction. Rien ne pouvait changer cet état de choses.

Quand O'Donnell avait donné le signal du mouvement militaire du 28 juin 1854, ce n'était pas pour déchaîner la révolution, qu'il n'aimait pas, qui répugnait à tous ses goûts. Dépassé par les événements, entraîné au delà de ses prévisions par les insurrections qui éclataient à Madrid, à Saragosse le 18 juillet, obligé dès lors d'entrer au pouvoir en subissant Espartero et les progressistes qui le subissaient à leur tour, il se voyait réduit à faire des concessions pour ne point se laisser évincer, pour ne point quitter la partie, comme on dit vulgairement. Rien n'indique qu'il manquât de sincérité dans les transactions périodiques auxquelles il devait consentir; mais tout indique qu'il ne cessait de croire à la probabilité d'une lutte suprême. Il s'y préparait en réorganisant l'armée, en tenant groupés autour de lui les généraux qui l'avaient secondé en 1854. O'Donnell ne se disait point progressiste, il se disait libéral. Il se soutenait pendant deux ans dans cette situation presque impossible par un mélange

peu commun d'énergie et d'habileté, déconcertant fort souvent toutes les conjectures, laissant ses collègues déclamer contre la réaction, et faisant face, quant à lui, aux révolutionnaires. Non-seulement O'Donnell se maintenait dans cette lutte de tous les instants, mais encore sa position ne pouvait que s'assurer et se fortifier, à mesure que la lassitude se répandait dans le pays et que l'excès des désordres faisait plus manifestement sentir la nécessité de revenir à une politique plus conservatrice. C'est donc dans ces conditions que les scènes de la Vieille-Castille venaient mettre le gouvernement en demeure de prendre un parti. Or c'était là justement le nœud de la situation.

XI

Qu'allait faire le gouvernement?

Dès les premiers instants, aucun dissentiment sérieux ne semblait exister entre les deux généraux; ce fut le ministre de l'intérieur, M. Patricio de la Escosura, qui vint allumer le conflit par son impétuosité et peut-être aussi dans la pensée de faire sortir de cette crise le triomphe exclusif du parti progressiste. M. Escosura se rendait, au commencement de juillet, dans la Vieille-Castille pour faire une sorte d'enquête. Il ne voyait pas très-clair dans ces événements. Dès son retour à Madrid, il préparait cependant un projet de décret sur la presse qu'il soumettait au conseil des ministres, lequel ne l'avait nullement chargé, d'ailleurs, de cette mission. Par une contradiction singulière, le ministre de l'intérieur constatait le mal, puisqu'il proposait un remède partiel et insuffisant, et en même temps, dans le préambule de son décret, il se rattachait plus que jamais à la politique révolutionnaire qui avait conduit l'Espagne là où elle était; il se faisait l'accusateur des opinions modérées, ce qui était attaquer le ministre de la guerre lui-même.

Si M. Escosura s'était proposé de provoquer un éclat, il ne pouvait mieux réussir. Le général O'Donnell se pro-

nonçait immédiatement contre le projet du ministre de l'intérieur et pour un changement radical de politique. Plusieurs conseils étaient tenus successivement; ils n'avaient d'autre effet que d'envenimer la querelle et de mettre directement en lutte Espartero et O'Donnell, qui échangeaient les paroles les plus vives. Le ministre de la guerre finissait par déclarer qu'il ne resterait pas un instant de plus au pouvoir avec M. Escosura, tandis que le président du conseil déclarait, au contraire, qu'il ne se séparerait pas du ministre de l'intérieur. Espartero craignait de perdre son prestige aux yeux du parti progressiste en abandonnant M. Escosura, et d'un autre côté, si O'Donnell se prononçait aussi énergiquement, c'est que, sentant le moment venu pour un suprême effort, il ne doutait pas, en fin de compte, de l'appui de la reine.

C'est devant la reine, en effet, que la question devait se dénouer. Un dernier conseil était tenu le 13 juillet au palais, et là la querelle se ranimait tout entière. Le chef du cabinet persistait à exiger que M. Escosura restât au ministère, ou que le ministre de l'intérieur et le ministre de la guerre se retirassent ensemble. C'était tenter l'impossible ou établir une assimilation qui n'avait rien de fondé. Les autres membres du cabinet, étrangers à ce qu'il y avait de personnel dans cette lutte, faisaient encore une dernière tentative de conciliation; ils proposaient la retraite collective de tous les ministres, moins les deux généraux, qui resteraient seuls pour former une combinaison nouvelle. Cette proposition ne fut point acceptée par le duc de la Victoire. La reine insista vainement; elle rappela au président du conseil qu'elle s'était livrée à lui; elle finit par lui demander si, décidément,

il l'abandonnait. Bien que visiblement ému et troublé, Espartero ne voulut ou ne sut point se mettre au-dessus d'un engagement d'amour-propre, et il demeura inébranlable. Alors la reine congédiait tous les ministres, et quelques minutes n'étaient point écoulées qu'elle chargeait le général O'Donnell de former un nouveau ministère, tandis que le duc de la Victoire quittait le palais un peu surpris et mécontent des autres autant que de lui-même peut-être.

C'était le 14 juillet, à quatre heures du matin. O'Donnell, qui s'attendait sans nul doute à ce dénoûment, ne pouvait être pris au dépourvu. Quelques instants lui suffirent pour composer un cabinet dont les principaux membres étaient M. Antonio de los Rios y Rosas, M. Nicomedes Pastor Diaz, M. Manuel Cantero, M. Collado, les uns conservateurs, les autres progressistes modérés. Ce ministère se mettait immédiatement à l'œuvre, et son premier acte, fondé sur la situation critique du pays, était la proposition d'un décret mettant l'Espagne entière en état de siége. Le nouveau président du conseil faisait mieux dans la circonstance. Il s'était assuré d'avance des moyens d'action; sans perdre de temps, il donnait à tous les chefs de l'armée l'ordre de se tenir prêts à tout événement, de sorte que Madrid trouvait à son réveil une révolution accomplie par un simple changement de ministère et un gouvernement constitué prêt à se défendre, si on était tenté de lui offrir la bataille.

XII

Cette bataille était dans l'air. Dès le matin du 14, à la première nouvelle de la formation du ministère, l'émotion gagnait le camp des progressistes et des révolutionnaires, qui, dans l'éviction d'Espartero, voyaient le dernier coup porté à leurs espérances. La milice nationale de Madrid se rassemblait aussitôt en armes et allait prendre position, avec son artillerie, sur les principaux points de la ville. Quelques heures plus tard, bien que les cortès fussent suspendues, les députés présents à Madrid se réunissaient, et M. Madoz proposait une motion tendant à déclarer que l'Assemblée n'avait point confiance dans le nouveau ministère. Cette motion, une fois adoptée, devait être communiquée à la reine par un message. Le général O'Donnell, à qui la reine renvoya ce message, se borna à répondre que le gouvernement ne reconnaissait pas le caractère d'une réunion à laquelle manquaient la plupart des députés, notoirement absents de Madrid, et qui avait délibéré sous la pression d'une insurrection déjà flagrante.

Les progressistes ne voyaient pas qu'ils ne pouvaient mieux servir le général O'Donnell qu'en lui offrant un combat auquel il s'était préparé; ils l'auraient bien plus

embarrassé s'ils avaient formé une opposition régulière sous les auspices du duc de la Victoire, retenant le ministère nouveau sur le terrain légal créé par la révolution, ou le mettant dans l'obligation d'agir par la force, — et, dans ce cas, ils le prenaient en flagrant délit de coup d'État. Le parti progressiste ne vit rien de cela, ou si quelques-uns le virent, les plus ardents l'emportèrent; et pendant qu'une fraction de l'assemblée rédigeait des messages inutiles, la milice nationale, sans être provoquée par l'armée, ouvrait elle-même le feu sur quelques points voisins du palais.

Dès lors, il n'y avait plus à s'y tromper, le combat commençait. La milice, à peu près tout entière engagée dans la lutte, comptait 16,000 hommes d'infanterie, 200 chevaux, 16 pièces d'artillerie; elle était fortement établie au centre de Madrid et occupait les principales rues de la ville. Le ministère n'avait guère plus de 9 ou 10,000 hommes, divisés en deux rassemblements, dont l'un était au palais sous les ordres du général Manuel de la Concha, tandis que l'autre était distribué à l'extrémité opposée de Madrid, au Prado et au Retiro, sous les ordres du général Francisco Serrano, capitaine général de la Nouvelle-Castille. La cavalerie, confiée au général Urbistondo, fut chargée de faire un service de ronde à l'extérieur, de maintenir les rapports entre les deux parties de l'armée du gouvernement et d'empêcher les communications des insurgés avec le dehors.

XIII

Ainsi se présentait la journée du 15, qui fut remplie tout entière par une lutte des plus acharnées entre l'armée et la milice. Le combat ne s'interrompit qu'un instant à la suite d'une démarche tentée par le président des cortès, démarche à laquelle O'Donnell répondit simplement en donnant une demi-heure aux miliciens pour déposer les armes et se retirer chacun chez soi. Du reste, on ne peut imaginer un plus triste rôle que celui de cette petite réunion de l'assemblée qui se tenait en permanence pendant que le canon se faisait entendre à ses portes. Elle n'était pas assez résolûment factieuse pour se mêler au mouvement, elle n'avait pas assez de sens pour répudier toute connivence avec les insurgés, à qui elle avait donné une espèce de drapeau par son prétendu vote de défiance de la veille. Elle ne faisait rien, elle ne pouvait rien; elle attendit, puis elle disparut sans que le gouvernement au surplus eût rien fait pour la contrarier, assez occupé qu'il était de vider la question autrement que par des discours.

Le soir du 15, l'issue de la lutte commençait à n'être plus douteuse, et le lendemain matin, par un dernier et vigoureux effort, les généraux Concha et Serrano combi-

naient leurs mouvements pour précipiter l'insurrection dans les quartiers populaires de Madrid, où elle était définitivement étouffée en quelques heures. Le 16, la ville resta occupée militairement, le gouvernement était victorieux. On vient de voir le rôle de la milice nationale, le rôle d'une fraction de l'assemblée constituante pendant ces journées.

Une grande question dans ce moment était de savoir ce qu'était devenu le duc de la Victoire depuis l'heure où il était sorti du palais, le matin du 14 juillet. Espartero, quittant sa maison pour ne point être exposé à des surprises, s'était réfugié chez un de ses amis et s'était tenu enfermé. Ceux des progressistes exaltés qui lui ont fait un crime de son attitude passive dans ces circonstances, qui ont même cessé depuis ce moment de le considérer comme le chef de leur parti, ont commis l'étrange erreur de lui demander des qualités de décision et d'action qu'il n'eut jamais. Espartero a toujours suivi les mouvements populaires, il ne les a jamais conduits ou dominés. En aucun cas, il n'était homme à prendre l'initiative d'une lutte dans des conditions aussi désavantageuses et en face d'un adversaire aussi résolu que le général O'Donnell. Le duc de la Victoire avait, pour s'abstenir, d'autres motifs qui tenaient à son caractère et à sa situation. S'il se rangeait auprès du gouvernement, il craignait d'avoir l'air de combattre la liberté et le parti progressiste. En se mêlant à l'insurrection, il craignait de paraître obéir à un sentiment personnel et de se laisser engager, plus qu'il n'y était porté, contre la reine, qu'il venait à peine de quitter, qui, peu d'instants auparavant encore, le priait de rester à ses côtés.

Espartero s'était trop prononcé en faveur de la mo-

narchie depuis quelque temps pour se tourner immédiatement contre la royauté. Il avait trop le goût de la popularité pour rompre avec elle par le désaveu public d'une prise d'armes dont il sentait lui-même tout le danger. Là était le secret d'une abstention qui perdait momentanément Espartero aux yeux de tous les partis, et qui complétait la victoire du gouvernement, en ce sens que ce nom, subitement dépouillé de tout prestige, cessait de peser sur toutes les combinaisons comme il avait fait depuis deux ans.

Ce n'était pas tout, cependant, de vaincre à Madrid ; à peine la nouvelle du changement de ministère se répandait-elle dans le pays, que l'agitation se manifestait dans les provinces. A Jaen, à Murcie, à Grenade, à Teruel, à Alicante, en bien d'autres villes, la milice nationale prenait les armes, et l'hostilité contre le nouveau cabinet se montrait sous une forme plus ou moins vive. De tous ces mouvements provinciaux, deux seulement étaient graves, ceux de Barcelone et de Saragosse. A Barcelone, notamment, il s'engageait une lutte terrible qui durait quatre jours, du 18 au 22 juillet. Un chef énergique, resté fidèle au nouveau gouvernement, le général Zapatero, finissait par faire plier l'émeute, et la défaite de l'émeute à Barcelone entraînait la soumission de la Catalogne tout entière. Le mouvement de Saragosse, plus pacifique dans son allure, pouvait peut-être devenir plus sérieux, en ce sens qu'ici c'était le commandant militaire lui-même, le général Antonio Falcon, qui s'était mis à la tête de la junte révolutionnaire instituée au nom du duc de la Victoire. Ce mouvement, toutefois, n'aurait pu avoir de chance de succès que s'il eût été appuyé et secondé.

Or, l'insurrection étant battue à Madrid et à Barcelone, Espartero disparaissant de la scène, toutes les villes se soumettant l'une après l'autre, il devenait difficile pour la ville de Saragosse de prolonger la résistance et de tenir longtemps contre un petit corps d'armée que le gouvernement faisait partir pour Saragosse, sous les ordres du général Domingo Dulce. Par le fait, il n'y eut pas même de lutte, et après quelques négociations de forme, la junte révolutionnaire abdiquait, le général Dulce entrait avec ses troupes à Saragosse et prenait possession de la ville au nom du gouvernement, sans user de rigueur contre les rebelles de la veille. On était au derniers jours de juillet. La pacification matérielle de l'Espagne était désormais complète.

XIV

Maintenant, en observant les événements dans leur ensemble, on peut se demander quel en était le sens et où ils tendaient. On a vu quelle en fut l'origine; le ministère, après tout, n'avait fait que se défendre. Jusque-là, il n'y avait, de son côté, aucune trace de coup d'État; mais, par cela même que le parti révolutionnaire renonçant aux moyens légaux, posait la question sur le terrain de la force et livrait aux chances d'un combat les destinées politiques du pays, il est très-vrai aussi que la situation changeait complétement, et qu'une révolution se trouvait nécessairement accomplie après la lutte. A vrai dire, et c'était le sens le plus clair des événements, l'Espagne se trouvait tout à coup ramenée de la révolution du 18 juillet 1854 et de ses idées au mouvement du 28 juin, à ce mouvement connu sous le nom de soulèvement *Vicalvariste*, accompli par quelques généraux et bientôt si terriblement dépassé. Ce que le nouveau ministère eût fait dans le cas où on ne lui aurait pas livré bataille, on ne peut guère le savoir. Ce qu'il faisait réellement était l'œuvre de trois mois d'existence à peine, à dater du 14 juillet 1856.

Ce n'était pas une réaction violente, outrée et systématique que le gouvernement voulait inaugurer. Cette réaction n'était ni dans ses opinions ni dans ses intérêts. Aussi, le combat fini, le ministère s'abstenait-il de toute poursuite, de toute mesure de rigueur; il affichait une politique de conciliation entre les partis; il allégeait bientôt le régime de l'état de siége. Si les autorités des provinces, emportées par l'esprit de réaction, mettaient trop de zèle à dissoudre les municipalités pour les recomposer dans un sens trop exclusif, le gouvernement les rappelait à l'ordre. Il ne voulait être confondu, disait-il, ni avec le pouvoir qu'il avait remplacé, ni avec les ministères qui avaient précédé la révolution. Sorti vainqueur d'une lutte décisive, le cabinet du 14 juillet prétendait bien, sans doute, profiter de la liberté que les événements lui avaient faite dans l'intérêt de la réorganisation du pays; mais il prétendait aussi marcher à ce but en restant sur son terrain, en choisissant ses moyens, et par l'application d'un système qui concilierait les nécessités de l'ordre, la dignité du trône et les prérogatives de la liberté constitutionnelle. Ce n'était pas une petite affaire. Dans cette situation nouvelle, il y avait des difficultés capitales que la lutte avait considérablement diminuées, il est vrai, qui étaient même tranchées en principe et en fait aux yeux de tout le monde, mais dont il restait encore pour ainsi dire à rédiger politiquement la solution : le gouvernement ne pouvait tarder à les aborder.

Dans le ministère, on l'a vu suffisamment, le général O'Donnell était l'homme d'action; le théoricien, le politique, le conseiller dirigeant était le ministre de l'intérieur, M. Rios Rosas, homme d'un caractère un peu

difficile peut-être, mais d'un esprit élevé, d'un libéralisme sincère et d'une intégrité reconnue. Ce fut M. Rios Rosas qui se chargea de préparer les mesures principales dans lesquelles allait se résumer la politique du ministère, et il ne se borna pas à les préparer; il les motiva dans des rapports étendus, éloquents, qui ressemblaient parfois ou à des exposés historiques ou à des traités de politique.

La première de ces mesures était un décret proposé à la sanction de la reine, daté du 15 août et relatif à la milice nationale. La milice de Madrid s'était faite l'armée volontaire de l'insurrection. Dans la plupart des provinces, les miliciens avaient pris la même attitude d'hostilité et de révolte. Du reste, les derniers événements n'avaient fait que démontrer une fois de plus l'incompatibilité qui a toujours existé en Espagne entre une institution de cette nature et tout ordre régulier. De tout temps, on a vu au-delà des Pyrénées la milice se soulever alternativement pour les causes les plus diverses et encourager toutes les agitations par une sorte de connivence passive quand elle n'était pas directe et éclatante. Les progressistes sensés eux-mêmes avaient renoncé à la milice nationale avant la commotion qui leur avait rendu le pouvoir, et la fatalité des événements avait pu seule leur imposer ce dangereux auxiliaire. Pour un ministère animé d'un esprit conservateur, il n'y avait plus d'hésitation possible. Le décret du 15 août, fortement motivé, consacrait la dissolution définitive de la milice nationale, premier résultat politique de la crise nouvelle par laquelle passait l'Espagne.

Il y avait un autre pouvoir dont l'existence n'était pas moins impossible désormais : c'était celui des cortès

constituantes. Après les efforts presque factieux d'une minorité impuissante durant les journées de Madrid, lorsque bon nombre de députés répandus dans les provinces avaient pris part à des actes déclarés d'hostilité et de révolte, comment le gouvernement et les cortès pouvaient-ils se retrouver face à face? Dans un rapport à la reine, signé par tous les membres du cabinet, M. Rios Rosas réduisait à sa plus simple expression le principe de cette omnipotence que l'assemblée constituante avait cru pouvoir s'arroger; il jugeait surtout sévèrement l'usage étrange qu'elle avait fait de son autorité illimitée. Il résumait enfin l'épitaphe des cortès dans cette courte phrase: « Le ciel ne leur a pas accordé le don de la sagesse et de la modération. » Le cabinet, d'ailleurs, n'hésitait nullement à reconnaître à la reine le droit de dissoudre l'assemblée. Ce droit du pouvoir royal s'était précédemment exercé sans aucune contestation et dans une circonstance semblable, en 1837. Un décret du 2 septembre 1856 déclarait définitivement closes les séances des cortès constituantes. Convoquées par un décret royal du 11 août 1854 et réunies effectivement au mois de novembre suivant, les cortès avaient duré un peu moins de deux ans, et elles ne laissaient pas même après elles une constitution, ou, du moins, celle qu'elles laissaient n'avait pas eu le temps de naître et de vivre; elle était destituée de toute force légale, puisqu'elle n'avait pas été promulguée, et c'était ici une autre question à résoudre.

Dès que la constitution votée par le congrès n'existait pas encore et ne pouvait plus exister, quelle était la loi politique de l'Espagne? A vrai dire, il ne pouvait y en avoir qu'une : la constitution de 1845, pour laquelle on

s'était soulevé, à l'origine, et qui avait été violemment supprimée, quoiqu'elle fût le produit d'une délibération régulière des pouvoirs publics. Rétablir cette constitution, c'était faire simplement œuvre de légalité et ramener la révolution de 1854 à son objet primitif, qui était d'assurer l'exécution de cette loi fondamentale, non de la détruire. Entre tous les modes d'organisation politique successivement essayés en Espagne depuis un demi-siècle, il n'y avait point à hésiter. Le ministre soumettait donc à la reine un décret remettant en vigueur la constitution de 1845. « Cette loi fondamentale, disait-il, mérite une incontestable préférence ; mais le rétablissement de la constitution de 1845 ne s'oppose en aucune manière à ce que Votre Majesté, d'accord avec les cortès, soumette ce code, en ce qui serait absolument indispensable, à une élaboration complémentaire qui corrigerait les défauts, comblerait quelques lacunes que l'expérience a fait remarquer, fermerait la porte à de dangereuses et abusives interprétations, fortifierait le principe parlementaire, et tarirait, autant que cela est humainement possible, la source de lamentables conflits. »

Le cabinet, en effet, — et ici se décelait une velléité dictatoriale, — proposait en même temps un acte additionnel qui, en attendant la décision des cortès, était immédiatement mis en vigueur comme partie intégrante de la constitution. L'acte additionnel avait pour objet de déférer au jury la qualification des délits de presse, de limiter la première création de sénateurs et de régler le droit de nommer par la suite de nouveaux membres du sénat, de soumettre à la réélection les députés promus dans les fonctions publiques, de fixer une durée de quatre mois pour chaque session. Il était également stipulé que le

souverain ne pourrait contracter mariage sans une autorisation législative, qu'une loi organique des tribunaux serait proposée, que le budget devait être présenté dans les huit jours qui suivraient l'ouverture de la session. Le décret rétablissant la constitution de 1845, complétée ou modifiée par cet acte additionnel, était du 15 septembre.

XV

On voit par ces principaux actes quelle était la politique du nouveau gouvernement. Le cabinet du 14 juillet entendait réorganiser l'Espagne sans pousser trop loin la réaction. Il était indubitablement fort de sa récente victoire; son autorité n'était nullement contestée. Il y avait pourtant dans sa situation un vice qui ne tarda pas à se révéler, et qui commença bientôt à laisser augurer que cet état ne pourrait être que provisoire, que le ministère lui-même serait inévitablement de peu de durée. En donnant satisfaction au parti conservateur, qui s'était rallié à lui dans la lutte, qui le pressait d'agir, le cabinet ne faisait point évidemment tout ce que ce parti eût désiré. Les anciens modérés d'ailleurs, en rentrant dans la vie publique, n'oubliaient pas que le général O'Donnell avait donné le premier signal du mouvement militaire qui avait conduit à la révolution de 1854; c'était à leurs yeux une tache indélébile. S'ils reconnaissaient sans hésiter les services rendus en dernier lieu par le comte de Lucena, s'ils lui prêtaient un appui de circonstance, il n'était pas moins évident qu'ils réservaient leurs préférences politiques à un autre chef, au général Narvaez, qui n'attendait lui-même que l'instant favorable pour

reparaître sur la scène. O'Donnell le voyait bien, et il sentait le besoin de ne pas rompre trop absolument avec un certain noyau de progressistes, mais ici la situation se révélait sous un autre aspect.

Entre le président du conseil et les progressistes, il y avait les luttes de Madrid et de Barcelone, la crise du 14 juillet. Ceux des progressistes qui, après cela, se ralliaient au général O'Donnell ne lui donnaient pas une grande force, et les exaltés ne pouvaient lui pardonner leur défaite éclatante et sanglante, de sorte que, s'il se tournait vers les conservateurs, le général avait à répondre de la prise d'armes du 28 juin 1854; s'il se tournait vers les progressistes, ceux-ci lui rappelaient sa conduite pendant les deux dernières années, son alliance brisée avec Espartero, ses engagements oubliés, et remettaient même sous ses yeux des discours qui devenaient gênants dans les conjonctures nouvelles. O'Donnell ne trouvait de toutes parts que des difficultés, des hostilités ou des appuis précaires.

Au sein même du ministère, les tiraillements ne cessaient de se manifester. Il y avait dans le cabinet, comme on l'a vu, plusieurs progressistes modérés, tels que MM. Cantero et Bayarri. Ceux-ci s'étaient résignés à la situation nouvelle et avaient accepté une place dans le gouvernement. Ce premier pas fait, ils prenaient leur parti des grandes réformes politiques devenues inévitables, de la dissolution de la milice nationale et des cortès constituantes. Ils résistaient néanmoins dans les détails, ils disputaient leur adhésion; le général O'Donnell, par calcul, les appuyait même quelquefois, et ce n'était point sans combat que M. Rios Rosas parvenait à emporter l'adoption des principales mesures qu'il pro-

posait. De là des difficultés incessantes qui se produisirent un jour par un incident public.

Outre les grandes questions politiques qui avaient été résolues jusque-là, il en restait une d'une nature singulièrement délicate : c'était celle du désamortissement civil et ecclésiastique. La loi de désamortissement, votée par les cortès constituantes, continuerait-elle à recevoir son exécution ou serait-elle suspendue? Peu après son entrée au pouvoir, le ministre des finances, M. Cantero, se hâtait d'envoyer des circulaires pour presser la vente des biens de main-morte; ces circulaires, qui n'étaient, après tout, que l'expression de l'opinion personnelle d'un membre du cabinet, ne décidaient rien en principe. Au mois de septembre, M. Cantero proposait un décret tendant à ouvrir un crédit de 30 millions de réaux qui seraient affectés à la réparation des églises. Cette somme devait être prise sur les produits de la vente successive des biens du clergé. Le calcul était clair ; au moyen d'une destination pieuse, il s'agissait de faire consacrer indirectement le principe du désamortissement et de donner une sanction nouvelle à la loi votée par l'assemblée constituante. Dans un premier conseil tenu en l'absence du ministre de l'intérieur, le projet de M. Cantero ne souleva pas d'opposition. Au conseil suivant, M. Rios Rosas combattit ouvertement cette mesure, et il était d'autant plus fort qu'il avait l'appui de la reine, qui non-seulement se refusait à sanctionner le décret projeté, mais encore demandait la suspension de la vente des biens du clergé.

Dès lors la question était nettement posée sans qu'on pût reculer. Engagé par ses circulaires antérieures et par sa proposition, M. Cantero ne crut pas pouvoir sacrifier

à ce point son opinion, il donna sa démission, et il fut remplacé par un administrateur, jeune encore, estimé pour son habileté et jusque-là étranger à la politique, M. Pedro Salaverria. Cette petite crise se dénouait le 20 septembre, et trois jours après, le 23, un décret royal suspendait la vente des biens ecclésiastiques. Les mêmes difficultés se reproduisaient au sujet de la levée du séquestre mis en 1854 sur les biens de la reine Marie-Christine, et ici l'embarras était d'autant plus grand que le général O'Donnell lui-même s'était associé à cette mesure, que le ministre de la marine, M. Bayarri, avait signé, comme membre d'une commission des cortès, un véritable acte d'accusation contre la reine-mère. Qu'on remarque, néanmoins, que chacune de ces questions était résolue dans un sens conservateur, — et en dehors du cabinet la réaction marchait plus vite encore, par cette sorte de logique secrète qui gouverne les situations.

XVI

On arrivait ainsi aux premiers jours d'octobre. Malgré tout, le cabinet pouvait se croire assez fort. On ne croyait pas à sa durée, mais il ne paraissait pas au bout de sa carrière. Les principaux ministres, le général O'Donnell, M. Rios Rosas, étaient bien vus de la reine dont ils semblaient avoir toute la confiance. Rien n'indiquait une crise immédiate, lorsque la scène changea tout à coup, et l'arrivée du général Narvaez à Madrid ne put être étrangère à ce brusque changement. La présence du général Narvaez à Madrid, c'était le symptôme d'un péril imminent pour le comte de Lucena, parce que le duc de Valence était l'homme actif, le chef éminent et reconnu du parti conservateur, dont les opinions triomphaient après tout. Si le cabinet se fit un moment illusion sur la possibilité de prolonger son existence, il fut bientôt détrompé, et il faut bien aborder quelques-uns de ces détails particuliers qui tiennent une si grande place dans la politique en Espagne, qui se mêlent à toutes les crises.

Le cabinet, dis-je, se trouvait politiquement dans des conditions telles, que les progressistes modérés, même en se ralliant à lui, ne pouvaient plus lui être d'aucun secours, et que les conservateurs, après l'avoir appuyé

au premier instant, ne pouvaient le considérer comme le représentant définitif de la situation nouvelle. Par suite de l'arrivée à Madrid du général Narvaez, les conservateurs purs se sentaient en mesure de faire face à toutes les circonstances. Que fallait-il désormais? Un prétexte, une occasion.

Le 10 octobre, jour anniversaire de la naissance de la reine, un bal était donné au palais. Le matin encore, un conseil avait été tenu, et aucun nuage ne s'était élevé; le cabinet restait plus que jamais plein de confiance. Le soir, la reine comblait tout d'abord de ses prévenances les principaux ministres; mais bientôt, dans le bal, les attentions d'Isabelle allaient chercher le personnage le mieux fait pour exciter les ombrages du cabinet, le duc de Valence lui-même. Ces attentions prirent un tel caractère que le président du conseil s'en émut. Entré au palais plein de confiance, le comte de Lucena le quitta à demi-éclairé sur la situation, un peu froissé et résolu, dans tous les cas, à provoquer une explication.

Une crise nouvelle était ouverte. Évidemment il y avait depuis quelques jours autour de la reine tout un travail persistant pour l'amener à faire un pas de plus dans la réaction et à rappeler au pouvoir le parti conservateur pur : ce travail se manifestait par toutes sortes de symptômes. La reine hésitait néanmoins à se séparer du général O'Donnell, dont elle reconnaissait les services, de M. Rios-Rosas, dont elle appréciait la valeur et le dévouement. Aussi, lorsque le lendemain le président du conseil parlait d'offrir sa démission et celle de ses collègues, la reine ne répondit-elle pas tout de suite. D'un autre côté, quelques hommes actifs du parti conservateur, sentant l'heure venue, ne négligeaient rien pour

presser le dénoûment et ne laissaient point ignorer à la reine qu'elle n'avait qu'un mot à dire pour avoir un nouveau ministère. Une décision ne fut prise que dans la nuit du 11 au 12 octobre. A ce moment la reine envoya prévenir le général O'Donnell qu'il pouvait présenter sa démission, et en même temps elle appelait au pouvoir le duc de Valence.

Le ministère du 14 juillet se retirait en effet le 12 octobre, en dissimulant sa chute sous le prétexte d'un dissentiment sur la question de la vente des biens de mainmorte, et le général Narvaez composait un cabinet où il avait la présidence du conseil sans portefeuille. Les autres personnages appelés à former cette combinaison étaient M. le marquis de Pidal, ministre des affaires étrangères; M. Candido Nocedal, ministre de l'intérieur; M. Manuel Seijas Lozano, ministre de grâce et de justice; M. Claudio Moyano y Samaniego, ministre de *fomento* ou de travaux publics; M. Manuel Garcia Barzanallana, ministre des finances; le général Urbistondo, ministre de la guerre; le général Lersundi, ministre de la marine.

On peut voir tout de suite un des caractères de ce cabinet; il ne naissait pas bien. Au lieu d'avoir une grande et sérieuse origine, il venait au monde par la grâce d'une petite révolution de palais, et sous ce rapport du moins cette crise mettait en lumière un fait singulièrement éloquent, c'est que dans ces premiers événements, le seul, le vrai vainqueur avait été le pouvoir royal, désormais affranchi et mis en position de choisir librement ses conseillers, de ne plus compter même avec ceux qui avaient livré bataille pour lui. Quant à la signification particulière du nouveau cabinet, elle était assez

claire. Le ministère du 14 juillet avait ramené la révolution à son point de départ, au mouvement du 28 juin 1854 et aux idées de ce qu'on nommait l'*union libérale;* le ministère du 12 octobre 1856 allait plus loin en remontant le cours des choses : il se formait pour effacer la trace de tout ce qui pouvait rappeler les mouvements insurrectionnels de 1854, pour ramener purement et simplement l'Espagne à l'ordre existant avant la révolution. C'était une politique avouée de restauration qui triomphait.

XVII

Cette politique se dessinait immédiatement. Une série de décrets royaux, publiés le 13 et le 14 octobre 1856, établissait nettement la situation nouvelle. Toutes les dispositions adoptées depuis deux ans par les ministères successifs et tendant à affaiblir l'autorité du concordat de 1851 étaient annulées. La loi de désamortissement était définitivement et absolument suspendue dans toutes ses parties. La constitution de 1845, déjà rétablie, était confirmée comme loi fondamentale de l'État votée par les chambres et revêtue de la sanction de la couronne; seulement elle était désormais débarrassée de l'acte additionnel, œuvre du précédent cabinet, et en ceci il n'est point douteux que le ministère du 12 octobre était logique. Dès qu'on revenait au régime légalement établi avant 1854, c'était faire un acte inconséquent de dictature que de le modifier de son autorité propre. Les ministres du 12 octobre le disaient dans leur rapport à la reine : « La loi constitutionnelle de la monarchie, en tant que décrétée et sanctionnée par Votre Majesté, d'accord avec les cortès du royaume, ne peut être modifiée ou altérée qu'avec le même consentement et le même accord. Agir autrement serait manquer aux prescriptions essen-

tielles de cette même constitution : ce serait introduire l'instabilité et l'incertitude dans les conditions de notre organisation politique... »

Agir ainsi, c'était à la vérité supprimer deux années de révolution, mais c'était aussi attester la puissance toujours vivante de la légalité. Le cabinet, du reste, réservait aux cortès la décision définitive sur l'acte additionnel ; quant à lui, au fond il se promettait de soumettre aux chambres quelques modifications constitutionnelles dans un tout autre sens. En même temps, un décret du 15 octobre remettait en vigueur les anciennes lois sur le conseil royal, sur l'administration provinciale et municipale, comme étant le complément naturel et nécessaire de la constitution de 1845. D'autres actes successifs venaient montrer sous ses faces diverses la politique du nouveau cabinet. C'est ainsi qu'un décret reconnaissait et confirmait les grades et distinctions accordées par le général Blaser, alors ministre de la guerre, aux militaires qui avaient combattu la révolution de 1854 (1). Peu après, le 2 novembre, la législation de 1845 sur la presse était également rétablie, et une circulaire ministérielle, commentant cette législation, assignait d'assez étroites limites à la discussion des journaux. Bientôt le conseil royal ou conseil d'État était reconstitué, et il se rouvrait naturellement à beaucoup d'hommes qui en avaient déjà fait partie. Les contributions supprimées par la révolution étaient rétablies; en un mot, l'Espagne se retrou-

(1) Le cabinet modéré, on le voit, faisait à son tour et au profit des siens ce que le cabinet de la révolution avait fait au profit des progressistes. De là cette immense quantité d'employés en activité ou en disponibilité. Le trésor espagnol a pu savoir ce que coûtent les révolutions.

vait peu à peu telle qu'elle avait été pendant dix années, avec tout son régime politique et administratif.

Il faut ajouter que cette sorte de restauration, commencée par le ministère précédent et continuée par le nouveau cabinet dans de plus larges proportions, s'accomplissait au milieu d'un calme général. Le gouvernement, dans les mains du duc de Valence, ne rencontrait aucune résistance matérielle; c'est à peine si, au mois de novembre, il y avait à Malaga une petite échauffourée qui était immédiatement comprimée.

XVIII

On le voit, tout avait marché rapidement au-delà des Pyrénées. Au commencement de 1856, l'Espagne est encore avec sa révolution embarrassée d'elle-même, avec ses cortès constituantes et son ministère affaibli par les divisions. L'horizon est éclairé d'une façon sinistre par les incendies de Valladolid. Le 14 juillet, la lutte s'engage entre la révolution et l'esprit conservateur, qui fait un effort pour reprendre la direction du pays; elle se dénoue par la défaite des partis révolutionnaires. Le ministère formé dans le plein et légitime exercice de la prérogative royale l'emporte, et s'efforce de faire prévaloir une politique de réparation, de réorganisation.

Trois mois sont à peine écoulés, l'étape du cabinet O'Donnell-Rios-Rosas est achevée, et un nouveau ministère monte au pouvoir comme pour attester plus complétement la victoire des principes monarchiques. De deux années de révolution, il ne reste plus que le souvenir et des actes éphèmères qui disparaissent l'un après l'autre. Aucun trouble matériel n'agite le pays. Rien n'embarrasse l'action du gouvernement. Malgré tout, cependant, le cabinet du 12 octobre n'était pas dans une situation des plus faciles; il n'était pas longtemps au pouvoir sans rencontrer des difficultés de diverse nature, les unes publi-

ques, ostensibles et transitoires, les autres plus délicates et d'un ordre plus intime. La principale difficulté était d'une nature essentiellement politique; elle résidait dans le mouvement de réaction qui emportait les esprits, dans le jeu des passions, dans l'incohérence des partis.

D'abord le ministère avait à triompher du vice de son origine, si l'on peut ainsi parler. Sans doute il était né régulièrement d'un acte libre et spontané de la reine. C'était sa force, si l'on veut, et c'était aussi sa faiblesse, car il se trouvait par là placé sur un terrain assez mouvant, exposé à tous les souffles de la fortune des palais, sans appui réel contre toutes ces influences, souvent insaisissables, qui s'agitent autour des souverains. Le général O'Donnell avait dû céder la place, parce qu'il tenait trop encore à la révolution, parce qu'il ne paraissait point assez décidé dans le sens de la réaction monarchique; le général Narvaez à son tour pouvait-il donner tout ce qu'on lui demanderait? Et s'il résistait, ne risquait-il pas de disparaître dans une autre révolution de palais? C'était une question.

Il n'est pas douteux qu'il y eut un moment à Madrid, vers la fin de 1856, où, sous le nom de la reine et sous le voile d'une restauration nécessaire, s'abritaient les plus compromettantes aspirations. Il y avait en effet au-delà des Pyrénées, et surtout depuis la dernière révolution, bien des hommes, des esprits singuliers qui, fatigués ou dégoûtés du régime représentatif, caressaient le vœu de revenir tout doucement à un absolutisme mitigé, et rêvaient toute une reconstitution politique avec des cortès aux pouvoirs très-limités, consultatives en quelque sorte. Si la masse du parti modéré n'allait pas jusque-là, elle ne semblait pas inaccessible à la pensée

de contenir fortement, de restreindre l'action parlementaire. C'était à tout prendre l'idée de la réforme constitutionnelle que M. Bravo Murillo avait proposée quelques années auparavant, qui avait conduit à la crise de 1854, et qui reparaissait après la défaite de la révolution. Le gouvernement se trouvait en présence de ces velléités de réaction auxquelles les événements communiquaient une force nouvelle. Par lui même d'ailleurs, tel qu'il était composé, le ministère n'était guère propre à les dominer. S'il y avait dans son sein des hommes, le général Narvaez en tête, qui tenaient toujours aux conditions essentielles du régime constitutionnel, d'autres en faisaient bon marché. Le ministre de l'intérieur, M. Candido Nocedad, jeune encore, ambitieux et récemment converti au néo-catholicisme, faisait de la réaction à grand fracas. Le ministre de la guerre, le général Urbistondo, qui était un soldat loyal, mais qui avait servi dans l'armée carliste, était soupçonné de pousser fort loin les idées de réaction. En un mot, le ministère se trouvait livré à deux influences contraires, et par le fait, dans les chambres nouvelles, bientôt convoquées pour mettre le sceau à cette restauration de toutes choses, c'est l'influence réactionnaire qui allait l'emporter par la réforme du sénat, par des règlements restrictifs imposés aux chambres, surtout par une loi sur la presse, dure, impitoyable, à laquelle le nom de M. Nocedad est resté attaché.

Là résidait le danger ; l'ennemi secret, dans cette situation nouvelle, c'était cette pensée d'absolutisme, impuissante, il est vrai, dès qu'elle se manifestait trop crûment, mais toujours prête à faire irruption, et aussi compromettante pour le parti modéré que pour le ministère lui-même. A y regarder de près, les grands changements

accomplis depuis quelques mois n'avaient eu qu'un résultat : la lutte n'était plus entre les principes constitutionnels modérés et les principes progressistes ou révolutionnaires, elle était désormais entre les opinions conservatrices relativement libérales et des opinions dont on ne pouvait méconnaître le caractère absolutiste, qui poursuivaient depuis longtemps, qui n'ont cessé de poursuivre une véritable campagne contre toutes les idées et toutes les habitudes du régime parlementaire. C'était là le vrai péril et c'était ce qui plaçait l'Espagne sur le chemin de révolutions nouvelles, au moment même où elle sortait à peine d'une révolution.

III

LE RÈGNE DE L'UNION LIBÉRALE

ET LE MINISTÈRE DE CINQ ANS

(1860)

L'UNION LIBÉRALE ET LES PARTIS POLITIQUES

I

Un de ces souffles qui courent aujourd'hui en Europe jette l'Espagne dans une guerre contre les barbares d'Afrique. Pour la première fois depuis longtemps, les soldats espagnols vont porter le drapeau de Castille hors des frontières, sur d'autres champs de bataille que ceux de la guerre civile; ils vont faire ce que leurs ancêtres du seizième siècle appelaient une *jornada*, quand ils allaient dans cette même Afrique ou en Amérique. Un des plus curieux phénomènes est la commotion électrique qui a soulevé la Péninsule à cette perspective d'une campagne dans le Maroc. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est encore la guerre contre les Maures, et c'est ce qui a fait la popularité de l'expédition du Maroc, comme si sous ce vernis moderne l'âme de ce peuple n'était vraiment vivante que par le sentiment de son passé, de ses souvenirs et de ses traditions. Le jour où le président du con-

seil, le général O'Donnell, a porté aux cortès de Madrid le message de guerre, toutes les opinions ont oublié leurs griefs et leurs ressentiments pour se confondre dans une pensée de patriotisme. La presse elle-même a promis de servir en volontaire. Une trève s'est faite entre le gouvernement et les partis.

C'est la fortune du général O'Donnell, dans une carrière politique qui n'a point été sans agitations et sans incertitudes, de trouver l'affermissement momentané de son pouvoir ministériel dans deux actes qui répondent au même instant à des intérêts ou à des sentiments d'une nature diverse, et qui ne sont pas entièrement le fruit du hasard. L'un de ces actes est la guerre du Maroc; l'autre est le règlement obtenu du saint-siége pour toutes les questions de désamortissement ecclésiastique. Par l'arrangement avec Rome, le cabinet du général O'Donnell met fin sans violence à l'une des plus délicates et des plus épineuses complications nées des révolutions modernes de l'Espagne; par l'expédition d'Afrique, il fait vibrer ce sentiment patriotique plus fort et plus éclatant que toutes les passions des partis; il crée l'unanimité des opinions. Est-ce à dire pourtant que par cette unanimité tous les problèmes soient résolus, que tous les éléments de la situation intérieure de la Péninsule soient subitement transformés, et que ce ministère même, qui existe depuis plus d'un an à Madrid, sous la présidence du général O'Donnell, puisse se promettre un avenir sans luttes, assis sur un ébranlement de l'opinion? Toute la vie récente de l'Espagne est la plus claire révélation de cet ordre de problèmes intérieurs, qu'une nécessité heureuse de patriotisme peut momentanément éclipser sans en supprimer le caractère permanent et essentiel.

Tout ce qui arrive en politique depuis quelque temps au-delà des Pyrénées découle d'un fait dominant qui éclaire tous les autres, et qui n'est même plus aujourd'hui particulier à l'Espagne : c'est la dissolution des anciens partis. Depuis que le régime constitutionnel existe à Madrid, deux grandes opinions, on le sait, se sont disputés la prééminence : chacune a eu son jour; l'une et l'autre ont péri, ou du moins ont vu diminuer notablement leur force et leur prestige. Le parti modéré, qu'on pourrait appeler le vrai créateur de la monarchie nouvelle au-delà des Pyrénées, a été puissant tant qu'il est resté animé de l'esprit par lequel il s'était élevé au pouvoir; la décadence a commencé pour lui le jour où il a été livré à des dissensions intérieures qui laissaient sans garantie le principe même des institutions, lorsqu'il n'a plus eu strictement une politique, partagé qu'il était en fractions ennemies qui avaient cessé de s'entendre sur la direction essentielle du gouvernement. Il a succombé par l'excès des passions personnelles et des divisions, et une fatale série de déviations, de démembrements, l'a conduit un jour en face de la crise de 1854, dans laquelle il a disparu. Le parti progressiste, à son tour, a eu ses périodes de règne au-delà des Pyrénées, en 1836, en 1840, en 1855. Ses victoires, irrégulières et violentes, dues le plus souvent aux défaillanees de ses adversaires encore plus qu'à ses propres forces, ont toujours été précaires.

La durée de ses dominations a eu pour limites l'impuissance de ses idées et son incurable inaptitude à concilier les institutions libres avec la paix intérieure, avec le sentiment monarchique du pays. Et lui aussi, dans cette carrière pleine de victoires éphémères et de défaites prolongées, il a eu ses divisions. Les uns ont

voulu marcher toujours en avant dans la voie d'un libéralisme indéfini qui allait rejoindre la démocratie pure; d'autres ont senti la nécessité de se modérer, de devenir plus pratiques, de telle sorte qu'en présence du parti modéré qui périssait de ses incohérences, le parti progressiste est arrivé, lui-même divisé, à la révolution de 1854, héritant à l'improviste d'un pouvoir qu'il n'était pas préparé à recueillir et dont il n'a plus su que faire, placé entre la logique perturbatrice de ses idées et les velléités à demi conservatrices d'une certaine fraction des anciens exaltés. C'est ce qui a fait de cette révolution le modèle des convulsions inutiles, un mouvement sans avenir qui est allé se perdre un jour dans une émeute, au mois de juillet 1856, expirant au bout de l'épée du général O'Donnell.

II

Je ne suis pas si loin qu'on le dirait de la situation de l'Espagne en 1859; elle est là au contraire en germe, cette situation, — dans cette impuissance tour à tour constatée des deux opinions à vivre de leur ancienne vie, dans ce fractionnement qui a été l'inévitable origine de combinaisons nouvelles. L'Espagne a offert un nouveau spectacle. Tandis qu'une partie des anciens modérés se laissait entraîner par ses instincts monarchiques jusqu'aux limites de l'absolutisme, que les progressistes les plus ardents, de leur côté, allaient jusqu'au radicalisme démocratique, il se formait entre les deux camps extrêmes pour ainsi dire un terrain vague où se rencontraient les plus libéraux parmi les conservateurs et les plus conservateurs parmi les progressistes.

C'est à travers cette série de métamorphoses qu'on voit poindre une idée qui a eu ses orateurs et ses publicistes, M. Pacheco, M. Rios-Rosas, M. Pastor Diaz, qui a rapproché quelquefois dans des alliances passagères des hommes venus de bords opposés, mais qui n'était apparue au premier moment que comme une aspiration inquiète ou comme un thème de polémique. Elle a existé et elle est devenue une réalité politique le jour où elle a eu,

elle aussi, ce qui fait vivre tous les partis en Espagne, une personnification militaire. Le général Narvaez a conduit longtemps l'ancien parti modéré, qui lui a dû un règne prolongé et dont il est resté le chef jusqu'au bout. Le parti progressiste s'est personnifié dans le duc de la Victoire, qui l'a aidé à vivre et à mourir. O'Donnell s'est fait à son tour le représentant et le chef du parti nouveau ou de cette fusion de tous les partis qu'on a appelée l'*union libérale*. La variété même de sa vie, en lui suscitant plus d'un obstacle, l'appelait peut-être aussi à ce rôle. Par ses traditions premières et par son instinct monarchique, il tient malgré tout au parti conservateur; par le mouvement d'insurrection dont il prit l'initiative en 1854 et par une certaine solidarité avec l'esprit primitif de cette révolution, il reste lié au libéralisme; par son caractère et, si l'on veut, par son ambition personnelle, il n'était pas homme à laisser fuir l'occasion de se créer une position distincte et supérieure en politique. C'est ainsi que, profitant des circonstances, le général O'Donnell a pu devenir l'homme d'une situation, le porte-drapeau d'une politique qui n'était ni la politique du parti modéré, ni celle des progressistes, et dont le moindre mérite à ses yeux n'était pas sans doute d'avoir un premier poste à offrir, de n'exister pour ainsi dire que par lui.

Le dernier règne du parti conservateur est peut-être ce qui a le plus servi cette combinaison nouvelle; il en a du moins aidé l'avénement. A dater du 12 octobre 1856, jour où les modérés retrouvent presque miraculeusement le pouvoir, quelle est en effet la situation de l'Espagne? Pendant deux ans, on voit les ministères conservateurs se succéder, cherchant partout un point d'appui et ne le

trouvant jamais : le ministère Narvaez cédant à un souffle de réaction et disparaissant devant l'opinion, dans une bourrasque d'impopularité (15 octobre 1857); le ministère Armero-Mon essayant de donner une couleur plus libérale à sa politique et tombant devant le congrès (14 janvier 1858); le ministère Isturiz s'efforçant de concilier toutes les divergences, d'éviter les chocs et les luttes, et toujours prêt à périr de faiblesse. On en était là justement en 1858. La politique était à bout de voie en Espagne.

Le dernier de ces pouvoirs modérés, le ministère Isturiz, vacillait entre toutes les influences contraires, héritier impuissant d'une situation compromise. S'il se laissait aller à l'excès des entraînements conservateurs, il perdait le prestige et la force morale de la pensée de conciliation qui avait été sa raison d'être à l'origine, et d'ailleurs M. Isturiz n'était point l'homme d'une politique décidément réactionnaire; s'il faisait un pas vers le libéralisme, il était menacé par le congrès, dont il recevait un appui à demi protecteur, tempéré par la méfiance et nullement sympathique. Il pouvait peut-être ajourner encore les difficultés en se mettant pour le moment à l'abri des querelles parlementaires par la clôture de la session, et il l'essayait en effet le 14 mai 1858; mais c'était là un expédient qui pouvait tout au plus aider à gagner quelques mois, ce n'était pas une solution. Il y a mieux : par le fait même de cette clôture précipitée des chambres, le ministère avait fait un pas plus décisif qu'il ne le pensait; il s'était créé d'avance à lui-même l'impossibilité de se retrouver en présence d'une majorité froissée et irritée.

C'est alors que s'ouvrait l'inévitable crise. Cette crise

était dans la situation sans doute; elle était précipitée en ce moment par l'avénement aux affaires d'un nouveau ministre de l'intérieur, M. Posada Herrera, qui entrait au pouvoir avec l'idée arrêtée de prendre entre les partis une attitude plus hardie. M. Jose Posada Herrera avait été progressiste autrefois; comme bien d'autres, l'expérience venant, il n'avait pas tardé à se rallier au parti conservateur. Sans être un homme brillant et fécond en ressources, il avait professé avec talent le droit administratif; il était en ce moment même *fiscal* ou procureur général au conseil d'État, et depuis quelque temps il tendait visiblement à prendre un rôle plus actif dans la politique.

C'était un Galicien qui, faute de qualités brillantes, avait la ténacité et l'esprit pratique de son pays natal. M. Posada Herrera avait fait de la suspension des chambres la condition de son entrée au ministère, et il était logique, à dire vrai, lorsque peu de jours après il proposait dans le conseil deux mesures tendant à créer une situation entièrement nouvelle, — la dissolution du congrès et la rectification des listes électorales pour arriver à la formation d'un nouveau parlement. Il pensait, non sans quelque raison, que la clôture précipitée de la session n'était qu'une inconséquence mortelle si elle ne conduisait à la dissolution du congrès, et à ses yeux la première condition d'un appel au pays était la révision des listes électorales, composées de façon à ne donner qu'une représentation inexacte ou incomplète de l'opinion publique. M. Posada Herrera soutenait ces idées avec la hardiesse d'un homme qui voulait marcher en avant sans se laisser asservir aux prétentions ou aux combinaisons routinières des partis, sans dissimuler que

désormais il ne voyait pour la reine que deux sortes d'ennemis, les radicaux avec leur chimère de république et les absolutistes avec leur rêve de restauration du passé, — tous les autres, modérés ou progressistes, étant des constitutionnels de nuances différentes qu'on devait s'efforcer de grouper autour du trône par un système de juste et tolérant libéralisme.

C'était assez pour ébranler le cabinet en mettant la division entre les ministres. Les uns, — et le président du conseil, M. Isturiz, était du nombre, — eussent peut-être volontiers suivi le ministre de l'intérieur; les autres se refusaient à sanctionner des actes dans lesquels ils voyaient le désaveu de tout ce qu'avait fait le parti conservateur depuis deux ans. On ne put s'entendre, et le cabinet Isturiz disparaissait après moins de six mois d'existence. Au milieu de ces incertitudes, la reine, prenant un parti décisif, donnait gain de cause à la politique soutenue par M. Posada Herrera, appuyée par le ministre de la marine, le général Quesada, et elle appelait au pouvoir l'homme le plus propre, par son autorité comme par sa position, à personnifier cette politique, — le général don Leopoldo O'Donnell. Ainsi naissait à travers toute sorte d'intimes péripéties le cabinet du 30 juin 1858, dont le comte de Lucena devenait le chef, où entraient MM. Saturnino Calderon Collantes, Pedro Salaverria, Santiago Fernandez Negrete, le marquis de Corvera, et où M. Posada Herrera et le général Quesada restaient comme le trait d'union entre le ministère Isturiz et la combinaison nouvelle. Toutes les conditions politiques de l'Espagne se trouvaient subitement déplacées, et par un jeu bizarre des choses, O'Donnell remontait au pouvoir l'anniversaire du jour où il avait livré le

combat de Vicalvaro en 1854, à la tête d'une sédition militaire.

A n'observer que l'apparente situation de l'Espagne, c'était une péripétie fort inattendue. Depuis qu'il avait quitté le ministère, trois mois après avoir dompté la révolution en 1856, le général O'Donnell semblait plutôt réduit à une attitude défensive. On l'avait vu, dans la session de 1857, obligé un jour de faire face à une agression directe et vive d'un membre du sénat, le général Eusebio Calonge, qui le mettait en cause pour avoir porté la main sur la discipline militaire, en faisant de l'armée un instrument de sédition. Ce défi, le comte de Lucena l'avait relevé avec hardiesse et avec hauteur, rappelant l'histoire de tous les partis et de tous les hommes qui s'étaient alternativement insurgés depuis vingt ans, ravivant le souvenir des extrémités où était arrivée l'Espagne en 1854, se justifiant par l'adhésion secrète ou avouée de beaucoup de modérés, et se faisant une arme de la complicité du général Narvaez lui-même dans toute cette opposition dont l'insurrection de Vicalvaro n'avait été que le couronnement. Puis, il finissait en disant : « Ma reine et mon pays m'ont jugé, l'histoire me jugera. »

Depuis ce moment il s'était tu, restant toujours moins un chef de parti qu'une personnalité considérable, entouré de quelques amis devoués, mais assez antipathique à la majorité des chambres. Cette antipathie était d'ailleurs si réelle, si peu dissimulée, qu'au commencement de la session de 1858, le général Calonge, le même qui s'était fait l'accusateur d'O'Donnell, avait été élu, par une sorte de distinction, secrétaire du sénat, et il avait suffi au ministère du général Armero de paraître incliner

vers l'*union libérale* et les amis du comte de Lucena pour être renversé par un vote du congrès. Dans cet ensemble de faits et de symptômes extérieurs, rien donc ne semblait conduire à un ministère O'Donnell, comme à la solution naturelle des difficultés du moment. A considérer de plus près les événements, cette évolution de la politique espagnole avait cependant pour elle une certaine logique des choses; elle était le corollaire de tout ce qui arrivait depuis deux ans, de l'impuissance du parti conservateur à se reconstituer dans sa force et dans son unité, de l'incohérence du parlement, de cette impossibilité de vivre dont tous les ministères semblaient atteints. Toutes les combinaisons avaient échoué; les modérés laissaient échapper le pouvoir, les progressistes ne pouvaient y aspirer. L'avénement de l'*union libérale* dans ces conditions n'était qu'une expérience de plus dans l'histoire des expériences contemporaines de l'Espagne.

III

Offrir à toutes les nuances constitutionnelles une juste représentation dans la vie publique, rallier modérés et progressistes, sans distinction d'origine, à un système de libéralisme monarchique indépendant des combinaisons des anciens partis; créer, s'il était possible, un parti nouveau pour une situation nouvelle, en faisant appel au pays et en renouvelant le congrès par des élections, telle était la politique ou, si l'on veut, l'ambition du général O'Donnell.

Le plus difficile pour le moment était d'assurer cette position, un peu en l'air entre toutes les opinions, et dans ce système de fusion universelle, la première, la plus importante affaire, on le comprend, était la distribution des emplois. Aussi, dès son entrée au pouvoir, le cabinet du 30 juin procédait-il à un large remaniement de l'administration, en appelant à toutes les fonctions des hommes de tous les partis. Les principales positions dans l'armée étaient naturellement dévolues aux chefs militaires qui avaient toujours suivi O'Donnell depuis 1854, — aux généraux Ros de Olano, Dulce, Echague. Le conseil d'État était reconstitué, et comptait parmi ses nouveaux membres des progressistes comme MM. Pidal, Bertran de Lis, des modérés libéraux comme M. Bermu-

dez de Castro et M. Pacheco. Un ami du duc de la Victoire, M. Santa-Cruz, devenait président de la cour des comptes; un autre progressiste, écrivain distingué d'ailleurs, M. Modesto Lafuente, avait la direction des bibliothèques, et M. Miguel Roda passait à une des principales administrations financières. Dans une promotion de nouveaux sénateurs figuraient M. Cortina, M. Gomez de la Serna, M. Cantero et le général Prim, à côté de M. Pacheco et de M. Pastor Diaz. La fusion était vraiment complète dans les hautes sphères comme dans les plus obscures régions de l'administration, à Madrid comme dans le reste du pays, et elle était même poussée si loin qu'il y eut un moment une province ayant tout à la fois un gouverneur civil progressiste, un secrétaire du gouvernement modéré et un commandant militaire vicalvariste. C'était l'idéal du système, et la fusion ici touchait presque à la confusion.

Distribuer des emplois et trouver des hommes de tous les partis empressés à les recevoir, ce n'était point cependant la plus grande difficulté. La politique de l'*union libérale* avait évidemment à se révéler par des actes plus sérieux et plus significatifs, si elle voulait être un système de gouvernement. Elle se manifestait tout d'abord par l'adoption de cette mesure dont M. Posada Herrera s'était fait le promoteur, qui avait hâté la dissolution du ministère Isturiz, par la rectification des listes électorales (décret du 6 juillet 1858). C'était une question assez simple en elle-même, quoiqu'elle ait fait bien du bruit et qu'elle ait suscité les plus vives polémiques. La révision des listes électorales en Espagne doit se faire tous les deux ans. Lorsque la législation de 1845 reparaissait tout entière à l'issue de la dernière révolution, le minis-

tère Narvaez, ayant à convoquer un congrès, se trouvait dans un singulier embarras : les dernières listes dataient de 1853, elles n'avaient pu subir la révision légale en 1855. Telles qu'elles étaient, elles servaient aux élections nouvelles d'où sortait le congrès existant encore en 1858, et ce n'est qu'après ces élections que la révision prescrite par la loi pouvait être opérée par les municipalités, recomposées elle-mêmes. Cette révision datait de 1857. Décréter une rectification nouvelle en 1858, comme le faisait le cabinet O'Donnell à son avénement, c'était, disait-on, une illégalité flagrante. C'était illégal sans doute, mais pas beaucoup plus illégal que le procédé même du maréchal Narvaez, et pas beaucoup plus irrégulier que la composition des listes soumises à la révision, ainsi qu'on l'a vu depuis.

Ce qui donnait un caractère tout particulier de gravité à cette mesure, c'est le sens que le cabinet nouveau y attachait, lorsqu'il disait dans son rapport à la reine : « Par malheur, et par suite des causes dont l'énumération et l'examen seraient inopportuns, c'est l'opinion générale que, depuis l'introduction du système représentatif parmi nous, et quelles que soient les doctrines politiques des partis qui se sont succédé au pouvoir, la volonté du corps électoral a subi fréquemment de funestes restrictions, et les éléments qui, d'après la loi, devaient le composer ont été constamment dénaturés. Les conseillers de Votre Majesté croient que le jour est venu où doit disparaître un abus qui mine l'existence des institutions, qui tend à favoriser l'usurpation d'un des droits les plus précieux consacrés par la constitution, et à fausser dans son origine l'expression de la véritable opinion publique... » Pour parler ainsi, le cabinet s'appuyait sur

des faits qui ont pu être expliqués ou atténués sans être entièrement contestés. Ces listes soumises à une rectification étaient composées de telle sorte que, dans certaines provinces, à Caceres notamment, sur 2,733 électeurs, 941 l'étaient sans droit; à la Corogne, sur 796 inscrits, 300 ne payaient pas le cens fixé par la loi. Que le ministère, après cela, fût mû par la pensée de dégager d'un corps électoral remanié un congrès mieux porté à goûter sa politique, c'est ce qui n'est point douteux. Il est bien clair que là devait être la véritable expression de l'opinion publique.

Cette rectification des listes électorales, accueillie avec joie par les progressistes, vue avec une méfiance hostile par les modérés, résolvait évidemment d'une façon implicite la question de l'existence du congrès. Le ministère dans son langage faisait trop ouvertement le procès du passé pour que tout ne dût pas être nouveau dans une situation nouvelle. C'était même une condition de vie ou de mort. La dissolution du congrès toutefois se trouvait un peu ajournée. D'abord la reine Isabelle parcourait en ce moment les provinces des Asturies et de la Galice avec toute sa cour et quelques-uns de ses ministres. Elle prenait plaisir à conduire par la main le jeune prince des Asturies aux rochers de Cavadonga, berceau de la monarchie espagnole. Pendant plus d'un mois, tout était aux ovations populaires, aux fêtes et aux pèlerinages. La reine d'ailleurs n'était point peut-être sans quelque perplexité. Après avoir consenti à la rectification des listes électorales, elle en était à craindre que le général O'Donnel, dans son système d'équilibre, n'inclinât trop vers les progressistes, et que des élections accomplies dans ces conditions n'achevassent la déroute du parti

modéré, dont elle ne pouvait oublier la fidélité, les services et l'intelligent appui. Ce n'est que le 11 septembre que la reine, cédant aux conseils du général O'Donnell, signait à la Corogne le décret qui dissolvait le congrès, ordonnait des élections nouvelles et fixait au 1er décembre la réunion des prochaines cortès.

Ce n'étaient là toutefois que des révélations assez peu claires encore, assez peu significatives, de la pensée que le cabinet du 30 juin portait au pouvoir. Une multitude d'employés étaient déplacés, les listes électorales subissaient un complet remaniement, le congrès était dissous; mais d'un autre côté la loi sur la presse, une loi rigoureuse due à l'initiative de M. Nocedal, et qui avait eu à essuyer les plus ardentes et les plus justes censures, demeurait intacte. La politique du ministère commençait à se dessiner en traits un peu plus distincts dans deux actes presque simultanés, et où s'effaçait du moins le caractère tout personnel de certaines mesures adoptées depuis deux mois. L'un de ces actes était un décret qui faisait revivre la loi de 1855 sur le désamortissement civil en réservant les questions de désamortissement ecclésiastique, qui devaient être l'objet d'une négociation nouvelle avec le saint-siége. Un autre acte tout politique et d'une signification plus générale était la circulaire adressée le 21 novembre par M. Posada Herrera aux gouverneurs des provinces pour guider leur marche dans les élections et pour exposer les principes du gouvernement. Si quelquefois on avait pu craindre une évolution trop décidément progressiste du cabinet, le langage de M. Posada Herrera était de nature à rassurer sur ce point. Le cabinet, par l'organe du ministre de l'intérieur, se prononçait nettement et péremptoirement pour la con-

stitution telle qu'elle existait avec les réformes récemment accomplies, en se réservant tout bas, il est vrai, de ne point présenter la loi sur les majorats, qui serait une conséquence de ces réformes. L'idée de la fusion des partis ou de la création d'un parti nouveau affranchi de toute solidarité compromettante avec le passé, cette idée était du reste complaisamment développée de façon à frapper l'esprit des électeurs.

« ... Les ministres actuels, disait M. Posada Herrera, ne cesseront de seconder les bienfaisantes intentions de Sa Majesté en contribuant pour leur part à rétablir l'ancienne grandeur de la monarchie sur les solides fondements de la prospérité publique, d'une moralité incontestable dans la gestion des affaires et de l'exercice loyal du système représentatif, bien inestimable que l'Espagne devra à la dynastie actuelle. Le gouvernement ne méconnaît pas les difficultés qu'il pourra rencontrer dans la pratique; mais ces difficultés ne sont pas de telle sorte qu'elles ne puissent être vaincues... Aux préjugés enracinés, aux dissensions locales et personnelles qui se déguisent sous des noms politiques, vous pouvez opposer avec avantage les principes du gouvernement. Celui-ci ne se croit pas obligé de favoriser des partis qui prétendent fonder la monarchie, chacun sur une constitution différente, qui aspirent à établir un système administratif, chacun suivant ses vues propres, et qui voudraient livrer les fonctions de l'État à un personnel exclusif. Il n'admet pas que des partis de cette nature puissent s'appeler constitutionnels, et il ne croit pas que la nation puisse en attendre d'autres fruits que le despotisme ou l'anarchie. D'un autre côté, vous ne ferez que vous conformer aux désirs du gouvernement en acceptant l'appui de tous ceux qui veulent s'associer de bonne foi à une politique qui, en prenant pour point de départ les institutions actuelles, a pour premier objet d'en consolider l'exercice. Vous pouvez faire abstraction des dénominations, quand ceux qui les portent n'ont point sur la dynastie, sur la constitution et sur les principales questions politiques, des opinions contraires à celles du gouvernement. Il y a de toutes parts des hommes honorables qui conservent par tradition certaines dénominations qui ne signifient plus rien de réel dans la plupart des cas; il y a

aussi une jeunesse pleine de nobles aspirations, obligée jusqu'ici de s'éloigner des affaires publiques ou de se fondre, en abdiquant toute liberté, dans les anciens partis. Quand vous aurez obtenu l'appui de cette classe de personnes, vous pourrez défier les colères intempestives des factions extrêmes... »

La politique de l'*union libérale* ou du cabinet O'Donnel, on la pressentait sans doute; elle trouvait ici son expression adaptée aux circonstances. On remarquera que, dépouillé de l'artifice du langage, ce système n'avait rien d'absolument nouveau; c'était un jeu d'équilibre. Par la rectification des listes électorales et par la dissolution du congrès comme par l'appât des emplois publics, le cabinet s'efforçait d'attirer les progressistes; par ses déclarations décisives en faveur du maintien de la constitution réformée, il voulait calmer les inquiétudes et les défiances des modérés.

Le ministère en était-il plus fort? Dans ces premiers moments, il avait à subir plus d'une crise intime, que ses ennemis grossissaient en mettant habilement en lumière les contradictions de cette politique, en supposant des antagonistes dans le cabinet, en montrant ce faisceau de volontés, de tendances, d'intérêts divers toujours prêt à se dissoudre. Une de ces crises se dénouait par la retraite du général Quesada, ministre de la marine, qui, à l'insu du président du conseil, avait obtenu de la reine la nomination d'un amiral. Ce n'était rien en apparence, et au fond l'existence du cabinet ne tint peut-être qu'à un fil. Il n'y a qu'un amiral de la flotte en Espagne, et justement parce qu'il est seul, il a une grande influence dans toutes les affaires de la marine. Ce haut personnage était alors et est encore aujourd'hui le général Armero, que ses opinions rattachent à l'*union*

libérale. La nomination d'un second amiral, qui avait peut-être moins de goût pour la politique nouvelle, était comme une diminution indirecte de la position du général Armero et une atteinte aux prérogatives du président du conseil. Le général O'Donnell prit fort mal cette tentative d'indépendance d'un de ses collègues. Le ministre de la marine dut se retirer, et fut remplacé par un ami dévoué du chef du cabinet, par le général Macrobon (novembre 1858). Quant au nouvel amiral, il garda son grade, puisque la signature de la reine était engagée; mais il ne fut plus qu'un amiral honoraire. Le ministère naviguait à travers des écueils invisibles, en même temps qu'il avait à faire face aux partis prêts à se retrouver autour du scrutin.

Tout résidait en effet dans le degré de vitalité et de résistance de ces partis, que le général O'Donnell prétendait supprimer ou absorber. Quelles étaient les dispositions et l'attitude réelle des diverses fractions des anciennes opinions? Parmi les modérés, il en était évidemment qui inclinaient depuis longtemps vers quelque transaction semblable à celle de l'*union libérale*, et qui n'éprouvaient nulle répugnance d'opinion à s'associer à la tentative du comte de Lucena. M. Martinez de la Rosa acceptait la présidence du conseil d'État; M. Mon se laissait volontiers nommer ambassadeur à Paris; le chef du dernier cabinet, M. Isturiz lui-même, allait reprendre à Londres le poste de ministre de la reine, qu'il avait longtemps occupé. D'autres, et quelques-uns des chefs les plus éminents du parti, tels que Bravo Murillo, semblaient se retirer pour le moment de la lutte, non sans quelque découragement, et étaient décidés à ne point livrer leur nom aux chances du scrutin. Certains groupes

modérés cependant n'avaient pu dissimuler leur surprise, leur mécompte et leur irritation à l'avénement du cabinet du 30 juin. S'il y eut une trêve au premier instant, cette trêve fut de courte durée.

Une vigoureuse et ardente opposition conservatrice s'était organisée aussitôt, et c'est dans la presse, — à demi-libre de fait, sinon légalement, puisque la loi de M. Nocedal subsistait toujours, — que cette opposition allait faire la guerre, tantôt par une ironie spirituelle et acérée, comme dans le journal l'*Estado*, tantôt par une dialectique implacable et animée, comme dans l'*España*. Ces opposants marchaient avec un singulier ensemble : ils accusaient le ministère de contribuer plus que tout autre à la décomposition du parti modéré, d'avoir fait un [illegible] coup d'État par la dissolution du congrès et la rectification illégale des listes électorales, laissant dans l'histoire un précédent que toutes les factions pourraient invoquer à leur tour. Le général O'Donnell devenait surtout le point de mire de ces hostilités. Ce n'était plus le sauveur de 1856, c'était le chef révolté de 1854, le factieux de Vicalvaro, à qui on rappelait toutes les contradictions [illegible]mbitieux arrivé au pouvoir en déguisant les [illegible] coterie semi-politique, semi-militaire, sous [illegible]ion *libérale*. Après le président du conseil, [illegible]osada Herrera était le ministre le plus attaqué [illegible]omme principal auteur de la crise qui avait amené le cabinet du 30 juin, et M. Mon lui-même n'était point épargné par son alliance avec le général O'Donnell. Somme toute, il restait dans le parti modéré un groupe peu nombreux, mais ardent d'opposition.

Le parti progressiste était visiblement celui qui avait le plus gagné à un certain point de vue dans cette évo-

lution de la politique espagnole. Il retrouvait une certaine importance, il rentrait dans les emplois publics, il était admis à participer aux affaires. Aussi les hommes les plus sensés du parti ou les plus pressés d'arriver s'étaient-ils hâtés de répondre aux avances du ministère, recevant les demi-satisfactions qui leur étaient données en attendant mieux, et se flattant d'exercer quelque influence sur le gouvernement en lui prêtant leur appui. Ce n'était point l'affaire des progressistes d'opinions plus exaltées, qui considéraient cette politique comme une défection et n'avaient que d'ironiques sévérités pour MM. Santa-Cruz, Modesto Lafuente, Lujan, Infante, bien d'autres encore, qui avaient accepté des fonctions publiques. Si pour les modérés le général Léopold O'Donnell était redevenu le factieux de 1854, pour les fauteurs exaltés du progrès c'était l'homme de 1856, qui avait étouffé la révolution, dissous par les armes l'assemblée constituante et la milice nationale, — et l'un des chefs progressistes, M. Escosura, n'avait pas moins d'invectives contre le comte de Lucena que l'opposition conservatrice la plus vive. « Sans discuter longuement ce document officiel, disait-il en parlant de la circulaire de M. Posada Herrera, il est facile de voir que c'est une déclaration de guerre non-seulement au parti progressiste, mais encore aux modérés, aux démocrates, aux absolutistes, à tout ce qui n'est pas le général O'Donnell. Voilà la vérité, telle est la situation. Nous autres Espagnols, nous sommes arrivés à ce point qu'on nous dise : Choisissez; entre *O'Donnelliste et factieux*, il n'y a point de milieu. »

Dans ce camp du progrès avancé se trouvaient, outre M. Escosura, MM. Olozaga, Madoz, Corradi, Calvo Asen-

sio, Salmeron, Aguirre, Sagasta, tous plus ou moins mêlés à la révolution de 1854. Aux approches de l'ouverture du scrutin, une junte progressiste se réunissait, et elle rédigeait, elle aussi, sa circulaire, qu'elle adressait aux électeurs pour leur rappeler les principes du parti. Les progressistes, à vrai dire, relevaient le drapeau de la constitution votée en 1855 et déchirée par l'épée du général O'Donnell, de telle sorte que le ministère se trouvait entre deux foyers extrêmes d'opposition.

Et même parmi les hommes des deux partis, modérés ou progressistes, dont il avait fait ses alliés, était-il sûr de trouver toujours un appui bien solide ? Tout indiquait au contraire que progressistes et modérés ministériels n'avaient qu'une foi médiocre en l'*union libérale*, et se tenaient également prêts à recueillir l'héritage d'une situation qu'ils soutenaient dans des vues différentes; seulement les uns et les autres ne remarquaient pas que cette situation avait pour garantie la volonté d'un homme d'un caractère difficile à déconcerter, qui avait dit un jour qu'il ne mourrait pas d'une apoplexie de légalité, et qui, en remontant au pouvoir, était assurément décidé à ne rien négliger pour s'y maintenir.

V

On n'a jamais vu en Espagne des élections tournant contre les ministères qui les faisaient. Le résultat de ce mouvement électoral, arrivé à son terme aux derniers jours d'octobre, reflétait d'ailleurs fidèlement les complexités de la situation nouvelle de la péninsule. L'opposition conservatrice était assez clair-semée. M. Nocedal, qui sous le cabinet Narvaez avait triomphalement conduit le scrutin d'où était sorti le dernier congrès, avait le sort réservé à tous les ministres de l'intérieur espagnols dans les élections qu'ils ne dirigent plus : il ne parvenait pas même à se faire élire à Tolède. L'opposition modérée ne comptait pas plus de trente membres, parmi lesquels étaient le comte de San-Luis, le marquis de Pidal, MM. Gonzalez Bravo, Egaña, Moyano. Les progressistes *purs*, plus heureux que dans les précédentes élections, formaient dans le nouveau congrès une petite phalange de vingt membres dont les principaux étaient MM. Olozaga, Madoz, Calvo Asensio, Sanchez Silva, Sagasta, Aguirre. Le reste appartenait au ministère ou était revendiqué par lui. Il était aisé de voir toutefois que cette majorité, si grande en apparence, se composait des éléments les plus hétérogènes. Il y avait

des amis particuliers du général O'Donnell, le groupe distinct de l'*union libérale*, des progressistes et des conservateurs ralliés, surtout beaucoup d'inconnus et de jeunes gens entrant pour la première fois dans la vie publique.

Le ministère ne triomphait pas moins. La difficulté pour lui, après avoir franchi le défilé des élections, était de maintenir un certain ordre dans cette majorité bariolée, passablement incohérente, dont il était censé représenter les aspirations encore plus que les opinions, et qu'un accident parlementaire pouvait dissoudre à tout instant, si l'on ne mettait un grand art à la conduire. C'est ainsi que partis et ministère arrivaient à l'ouverture du congrès, fixée au 1er décembre 1858. Le cabinet du 30 juin n'avait point assurément accompli de grandes œuvres en politique depuis son avénement. Il avait vécu, il avait mis tous ses efforts à transformer une situation qu'il voulait marquer de son empreinte; il avait levé l'état de siége dans les dernières provinces soumises au régime militaire; il annonçait l'exécution définitive du désamortissement civil, des négociations nouvelles avec Rome pour le désamortissement des propriétés religieuses, une loi sur la presse destinée à régler la libre discussion des intérêts publics « sous la garantie du jugement par le jury, » des mesures financières, un grand projet d'améliorations matérielles; c'était là le résumé du discours par lequel la reine ouvrait la session et où revenait la pensée favorite du ministère. « Une politique prévoyante, disait la harangue royale, qui améliore le présent sans détruire, qui réalise un progrès sûr, quoique lent, dans toutes les parties du gouvernement de l'État conciliera enfin les esprits de tous les Espagnols, et leur permettra

de travailler ensemble à l'affermissement de la prospérité de la nation et de la pratique sincère du régime constitutionnel. »

Une parole de conciliation inaugurait heureusement sans nul doute un parlement nouveau plein de dissonnances, où le gouvernement devait être obligé de rallier sans cesse une majorité vivant de perpétuels compromis. Au fond, cette session, qui commençait le 1er décembre, était une épreuve sérieuse pour l'*union libérale;* elle ne pouvait que dessiner d'une façon plus nette la situation en mettant en lumière l'attitude du ministère, le mouvement des partis, le caractère des différentes politiques qui s'agitaient, et en devenant l'occasion naturelle de toutes les explications. On s'expliqua, on s'irrita, et le cabinet restait victorieux à l'issue de cette première mêlée du débat de l'adresse. Le résultat d'ailleurs était moins curieux que la discussion elle-même, où se dévoilaient les vrais rapports, les tendances et les forces respectives des opinions.

L'opposition modérée s'armait la première de tous ses griefs contre le ministère. Par l'organe du marquis de Molins et du duc de Rivas dans le sénat, de M. Gonzalez Bravo et de M. Moyano dans le congrès, elle lui reprochait ses versatilités, ses inconséquences, les innombrables destitutions par lesquelles il s'était signalé, le trouble qu'il avait jeté dans toutes les situations, l'incohérence qu'il avait érigée en système; elle lui faisait un crime d'avoir rectifié sans droit les listes d'élections et arbitrairement recomposé le corps électoral; d'être irrespectueux pour le concordat, qu'il semblait éviter systématiquement de mentionner en parlant de ses négociations avec Rome; d'acheminer sans le vouloir ou sans le savoir la politique

de l'Espagne vers les progressistes. Les modérés de l'opposition tenaient surtout à faire acte de vie, à protester contre l'arrêt de déchéance si souvent lancé par le général O'Donnell contre l'ancien parti conservateur. Les progressistes *purs*, de leur côté, n'étaient point éloignés de tenir un langage analogue dans un sens entièrement différent. Eux aussi, ils refusaient de se considérer comme morts, et à leur tour ils accusaient le cabinet de faire tout ce qu'avaient fait les autres ministres modérés, d'être aussi arbitraire, aussi violent, aussi restrictif, en ajoutant aux actes quelques promesses illusoires. « L'*union libérale*, disait M. Calvo Asensio le 23 décembre 1858, a la mission de détruire; elle n'a rien créé, et elle ne peut rien créer; elle ne sert qu'à alimenter des espérances chez les plus candides, à offrir un refuge aux fatigués et la pâture aux plus avides. L'*union libérale* n'a ni traditions, ni histoire, ni principes, et elle ne peut avoir d'avenir. »

Il n'en arrivait pas moins que ces accusations, venant d'oppositious contraires, antipathiques, se détruisaient elles-mêmes, et tournaient au profit du ministère. Lorsque M. Moyano, au nom des modérés, présentait un amendement pour rappeler le concordat de 1851, passé sous silence dans le discours royal, l'opposition progressiste votait avec les amis du cabinet. Lorsque M. Calvo Asensio, au nom des progressistes, présentait de son côté un amendement pour réclamer l'extension du droit électoral, et mettait ainsi en cause toute la législation constitutionnelle, l'opposition modérée se retrouvait auprès du ministère; M. Pidal votait avec la majorité. C'était une sorte d'équilibre ; l'opposition modérée préférait encore le ministère aux progressistes, et les progressistes pré-

féraient le général O'Donnell et l'*union libérale* aux modérés.

Le général O'Donnell avait-il donc absolument tort lorsqu'il proclamait incessamment la dissolution des anciens partis? Était-il dénué de perspicacité lorsqu'il comptait justement sur l'impuissance inhérente à cette dissolution des opinions d'autrefois? Sans doute, il pouvait s'exagérer à lui-même ce qu'il désirait, ce qui entrait dans ses vues; il se montrait surtout plus homme d'expédients qu'homme d'État, en pensant qu'avec des débris de partis il pourrait faire un parti nouveau. La décomposition n'était pas moins réelle; elle se découvrait naïvement dans ces discussions parlementaires, et le général O'Donnell déployait toutes les ressources d'une stratégie assez monotone, bien que le plus souvent heureuse, pour prendre sur le fait, pour provoquer même ces explosions d'incohérence, en mettant aux prises ceux qui accusaient l'ambiguïté de sa politique et ceux qui lui reprochaient sa témérité. Un jour, vivement attaqué dans le sénat par le duc de Rivas, le général O'Donnell se tournait vers son adversaire, mettait l'opposition en demeure de dévoiler à son tour ses idées, et il s'écriait : « Le duc de Rivas approuve-t-il le programme de gouvernement que nous exposa il y a un an M. Bravo Murillo? Sa seigneurie me dit que non, je n'ai plus rien à ajouter. A côté de cette dénégation, mes paroles sembleraient pâles. Entre le duc de Rivas modéré et M. Bravo Murillo également modéré, il n'y a donc point conformité de vues. » Un autre jour, pressé dans le congrès par M. Olozaga, le comte de Lucena, sortant brusquement de la politique, s'adressait à son antagoniste et lui rappelait qu'il n'aurait pas refusé de servir comme ambassadeur à Londres, tandis que lui

O'Donnell devenait président du conseil à Madrid le 14 juillet 1856; puis, se tournant vers un autre progressiste de l'opposition, le chef du cabinet disait: « M. Calvo Asensio accepterait-il des fonctions que je lui offrirais? — Non, répondait le député interpellé. — Et voilà justement la contradiction entre M. Olozaga et M. Calvo Asensio, » ajoutait O'Donnell.

Ainsi le duc de Rivas était un modéré, et il différait d'opinion avec M. Bravo Murillo, dont la politique n'était point assurément celle du comte de San-Luis ou de M. Pidal. Entre M. Calvo Asensio et M. Olozaga, tous deux progressistes opposants, il y avait les mêmes divergences, sans compter que les opinions de l'un et de l'autre étaient incompatibles avec l'ordre constitutionnel existant. Ces dissidences ou ces incompatibilités, le général O'Donnell les constatait, il les exagérait même pour en tirer la justification de la politique du ministère. C'était naturellement pour lui la moralité de la situation. « Ces débats, disait-il, n'ont-ils pas mis pleinement en lumière le fractionnement des partis? N'en résulte-t-il pas cette vérité, qu'aucun d'eux n'est à lui seul dans les conditions nécessaires pour former un gouvernement capable de maintenir l'ordre, la légalité, le trône de la reine et le régime constitutionnel? »

Quelquefois aussi ces vivacités parlementaires, qui dégénèrent si souvent en personnalités violentes et en confusion, servaient merveilleusement le général O'Donnell. Dans une circonstance, un de ces souvenirs irritants qui mettent les partis aux prises en ravivant toutes les antipathies du passé traversait subitement la discussion. Il s'agissait de la statue de M. Mendizabal, et M. Mendizabal ramenait aux vieilles luttes entre modérés et progres-

sistes. Le tumulte envahissait le congrès, et le président du conseil, saisissant l'à-propos, se hâtait d'intervenir en pacificateur un peu sévère. « Qu'on rappelle à l'ordre tous les députés, disait-il, nous discréditons le gouvernement représentatif. Une telle scène est un triomphe pour les ennemis du régime constitutionnel. Je prie M. le président et le congrès de mettre un terme à cette discussion, afin que nous ne donnions pas aux ennemis du gouvernement représentatif le droit de dire que ce régime est impossible en Espagne. » Et ce tumulte avait de plus pour le ministère l'avantage de faire disparaître cette question de la statue de Mendizabal, qui était un véritable embarras. C'est ainsi que le général O'Donnell manœuvrait sur le champ de bataille parlementaire, portant le plus souvent la guerre chez ses adversaires, profitant habilement des circonstances, s'armant à tout instant de cette dissolution des partis, à laquelle il n'était point étranger, et finissant par représenter sa politique comme la dernière et unique garantie du régime constitutionnel en Espagne. Ce n'était pas, quoi qu'on en dise, d'un médiocre tacticien, à ne considérer que la situation personnelle du premier ministre.

VI

Une autre difficulté, à vrai dire, était à vaincre pour le général O'Donnell : c'était d'éviter les divisions dans son propre camp. Les amis du ministère, modérés ou progressistes ralliés à l'*union libérale*, avaient tenu, eux aussi, à s'expliquer, à préciser leur position et la mesure de l'appui qu'ils prêtaient au gouvernement. Les progressistes surtout, dont l'évolution un peu subite n'avait point échappé à la raillerie, se sentaient un peu pressés de ne plus rester dans le rôle de ministériels silencieux. Deux hommes notamment, M. Luzurriaga dans le sénat, M. Modesto Lafuente dans le congrès, se chargeaient de ces explications délicates, et leur langage pouvait se résumer à peu près en ces termes : « Nous croyons que la société n'est pas dans ses conditions normales, et quand nous voyons un gouvernement disposé à soutenir l'ordre, le système parlementaire, les droits des chambres, nous nous plaçons à ses côtés pour empêcher de plus grands désastres, afin de l'aider à établir un régime libéral; mais nous ne renonçons pas pour cela à nos idées, qui auront leur jour par le progrès régulier de la raison publique, non par la force matérielle des révolutions. Nous soutenons aujourd'hui le cabinet parce que dans notre

pensée c'est l'unique moyen d'assurer l'avenir des idées libérales elles-mêmes et d'échapper à l'anarchie d'un côté, au despotisme de l'autre. » Cette juxtaposition d'éléments si divers imposait d'ailleurs au gouvernement une singulière réserve.

Le ministère sentait bien que, s'il élevait desquestions de principe touchant à l'ordre politique, cette majorité complexe et fragile pouvait à tout instant voler en éclats, modérés et progressistes retournant à leurs affinités naturelles. Aussi mettait-il tout son art à éviter les périlleuses questions où on ne pouvait s'entendre; et par le fait, cette session, qui commençait par toutes les vivacités des débats de l'adresse, continuait par la discussion de projets d'un ordre tout spécial ou économique, tels que le budget, une loi affectant un crédit extraordinaire de deux milliards de réaux à de grands travaux publics, d'autres lois sur la compétence du conseil d'État ou sur le recrutement. Une loi sur la presse était présentée, et on se hâtait prudemment de l'ensevelir dans le mystère d'une commission d'où elle n'est même plus sortie. Ainsi ménagements infinis pour une majorité artificielle et équivoque, attitude passionnée, militante, agressive vis-à-vis des oppositions, telle était sous sa double face la politique du gouvernement.

L'antipathie entre le ministère et l'opposition conservatrice était surtout très-vive et arrivait à un degré d'irritation extrême; c'était, au fond, une vieille et implacable querelle. Les modérés poursuivaient toujours dans le général O'Donnell le chef de la révolte militaire du 28 juin 1854, et le comte de Lucena à son tour, sans vouloir rentrer dans la discussion du passé, ne résistait pas à la tentation de réveiller des souvenirs irritants,

comme pour créer à sa prise d'armes une sorte de légitimité rétrospective par l'indignité des administrations modérées qui avaient précédé la révolution. De là un épisode qui surgissait tout à coup, et où, sous l'apparence d'une question de moralité, se déguisaient assez peu les haines personnelles. Le mot de moralité joue un grand rôle dans les affaires de l'Espagne depuis vingt ans ; il a été un programme de gouvernement, il est devenu le prétexte d'une révolution. Les cortès constituantes, issues de cette révolution, allaient fouiller tous les actes des cabinets conservateurs depuis 1843 pour y découvrir des traces d'improbité et de vénalité. Cet orage d'accusations avait semblé s'apaiser, lorsque le général O'Donnell, cédant à un dangereux désir de représailles, le laissait éclater de nouveau par deux procès engagés coup sur coup contre un membre du sénat et contre un ancien ministre ; puis, par une coïncidence au moins malheureuse, le ministère prenait l'initiative de la première de ces poursuites trois jours après une discussion où le sénateur mis en cause, M. Manuel Lopez Santaella, avait fait acte d'hostilité par son vote.

Deux fois ainsi en peu de temps le sénat se trouvait transformé en cour de justice. M. Lopez Santaella était accusé comme ancien commissaire de la *cruzada*, et le sénat se déclarait incompétent (1). M. Esteban Collantès était poursuivi comme ancien ministre des travaux publics, au sujet d'une somme de près de neuf cent mille

(1) La commission de la *cruzada*, supprimée en 1851, était une institution d'origine pontificale chargée d'administrer les fonds provenant du placement des bulles du pape en Espagne et des droits payés par les fidèles pour la dispense du maigre. Le commissaire, par la nature de ses fonctions, ne relevait que de Rome ; le sénat le jugeait du moins ainsi par son arrêt d'incompétence.

réaux payée par l'État pour des fournitures qui n'avaient point été faites, et il fut absous, parce qu'il n'y eut pas une majorité légale suffisante pour le condamner. Tristes affaires où perçait trop l'irritation politique! On avait évidemment voulu, par le procès fait à M. Esteban Collantès, atteindre un parti ou une opposition, et c'est peut-être la tendance donnée à une accusation de ce genre qui avait le mieux servi à préserver l'ancien ministre. Au fond, le verdict du sénat qui absolvait M. Collantès avait un peu l'air d'un avertissement, et en fin de compte ces procès répétés, qui ressemblaient à des emportements d'humeur ou à des représailles, qui faisaient revivre tous les souvenirs des divisions passées, n'étaient propres qu'à rendre plus irréconciliables le ministère de l'*union libérale* et ses adversaires de l'ancien parti modéré. Il en résultait qu'à la fin de la session, après six mois de luttes parlementaires, le général O'Donnell se retrouvait dans la même position de combat et d'incertitude, ayant vécu sans avoir moralement gagné, rencontrant en face de lui des oppositions plus vives et plus ardentes, soutenu par une majorité qui ne l'avait point abandonné, mais qui n'était point devenue un parti nouveau, et dont l'incohérence restait toujours le premier caractère.

VII

Un certain accord ne s'était manifesté entre les partis durant cette longue session que dans les questions qui intéressaient et mettaient en jeu le sentiment national, dans quelques affaires extérieures. Lorsqu'au commencement de 1859 on connut à Madrid le message présidentiel des États-Unis, où M. Buchanan, avec la tranquille hardiesse d'un spéculateur accoutumé aux opérations heureuses, proposait de tenter de nouveau des négociations pour acheter l'île de Cuba, et laissait entrevoir dans le lointain la possibilité d'un appel à la loi omnipotente de la force, l'instinct espagnol se soulevait d'un élan spontané et unanime dans le sénat et dans le congrès; toutes les opinions, toutes les fractions d'opinions se serraient autour du gouvernement pour opposer le faisceau de tous les patriotismes aux audacieux calculs de la république américaine. C'était aux premiers jours de janvier 1859. Lorsque la guerre d'Italie commençait et obligeait les peuples les plus désintéressés dans la lutte à augmenter leurs forces, à prendre une attitude d'observation et d'attente, tous les partis se rallièrent aussi à la politique du cabinet, qui consistait dans une neutra-

lité appuyée sur un accroissement du matériel de guerre et de l'armée jusqu'au chiffre de cent mille hommes.

Ici cependant, sous cette neutralité admise comme un principe de politique, on aurait pu distinguer une singulière diversité d'impressions tenant aux affinités naturelles des opinions. Tous les partis étaient d'accord avec le gouvernement sur la nécessité de s'armer et de prendre une position de prévoyance; mais ils ne pensaient pas tous de même sur la cause essentielle de la guerre. Le parti progressiste était le plus favorable à l'émancipation de l'Italie. A ses yeux, c'était la révolution se réveillant tout à coup et retrouvant des forces pour se répandre dans tous les pays. Ce n'était pas de quoi faire aimer l'indépendance italienne en Espagne. Les progressistes cependant ne confondaient pas dans leurs sympathies la cause de l'Italie et la politique impériale française. Les modérés avaient d'extrêmes méfiances à l'égard de la cause italienne, dans laquelle ils ne voyaient qu'une machine de guerre préparée et dirigée dans des desseins inconnus... Le sens libéral des affaires d'Italie leur échappait entièrement. Pour tout dire, ils se plaçaient, sans le vouloir peut-être, au point de vue absolutiste et autrichien dans leur manière d'envisager la marche des événements; et pendant quelques mois, on a eu l'étrange spectacle de tout un groupe de journaux conservateurs espagnols mettant le zèle le plus curieux à débrouiller les énigmes du télégraphe au profit des anciens maîtres du nord de l'Italie, exagérant les forces de l'Autriche, déguisant ses revers, diminuant les succès des armées alliées, donnant une couleur purement révolutionnaire aux plus légitimes revendications des Italiens, poursuivant dans leurs polémiques le Piémont et son roi.

Entre ces deux camps opposés, le ministère et ses défenseurs tenaient en quelque sorte la balance. Moralement, ils n'avaient que des sympathies pour l'émancipation de l'Italie; mais en même temps, ils s'inquiétaient de l'extension possible d'une guerre qui pouvait si gravement altérer l'ordre européen, en affaiblissant trop l'Autriche au centre de l'Europe et en créant indirectement un péril pour l'Espagne elle-même. Cette double pensée, M. Pacheco la résumait dans la discussion du sénat en disant : « Je ne cherche pas à le cacher, mon désir est que l'Italie soit indépendante, qu'il y ait une puissance italienne, et je ne conçois pas qu'il y ait un Espagnol qui n'ait le même désir. Je souhaite qu'un pays qui nous est uni par tant de souvenirs historiques, par la ressemblance des institutions, — je parle ici de la Sardaigne, — et par tant d'autres raisons; je souhaite, dis-je, que ce pays sorte victorieux de la lutte; mais je souhaite aussi que l'Autriche reste grande et forte, parce qu'il est nécessaire qu'il y ait au centre de l'Europe une grande puissance réunissant des conditions de stabilité et de force (11 mai 1859). »

Le gouvernement espagnol avait lui-même des devoirs particuliers. Comme représentant d'une monarchie catholique, il ne pouvait voir avec indifférence des événements où allaient s'agiter peut-être les destinées temporelles du saint-siége. D'un autre côté, on ne pouvait oublier au-delà des Pyrénées que les souverains espagnols sont les chefs de la maison de Bourbon d'Italie, que les ambassadeurs de la reine Isabelle étaient récemment encore les ambassadeurs des ducs de Parme. De là une protestation du cabinet de Madrid pour sauvegarder diplomatiquement les droits du duc de Parme.

Au fond, si on cherchait à analyser toutes les impressions diverses qui s'agitaient en Espagne au spectacle de la crise italienne, on y saisirait peut-être bien des nuances, — une certaine sympathie naturelle pour l'affranchissement de l'Italie, une crainte instinctive de l'esprit catholique, un sentiment vague de ce que fut la puissance espagnole autrefois au delà des Alpes et de ce qu'elle n'est plus, une confiance très-limitée dans la politique de la France impériale, et par instants une sorte d'inquiétude née des souvenirs de 1808 ou de quelques autres petits faits plus récents. En tous les cas, la guerre d'Italie avait, pour le général O'Donnell, le suprême avantage de créer une grande préoccupation au moment de la clôture des cortès, et de le laisser armé d'une force nouvelle au milieu de partis qui se voyaient obligés de lui accorder une certaine liberté d'action dans la crise européenne, sans renoncer, il est vrai, à leur opposition dans les affaires intérieures.

VIII

Six mois se sont passés. Une autre session s'est ouverte au mois d'octobre, et elle a trouvé encore debout le cabinet du 30 juin 1858, dont l'existence s'est prolongée assurément au-delà des prévisions ou des espérances de ceux qui n'ont voulu chercher la mesure de sa durée que dans la valeur propre de sa politique. Deux choses ont fait vivre le ministère, personnifié dans le général O'Donnell, durant cette période nouvelle : c'est d'abord l'état des partis, et surtout cette crise profonde que traverse depuis longtemps le parti conservateur, le seul qui, dans les conditions actuelles, puisse aspirer à recueillir l'héritage du pouvoir. Entre le ministère et toute une fraction conservatrice, la guerre a commencé depuis le premier jour, et elle n'a pas cessé. Les modérés ont fait au comte de Lucena un crime de son avénement à la présidence du conseil, sans remarquer qu'ils l'avaient préparé en ne parvenant pas même à soutenir trois ministères sortis de leurs rangs, en les laissant tomber l'un sur l'autre, et ils n'ont pas vu depuis que toutes les fois qu'ils livraient bataille au chef du cabinet sans avoir à lui opposer un parti homogène, compacte, uni par des doctrines précises, ils lui

préparaient une facile victoire. C'est l'éparpillement de toutes les forces de l'ancien parti conservateur qui a été jusqu'ici la plus efficace garantie du ministère, comme elle a été sa raison d'être à l'origine, outre que les modérés, cédant, eux aussi, à ce souffle de réaction qui a emporté l'Europe, ont mis trop peu de soins depuis longtemps à rassurer les instincts libéraux de l'Espagne, laissant de la sorte le drapeau du libéralisme monarchique aux mains de qui voudrait le prendre.

Les modérés eux-mêmes n'ignorent pas que là est leur faiblesse ; aussi depuis quelque temps cherchent-ils à se rallier, à recomposer l'ancien parti. Il y avait notamment pendant quelques mois des réunions à Madrid et même à Paris, sous l'influence conciliatrice de la reine Christine, pour arriver à une fusion des principaux éléments conservateurs d'autrefois. Ce n'est point malheureusement une petite difficulté d'avoir à rapprocher des personnalités discordantes, à concilier des rivalités, des ambitions, des antipathies, qui sont nées au sein du pouvoir, que les défaites ont irritées plus qu'elles ne les ont adoucies, et qui survivent aux fautes mêmes dont elles ont été la cause essentielle, toujours prêtes à se réveiller au moindre prétexte. Entre ces fractions diverses qui se groupent sous les noms du général Narvaez, de M. Bravo Murillo ou du comte de San-Luis, les froissements naissent à chaque pas. Tous les ministères conservateurs ont laissé des germes de désunion. Or, tant que la trace de ces divisions subsistera, et même tant qu'on n'aura pour remédier à ce mal profond que des réconciliations artificielles et précaires, l'ancien parti modéré manquera d'une force propre pour reprendre le pouvoir : il restera ce qu'il a été depuis un an pour le ministère du comte de

Lucena, une opposition sérieuse, mais inefficace. Il aura raison souvent contre le gouvernement qu'il combat; mais son passé, ses fautes, ses incohérences se relèveront contre lui.

Une autre circonstance a fait vivre le cabinet du 30 juin 1858, c'est la présence à la tête du conseil d'un homme de volonté énergique et résolue. L'*union libérale* est une idée, cela est possible; mais jusqu'à ce moment elle a été surtout un homme, rien n'est plus certain. Otez le général O'Donnell, tous ces fragments de partis si laborieusement assemblés et retenus en faisceau par une main ferme se disjoignent aussitôt. C'est O'Donnell qui a créé la situation actuelle et qui la soutient par ses combinaisons, par ses interventions incessantes, par son autorité. Il s'ensuit seulement que tout dans la politique tend à prendre un caractère personnel.

Ce n'est pas que les individualités vigoureuses, avec leur caractère ou leurs passions, n'aient une place légitime et même quelquefois une place nécessaire dans le mouvement des institutions libres. Il est des moments où ces individualités, avec leurs emportements et leur manie de prépondérance jalouse, ne laissent pas d'être la garantie des institutions et de devenir utiles à la liberté elle-même. L'erreur du général O'Donnell n'est point d'avoir élevé un drapeau nouveau dans la politique espagnole, fût-ce avec une arrière-pensée d'ambition. Rien n'est plus simple, au contraire, dans la condition de la Péninsule, telle que les bouleversements contemporains l'ont faite. Depuis vingt ans, l'Espagne flotte entre tous les excès, tantôt ramenée au libéralisme par la peur des réactions outrées, tantôt rejetée vers les principes conservateurs par la crainte de la révolution, et ne cessant de

nourrir à travers tout un certain idéal de gouvernement constitutionnel conciliant et sensé.

C'est justement à cet idéal, à cet instinct que répond l'*union libérale*. Le comte de Lucena n'a donc été que simplement habile en s'emparant à propos d'une idée née de la situation même du pays. Son erreur est de songer moins à la réalisation politique de cette idée qu'à tout ce qui peut fortifier son ascendant personnel à l'abri de ce drapeau nouveau arboré au milieu des partis décomposés. Je ne citerai qu'un exemple : le cabinet du 30 juin 1858 arrivait au pouvoir avec de merveilleuses promesses de libéralisme; le régime de la presse notamment devait être amélioré. La loi si dure faite il y a deux ans par M. Nocedal subsiste encore cependant; elle est incessamment appliquée dans toute sa rigueur. Les journaux de Madrid sont soumis à un système de saisies régulières et de condamnations périodiques dont ils reproduisent le triste bulletin. La loi sur la presse est à faire, et d'un autre côté la politique ministérielle a semblé par instants se résumer dans un remaniement d'emplois publics où se laissent trop apercevoir les combinaisons personnelles et les intérêts de coterie. O'Donnell, dit-on ironiquement, a sa brigade *irlandaise*, comme il y avait autrefois les *polacos* du comte de San-Luis. L'Espagne est-elle divisée en cinq districts militaires, comme cela a été fait récemment un peu à l'exemple de la France : ce sont les généraux les plus dévoués à la fortune du président du conseil, ceux de Vicalvaro, qui ont le privilége de ces grands commandements. C'est le comte de Lucena qui est aujourd'hui général en chef de l'armée d'Afrique sans cesser d'être chef du cabinet, et ce sont ses amis qui sont à la tête des divisions espagnoles. Le mouve-

ment naturel des institutions s'efface un peu, et la personnalité d'un homme domine trop sous le voile d'une combinaison décorée d'un nom brillant.

En un mot, à ne considérer que certains actes, le général O'Donnell semble se préoccuper bien moins de renouveler sérieusement le cadre et les conditions de la politique espagnole que de créer une situation où seul il puisse gouverner, une de ces situations toujours risquées dont lui-même il révélait tout à la fois la force et la faiblesse, en disant un jour devant le parlement : « Le fait est qu'après nous je ne sais qui viendra. »

IX

La condition première d'une telle politique, c'est de réussir, de frapper l'attention, d'agir sans cesse sur ses amis et sur ses ennemis par ce qu'elle fait ou ce qu'elle promet, quelquefois par des diversions heureuses. C'est ainsi que le général O'Donnell, qui n'ignore pas les nécessités de sa situation, arrivait à la dernière session du mois d'octobre en ayant à soumettre au parlement le résultat favorable d'une négociation nouvelle avec Rome, comme il était conduit par les circonstances à faire un appel au sentiment national espagnol pour une guerre contre le Maroc : deux faits qui sont jusqu'à ce moment le dernier mot de la politique du cabinet de Madrid.

Ce n'est pas la première fois, on le sait, que les ministères de l'Espagne ont eu à négocier avec le saint-siége au sujet des propriétés du clergé. Cette question, qu'on croyait résolue par le concordat de 1851, et qui était remise en doute par les lois de 1855, a été la source de mille difficultés. Le cabinet O'Donnell, dès son avénement, faisait de la vente des biens du clergé et de l'exécution définitive du désamortissement civil et ecclésiastique un des points de sa politique. Quant aux propriétés religieuses, il subordonnait seulement la réalisation de

sa pensée à une entente avec Rome; mais là était la difficulté. On se trouvait en présence d'un arrangement tout récent qui validait les ventes opérées en vertu de la loi de désamortissement de 1855, et qui assurait au clergé, en compensation, d'autres biens qui ne lui avaient pas appartenu jusque-là. Cet arrangement, préparé par le ministère du général Narvaez, datait à peine des premiers jours de 1858.

Demander à la cour de Rome de défaire le lendemain ce qu'elle avait fait la veille était délicat. Le nonce du pape à Madrid, Mgr Barilli, refusait nettement d'entrer dans cette négociation. C'est alors que l'un des hommes les plus éminents de l'*union libérale*, M. Rios Rosas, était choisi pour aller à Rome comme ambassadeur. Par le caractère, par le talent, par son dévouement au catholicisme en même temps que par le libéralisme éclairé et intelligent de ses opinions, M. Rios Rosas offrait toute garantie à la cour romaine aussi bien qu'au ministère qui l'envoyait. Il a été plus heureux qu'on ne le lui prédisait avant son départ de Madrid, et à travers bien des difficultés, il est vrai, il est arrivé à préparer une transaction nouvelle, que le gouvernement s'est fait autoriser à sanctionner définitivement. Par suite du traité nouveau, l'Église transmet à l'Etat toutes les propriétés, et reçoit en échange des inscriptions de rente qui ne pourront être transférées. L'État, devenu propriétaire, vend tous les biens ecclésiastiques, et s'engage à porter de 170 millions à 200 millions de réaux le chiffre inscrit au budget pour le clergé. La forme, on le voit, est une cession consentie par l'Église. L'Église cède ses biens à l'État, qui en fera ce qu'il voudra, à peu près comme l'empereur d'Autriche cède la Lombardie à la France, disait-on

assez spirituellement à Madrid. De cette façon, le saint-siége évite de livrer ostensiblement le principe du droit de propriété pour l'Église, et l'Espagne obtient en fait ce qu'on demande depuis si longtemps, ce qui a fini par être accepté de tous les partis, la vente d'une masse de biens dont la valeur ne s'élève pas à moins de 4 milliards de réaux. La guerre d'Italie n'a peut-être point été inutile à cet arrangement, en faisant sentir au saint-siége la nécessité de se ménager l'appui d'un État catholique. Quoi qu'il en soit, c'était un succès pour M. Rios Rosas, l'habile négociateur, et c'était aussi un succès pour le gouvernement, qui résolvait le problème de désarmer tout à la fois les progressistes par le désamortissement réel et les modérés par un accord avec Rome.

C'est au moment où le gouvernement espagnol venait à bout de cette épineuse affaire qu'il se trouvait engagé dans une guerre avec l'empire du Maroc, une vraie guerre, qui touche à tout ce que le sentiment national a de plus intime et de plus ardent, aussi bien qu'aux intérêts diplomatiques les plus divers, et qui a été un moment sur le point de prendre dès le début une importance européenne. Si le général O'Donnell n'est point allé au-devant de cette guerre, on pourrait dire du moins qu'il l'a vue naître sans peine, comme une grande diversion d'opinion qui lui assurait à lui-même la possibilité d'aller chercher le prestige d'un nouvel éclat militaire. Il n'a pas laissé fuir l'occasion de parler à l'imagination d'un peuple qui a été grand, qui s'en souvient, et à qui, de ses possessions d'autrefois, de ses tentatives de conquête en Afrique notamment, il ne reste que quelques points du littoral méditerranéen, Melilla, Albucemas, Peñon de la Gomera et Ceuta, poste avancé en terre maure. Cette

occasion a été une attaque nouvelle dirigée contre le territoire espagnol qui environne Ceuta par les tribus Kabyles de l'Anghera. L'Espagne venait justement de signer avec le Maroc un traité assurant autant que possible la défense de la place de Melilla et la répression de la piraterie des Maures du Riff, lorsque les Kabyles de l'Anghera violaient le territoire de Ceuta, détruisaient un petit ouvrage avancé et abattaient les armes espagnoles placées à la frontière. Les armes de l'Espagne furent aussitôt relevées et désormais défendues par la garnison.

Ceci se passait au mois d'août 1859. A partir de ce moment commençait toute une série d'escarmouches, d'hostilités entre les tribus marocaines et la garnison espagnole. C'est alors qu'on voit poindre l'idée de la guerre. Les préparatifs militaires faits à l'occasion des affaires d'Italie allaient trouver une destination. Le gouvernement de la reine Isabelle formait un corps d'observation à Algésiras, et en même temps le représentant de l'Espagne à Tanger, M. Blanco del Valle, recevait la mission de réclamer du Maroc des satisfactions et des garanties nouvelles de sécurité. On négociait donc appuyé sur les forces déjà peu à peu concentrées à Algésiras.

Négociation singulière, pleine de subterfuges évasifs et de réticences, où les prétentions de l'Espagne semblent grandir, se dévoiler pour ainsi dire, à mesure que les dépêches se succèdent, et où les concessions, en apparence décisives, faites à l'origine par le Maroc, diminuent d'importance à mesure qu'on les serre de plus près. M. Blanco del Valle demandait d'abord que les armes d'Espagne fussent solennellement replacées là où elles avaient été abattues, et saluées par les soldats du

sultan marocain, que les coupables de l'insulte commise fussent exemplairement punis; que le droit de l'Espagne à élever des fortifications pour la défense du territoire de Ceuta fût reconnu, et que des mesures fussent adoptées en commun pour prévenir le renouvellement de ces actes d'agression. Le plénipotentiaire de l'empereur du Maroc à Tanger accédait à ces quatre demandes. Tout semblait terminé par le fait même de cette acceptation des conditions de l'Espagne; rien n'était fini au contraire. D'abord l'empereur du Maroc mourait sur ces entrefaites, et une solution définitive était nécessairement ajournée; puis lorsque la négociation se renouait, M. Blanco del Valle, en venait à préciser la nature des garanties réclamées par l'Espagne; ces garanties consistaient dans la possession des hauteurs avancées qui assurent la défense de la ligne de Ceuta. Le plénipotentiaire marocain souscrivait encore à cette proposition, bien qu'il feignît de n'en pas saisir la portée. Quelles étaient, en effet, ces hauteurs avancées dont on parlait? La diplomatie espagnole, faisant alors un pas de plus, désignait comme point extrême de la frontière nouvelle à tracer la ligne de la sierra de Bullones, qui est à quelques lieues en avant de Ceuta, et alors aussi le représentant de l'empereur du Maroc, malgré les pleins pouvoirs qu'il avait reçus, se déclarait sans instructions suffisantes pour cette cession de territoire. De là, après des délais successivement prorogés jusqu'au 15 octobre, la rupture diplomatique, suivie immédiatement de la déclaration de guerre, qui est allée retentir en Espagne.

On le remarquera, le cabinet de Madrid aurait pu, sans nul doute, s'arrêter dès le premier moment, après les concessions qui lui étaient faites, à la condition toute-

fois de n'être point difficile sur l'exécution de qu'on lui accordait. Il se trouvait placé entre des promesses probablement fort illusoires, peu efficaces, et la nécessité d'aller chercher lui-même par les armes les réparations et les garanties qu'il réclamait : il a choisi ce dernier parti; mais quelle était sa pensée et quel est le but qu'il a poursuivi? Ici la question apparaît sous un double aspect, dans ses rapports avec l'intérêt ou plutôt le sentiment espagnol et avec les intérêts étrangers, prompts à s'émouvoir de tout conflit naissant aux portes de la Méditerranée, dans le détroit de Gibraltar.

X

Cette guerre du Maroc a produit évidemment au-delà des Pyrénées une vive commotion d'opinion; elle est apparue entourée du prestige des vieux souvenirs, comme la réalisation lointaine de la pensée d'Isabelle la Catholique. Dès qu'on ne se contentait plus de concessions modestes qui auraient peut-être pu maintenir la paix sans compromettre la dignité du nom espagnol, l'esprit public a dû s'attacher à cette idée qu'il allait chercher des compensations plus larges comme prix de la lutte, qu'il allait à son tour servir un intérêt de civilisation en plaçant la sécurité de ces côtes africaines sous la protection de la puissance espagnole, et il s'est ému à la pensée qu'il allait servir ces intérêts sous la forme populaire d'une guerre contre les Arabes.

Ce n'est point d'aujourd'hui que l'Espagne voit dans ces contrées du nord de l'Afrique un des champs naturels ouverts à son ambition et à son activité. Elle n'a pas seulement pour guide son vieil instinct d'antipathie contre le Maure, elle se retrouve en présence de ses plus sérieuses traditions. Une instruction secrète, rédigée par le ministre Florida Blanca, sous l'inspiration du roi Charles III, pour la junte d'*estado* ou des affaires étran-

gères, révèle l'incessante préoccupation de la politique espagnole, et il est curieux de retrouver ces souvenirs d'un autre temps. « Si l'empire turc périt dans la grande révolution qui menace tout le Levant, — disait-on il y a près d'un siècle à Madrid, — nous devons penser à acquérir la côte d'Afrique qui fait face à l'Espagne dans la Méditerranée, avant que d'autres ne le fassent au préjudice de notre repos, de notre navigation et de notre commerce. Ceci est un point inséparable de nos intérêts et sur lequel il faut toujours avoir l'œil fixé... Les procédés utiles et généreux du roi de Maroc pendant la guerre avec l'Angleterre exigent de notre part de la gratitude et de la réciprocité. Nous devons tâcher de vivre en bonne amitié avec le prince maure et son successeur, s'il veut s'y prêter. Si, par malheur, cela ne se peut, nous devons aussi nous rendre maîtres de cette côte en prenant et fortifiant Tanger. Faute de cela, nous n'aurons jamais de sécurité dans le détroit; notre commerce et notre navigation ne pourront fleurir dans la Méditerranée... » C'était encore le temps des longues pensées en politique. L'Espagne s'est laissé devancer dans cette œuvre de prise de possession du nord de l'Afrique; elle n'a jamais renoncé entièrement à d'anciennes traditions. Il y a bien des années déjà, dans une de ces discussions sérieuses et élevées comme il y en a eu quelquefois au sein du parlement espagnol, un esprit aussi brillant que hardi, Donoso Cortès, traçait le programme de ce qu'il appelait la politique des intérêts permanents pour l'Espagne.

Aux yeux de Donoso Cortès, il y avait deux intérêts essentiels, permanents pour la Péninsule, puisque sa position entre les Pyrénées et la mer ne lui permettait

pas d'autres espoirs : il ne devait y avoir à Lisbonne, à l'entrée du Tage, d'autre majesté que la majesté portugaise; « la domination exclusive de l'Angleterre en Portugal était un opprobre » pour tout gouvernement vivant à Madrid. Et d'un autre côté l'Espagne devait avoir sa part dans la civilisation du nord de l'Afrique; c'était une question d'honneur, de sécurité, d'avenir. Il y a mieux : la France elle-même ne pouvait, sans la coopération active de l'Espagne, s'assimiler sérieusement l'Afrique, et Donoso Cortès en donnait les plus curieuses raisons, dont la première était l'incompatibilité des génies et des caractères.

« Entre la civilisation française et la civilisation africaine, disait-il, il n'y a aucun point de contact, et il y a toutes les solutions de continuité possibles : solution de continuité géographique, puisque entre la France et l'Afrique est l'Espagne; solution de continuité physique, car le soleil espagnol brille entre le soleil français et le soleil africain; solution de continuité morale, car entre les mœurs raffinées, cultivées de la France et les mœurs barbares, primitives de l'Africain, il y a les mœurs espagnoles, à la fois primitives et cultivées; solution de continuité militaire, parce qu'entre le général français et le chef africain il y a cette espèce qui sert de trait d'union, le *guerillero* d'Espagne; enfin solution de continuité religieuse, car entre le catholicisme philosophique français et le mahométisme fataliste de l'Africain, il y a le catholicisme espagnol avec ses tendances fatalistes et ses reflets orientaux... » Et l'orateur espagnol ajoutait : « L'Espagne croira-t-elle que c'est beaucoup exiger de demander une influence sur des côtes barbares que nous touchons de la main et dans un pays qui fait en

quelque sorte partie de notre territoire?... Il est temps enfin d'appliquer cette politique aux affaires de l'État. De grands événements se préparent; le monde marche à la réunion d'un congrès ou à la guerre... Il faut que nous soyons prêts. » Ainsi parlait Donoso Cortès en 1847.

L'opinion publique en Espagne a donné instinctivement à la guerre actuelle ce caractère d'une revendication d'influence. Aussi lorsque le général O'Donnell se présentait devant les chambres portant cette déclaration d'hostilité contre le Maroc, tous les partis se sont associés dans un même sentiment pour offrir leur concours au gouvernement. Les actes d'adhésion se sont succédé sous toutes les formes. Les provinces basques, qui ont toujours le privilége d'un régime spécial pour la conscription et les contributions, et qui n'en sont que plus florissantes sans être moins patriotiques, ont voté des fonds, pris l'initiative de la formation d'une légion. En un mot, la guerre contre le Maure, selon l'ordre du jour d'un des généraux de l'armée expéditionnaire, la guerre dans une pensée de civilisation, d'action indépendante et de grandeur, sans autres limites que l'intérêt et l'honneur de l'Espagne, c'est là ce que l'opinion publique a saisi d'abord et ce qui l'a entraînée. Est-ce là cependant la guerre telle que le gouvernement a pu l'entendre, telle qu'il la fait? Il faut reconnaître que le ministère, en s'appuyant sur le sentiment national, où il puisait une force pour marcher en avant, se trouvait en même temps limité par d'autres conditions, d'autres intérêts et d'autres politiques qui ne sont pas à Madrid.

La France, quant à elle, ne pouvait voir d'un œil jaloux ni la résurrection militaire de l'Espagne, ni ses tentatives pour s'asseoir dans cette partie nord de l'Afri-

que où ses soldats campent aujourd'hui. La plupart des autres puissances de l'Europe ont un égal intérêt à voir le littoral africain gardé, délivré de la piraterie barbaresque, qui menace encore leurs navires et leur commerce. Il n'en est pas absolument de même de l'Angleterre, maîtresse de Gibraltar, intéressée ou se croyant intéressée à préférer sur la côte du Maroc une domination barbare à une domination civilisée, et toujours portée à s'inquiéter des établissements qui pourraient se fonder en face de ses positions. L'Angleterre s'est émue dès le premier instant, et elle a multiplié ses efforts pour retenir l'épée de l'Espagne d'abord, puis pour circonscrire son cercle d'action, enfin pour placer sous sa propre sauvegarde l'indépendance du littoral africain. Pour tout dire, l'Angleterre a pris un peu envers l'Espagne en cette affaire l'attitude d'un créancier dur et inflexible qui lie son débiteur et lui impose des conditions.

Que dit l'Angleterre par l'organe de lord John Russell parlant au représentant britannique à Madrid? « Vous êtes chargé de demander une déclaration écrite portant que, si dans le cours des hostilités les troupes espagnoles occupent Tanger, cette occupation sera temporaire et ne se prolongera pas au delà de la ratification d'un traité de paix entre l'Espagne et le Maroc, parce que, si l'occupation devait durer jusqu'au paiement d'une indemnité, elle pourrait arriver à être permanente, et aux yeux du gouvernement de Sa Majesté une occupation permanente serait incompatible avec la sécurité de Gibraltar (22 septembre 1859). » Et quelques jours plus tard, le 15 octobre : « Vous direz au ministre des affaires étrangères que le gouvernement de Sa Majesté désire ardemment qu'il n'y ait aucun changement de possession territoriale

sur la côte mauresque du détroit. L'importance qu'il donne à cet objet n'est nullement douteuse, et il lui serait impossible, de même qu'à toute autre puissance maritime, de voir avec indifférence l'occupation permanente par l'Espagne d'une semblable position sur cette côte, position qui permettrait de troubler dans le détroit le passage des navires qui fréquentent la Méditerranée pour les opérations commerciales. »

Et que répond le cabinet de Madrid à cés significations assez impérieuses? Le ministre des affaires étrangères, M. Calderon Collantes, écrit, en effet, que si Tanger est occupé, il ne le sera que temporairement, jusqu'à la ratification de la paix. En réservant une certaine indépendance générale d'action et le choix des garanties qui seront réclamées, il déclare néanmoins que « l'Espagne ne prendra dans le détroit aucun point dont la position pourrait lui assurer une supériorité périlleuse pour la navigation. » L'Angleterre ne pouvait exiger mieux et plus. On a pu croire, on a supposé que l'Espagne n'avait contracté ces obligations qu'après avoir pris le conseil de la France, après avoir acquis la certitude qu'elle ne serait point appuyée. Sans prétendre scruter ces mystères, on pourrait peut-être dire tout le contraire, et de là est née l'importance presque européenne qu'a paru prendre un moment la guerre du Maroc.

Le cabinet de Madrid, si nous ne nous trompons, s'est donc lié en pleine connaissance de cause, lorsqu'il n'eût tenu qu'à lui de présumer qu'il pourrait marcher en avant, et s'il a pris ce parti, c'est vraisemblablement après avoir consulté la situation générale de l'Europe, en songeant que l'intérêt espagnol pourrait bien, à un jour

donné, ne pas prévaloir sur d'autres nécessités. Or, ces engagements, ces limitations imposées à l'action de l'Espagne, toute cette partie officielle et intime de la question africaine, c'est là ce que ne savait pas l'opinion publique, et lorsque le jour s'est fait sur ces négociations, l'opinion et le gouvernement ont paru suivre des voies différentes. Le mécompte de l'esprit public a éclaté; il a redoublé lorsque le cabinet est allé demander aux cortès l'aggravation de toutes les contributions, car l'importance des appareils militaires et des sacrifices financiers semblait dès lors disproportionnée avec le but qu'on poursuivait.

On l'a dit avec raison à Madrid dans une brochure qui a paru sous le titre de *Aspecto diplomatico de la cuestion de Marruecos*, et dont la circulation a été interdite. Le principe même de la guerre admis, il y avait deux politiques possibles pour le gouvernement de la reine Isabelle; l'Espagne pouvait agir rapidement, vigoureusement, sans laisser au Maroc le temps de se réfugier dans les subterfuges, en n'allant point au delà d'un acte de justice sommaire, d'une vengeance exemplaire tirée de l'outrage fait à son pavillon. Par ce système, de grands sacrifices étaient épargnés au pays, la diplomatie étrangère n'avait pas le temps d'intervenir, et l'Espagne montrait par un coup de vigueur et d'éclat qu'elle savait, au besoin, sauvegarder son honneur. Il y avait une autre politique, celle d'une guerre acceptée avec toutes ses chances et ses sacrifices dans une vue de civilisation et d'agrandissement moral et territorial; mais alors il ne fallait pas se laisser lier par des engagements dont la dignité même du pays avait à souffrir. Chose étrange, le cabinet de Madrid n'a adopté aucune de ces politiques; mais il les a mêlées, et en élevant ses forces et ses pré-

paratifs au niveau des plus grands desseins, il s'est laissé imposer d'avance un résultat diplomatiquement restreint, ramené à une simple réparation d'injure : de telle façon que le général O'Donnell s'est trouvé subitement dans l'alternative de perdre pour sa position personnelle le prix de la diversion patriotique qu'il avait recherchée, ou de suivre l'impulsion du sentiment national en confiant l'interprétation de ses engagements à l'imprévu de la guerre et de la victoire, au risque de renouveler une crise européenne dont le cabinet de Madrid avait refusé de prendre la responsabilité à l'origine.

Lorsque la France, en 1830, allait à Alger, elle marchait aussi vers l'inconnu, elle ne savait pas en partant ce qu'elle ferait; mais elle avait refusé de se lier, et en suivant sa fortune, elle a pu quelquefois mécontenter l'Angleterre sans manquer à des engagements comme ceux qui ont fixé récemment une limite à l'épée de l'Espagne.

XI.

Voilà donc où l'Espagne se trouve conduite à travers une série de luttes ou d'évolutions plus intimes qu'éclatantes, et dont le dernier mot n'est pas dit encore. La guerre du Maroc est venue tout effacer : elle a été une émouvante diversion dans un pays depuis si longtemps replié en lui-même; elle n'a pas changé l'essence de la politique espagnole, elle n'a fait que jeter momentanément un voile sur une situation intérieure dont le principal caractère est l'indécision et la confusion.

Le système du général O'Donnell, ce système dont les circonstances expliquent l'avénement et le succès jusqu'ici, avait l'avantage d'apparaître comme un remède à ce mal profond et chronique, comme un moyen de constituer une situation nouvelle. En elle-même, l'idée du comte de Lucena est évidemment une idée heureuse qui a fait la force de celui qui l'a adoptée comme un drapeau. Par le fait, elle s'est trop souvent égarée dans des considérations d'intérêt personnel qui ont paru quelquefois en atténuer les résultats, et si elle devait rester avec ce caractère dominant d'une personnalité trop absorbante, elle finirait à la longue par déguiser sous un air libéral une idée assez absolutiste, celle de l'arbitrage

d'un pouvoir supérieur à tous les partis, indépendant des opinions organisées, se fortifiant ou croyant se fortifier des divisions et des faiblesses de tous.

Ceux qui prétendent gouverner sans les partis et ceux qui prétendent les amalgamer tous méconnaissent également les conditions de la liberté et du système constitutionnel. Les partis sont un organisme essentiel de ce régime; ils sont la représentation vivante et légitime des traditions, des vœux, des instincts divers d'un pays; ce sont des forces collectives qui, par leur contradiction même, empêchent toutes les usurpations. C'est le jour où les partis ont commencé de se décomposer au-delà des Pyrénées, que le système constitutionnel a été menacé par ceux qui voulaient le ramener vers l'absolutisme et par ceux qui voulaient le pousser vers l'anarchie. C'est dans une sérieuse et libérale réorganisation des partis sincèrement constitutionnels que l'Espagne trouverait le gage d'une sécurité moins précaire, et alors une guerre comme celle du Maroc ne serait plus seulement un épisode accidentel et heureux : elle serait l'acte de vie d'une nation qui n'a besoin que d'avoir des institutions stables et d'être conduite pour retrouver des destinées nouvelles.

IV

LA GUERRE DU MAROC

ÉPISODE DE L'HISTOIRE MILITAIRE DE L'ESPAGNE (1)

(1860)

I

Un des plus surprenants phénomènes réservés à la curiosité d'un siècle blasé et sceptique, c'est assurément cet accès de fanatime musulman que nous avons vu éclater à peu d'intervalle depuis quelques années dans l'Inde, dans les possessions orientales de la Hollande, en Turquie, partout où vivent les fils du prophète, et qui donne à certains événements contemporains l'apparence d'une guerre renaissante de religion, un air de croisade. On fait, il est vrai, ce qu'on peut pour s'en défendre. Nous ne sommes plus poussés par la passion de la croix, je veux dire que, dans nos interventions, nous n'allons pas imposer une croyance; nous sommes du moins conduits quelquefois par un sentiment plus simple, plus universel, le sentiment de l'humanité violentée et outragée. Au fond, c'est

(1) I. *Romancero de la Guerra de Africa.* — II. *Diario de un Testigo de la Guerra de Africa*, por don Pedro Antonio de Alarcon. — III. *Recuerdos de la Campana de Africa*, por don Gaspar Nuñez de Arce. — Rapports, correspondances, etc.

toujours le choc de deux civilisations, le conflit de deux mondes, dont l'un, se sentant envahi, pressé de toutes parts, tente un suprême effort pour vivre ou mourir dans son immobilité ennemie. A tout prendre, en pays musulman, il ne dépend pas de l'Europe d'effacer de la politique le caractère religieux, car pour ces peuples tout tient à la religion, leur organisation, leur vie civile, leurs mœurs, même leur barbarie.

La guerre que l'Espagne est allée soutenir dans le Maroc n'a été qu'un épisode de cet étrange mouvement, un incident tout local si l'on veut, se détachant à quelque degré de l'ensemble des choses, ne se liant que de loin aux affaires contemporaines de l'islam, mais montrant sous un jour distinct et dans des conditions précises ce conflit inévitable de deux esprits irréconciliablement hostiles entre lesquels la politique s'épuise à signer des trèves. Rien n'y a manqué, ni la farouche exaltation des peuplades arabes, ni l'entraînante résolution de l'Espagne, ni ces sombres couleurs que l'inclémence du ciel, la maladie, les épreuves de l'air et du feu jettent sur une expédition, ni enfin toutes ces émotions d'une lutte excitante et périlleuse qui a déjà ses histoires, ses légendes, son *romancero*, — oui, un *romancero* écrit sur le mode des vieux chants populaires par les plus beaux esprits de Madrid.

Lorsque la France, il y a déjà plus de trente années, allait, par humeur chevaleresque, châtier les pirates d'Afrique et planter son drapeau au sommet de la *casbah* algérienne, elle ne se rendait pas absolument compte de ce qu'elle faisait et de ce qui sortirait de son entreprise, comme il arrive souvent à l'origine des plus grandes choses. En réalité, elle coupait en deux le monde musul-

man, qui jusqu'alors, partant des côtes de l'Océan, s'étendait sans interruption le long de la Méditerranée pour aller, des États turcs, gagner la Perse et l'extrême Orient. A mesure que l'œuvre de la France s'accomplissait, le Maroc s'est trouvé isolé, livré à lui-même, redoublant d'efforts pour sauver l'inviolabilité de sa solitude.

Chose curieuse, en effet, dans un temps où l'univers est livré à toutes les explorations! aux portes de l'Europe, voici une contrée moins lointaine et aussi fermée, aussi peu connue que la Chine, dont on cherche en ce moment à forcer l'entrée : c'est cet empire marocain, resté l'un des foyers les plus vivaces et les plus intacts de l'islamisme. Nos ambassadeurs pourraient à la rigueur se consoler de n'aller pas à Pékin, puisqu'ils ne vont pas à Fez et à Mequinez. De ce pays, que du haut des falaises européennes on peut voir se dessiner vaguement dans le bleu de l'horizon, on ne sait rien, sinon qu'il est sous le sceptre d'un prince, — roi, empereur ou sultan, — vivant dans son harem, entouré de sa garde noire, étendant une souveraineté nominale sur des tribus indisciplinées, qu'il ne s'inquiète guère de soumettre tant qu'elles ne troublent que les étrangers, et qui ne se rallient par instants qu'à l'appel du chef de la religion, du descendant du prophète. Le Maroc a mieux réussi que la Turquie à se préserver de tout contact extérieur. Il se hérisse à ses extrémités de frontières et de côtes inhospitalières. Vers la France, c'est notre épée qui est obligée sans cesse de retracer une limite toujours violée, rendant guerre pour guerre et repoussant l'irruption des peuplades en armes. Sur la Méditerranée, ce que faisaient autrefois les pirates d'Alger, les pirates du Riff le font ou le faisaient il y a peu de temps encore, rançon-

nant le commerce, courant à l'abordage des navires retenus par les calmes, ou se jetant sur les naufragés. A l'intérieur, nul souffle de l'esprit occidental n'a jamais pénétré jusqu'ici. La seule population étrangère qu'il y ait se compose de quelques renégats; le reste est un mélange d'Arabes, de Kabyles, de noirs et d'un petit nombre de Juifs, les uns et les autres vivant dans l'immobilité de leurs coutumes.

C'est moins un État régulier qu'un vaste camp retranché de l'islamisme assis dans cet angle du continent africain, défendu par la mer et par un épais rempart de sierras. Nulle puissance européenne ne s'est laissé attirer dans cette région si bizarrement interdite à la civilisation. L'Espagne seule a gardé quelques points sur la côte : Ceuta, Melilla, Alhucemas, Peñon de Velez; — des possessions, non : des prisons, des *présides*, des postes hasardeux; et dans ces postes, elle a été jusqu'ici réellement assiégée, toujours exposée à des insultes comme celles d'où est née la dernière guerre.

Seul, livré à lui-même, le Maroc, à vrai dire, ne serait rien; serré entre la France et l'Espagne, il s'ouvrirait inévitablement, et, malgré tout, il s'ouvrira bien quelque jour sans doute. Sa plus sûre défense, depuis assez longtemps, est dans la jalousie altière de la puissance qui, du haut de Gibraltar, surveille tout ce qui se fait dans cette partie de l'Afrique. Des deux clefs du détroit, l'Angleterre consent bien à n'en avoir qu'une, mais elle frémit à la pensée que la seconde puisse passer entre les mains d'une autre puissance de l'Europe. Si c'est la France qui paraît devant Tanger, elle se montre inquiète et grondeuse, comme on le vit il y a quinze ans; si c'est l'Espagne, elle la rudoie de ses impérieuses intimations,

comme on l'a vu il y a quelque temps, exigeant des garanties *écrites*, ne laissant pas même à une nation indépendante et fière la liberté d'un désintéressement spontané. L'Angleterre a des sollicitudes pour la barbarie marocaine; elle mesure le châtiment qu'il est permis de lui infliger, et c'est ainsi que dans toute entreprise où le Maroc est en jeu intervient la menace d'une querelle avec la superbe maîtresse de Gibraltar, c'est-à-dire d'un trouble pour la paix publique.

De là particulièrement le caractère complexe de cette dernière campagne, mélange de hardiesse et de timidité, offrant au sentiment populaire un but éblouissant que les obligations diplomatiques dérobent ou obscurcissent aussitôt, et qui apparaît en fin de compte comme une page aux reflets héroïques encadrée entre les notes anglaises du mois d'octobre 1859 et une paix suffisante, avantageuse peut-être, mais trop suspecte d'être une œuvre de nécessité politique autant que de prévoyante modération.

II

On sait comment cette lutte a pris naissance et comment ce qui n'était qu'un démêlé diplomatique devenait bientôt une guerre ouverte à travers une série de négociations compliquées de la mort de l'empereur Abderrhaman et de l'intervention incommode de l'Angleterre, accourant au secours du Maroc pour le sauver, sinon d'un châtiment mérité, du moins de quelques-unes des conséquences de la défaite. Des insultes incessantes poussées jusque sous les murs de Ceuta, le pavillòn espagnol abattu par les Maures de l'Anghera, c'était là le prétexte, la cause ostensible et accidentelle du conflit; la vraie et profonde raison, c'est que là où chrétiens et musulmans sont en contact, malgré tous les efforts de la politique, il n'y a point de paix, il n'y a que des trêves, car aux yeux du fils de l'islam le chrétien est toujours l'ennemi. On ne peut dire que l'Espagne cherchât la guerre : elle venait de faire la paix avec le Maroc au sujet de Melilla, lorsqu'une plus sérieuse attaque la rappelait aux armes sur un autre point; mais, la lice se rouvrant devant elle à l'improviste, elle s'y précipitait avec l'ardeur d'un peuple touché dans sa vieille passion contre le Maure, exalté à la pensée d'être, lui aussi, le soldat de

la civilisation dans un combat singulier contre la barbarie, et mettant une sorte d'humeur fière à tenter une entreprise virile en face de l'Europe, sous les yeux de l'Angleterre et un peu malgré elle. Le conflit diplomatique naissait au mois d'août 1859 sous le coup des insultes dirigées contre les premières défenses de Ceuta; le 22 octobre, la guerre était déclarée.

Dès lors tout prenait une animation extraordinaire des Pyrénées au détroit. L'Espagne semblait secouer l'air épais des guerres civiles pour respirer l'air plus généreux d'une guerre d'honneur national. Les régiments pressés vers le Midi allaient se concentrer au camp de San-Roque, près de Gibraltar, à Algésiras, et successivement dans tous les ports de l'Océan et de la Méditerranée, à Cadix, à Puerto-Real, jusqu'à Malaga. Au total, les troupes ainsi mises en mouvement montaient à quarante mille hommes; elles se divisaient en trois corps, commandés par les généraux don Rafaël Echague, don Juan Zabala, don Antonio Ros de Olano, plus une division de réserve mise aux ordres du général don Juan Prim, comte de Reuss, et cette armée, munie de soixante pièces d'artillerie, dont quelques unes rayées, avait pour chef supérieur le président du conseil lui-même, le général don Léopold O'Donnell, comte de Lucena, qui tenait, je pense bien, à ne laisser à nul autre l'avantage d'aller chercher un certain prestige militaire en Afrique pour revenir bientôt à Madrid lui disputer la prééminence au pouvoir. L'armée une fois organisée, équipée et rassemblée au Midi, il fallait la jeter au delà du détroit; la marine s'y employa de son mieux, mais avec la lenteur et l'embarras d'une force navale insuffisante ou prise au dépourvu, peu accoutumée surtout aux grandes et rapides

opérations. Le 19 novembre, le premier corps d'Echague débarquait à Ceuta; le 26, le deuxième corps de Zabala et la réserve de Prim touchaient à leur tour la terre d'Afrique, avec le général en chef; le troisième corps, celui de Ros de Olano, n'arriva que le 12 décembre.

La campagne était déjà commencée; les soldats de l'Espagne, dès leur débarquement, avaient eu à se mesurer avec l'ennemi, embusqué derrière ses rochers, et avec toutes les difficultés matérielles d'une entreprise qui, à partir de cette première heure, pourrait réellement se diviser comme un drame en trois actes: l'un, plein de tâtonnements, de mouvements laborieux, de luttes défensives, d'alertes, d'épreuves obscures, et préparant l'offensive hardie prise le 1er janvier 1860 à Castillejos; — l'autre portant l'armée de Castillejos à Tetuan à travers des péripéties nouvelles de toute sorte; — le troisième enfin commençant à Tetuan pour se dénouer par la paix au lendemain d'une dernière victoire qui ouvrait la route de Tanger.

Une chose curieuse d'abord, c'est que les chefs de l'armée espagnole n'avaient qu'une idée très-incomplète du terrain où les appelait la fortune de la guerre. L'Espagne avait une clef de l'Afrique par Ceuta, elle avait un abri, un poste sur le rivage; mais c'était tout. Aux portes mêmes de la ville, la lutte commençait dans des conditions où tout était mystère, — la force de l'ennemi, ses moyens d'actions, ses habitudes de combat, jusqu'à la nature du pays au delà de ce qu'on entrevoyait à l'horizon.

C'était une contrée singulièrement difficile à aborder pour une armée. On a parlé beaucoup de quadrila-

tères depuis la guerre d'Italie, et peut-être en parlera-t-on longtemps encore. Cette partie du nord de l'Afrique n'est pas sans avoir une sorte de quadrilatère irrégulier et naturel dont Ceuta serait un des angles, et dont les trois autres points saillants seraient : d'un côté Tanger, du côté opposé Tetuan et les hautes positions du Fondack, où les Espagnols, contournant par l'extérieur une moitié du carré, devaient livrer leur dernière bataille. L'intérieur de ce carré est plein de massifs escarpés et gigantesques, coupés de gorges profondes, et dont la chaîne épaisse, courant du sud-est au nord-ouest, part de la Sierra-Bermeja et de Tetuan, s'étend par ses dérivations et ses contre-forts jusqu'à la Méditerranée, et va former le point extrême du détroit de Gibraltar, où l'Afrique et l'Europe se touchent presque de la main. Cette chaîne étrange et formidable a dans son ensemble un nom que les Espagnols ont consacré désormais, bien qu'ils n'aient pas forcé l'entrée de ces massifs; elle s'appelle la Sierra-Bullones. C'est dans une anfractuosité de ces montagnes, sur le penchant des dernières hauteurs, entre le point extrême du détroit et les contre-forts plongeant dans la Méditerranée du côté de Tetuan, que Ceuta est placée, toujours sous la menace d'une irruption barbaresque.

Quand on vient de l'Europe, Ceuta apparaît au fond d'une baie qui se déroule en croissant, et dont les deux bras s'avancent dans la mer. A droite, sur le plus haut sommet, se dresse la tour d'El-Hacho, citadelle qui a servi souvent de prison politique, sorte de vigie placée pour surveiller le pays et avertir de l'approche de l'ennemi; à gauche, on rencontre une plage pierreuse et le vieux Ceuta, qui n'est plus aujourd'hui qu'un amas de ruines. Au centre s'élève pittoresquement en amphithéâtre

la ville à demi arabe, à demi espagnole, aux rues étroites et silencieuses, que la guerre est venue un instant animer de ses agitations et de ses bruits, et qui a été pendant cinq mois un camp, une étape, un hôpital. Sur les hauteurs voisines, au milieu de la verdure d'une végétation libre et inculte, se détachent deux points blancs, deux restes d'édifices. L'un est ce qu'on a nommé la maison du Renégat : c'est un *marabout* construit au temps passé, dit-on, par un renégat d'Espagne qui était devenu un saint musulman à la suite d'une déception d'amour, et qui s'était fait cette demeure d'où il pouvait contempler encore de loin la patrie. Au-dessus de la *mezquita* ou du *marabout* apparaît le *Serrallo*. Ce n'est qu'une ruine aujourd'hui; c'était autrefois un vaste et magnifique palais maure, un Alhambra que l'imagination a de la peine à reconstruire avec des débris de colonnades, de *patios* intérieurs et des fragments d'inscriptions effacées par la pluie et le vent.

Au delà du Serrallo enfin, à une certaine distance, se déroulent parallèlement deux lignes de montagnes : l'une verdoyante et couverte de bois épais, l'autre blanche et nue. On a sous les yeux la Sierra-Bullones, couronnant de ses crêtes altières ce paysage tranquille, sauvage et oriental. La dernière chaîne s'ouvre à l'horizon par une gigantesque et violente déchirure qui coupe verticalement les rochers. C'est par cette gorge étroite et profonde qu'on pénètre dans l'intérieur de ces massifs dont je parlais, dans cette Kabylie marocaine de l'Anghera, rivale de cette autre Kabylie du Riff et des Kabylies algériennes. C'est pour ainsi dire la porte mystérieuse de l'Afrique, difficile à franchir pour des chrétiens, ouverte seulement aux tribus guerrières et sauvages de l'intérieur.

Ce fut au Serrallo que le premier corps, conduit par le général Echague, alla camper à son arrivée, plantan le drapeau jaune et rouge sur une tour mauresque démantelée, et couronnant aussitôt de redoutes les hauteurs voisines, poussant ses retranchements jusqu'aux sommets qui font face au défilé de l'Anghera, assurant en un mot contre tout retour offensif des positions conquises sans coup férir. Ainsi défendue et protégée par une ligne de positions avancées habilement choisies et vigoureusement maintenues, toujours éclairée sur les mouvements de l'ennemi par la tour d'El-Hacho, l'armée tout entière pouvait se former, s'organiser à mesure qu'elle débarquait, et être prête à tout. Le deuxième corps, celui de Zabala, et la réserve de Prim pouvaient aller se ranger avec O'Donnell lui-même au-dessous du Serrallo. Les bivouacs espagnols couvraient les coteaux, tandis que sur les hauteurs opposées, dans quelque pli de terrain, on voyait poindre les tentes arabes. On était camp contre camp.

III

Où allait maintenant cette expédition engagée en plein monde africain? Une marche directe sur Tanger était impossible, peut-être par des raisons politiques autant que par des raisons militaires. Tetuan restait dès lors pour le moment l'unique point d'attaque; il n'y avait à choisir que la direction de la marche. Le chemin le plus court eût été, à ce qu'il semble, par la gorge de l'Anghera et par les massifs de la Sierra-Bullones, où se trouvent, dit-on, des sentiers plutôt que des routes conduisant à la fois vers Tanger, vers Tetuan et vers le Fondack; mais il fallait s'engager dans l'inconnu, dans des régions périlleuses, où l'on risquait d'être enveloppé à chaque pas, de mourir obscurément sous le feu des Arabes embusqués dans leurs rochers; il fallait, si l'on me passe ce terme, aller se jeter dans les griffes du lion. Les tribus marocaines, assemblées pour la guerre sainte, attendaient là l'armée espagnole.

Le général O'Donnell choisit une autre voie, qui, en offrant, elle aussi, de redoutables obstacles à vaincre, avait l'avantage de le tenir rapproché de la mer. Il se décida à marcher sur Tetuan en longeant la Méditerranée. Par là, je l'ai dit, la côte se compose de pentes dé-

clinantes, de contre-forts coupés par intervalles de gorges profondes, et qui, en s'évasant, forment des espèces de golfes terrestres, plusieurs vallées, dont la première est celle de Castillejos, et la dernière la vallée de Tetuan. Entre les deux, le plus dangereux passage est le Cap Negro. Sur cette côte, où il n'y a souvent qu'une plage étroite, on trouve de temps à autre quelques tours blanches où des sentinelles arabes sont placées pour donner l'alarme. La tour du Cap-Negro est surtout d'un aspect sauvage et pittoresque sur son abrupt rocher, au pied duquel vient se briser une mer ordinairement irritée. L'objectif était ainsi indiqué, la direction était trouvée; il y avait seulement à marcher, et pour marcher il y avait à s'ouvrir un chemin à travers une région tourmentée et déserte, encombrée de bois d'oliviers, de chênes verts et de buissons épais.

Qu'on se représente à ce moment la disposition de l'armée espagnole. Le premier corps, celui d'Echague, devait rester au Serrallo pour défendre les hautes positions de Ceuta, déjà violemment attaquées. Prim, devenu bien vite maître dans l'art de faire des chemins, et que le général O'Donnell appelait le premier *routier* d'Espagne, était lancé en avant, suivi du corps du général Zabala. Le troisième corps, celui de Ros de Olano, arrivant bientôt, allait s'établir dans la petite vallée de Tarajar, au camp de *la Concepcion.* Ce ne fut pas sans difficulté que le mouvement de cette armée se dessina et prit l'allure d'une marche en avant. Il n'y a que neuf lieues de Ceuta à Tetuan; on mit deux mois pour franchir cet espace.

Ouvrir un chemin pas à pas à une artillerie régulière, à des approvisionnements nombreux, n'était point d'a-

bord sans doute une facile entreprise ; mais de plus, dans cette première période de la campagne, l'armée espagnole se trouvait assaillie de toutes les épreuves à la fois, de ces embarras qui ralentissent l'élan des troupes les plus énergiques : elle avait à lutter tout ensemble contre le climat, contre les maladies. En novembre et en décembre, les tempêtes se succédaient ; les vents furieux, les pluies diluviennes et froides, abattaient les tentes, transformaient les camps en fangeux marécages. Et ce n'était pas tout. L'armée espagnole portait avec elle un redoutable fléau : le choléra s'était abattu sur elle en Espagne, il l'avait suivie en Afrique, et il sévissait avec une violence accrue par les rigueurs de la saison. « Nous vivons ici, si c'est vivre, comme des condamnés à l'enfer, écrivait, dès le commencement de la campagne, un officier qui mourait trois jours après de l'épidémie. L'ennemi ne nous laisse pas un moment de repos, ni le choléra non plus. La pluie et le vent nous suivent partout, comme si les génies tutélaires de l'Afrique avaient excité contre nous non-seulement les hommes, mais les éléments eux-mêmes. Nous dormons dans la boue, toujours troublés, sans savoir si ce sommeil inquiet va devenir éternel par une balle ennemie ou par une attaque de choléra, cette fatalité invisible et sinistre qui nous décime et nous anéantit. Hier, nous avons eu près de trois cents malades. Si vous ne venez vite à notre secours, au lieu d'une division, vous trouverez un cimetière. Nous ne nous rendrons pas au Maure, mais à la mort. »

Le fait est que, durant la campagne, l'épidémie jeta plus de dix mille malades dans les hôpitaux de Ceuta, et que, dès les premiers jours, les bataillons d'infanterie se trouvaient réduits à cinq cents hommes, si bien que, dé-

duction faite du corps qui restait au Serrallo, l'armée en marche sur Tetuan ne comptait réellement pas plus de quinze mille hommes. Au moment où l'on s'engageait ainsi, l'administration militaire était loin d'ailleurs d'être d'un secours aussi actif et aussi efficace qu'elle aurait pu l'être avec plus d'expérience de la guerre; elle ajoutait grandement aux difficultés par son insuffisance, sa lenteur et la confusion de ses services.

Enfin, et par-dessus tout, depuis le premier moment, il y avait à se mesurer sans cesse avec un ennemi nouveau et infatigable, qu'on repoussait un jour et qui revenait le lendemain. Cet ennemi, quel était-il? quelle était l'importance de ses forces? L'armée marocaine, on le sait, se compose d'éléments divers. Le noyau essentiel et permanent est dans la partie régulière, dans les Maures du roi, et surtout dans cette fameuse garde noire, qui est comme un corps de janissaires toujours placé autour du sultan. Le reste se compose de milices provinciales, de contingents qui se lèvent en armes aussitôt que la guerre sainte éclate. Ces divers éléments se mêlaient dans les rassemblements qui faisaient face aux Espagnols dès le premier jour, qui les suivaient en les harcelant sans cesse dans leurs mouvements, et qui, en se repliant, allaient les attendre devant Tetuan, puis au Fondack. Dans son ensemble, l'armée marocaine, bien que souvent renouvelée et accrue des contingents envoyés de l'intérieur, n'a dû jamais dépasser quarante mille hommes; elle avait pour chef principal Muley-Abbas, un des frères de l'empereur. L'issue de chaque combat ne pouvait être douteuse; c'était la lutte de la force régulière, disciplinée, intelligente, et de la force désordonnée. L'armée marocaine n'avait ni organisation, ni

tactique, ni artillerie; elle n'avait que son fusil primitif, l'*espingarde*. Sa cavalerie elle-même, si renommée, montrait dans ses charges aventureuses plus d'éclat et d'originalité que d'art.

Ces étranges soldats ne se battaient pas moins avec un courage allumé par le fanatisme religieux, saisissant toutes les occasions, multipliant les surprises, tenant leurs adversaires dans de perpétuelles alertes, et quand ils se précipitaient, poussant des cris sauvages, le *haïk* flottant, ils étonnaient un peu les Espagnols. Ils allaient se faire tuer jusque sur les retranchements sans se rendre jamais. Aussi y avait-il peu de prisonniers. On en vit quatre ou cinq à Ceuta, et ce fut presque un événement. L'un de ces prisonniers blessés était un Arabe à la physionomie belle et pâle, au regard brillant et doux, à la barbe noire et soyeuse. Quand on lui parlait de son pays, de Mequinez, il fermait les yeux comme pour le voir de l'œil intérieur; son visage s'animait, et il répondait avec cet accent indéfinissable de l'Arabe marqué du sceau étrange d'une conviction profonde et inaltérable. On lui parla aussi de Grenade, et il sembla rêver mélancoliquement. « Oh! *Garnata*, dit-il, nous venons de là! » C'était un *caïd* qui avait du malheur; il avait été autrefois fait prisonnier par les Français trois jours avant la bataille d'Isly, et il était arrivé la veille d'une action pour se faire prendre par les Espagnols. Les autres prisonniers étaient des types repoussants et sauvages.

Le caractère de ces combats apparaît assez dans ce que dit un écrivain, M. Alarcon, qui a servi en volontaire aux *chasseurs de Ciudad-Rodrigo*, et qui a raconté ce qu'il a vu. « Dans les autres guerres, dit-il, on sait le nombre, la qualité de l'ennemi... on a une idée

de son nom, de son caractère, de son histoire, du chemin qu'il a suivi, du lieu où il campe. En voyant paraître les Maures, on ne sait rien, sinon qu'ils sont là, qu'ils peuvent être un million d'hommes ou une simple *guerrilla*, que la terre foulée par nous les vit naître, et que notre présence les arrache à leurs terriers, qu'ils viennent contre nous comme ils sont venus hier, comme ils viendront demain, sans que des déroutes consécutives les découragent, sans que leurs pertes les amoindrissent ou que notre superiorité les intimide... » Ce que cela veut dire, c'est que les Marocains, mal armés, mal organisés, avaient pour eux la fureur aveugle du courage et le prestige du mystère. Ainsi sur cette côte hasardeuse et difficile, peu favorable par elle-même aux combinaisons stratégiques, l'armée espagnole marchait ou campait, aux prises avec les rudesses exceptionnelles de la saison et avec les maladies, travaillant d'une main et combattant de l'autre, ouvrant un chemin à travers les fourrés épais, et ayant sans cesse à faire face à une nuée d'ennemis qui s'abattait sur ses flancs.

Un mois et demi s'était passé, elle n'était encore qu'à deux lieues de Ceuta, et elle avait livré plus de quinze combats. Le 23, le 24 et le 25 novembre, au lendemain même du débarquement, les retranchements des hauteurs de Ceuta sont violemment assaillis, et le général Échague est blessé dans l'une des actions. Le 30, nouveau combat, où une habile manœuvre du général Gasset coupe la retraite aux assaillants. Le 8 décembre, c'est Prim qui, prenant la tête du mouvement sur Tetuan, se heurte contre les bandes arabes, et le 12 il les rencontre encore. Le 15, au moment où l'armée assiste à une messe célébrée pour les premiers morts de la campagne, quinze

mille Maures se jettent audacieusement sur les camps espagnols, et c'est le tour du corps du général Ros de Olano de faire face à l'ennemi. Le 25 décembre, le jour de Noël, les Arabes célèbrent la fête chrétienne par un nouvel effort tenté contre le troisième corps, et le 30, la lutte recommence. Je ne rappelle que les principales actions. Chaque jour jusqu'ici pourrait se résumer dans ce court et éloquent bulletin : « Il pleut, le choléra redouble, on travaille au chemin de Tetuan, et les Maures paraissent. »

Il y avait pourtant les jours de soleil et de paix, et alors le soldat reprenait vite sa gaieté; il s'amusait de ses souffrances de la veille et attendait les combats du lendemain. Les camps s'animaient en certains moments et prenaient l'aspect de petites villes jetées par hasard dans un désert. C'était, d'ailleurs, un spectacle saisissant et étrange que celui du mouvement d'une armée au milieu de cette nature sauvage, mystérieuse et hostile. « Imagine, dit M. Alarcon, un terrain descendant en pentes rapides de la gorge d'Anghera; figure-toi une mer apaisée et transparente sur laquelle s'étend un ciel dont l'azur fait paraître plus obscures au levant les premières teintes de la nuit, tandis que les derniers rayons du jour l'illuminent au couchant; suppose des montagnes recouvertes d'une épaisse végétation comme d'un manteau d'ombre, et regarde, échelonnées sur leurs flancs, ces blanches tentes qui ressemblent à un troupeau de moutons ou à un vol de palombes. Ajoute la lueur de quelque feu de bivouac, la fumée qui s'élève à l'horizon, le cordon de soldats descendant pour aller chercher de l'eau et dessinant de leur silhouette les contours d'un coteau. Ajoute encore l'animation et les cris de tous, les

cornettes qui appellent à l'ordre, les chevaux qui hennissent courant en liberté, les mules qui gravissent lourdement les pentes abruptes, les coups retentissants du maillet et du battoir, le canon lointain de Ceuta annonçant la prière, les vaisseaux du port répondant au signal, l'heure, le site, l'éloignement de la patrie, tant et de si extraordinaires sensations, et tu comprendras l'impression profonde que laisse un spectacle si nouveau, si original et si imprévu? » Au demeurant, l'impression n'était pas toujours aussi poétique.

IV

Un sentiment d'impatience finissait par naître de cette situation prolongée où l'armée espagnole se trouvait retenue, ayant devant elle les crêtes qui lui dérobaient Tetuan, derrière elle Ceuta, à droite la sierra aux pics échelonnés et superbes, à gauche la mer quelquefois tranquille et clémente, plus souvent fouettée par les vents furieux. L'heure était venue de sortir d'une défensive opiniâtre, mais stérile, d'autant plus que la route militaire était finie jusqu'à Castillejos. Ce fut Prim qui eut la mission de marcher en avant, prenant la tête d'un mouvement général; il devait être suivi du deuxième corps, conduit par le général Zabala, puis du troisième corps, de Ros de Olano, qui passait à l'arrière-garde. C'était l'armée entière qui levait ses camps. On touchait à la fin de décembre, la première heure de l'année 1860 devait sonner comme une fanfare.

Cette offensive entrait dans les calculs du général O'Donnell; elle était aussi dans l'instinct et dans les allures de celui qui devait marcher le premier et qui n'attendait qu'un ordre pour s'élancer. D'autres chefs de l'armée espagnole ont montré dans cette campagne du coup d'œil, de l'habileté militaire, ou une mâle vigueur

au combat, témoin le général Zabala, qu'on allait être obligé, ce jour même, de descendre à demi paralysé de son cheval. Prim personnifie en quelque sorte l'élan, la résolution, la témérité, si l'on veut, dans cette chasse stratégique aux Arabes. Jeune encore, fils des révolutions, meurtri quelquefois par la politique et très-prompt à se relever, le comte de Reus, aujourd'hui marquis de Castillejos, a surtout l'âme du soldat, l'impétuosité du Catalan ; il avait particulièrement l'avantage d'avoir fait la guerre ailleurs qu'en Afrique ou en Espagne : on se souvient qu'il fit en volontaire, il y a quelques années, la campagne du Danube avec les Turcs. Prim se mit donc en marche le 1er janvier 1860, au point du jour, avec sa division de huit bataillons et deux escadrons des *hussards de la Princesse* qui lui avaient été donnés. Il avait devant lui la vallée de Castillejos, une petite plaine qui s'élargit vers la mer et qui se resserre en se repliant vers les montagnes, où elle se perd par une gorge profonde. Dans cette solitude toute verdoyante, on n'aperçoit que deux accidents de terrains, deux ondulations, que dominent les débris d'une petite tour autrefois fortifiée et un marabout en ruine placé sur l'éminence la plus saillante. La vallée est entourée de hauteurs et de plateaux qui s'élèvent par degrés.

Il s'agissait de prendre possession de cette vallée, de nettoyer ces hauteurs, en un mot de conquérir des positions nouvelles, qu'on mettrait à l'abri de toute irruption. Prim n'avait pas été si matinal, que les Arabes ne l'eussent devancé. Il se vit bientôt entouré, dans sa marche sur Castillejos, d'une nuée d'ennemis tourbillonnant sur ses flancs. Les Arabes se disposaient évidemment à disputer le passage. L'armée marocaine, en effet, suivant

tous les mouvements des Espagnols, grossie de contingents, se pressait, nombreuse et ardente, sur les hauteurs ou dans les défilés de Castillejos. Il y avait ces cavaliers fameux de la garde noire, à l'uniforme et au turban rouges, au burnous blanc, armés de l'espingarde et d'une espèce de poignard. Muley-Abbas lui-même était là. Prim n'avançait pas moins, soutenant de vifs combats, poussant tout devant lui et allant s'emparer de la position du Marabout. On était maître de toute la vallée et de ce léger plateau du Marabout, rapidement enlevé.

Ce n'était là cependant, en réalité, que le prologue de l'action. Les Arabes couronnaient les hauteurs environnantes et dominaient la vallée de leurs feux. Pour être en sûreté dans les positions que l'on venait de conquérir, il fallait emporter les hauteurs supérieures et rejeter au loin l'ennemi. C'est ce que fit aussitôt le comte de Reus, lançant ses bataillons à l'assaut des pentes qu'il avait devant lui, tandis que les deux escadrons des hussards de la Princesse, amenés dans la plaine, se jetaient impétueusement contre l'infanterie et la cavalerie maures, qui débouchaient déjà par la gorge du vallon. Les hussards firent tout ce qu'ils pouvaient, n'étant point appuyés : ils refoulèrent l'ennemi et ils prirent même un drapeau de la garde noire; mais c'est surtout à l'assaut des hauteurs que la lutte devenait terrible. Espagnols et Maures se mêlaient dans une sanglante étreinte. Les Arabes se défendaient avec un acharnement furieux, se multipliant de tous côtés, et ne se repliant un instant que pour revenir au combat.

On restait néanmoins maître de ces premières hauteurs. Une fois là, Prim, poussé par la nécessité ou en-

traîné par son ardeur, lance de nouveau un bataillon du *Prince* à l'assaut d'un autre plateau voisin, couronné d'ennemis, et on réussit encore. Les principaux points culminants étaient dès lors au pouvoir des Espagnols, qui s'occupaient immédiatement de s'y retrancher. Les Arabes pourtant n'étaient point abattus; ils revenaient, au contraire, avec plus de fureur que jamais, grossis en nombre, se precipitant du haut des rochers comme des tourbillons vivants. Livré à lui-même et enveloppé de toutes parts, le bataillon du *Prince* fléchissait un moment et perdait déjà du terrain, lorsque Prim, heureusement secouru par l'arrivée de deux autres bataillons de *Cordova*, fait mettre le sac à terre, jette les survenants à l'appui des soldats du *Prince*, et le terrain est promptement regagné. Nouvel assaut des Arabes, exaspérés par la défaite, obstinés à disputer à tout prix des positions dont ils sentent l'importance. Encore une fois, les bataillons du *Prince* et de *Cordova* se voient obligés de céder; ils commencent déjà de plier, débordés par l'ennemi qui les presse.

Moment suprême et indescriptible dans un combat! Prim était là, sur le premier plateau, l'épée à la main, le visage pâle, l'œil et le geste enflammés, se voyant près de perdre le prix du sang versé. Un instant encore, la position qu'il gardait lui-même était en péril, les sacs du régiment de *Cordova* allaient rester entre les mains des Arabes. Il fut alors saisi d'une de ces inspirations subites qui jaillissent de l'âme d'un soldat. Il s'empare du drapeau du régiment de *Cordova*, qu'il fait flotter à tous les yeux, électrise les siens d'une parole vibrante, et, enfonçant l'éperon dans le flanc de son cheval, se jette en avant sans regarder derrière lui. Ainsi enlevés, les sol-

dats s'élancent à sa suite, et en peu d'instants on est de nouveau sur cette hauteur, une dernière fois reconquise après avoir éte deux fois perdue. Un nuage de fumée et de feu enveloppait ce petit homme, qui, de sa vaillante main, allait planter sur ces sommets le drapeau de Castille; il avait eu son cheval tué; ses aides de camp tombaient autour de lui, et il n'avait point de blessures. De loin cependant on voyait les rudes affaires du comte de Reus, et le général en chef, accouru aux premières positions enlevées, n'avait point perdu de temps pour lui envoyer du secours. Les deux bataillons de *Cordova*, on l'a vu, étaient survenus fort à propos. Bientôt une partie du deuxième corps, pressant sa marche sous l'impulsion du général Zabala, arrivait à son tour, s'engageant sous un feu violent, étendant le combat et délogeant les Arabes de toutes leurs positions. Le général Henri O'Donnell attaquait d'un autre côté avec quelques bataillons. Dès lors Prim, qui continuait toujours à se battre, pùt respirer. Il a dit depuis que, lorsqu'il s'était retrouvé sain et sauf après avoir rétabli le combat par sa charge audacieuse, il avait cru sortir d'un rêve.

Quand le soir vint, les Arabes levaient leurs camps et se mettaient de toutes parts en retraite dans leurs montagnes. Ils avaient perdu près de deux mille hommes. Quant à l'armée espagnole, elle restait définitivement maîtresse des hautes positions de Castillejos où elle se retranchait fortement. Elle n'avait pas épuisé toutes les épreuves, mais elle avait fait un pas décisif; elle sentait sa force, et cette victoire lui permettait de défiler tranquillement, d'aller camper sur les hauteurs de la Comtesse, au sud de Castillejos, ayant encore devant elle une autre petite vallée à franchir, la Sierra-Negron à dé-

passer et le Cap-Negro à doubler, avant de se trouver en vue de Tetuan. Dans ces marches nouvelles, le comte de Reus prenait le commandement du deuxième corps à la place du général Zabala, que de cruelles souffrances avaient atteint pendant la journée de Castillejos sans l'empêcher de rester au feu jusqu'au bout.

V

L'armée espagnole n'avait pas épuisé toutes les épreuves, ai-je dit, et, en effet, après avoir campé le 4 janvier sur les hauteurs de la Comtesse sans être inquiétée, après avoir trompé les Arabes par une habile manœuvre qui masquait son mouvement, tandis qu'elle défilait par une chaussée étroite entre la mer et les lagunes de la petite vallée de Manuel pour aller gagner les premières hauteurs du mont Negron, elle était assaillie tout à coup le 7 janvier par une effroyable tempête qui la mettait dans une extrémité imprévue. L'armée espagnole avait déjà essuyé les ouragans du 18 et du 25 décembre; la trombe de pluie diluvienne, de vent, de tonnerre et d'éclairs qui s'abattait sur le camp le 7 janvier dépassait tout ce qu'on avait vu, et elle durait trois jours.

Qu'on se représente cette armée exaltée par une récente victoire, mais toujours accompagnée du choléra, adossée à la Sierra-Negron, ayant sous les pieds un sol fangeux, au-dessus de sa tête un ciel sombre et implacable, devant elle une mer furieuse et derrière elle des montagnes sauvages peuplées d'ennemis prêts à s'élancer sur leur proie! Par un dernier malheur, elle n'avait plus de communications avec Ceuta, car la route, à peu près

abandonnée après le passage de l'artillerie, était désormais interceptée par les Arabes, et en même temps les navires qui longeaient la côte, suivant les mouvements du corps expéditionnaire, étaient obligés de gagner la haute mer. L'armée était donc seule, livrée à elle-même, campant dans la boue, sous une tempête qui enlevait les tentes. Elle était partie avec quelques jours de vivres, et ces vivres étaient épuisés ou avariés.

Tout commençait à manquer. Les soldats étaient menacés de périr dans un lieu désert, sans pouvoir être secourus, ayant sous les yeux la patrie à l'extrémité de l'horizon. Ce camp reçut le nom lugubre de *camp de la faim.* C'était une situation singulièrement tragique, où les éléments déchaînés semblaient se charger d'une œuvre vengeresse. Un moment Prim eut l'ordre de revenir en arrière et de se frayer à tout prix un passage jusqu'à Ceuta; mais il fallait repasser dans ce sillon arrosé de tant de sang et où bien du sang devait être versé encore. A Ceuta même, l'anxiété n'était pas moins grande. Du haut de la tour d'El-Hacho, on pouvait assister à ce drame muet et sombre de la détresse lointaine du camp. Le général Zabala, cloué sur son lit par la douleur, s'agitait, voulait partir et ne le pouvait; il avait le noble souci de ses pauvres soldats en péril. Le général Echague, laissé à la défense du Serrallo, eut également la pensée de prendre quelques bataillons, sans trop dégarnir les hauteurs de Ceuta, et de se porter au secours du camp avec les vivres qu'il pourrait ramasser, et qui étaient courts depuis que l'approvisionnement de l'armée en marche était confié aux navires, à ces magasins flottants jetés en ce moment loin de la côte; mais il aurait, lui aussi, à disputer son chemin, à livrer des combats, à

employer plusieurs jours, et en attendant l'armée de la reine n'était-elle pas exposée, sinon à se perdre entièrement, du moins à essuyer un grand désastre? Ces violentes bourrasques ont quelquefois duré quinze jours dans le détroit.

Toutes ces craintes, toutes ces perspectives serraient les âmes d'une étrange angoisse, lorsque commença à tomber le terrible *levante;* la tempête s'apaisa, et il y eut comme un sentiment de délivrance quand on vit poindre le matin du quatrième jour un bateau à vapeur, puis d'autres navires qui purent jeter à la côte quelques barils de vivres. L'armée n'avait été heureusement que peu inquiétée par l'ennemi durant ces tristes journées. Le 10 janvier, elle reprenait sa marche, elle campait dans la petite vallée de l'Azmir le 12; le 14 enfin elle forçait par un vif combat les formidables positions du Cap-Negro, et en tournant ces hauteurs, dominées d'une petite tour carrée, elle voyait désormais s'ouvrir devant elle la vallée de Tetuan où d'un autre côté débarquait le général don Diego de los Rios avec une division nouvelle arrivée d'Espagne. On en était là après soixante jours de marches, de haltes, de combats et d'épreuves.

A la vue de cette armée débouchant dans la vallée de Tetuan, à travers des défilés redoutables conquis pas à pas, tandis que la division du général Rios débarquait facilement sur une plage que le léger bombardement d'un fort mal défendu avait rendu abordable, une question s'élève peut être. Pourquoi l'armée tout entière n'avait-elle pas fait le premier jour ce que faisait en ce moment la division Rios? pourquoi n'avait-elle pas abordé directement la plage de Tetuan, au lieu de s'engager dans les escarpements d'une côte hospitalière?

Le général O'Donnell avait-il eu la pensée de garder à Ceuta une base d'opération et un point de ravitaillement? Mais cette ligne de communication, il l'avait abandonnée à partir de Castillejos, se confiant à la mer pour ses ravitaillements, et dans un moment de péril il s'était vu presque obligé de reconquérir le chemin qu'il s'était ouvert une première fois. — Il en était ainsi, il est vrai, et cependant la marche du général O'Donnell était l'œuvre de la nécessité et d'une prévoyance habile autant que sage. Sans parler des moyens dont on ne disposait pas pour le transport rapide d'une armée de trente-cinq mille hommes, aller droit à la plage de Tetuan, c'était mettre une grande et difficile opération, telle qu'un débarquement, à la merci d'une saison mauvaise, d'une mer dangereuse et des brusques rafales du détroit; c'était risquer de descendre à terre de vive force avec des corps fractionnés, incohérents et isolés; c'était enfin exposer une armée peu accoutumée à la guerre à se heurter dès son premier pas sur le rivage contre un ennemi qui, à défaut de discipline, aurait du moins pour lui le nombre, le fanatisme belliqueux et l'avantage des positions.

En allant à Ceuta, on débarquait en sûreté, sans danger de surprises, dans un port espagnol. L'armée pouvait se former, se constituer et s'aguerrir en s'accoutumant aux fatigues, aux obscures difficultés d'une campagne aussi bien qu'à la manière de combattre les Arabes et à leurs cris sauvages. C'est ce qui arrivait réellement. Lorsqu'ils arrivèrent à Ceuta au mois de novembre, ces soldats n'étaient encore que des conscrits inexpérimentés. Bataillons, régiments, divisions n'étaient, à vrai dire, que des agglomérations sans lien et sans unité. Cette campagne de deux mois avait développé l'esprit de corps,

suscité l'émulation guerrière, créé cette intimité virile qui naît de la vie commune dans les mêmes épreuves, et formé cette vigoureuse trempe morale que donne l'incessante familiarité avec tous les périls. On badinait désormais avec les misères de la guerre, et sous la tente on faisait de prodigieux menus avec du riz *à la Muley-Abbas*, du saucisson *à la Bullones*, des sardines *à la baïonnette* et des raisins secs *de Castillejos*. Cette campagne, en un mot, avait fait des soldats et une armée, unité vivante sous le drapeau, connaissant sa force et sentant quel chemin elle pouvait parcourir encore quand elle tournait son regard en arrière, vers ce sillon de misère et de sang qui l'avait conduite au détour du Cap-Negro.

VI

Enfin Tetuan était là, et l'armée espagnole pouvait se déployer dans cette pittoresque vallée tout encadrée de montagnes, commençant à la mer par une plage sablonneuse, se terminant par un amphithéâtre de collines où la ville apparaît avec sa haute Alcazaba, ses maisons blanches et éclatantes au milieu de l'opulente verdure de ses *huertas*, — à demi-perdue dans ses merveilleux jardins de citronniers, de grenadiers et d'amandiers. C'est là, en effet, le caractère de cet étrange pays, tout à l'heure abrupt et inhospitalier, maintenant gracieux et charmant, sous un ciel d'une transparence lumineuse.

Au milieu de la vallée coule le Guad-el-Gelu, qui descend des montagnes et qui, à travers de sinueux détours, s'en va à la mer. Il est gardé à l'entrée par le fort Martin que quelques coups de canon suffirent à désarmer. Un peu plus haut sur cette plage s'élève la Douane, maison carrée, avec une grande cour de style arabe; puis la plaine se déroule à travers une campagne cultivée, coupée de marécages, et remonte jusqu'à la région des *huertas*, où Tetuan est assise comme une princesse mauresque, ayant au-dessus de la tête la Sierra-Bermeja, qui rejoint la Sierra-Bullones venant de Ceuta. Au delà du

Guad-el-Gelu, sur la rive droite, s'échelonnent les premiers gradins du Riff, parsemés de *douars* et pittoresquement tapissés de verdure. Nulle majesté peut-être dans ce paysage de Tetuan, si ce n'est la majesté des montagnes environnantes; mais de la grâce, du mystère et du rêve, surtout le soir aux rayons de la lune tombant sur la cité sainte des Arabes, et la faisant ressembler à une ville d'argent endormie au milieu des orangers et des fleurs.

L'armée marocaine, se repliant sans cesse à la suite des Espagnols, qu'elle harcelait sur leur flanc jusqu'au Cap-Negro, était allée camper aux abords de Tetuan, à d'inégales hauteurs, en avant de la ville, et plus haut, vers la droite, sous la Tour-Geleli, où s'établissait le quartier-général de Muley-Abbas. Elle s'était mise à l'abri derrière une ligne de redoutes qui faisait de cette double position une sorte de grand camp retranché. L'armée espagnole, en descendant dans la plaine, allait s'établir sur la plage, au fort Martin, à la Douane; elle se couvrait, elle aussi, de retranchements, qu'elle poussait jusqu'à un petit affluent du Guad-el-Gelu, où elle élevait un ouvrage de défense, le fort de l'Étoile. La pensée du général O'Donnell était de s'asseoir fortement, de s'approvisionner en liberté et de laisser débarquer tout ce qu'il fallait pour un siége, si la ville opposait une résistance sérieuse.

Rien de plus animé d'ailleurs à ce moment de la campagne que cette *vega* de Tetuan, dont le silence oriental était soudainement troublé par tous les bruits de la guerre. En face de la ville mauresque, à deux lieues à peine, s'élevait comme une nouvelle ville adossée à la mer et se déployant dans la plaine avec ses maisons mo-

biles. Des ports de Ceuta, d'Algésiras, de Gibraltar accouraient une multitude de petites embarcations chargées de provisions et remontant le Guad-el-Gelu. La plage devenait une sorte de marché où arrivaient tous ces petits industriels qui sont à la suite de toutes les armées. C'était comme le Balaklava ou le Kamiesch de l'armée espagnole. Pour plus de ressemblance, il y eut un commencement de chemin de fer destiné à relier la plage à Tetuan, quand la ville serait prise, et à servir en attendant aux besoins de l'armée. C'était le colonel Alcala de Olmo qui en avait eu l'idée, et qui dirigeait les premiers travaux; en même temps, on faisait appel à la compagnie du chemin de fer de Séville à Cordoue, qui envoyait un ingénieur et du matériel. Le mouvement était partout, sous toutes les formes; les vivres ne manquaient plus.

Il y avait pourtant l'ombre au tableau. En mettant la tête hors de la tente, on était exposé quelquefois à voir les civières portant les morts foudroyés par le choléra, et il ne fallait pas se hasarder trop loin vers le fleuve, si on ne voulait être surpris par l'ennemi et laisser sa tête en trophée. Ce n'était, à vrai dire, qu'une halte. Le 23 janvier, on recommançait à se battre. Les Arabes se jetaient sur les travaux de défense des Espagnols, et ils furent naturellement repoussés par le général Rios. Le 31 janvier, ils renouvelaient leur attaque dans de plus grandes proportions pour célébrer l'arrivée d'un autre frère de l'empereur qui venait partager avec Muley-Abbas le commandement des forces marocaines. Les Arabes espéraient surprendre l'armée espagnole, la précipiter dans la mer ou la tourner et l'envelopper en se jetant sur le fort Martin et sur la Douane. L'action fut sanglante, et

les positions espagnoles restèrent intactes. Malheureusement, le 31 comme le 23, la cavalerie espagnole en chargeant allait se jeter dans des marécages où elle avait cruellement à souffrir. Jusque-là, O'Donnell n'avait fait que se défendre, laissant à l'armée le temps de respirer avant de reprendre son élan. Tout rendait désormais inévitable un choc décisif dont Tetuan était le prix.

Qu'on se représente à peu près la position de l'armée marocaine massée à deux lieues de la mer, derrière de puissants retranchements, — partagée en deux camps, dont l'un, en avant de Tetuan et des *huertas*, sur une pente douce, devait être défendue par Muley-Ahmet, tandis que l'autre, celui de Muley-Abbas, était placé à la Tour-Geleli, et étendait sur les hauteurs de droite des forces nombreuses d'infanterie et de cavalerie prêtes à se jeter sur le flanc des Espagnols. Il fallait aller à l'assaut de ces positions. Le plan du général O'Donnell était simple et clair, et le 3 février il rassemblait les chefs de l'armée à la tour de la Douane pour leur montrer ce qu'ils avaient à faire. Prim, avec le deuxième corps, déployant ses bataillons en échelons, devait marcher par la droite à l'assaut du camp le plus avancé ; Ros de Olano, avec le troisième corps, était chargé de marcher à gauche dans la même forme de bataille. Entre les deux, l'artillerie devait se mouvoir, s'appuyant sur la cavalerie, placée en arrière. Le général Rios, avec les réserves, resterait au fort de l'Étoile, faisant face aux forces marocaines qui pouvaient descendre des hauteurs et menacer le flanc des Espagnols. Ce fut là réellement la bataille du 4 février, nettement conçue, habilement combinée et vigoureusement conduite.

Ce jour cependant était d'abord pluvieux et froid

comme l'avaient été tant d'autres jours. On voyait les montagnes voisines blanches de neige. Bientôt le ciel s'éclaircit, le soleil parut, et la marche en avant commença. L'armée espagnole apparut tout entière déployée dans la plaine, s'avançant en ordre et à découvert contre un ennemi caché, au nombre de trente-cinq mille hommes, derrière d'épais retranchements défendus par du canon. Ce fut l'artillerie qui eut le premier rôle, et qui fut chargée tout d'abord de battre en brèche les camps marocains, se rapprochant sans cesse, et redoublant l'intensité de ses feux à mesure que les corps d'attaque gagnaient du terrain. A deux heures, l'œuvre était à peu près accomplie; on était face à face; il y eut un instant de silence émouvant sur toute la ligne, et des deux côtés les bataillons s'élancèrent. Prim avait avec lui les volontaires catalans, arrivés de la veille et tout fiers de combattre avec leur brillant compatriote; il ne les ménagea point; il les mit au premier rang, et tous, résolûment, impétueusement, abordèrent les défenses ennemies sous un feu violent de mitraille. Prim, marchant à la tête l'épée haute, se précipitait le premier dans les retranchements par une embrasure étroite, entraînant tout à sa suite. Au même instant, à l'autre extrémité de la ligne de bataille, les soldats du corps de Ros de Olano s'élançaient avec la même vigueur, et pénétraient aussi dans les positions ennemies.

La mêlée devint alors terrible. Les Arabes, un peu surpris peut-être de cette foudroyante invasion, se défendaient avec une violence et un acharnement désespérés. On combattait dans un tourbillon et sur un volcan. Cette lutte corps à corps dura trente-cinq minutes. Le camp de Muley-Ahmet était enlevé et forcé de toutes parts. Il

restait le camp de Muley-Abbas et la Tour-Geleli : ce fut le général Henri O'Donnell qui, à la tête d'une division du deuxième corps, se lança à l'assaut de ces positions, et les emporta avec autant de rapidité que d'énergie, de telle sorte que l'armée espagnole se trouvait dès ce moment maîtresse de tout ce champ de bataille, qui, défendu avec plus de science, sinon avec plus de courage, pouvait exiger un véritable siége. Les Arabes vaincus fuyaient de tous côtés, se dispersant précipitamment, se jetant dans les pentes escarpées de la Sierra-Bermeja. Ils laissaient derrière eux un nombre considérable de morts, et entre les mains des Espagnols deux drapeaux, huit canons, des chameaux, des munitions, des effets de guerre de toute espèce et huit cents tentes dont celles des deux frères de l'empereur. C'était là le butin de la journée.

VII

Un bien autre butin désormais assuré, c'était Tetuan même, qu'on n'avait entrevue jusque-là qu'à travers la poétique et mystérieuse verdure de ses bois d'orangers, et dont l'affaire du 4 février ouvrait les portes. Le général O'Donnell ne perdait pas de temps en effet pour pousser à bout sa victoire. Dès le 5 au matin, il faisait sommer la ville de se rendre. « Vous avez vu, disait-il dans une nette et impérieuse intimation aux habitants de Tetuan, vous avez vu votre armée battue, bien qu'elle eût à sa tête les frères de l'empereur ; vous avez vu ses camps occupés par l'armée espagnole, qui est à vos portes avec tous les moyens nécessaires pour détruire votre ville en quelques heures... Livrez la place, et vous obtiendrez des conditions raisonnables, le respect des personnes, des propriétés, de vos femmes, de vos lois et de vos coutumes. Vous connaissez les horreurs d'une place bombardée et prise d'assaut ; épargnez-les à Tetuan, sinon vous aurez la responsabilité de la voir convertie en ruines. Je vous donne vingt-quatre heures pour vous décider ; après cela, n'attendez point d'autres conditions que celles qu'imposent la force et la victoire. »

Les habitants de Tetuan, surtout les Juifs, ne sont pas

guerriers comme les tribus du Riff ou de l'Anghera. Ils étaient placés entre les Espagnols menaçant d'un assaut et les soldats débandés de l'armée de Muley-Abbas, qui ne pouvaient défendre la ville, mais qui la pillaient, la ravageaient, l'ensanglantaient, avant de l'abandonner. Ils préféraient encore subir la loi d'un vainqueur discipliné et humain. Aussi quatre parlementaires se présentaient-ils immédiatement au camp d'O'Donnell avec la bannière blanche. L'un de ces parlementaires était un vieillard monté sur une mule, richement vêtu et parlant correctement l'espagnol; il était, dit-on, vice-consul autrichien à Tetuan. Il n'y avait pas à discuter, mais à se rendre à discrétion. On demanda même à O'Donnell de presser l'entrée de l'armée pour épargner à la ville les derniers excès de la soldatesque maure, et c'est ainsi que le 6 février au matin, ces soldats, qui tenaient la campagne depuis plus de deux mois, entraient à Tetuan; le drapeau jaune et rouge allait flotter sur l'Alcazaba; la ville sainte du Maroc avait une garnison espagnole. L'armée entière d'ailleurs ne s'enfermait pas dans Tetuan. Prim, avec le deuxième corps, allait s'établir en avant, sur la route de Tanger. Ros de Olano avec le troisième corps, O'Donnell lui-même avec son quartier-général, dans les *huertas*. Rios seul avec sa division restait dans la ville pour l'occuper et la contenir. Il en était le chef militaire et le chef civil; il en a été l'architecte et l'édile singulièrement actif; il y a régné, même après la paix, jusqu'à sa mort toute récente à la suite d'une attaque de choléra.

Tetuan, à vrai dire, était plus séduisante de loin que de près : par son aspect extérieur, par ses jardins, par ses couleurs légères et éclatantes, par l'architecture ori-

ginale de ses maisons, elle apparaissait comme une vision poétique; intérieurement c'était toujours la vieille ville mauresque. Ces minarets au faîte gracieux étaient envahis à leurs pieds par des amas de débris infects; ces maisons si délicatement groupées formaient des rues étroites et sales, bizarrement enchevêtrées et fermées à la lumière du jour. Comme beaucoup de villes arabes, Tetuan a deux quartiers distincts, le quartier maure et le quartier juif. Le premier est le plus propre et le plus beau; il a des palais qui ont la richesse orientale : ceux des gouverneurs de Tanger, de Mogador, le palais d'Arsini, l'opulent administrateur des douanes. Le quartier juif est livré au commerce et se compose de petites boutiques.

Au moment où les Espagnols entraient à Tetuan, la ville portait partout la marque des excès de la soldatesque et du départ précipité de beaucoup de familles arabes. Quand on pénétrait dans ces maisons aux gracieuses entrées mauresques protégées par des vignes, à l'architecture intérieure dentelée, au pavé de mosaïques de couleur, on retrouvait les traces d'une fuite récente, les éventails de sandal, la petite mandoline, les babouches des femmes; on respirait dans une atmosphère de parfums. Les Juifs étaient restés; ils avaient été les premiers à se précipiter au-devant des Espagnols en se plaignant du pillage, des violences des Maures, qui étaient réelles, affectant une misère qui n'était que fictive. Ils avaient quelque peur d'abord et ils criaient : Vive la reine! vivent les Espagnols! Bientôt ils reprirent courage et se livrèrent de nouveau à leur humeur commerçante. Ils aimaient l'armée et ils avaient raison, car ils faisaient avec elle de bonnes affaires. C'était une population craintive et obséquieuse.

Quand le général Rios prit le gouvernement de Tetuan, il voulut aussitôt mettre de l'ordre dans la ville et nomma une municipalité composée de Juifs et d'Arabes. L'alcade était un Maure de cinquante ans, à la barbe grisonnante, au regard pénétrant, rusé et défiant. Il avait quelque usage de la langue espagnole, ne détestait pas les Européens, et parlait avec une certaine liberté des abus du gouvernement marocain. Rios ne s'arrêta pas là; il s'employa énergiquement à faire rentrer les Arabes émigrés, à assurer les approvisionnements des marchés, et bientôt, mettant la main à une œuvre plus vaste et plus singulière, il entreprit la transformation totale de la ville. Il abattait les quartiers et les maisons, ouvrait des rues larges et droites qui se reliaient à une immense place, et substituait partout des noms espagnols aux noms arabes. Tetuan était en voie de devenir une ville nouvelle, assainie, éclairée; elle eut même son journal, l'*Écho de Tetuan*, œuvre de quelques écrivains qui suivaient l'armée; elle allait avoir son chemin de fer; l'électricité la rattachait au continent européen. On ne faisait pas violence aux Arabes dans le fond de leurs mœurs et dans leur religion, on faisait de leur ville une ville espagnole, et ce mouvement étrange s'accomplissait pendant que quelques santons accroupis murmuraient leurs prières, pendant que, du haut des mosquées, le muezzin jetait mélancoliquement les heures, aujourd'hui comme hier, comme toujours, depuis des siècles.

Au demeurant, l'œuvre de la guerre n'était point suspendue. L'armée, au contraire, se préparait à une entreprise plus difficile peut-être, mais sans doute décisive : c'était une marche sur Tanger. Groupée autour de Tetuan, promptement reposée, grossie de quelques forces nou-

velles, telles que les bataillons de volontaires basques qui venaient d'arriver, la division Echague qui était restée jusque-là au Serrallo et qu'O'Donnell avait appelée à lui, l'armée n'attendait qu'un signal. Tandis que Rios tenait Tetuan, que Ros de Olano, avec le troisième corps, campait dans les *huertas*, et qu'une division de réserve, sous le général Rubin de Celis, restait à la Douane, Prim, je l'ai dit, était en avant sur la route de Tanger, dominant la vallée du Guad-al-Gelu, qui, en contournant Tetuan, va s'enfoncer dans l'intérieur, laissant entrevoir de pittoresques et verdoyantes perspectives coupées au loin par les hauteurs du Fondack. C'est là aussi que le général Echague, arrivant de Ceuta, allait se placer. Ces forces d'avant-garde poussaient déjà des reconnaissances dans le pays. Tout se disposait donc pour une marche nouvelle, qui cette fois tendait vers Tanger, lorsque tout à coup éclatait un bruit inattendu de paix et de négociation au milieu de tous les préparatifs de la guerre.

VIII

D'où venait-il, ce mot nouveau et inespéré de paix ? Il venait évidemment des Arabes, qui, désorganisés par la bataille de Tetuan, avaient de la peine à se reconstituer pour disputer la route de Tanger, et qui espéraient tout au moins gagner du temps par des négociations ; il sortait aussi, le dirai-je ? de la situation, qui était plus compliquée qu'elle ne le paraissait, que la victoire elle-même ne simplifiait pas pour les Espagnols, et, chose curieuse — plus curieuse que nouvelle toutefois, — ce mot de paix, livré comme une énigme à toutes les curiosités attentives, éveillait des impressions très-différentes en Espagne et en Afrique. Il trouvait dans le camp une armée vigoureuse, toujours prête à se battre, mais facilement accessible à l'idée de voir finir une guerre qui, poussée plus loin, n'allait plus avoir d'issue, — et en Espagne une opinion publique ardente, belliqueuse, exaltée dans ses espérances, ambitieuse de conquêtes, prompte surtout à s'effaroucher d'une paix prématurée qui suspendrait l'élan de ses aspirations.

De là le singulier malentendu qui s'élevait avec les bruits de paix entre cette partie du pays que représentent surtout les cercles politiques, les partis, la presse, et

l'esprit de l'armée, plus pénétrée de la réalité des choses, — entre le camp et Madrid, enfin entre le président du conseil chef de l'expédition et quelques-uns des autres ministres plus directement placés sous la pression de l'opinion. Pour tout dire, dans cette sérieuse aventure où était engagée l'Espagne, c'était l'armée qui semblait pacifique, c'étaient les politiques de Madrid qui avaient l'humeur belliqueuse. Il y avait aussi deux partis dans le camp marocain : l'un fanatique, fougueux, acharné à la guerre, se refusant à plier devant le chrétien vainqueur; l'autre, plus prudent, sentant le danger d'une lutte qui n'était qu'une succession de défaites, et porté à négocier pour éviter de plus grands désastres. Le parti de la guerre avait, dit-on, son foyer dans l'intérieur de l'empire, à Fez; il était représenté au camp par quelques généraux, chefs des tribus les plus belliqueuses. Le frère de l'empereur, commandant de l'armée marocaine, Muley-Abbas, était considéré comme le principal partisan de la paix; il en avait le goût, il en sentait la nécessité et n'attendait qu'une occasion favorable.

C'est dans ces conditions que sept jours après la bataille de Tetuan, le 11 février, des parlementaires se présentaient aux avant-postes de Prim, chargés par Muley-Abbas de parler « de ce qu'il avait plu à Dieu de mettre entre les Espagnols et les Marocains ». Ils avaient réellement pour mission de sonder le chef de l'armée espagnole et de savoir à quel prix on pourrait faire la paix. O'Donnell se déclara d'abord sans pouvoirs et ajourna les parlementaires à une semaine pour leur faire connaître les conditions de l'Espagne. Les envoyés de Muley-Abbas furent d'ailleurs fêtés à Tetuan. Le général Rios leur fit les honneurs de la ville; il leur montra

notamment le télégraphe électrique, qu'ils regardèrent avec indifférence, comme des hommes qui n'éprouvent nul besoin de dévorer le temps, de vivre des années en quelques minutes et de savoir des nouvelles qui ne répondent ni à leurs intérêts, ni à leur âme. Ces envoyés étaient le gouverneur du Riff, grave et sévère personnage, — son frère, général de la cavalerie marocaine, homme d'une physionomie franche et ouverte, — un lieutenant du Muley-Abbas, nerveux, vif, impressionnable et renommé pour sa brillante valeur, — un chef de Fez au visage rude, au regard terrible, taciturne et sombre. Ils étaient préoccupés et tristes. Rios les reçut le soir dans sa maison, et il ne manqua pas de leur dire qu'ils pouvaient influer puissamment sur la fin de la guerre. « Ah! dit le lieutenant de Muley-Abbas, qu'il en soit ainsi! Mais comme vous obéissez à la reine, nous obéissons au sultan. Que Dieu illumine ceux qui tiennent dans leurs mains la paix et la guerre! »

Six jours après, un de ces mêmes parlementaires se présentait de nouveau au camp, et O'Donnell lui remit cette fois les conditions de paix que l'Espagne était disposée à ratifier, en laissant un délai de huit jours pour l'acceptation. La négociation jusque-là n'allait pas très-vite. On crut sans doute la hâter et lui donner un caractère plus sérieux par une entrevue de Muley-Abbas lui-même et de celui que le prince maure appelait « le grand chrétien, » du chef de l'armée espagnole, qui venait de recevoir de la reine le titre de duc de Tetuan. Cette entrevue devait avoir lieu le 23 février, à une lieue et demie, sur la route de Tanger, dans une vallée gracieuse et fertile.

Ce fut là qu'on se rencontra en effet. Une tente de cam-

pagne aux couleurs éclatantes avait été dressée au pied d'une pittoresque colline, et pour la première fois le chef de l'armée espagnole, arrivant avec ses généraux, Prim, Garcia, Quesada, Ustariz, se trouva face à face avec Muley-Abbas. Ce prince du Maroc n'était pas une figure vulgaire. Je voudrais le peindre tel que l'a vu un écrivain espagnol. Muley-Abbas était vêtu ce jour-là d'un costume plein de richessse et de simplicité à la fois. Il portait une tunique bleue et un magnifique *kaïk* blanc, de la plus fine laine, enveloppant tout son corps de ses plis flottants. Il avait à la main un rosaire d'ambre dont il respirait parfois le parfum. Tous ses mouvements avaient une grâce sévère et une élégante dignité. « Le visage de l'émir, dit M. Alarcon, a tous les caractères de la véritable beauté méridionale; il rappelle l'Éliézer des peintres de Valence. Il est très-brun, et il le paraît encore plus sous son turban d'une blancheur éblouissante. Sa barbe noire, longue et soyeuse, laisse voir quelques fils d'argent, quoique le prince n'ait pas plus de trente-cinq ans. Son profil a une pureté et une majesté merveilleuses de lignes. Sa bouche un peu africaine est dessinée avec énergie. Ses yeux noirs et tristes regardent avec une calme lenteur. On devine le feu qui peut les animer parfois sous cet air pensif avec lequel ils se ferment ou cette rigidité qui les tient ouverts... Muley-Abbas était abattu, mais circonspect; triste, mais digne; vaincu, mais non dompté; humilié sans avoir perdu l'estime de soi-même. On voyait qu'il se sentait satisfait de sa conduite, bien que dégoûté des autres et surtout de son sort. Son humilité était de la résignation, sa douceur du patriotisme... »

Muley-Abbas était accompagné d'un autre personnage

important de l'empire, du ministre des affaires étrangères, Mohamed-el-Jetib, vieillard intelligent et fin, rompu à toutes les subtilités de la diplomatie, et qui passait pour être peu favorable à la paix. Que se passa-t-il dans cette entrevue? Quelles étaient les conditions imposées par l'Espagne? Ces conditions découlaient naturellement de la situation; elles se résumaient dans une indemnité de guerre, une cession du territoire autour de Ceuta, des garanties pour l'avenir et surtout dans l'abandon de Tetuan à l'Espagne. Tout aurait été accepté sans doute, s'il n'y avait eu la cession de Tetuan, la ville sainte. Mohamed-el-Jetib déclara que la paix était impossible à ce prix, et O'Donnell se leva aussitôt pour mettre fin à l'entrevue. Muley-Abbas insistait encore cependant pour prolonger l'entretien, ne voulant pas laisser rompre le fil de la négociation. On sentait qu'il tenait à la paix plus que le ministre qui l'accompagnait. Tout fut inutile. On se sépara pour reprendre les armes et continuer la guerre.

La négociation était rompue, dis-je; elle avait mis à nu pourtant la vérité de la situation. Il y avait désormais deux courants en quelque sorte, un courant belliqueux et un courant pacifique, se mêlant, se heurtant, se compliquant de pressions d'opinion, d'excitations passionnées. On cherchait toujours la paix, même dans le combat. Cette lutte singulière de tendances guerrières et pacifiques se laissait voir encore et se résumait bientôt dans un double fait. — Le 11 mars, les Arabes allaient assaillir violemment les camps espagnols en avant de Tetuan, sur la route de Tanger, et pendant six heures les deux corps de Prim et d'Echague avaient à chasser de position en position un ennemi qui arrivait par la vallée

du Guad-el-Gelu, par les hauteurs de Samsa, et semblait plus résolu, plus acharné que jamais. C'était un chef d'humeur belliqueuse, arrivé depuis peu de Fez, qui avait pris l'initiative de ce coup audacieux et qui y périt. Le lendemain paraissait un nouveau parlementaire de Muley-Abbas désavouant l'attaque de la veille et offrant de renouer les négociations.

On négociait donc, on cherchait encore une fois à s'entendre. La grande, l'invincible difficulté était toujours dans la cession de Tetuan, à laquelle on essayait dès lors de substituer la cession de quelque autre point qui désarmerait l'Espagne en laissant au Maroc sa ville sainte, et pendant ce temps les Kabyles ne poursuivaient pas moins leur guerre implacable de tous côtés. A vrai dire, sur toute la ligne, de la Douane près de la mer aux hauteurs de Tetuan, l'armée espagnole était environnée de feux ennemis. Les soldats avaient fini par s'amuser de ce mouvement de parlementaires au milieu d'un feu incessant, et en entendant les coups de fusils des Arabes, ils disaient avec bonne humeur : « Les voici qui signent la paix! » Cette situation qu'on essayait vainement de dénouer, et où tout était péril, ne pouvait être tranchée que par un effort nouveau, par un coup hardi, et O'Donnell, ayant tout épuisé pour la paix, se décidait dès lors à marcher sur Tanger. Le 23 mars, l'armée espagnole s'ébranlait encore une fois.

IX

La marche sur Tanger n'était pas moins hasardeuse que la marche sur Tetuan. Une des premières difficultés était de s'ouvrir un chemin où l'artillerie pût passer, et Prim avait repris son rôle de hardi pionnier de l'armée. Un autre problème était dans le degré de résistance qu'on rencontrerait. L'armée marocaine, singulièrement affaiblie, il est vrai, par ses défaites successives, n'était pas moins parvenue à se réorganiser et à réunir des forces nouvelles dans le mois qui vient de s'écouler. Le combat du 11 ne la représentait pas comme abattue; elle était allée camper sur les hauteurs du Fondack qui coupent la route de Tanger, élevant une barrière difficile à franchir. Il y avait inévitablement à conquérir ce passage de vive force. Le 23, au lever du jour, l'armée se mettait donc en route au signal d'un coup de canon parti de la Alcazaba de Tetuan, ayant tout d'abord à se mouvoir à travers un épais brouillard qui embarrassait ses premiers pas. Le général Rios, avec sa division, s'avançait à droite par une série de hauteurs courant vers le Fondack, cette petite auberge où s'arrêtent les voyageurs allant de Tetuan à Tanger, et qui donne son nom à ce passage formidable. Le reste de l'armée, — Echague, puis le

deuxième corps sous Prim, puis, en dernière ligne, Ros de Olano et le troisième corps, — marchant dans la même direction, remontait la vallée du Guad-el-Gelu, toute bordée de collines et de massifs où se cachent les *douars* arabes.

On n'apercevait rien au départ. Bientôt le soleil, dissipant le brouillard, laissa voir un pays d'une couleur agreste et singulièrement pittoresque. C'était une série de vallées charmantes, cultivées, couvertes de moissons et d'arbres, et arrosées par les eaux qui descendent des montagnes. Il y a un point où une de ces vallées se resserre : c'est l'entrée de la petite plaine verdoyante de Gualdras, dominée par quelques mamelons, et au delà de laquelle on voit les hauteurs du Fondack. C'est à peine à deux lieues de Tetuan. L'armée espagnole s'avançait, prête à tout, sans s'attendre néanmoins à une affaire sérieuse ce jour-là, lorsque, vers neuf heures, un feu croissant s'engageait de toutes parts, sur les hauteurs et dans la vallée. Ce qu'on avait réellement devant soi, c'était l'armée marocaine, forte de près de cinquante mille hommes, campée, il est vrai, au Fondack, où on comptait la trouver, mais venant, par un mouvement offensif audacieux, se heurter contre l'armée espagnole pour lui disputer la plaine de Gualdras, et faisant face à Rios sur les hauteurs, comme à Echague dans la vallée. Les Arabes paraissaient sur toutes les cimes. Des forces nombreuses de cavalerie s'agitaient dans la plaine. Au loin, on apercevait les camps marocains.

Ce n'était plus une escarmouche de *guerrillas*, c'était une bataille où s'engageaient successivement Rios, Echague avec le premier corps, Prim, puis enfin une division du troisième corps, appelée bientôt au combat. En peu d'instants, la mêlée devint terrible sur toute la ligne.

Une chose à remarquer, c'est que les Marocains, si souvent éprouvés dans cette campagne, semblaient à la fin profiter de leurs défaites; ils n'étaient pas plus audacieux, mais ils manœuvraient plus habilement, ils étaient mieux armés, et les positions qu'ils avaient choisies, il les défendaient avec un certain ensemble de mouvements à la fois réguliers et pleins d'impétuosité.

Après six heures de combat, la situation commençait à s'éclaircir. Rios, qui arrivait par les hauteurs, s'était assez avancé pour dominer la vallée et se lier au reste de l'armée. Echague, se déployant à gauche, avait successivement enlevé les positions les plus importantes; au centre, Prim, chassant tout vigoureusement devant lui, s'avançait dans la plaine; il avait en face des mamelons qui étaient comme la clé de la plaine et qui restaient à emporter. Ce fut le dernier épisode de la bataille. Deux fois les Espagnols se lançaient à l'assaut, et deux fois ils étaient obligés de céder le terrain un instant conquis, lorsque Prim, toujours le premier au feu, se précipitait encore à la tête des bataillons de Navarre et de Tolède, et finissait par rester maître des hauteurs. Les Arabes étaient définivement forcés dans toutes leurs positions après une lutte désespérée où ils laissaient, dit-on, trois mille des leurs, et encore une fois l'armée espagnole campait là où on voyait le matin les tentes marocaines; elle était maîtresse de la plaine de Gualdras, voyant s'élever devant elle les redoutables massifs du Fondack qu'elle avait à franchir, et où s'était repliée l'armée vaincue de Muley-Abbas.

C'était une victoire nouvelle, il est vrai, assez sérieusement disputée toutefois pour donner à réfléchir aux Espagnols, et qui coûtait assez cher aux Marocains pour

tempérer un peu le belliqueux fanatisme des chefs kabyles les plus acharnés à la guerre. Le tout était de savoir si cette bataille de Gualdras conduisait à une guerre indéfinie dont la prise de Tanger elle-même ne serait qu'une étape, ou à la seule paix possible, une paix de concessions et de transactions, propre à satisfaire la fierté de l'Espagne sans pousser les Arabes à la résistance du désespoir. Abattue, l'armée marocaine l'était assurément, et dès le lendemain même un envoyé de Muley-Abbas se présentait encore au camp d'O'Donnell pour demander la paix, pour traiter; mais à quelles conditions? La cession de Tetuan obstinément maintenue eût été toujours un obstacle insurmontable. La bataille de Gualdras elle-même ne faisait point disparaître une impossibilité qui tenait à tous les instincts de religion, de race et de nationalité. Céder Tetuan, c'était livrer le sanctuaire de la race arabe.

Je me figure qu'en ce moment, aventuré avec son armée dans ces gorges solitaires entre Tetuan et Tanger, maître d'une résolution décisive laissée à la fermeté de son bon sens en présence des événements, O'Donnell dut avoir une certaine émotion intérieure sous l'impassibilité de son visage. Il dut repasser dans son esprit tout ce qui le poussait en avant et tout ce qui lui disait de s'arrêter, se souvenant de l'Espagne et observant tout autour de lui, ballotté entre les excitations de l'opinion, qui lui arrivaient de loin, et le sentiment de la réalité, qui le pressait. C'était le résumé de cette lutte singulière qui, depuis un mois, se poursuivait partout, au camp et à Madrid, autour de la paix et de la guerre.

L'opinion publique en Espagne était belliqueuse et passionnée, ai-je dit : elle poussait à la guerre, elle ne

voyait de paix possible et avantageuse que celle qu'on irait chercher à Tanger ou dans toute autre ville de l'empire et qui laisserait Tetuan à l'Espagne. S'il fallait se contenter de quelques hauteurs autour de Ceuta, d'une indemnité d'argent ou de quelques garanties chimériques, le prix n'était-il pas disproportionné avec les sacrifices? Était-ce la peine d'avoir risqué une grande guerre pour faire une petite paix? L'expédition du Maroc n'était pas seulement un acte militaire, elle devait replacer l'Espagne au rang des nations civilisatrices et lui ouvrir un avenir nouveau en Afrique. — Ainsi parlait l'opinion, et la réalité, — cette réalité qui était sous les yeux d'O'Donnell, — lui répondait que prolonger la guerre, c'était se jeter dans une entreprise sans issue. Il ne suffisait pas de garder Tetuan, il fallait la fortifier, l'armer, la disputer sans cesse aux hordes ennemies du Riff. Ce ne serait pas une ville qu'on posséderait, ce serait un camp ruineux et inutile, impuissant à protéger une colonisation sérieuse, une industrie réelle. Télégraphe, chemin de fer, mouvement éphémère de commerce, c'étaient là des apparences; le fond était rebelle et inhospitalier.

Cette dangereuse conquête valait-elle dès lors d'être disputée au prix de nouveaux sacrifices, si l'on pouvait faire, sans s'aventurer plus loin, une paix plus modeste et plus sûre? — Et puis... et puis, il y avait peut-être une considération qu'on ne disait pas, qui ne manquait pas d'une valeur inavouée : c'était la pensée de rencontrer en avançant une Angleterre ennemie, qui ajouterait à toutes les difficultés d'une entreprise hasardeuse. L'Angleterre, il faut le dire, n'a nullement dissimulé sa malveillante humeur envers l'Espagne durant cette guerre. Avant la campagne, elle lui demandait impérieusement des garan-

ties; pendant l'expédition même, elle fournissait au Maroc des armes et des munitions, tout en réclamant à Madrid une vieille dette que le gouvernement espagnol se hâtait de rembourser sans discuter, avec une loyauté fière et silencience. L'Espagne sans doute ne s'était pas laissée arrêter par les objurgations venues de Londres quand elle avait commencé son expédition; en allant plus loin maintenant, ne risquerait-on pas de voir l'Angleterre s'armer des engagements qu'elle avait obtenus au sujet de Tanger?

Aller à Tanger pour ne pas y rester, garder Tetuan pour être perpétuellement en guerre avec le Maroc, voilà ce qui s'offrait à l'esprit du général O'Donnell, ce que toute l'armée entrevoyait. Et c'est ainsi qu'O'Donnell, au risque d'infliger à l'opinion publique une déception d'un moment, se décidait à signer une paix qui donnait à l'Espagne une indemnité de guerre de 100 millions, un petit port sur l'Océan, un agrandissement autour de Ceuta, des avantages et des garanties de commerce, des priviléges pour le culte religieux, mais qui laissait Tetuan au Maroc. C'était là le résumé des préliminaires signés le 25 mars dans une entrevue nouvelle d'O'Donnell et de Muley-Abbas. L'entrevue eut lieu dans la vallée même de Gualdras, où l'on avait combattu la veille. O'Donnell avait annoncé que, si l'acceptation de ses conditions n'était pas arrivée à six heures et demie du matin, il se mettrait immédiatement en marche sur le Fondack. Muley-Abbas arriva, quoiqu'un peu retardé par ses prières, car on était dans le mois du *ramadan;* il s'était fait précéder par un parlementaire, et quand il arriva lui-même, tout fut bientôt convenu. La guerre était finie, et bientôt l'armée espagnole rentrait fière et glorieuse dans la Péninsule, puis à Madrid.

X

C'est le général Ros de Olano qui, en faisant ses adieux à ses soldats avant de quitter l'Afrique, disait : « Nous avons fait une guerre nouvelle pour nous, unique, où, à mon jugement, l'on peut perdre une campagne en restant victorieux dans toutes les actions. » C'était là, à tout prendre, l'expression transparente de cette déception de l'opinion tombant tout d'un coup du haut de son rêve à la nouvelle d'une paix qui ne comblait pas toutes ses espérances. Il est vrai, on avait dit en entrant : « Tetuan à l'Espagne ! » et on disait en sortant avec les traités : « Tetuan à l'Espagne comme garantie temporaire ! » Matériellement le résultat est peu sensible peut-être. L'Espagne n'a ni territoires nouveaux, ni villes nouvelles, ni domination directe sur des pays conquis. La guerre du Maroc a été néanmoins pour elle la source de plus d'un avantage moral ou politique. L'Espagne a gagné d'abord de se sentir revivre dans une armée sobre, patiente, énergique, au niveau de toutes les épreuves et de tous les périls. Il y a des esprits, je ne l'ignore pas, qui ne voient dans l'héroïsme militaire que ce qu'il y a de dangereux ou d'inutile. Une armée en campagne allant se faire tuer, c'est une déperdition de capital pour l'agri-

culture, pour l'industrie. Une armée peut être autre chose encore : elle peut offrir, en certains moments, la mesure de ce qui reste de vigueur intérieure, de virilité et de force d'action à un peuple éprouvé; elle peut être, en un mot, une nation défendant son rang dans le monde ou renaissant à l'importance politique. C'est ce que l'armée d'Afrique a été pour la nation espagnole.

Un autre avantage que l'Espagne a trouvé dans cette campagne du Maroc, c'est de voir où sont, pour sa politique, les amitiés, les sympathies naturelles, les affinités d'intérêts. Une fois de plus, on a vu que l'Angleterre est souvent un obstacle pour la Péninsule, que la France est toujours une alliée sympathique, car c'est notre fortune de ne nous trouver sur le chemin d'aucun des grands intérêts ou même des légitimes ambitions de l'Espagne, pas plus qu'elle ne se trouve sur le chemin de nos propres intérêts ou de nos ambitions. La France n'a point de Gibraltar à défendre, elle n'a point à voir d'un œil jaloux l'expansion du peuple espagnol en Afrique; elle est la première intéressée à tout ce qui élève la Péninsule en puissance, en dignité et en liberté. Et c'est ainsi que cette campagne du Maroc, qui donnait une armée à l'Espagne, lui laissait encore une lumière de plus pour sa politique.

V

LES CRISES DU LIBÉRALISME

EN ESPAGNE

SIMPLE HISTOIRE D'UNE SITUATION POLITIQUE

(1865)

I

Depuis que les révolutions ont transformé ou tendent à transformer la plupart des contrées de l'Europe, la vie publique est de plus en plus un combat, une série de crises, de contradictions et d'oscillations. Ce n'est point en un jour, en effet, ce n'est point sans de violents conflits intérieurs qu'une société se détache en quelque sorte de son passé et arrive à se créer des mœurs, des institutions, des traditions nouvelles. Passions, idées, intérêts se livrent bataille, se défendent, résistent ou se précipitent en avant, et prédominent tour à tour, se disputant incessamment la politique d'un pays, se personnifiant dans des pouvoirs qui se succèdent. Cet état de lutte est le phénomène universel, immédiatement saisissable et mille fois observé des sociétés européennes de notre temps. Ce qui est plus nouveau, ce qui est aussi plus caractéristique et plus instructif, c'est cette nécessité de libéralisme qui semble s'échapper aujourd'hui de

tout un ensemble de choses comme le dernier mot de toutes les tentatives; c'est une conviction croissante, précisée et fortifiée par les événements, que le libéralisme n'est pas seulement une vague et séduisante théorie, qu'il est la loi pratique du monde moderne, une condition définitive d'ordre et de sécurité; qu'il est la vraie et unique solution des problèmes contemporains; qu'on peut tout avec lui, et que tout ce qu'on fait sans lui ou contre lui n'est qu'un expédient précaire ou périlleux.

Quels sont les peuples qui sont le plus à l'abri des révolutions? Ce sont assurément ceux qui jouissent régulièrement et grandement de la liberté? Quels sont ceux qui sont le plus menacés, qui vivent entre la crise de la veille et la crise du lendemain? Ce sont, à n'en pas douter, les peuples qui passent leur temps à se débattre sous l'étreinte intermittente des réactions absolutistes. Quand les difficultés s'amassent et que les gouvernements assiégés d'impossibilités ne savent plus que faire, quel est leur procédé invariable pour se tirer d'embarras et se rouvrir une issue? Ils font entendre ce mot de libéralisme, qui est, à ce qu'il paraît, un cri de miséricorde dans la détresse. Quand de nouveaux ministères se forment, comment cherchent-ils à légitimer leur avénement, à se populariser? Ils se présentent tout simplement comme plus libéraux que ceux qui les ont précédés. Et comment tombent-ils? Parce qu'ils n'ont pas tenu leurs promesses. Les idées libérales font ainsi leur chemin par l'impuissance des réactions autant que par leur propre vertu. C'est l'expérience qui se poursuit confusément en Espagne à travers les malaises politiques, les perturbations financières, les luttes intimes, les grandes intrigues et les petites tempêtes.

Ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier au surplus que se prolonge au delà des Pyrénées cette situation où des recrudescences de réaction absolutiste alternent avec les incohérentes velléités d'un libéralisme qui s'essaie sans pouvoir se préciser, surtout sans réussir à pénétrer au cœur même de la politique; ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Espagne voit passer des ministères qui périssent périodiquement d'impuissance et tourbillonner des partis qui ne sont plus des partis. A vrai dire, la première des faiblesses de la politique espagnole, celle qui laisse apparaître toutes les autres, c'est justement cette absence de direction, cette décadence confuse des partis qui sont les forces morales coordonnées d'un pays. C'est un fait évident que les deux grandes opinions politiques dont les luttes ont rempli les premières périodes du régime constitutionnel au delà des Pyrénées, et qui avaient leur organisation, leur programme, leurs représentants, n'existent plus désormais. La révolution de 1854, cette révolution préparée par les modérés, perdue par les progressistes, a achevé la déroute des uns et des autres en précipitant une décomposition qui est restée en définitive le résultat le plus clair de ce violent ébranlement.

Où en est aujourd'hui le parti progressiste, le vainqueur improvisé, embarrassé et momentané de 1854? Il s'est réfugié depuis deux ans dans une abstention à peu près complète d'où il ne sait comment sortir. Il est travaillé de profondes divisions, envenimées par les animosités personnelles. Entre le duc de la Victoire, resté le chef passablement inactif de la masse de l'opinion progressiste, et M. Olozaga, qui ambitionne d'être chef à son tour, ou le général Prim, qui ne demanderait pas mieux que de les remplacer l'un et l'autre, il y a d'amers

ressentiments que rien n'a pu apaiser. Et, de plus, ces vieilles fractions progressistes sont déjà dépassées par un jeune parti démocratique dont la raison d'être au delà des Pyrénées n'est pas très-saisissable, mais qui se remue, s'étend, fait sentir son action, quoiqu'on lui refuse le droit de vivre légalement et même de s'appeler de son nom. Le parti progressiste n'a point compris que se retirer systématiquement de la scène pour un prétexte léger et dans tous les cas accidentel, pour une circulaire plus ou moins restrictive d'un ministre qui était au pouvoir il y a deux ans, et persister dans sa retraite après que le prétexte a disparu, c'était ou livrer sa fortune à l'éventualité d'une révolution, ou avouer son impuissance en dissimulant ses divisions sous le voile d'une abstention calculée.

Le parti modéré aurait pu sans doute profiter de cette éclipse des progressistes, mais où en est de son côté le parti modéré lui-même? Vaincu en 1854, il a retouvé une apparence d'ascendant, il n'a pas retrouvé la cohésion. Il va de démembrements en démembrements, il ne peut se mouvoir sans se pulvériser. Les uns se sont repliés vers la réaction pure et ont formé un parti *néo-catholique* qui n'a vraiment rien de nouveau, qui n'est tout simplement que l'ancien carlisme, un absolutisme religieux et politique avec M. Nocedal pour pontife et M. Aparici pour acolyte dans le congrès. D'autres, moins absolus, mais aussi peu éclairés par les événements, ne trouvent rien de mieux que de renouer les traditions d'il y a quinze ans, de recommencer le passé, de s'en tenir strictement aux programmes d'autrefois : ils s'appellent le parti modéré *historique*. Un petit nombre d'hommes plus eunes et d'esprit plus ouvert ont levé hardiment le

drapeau d'un parti conservateur retrempé aux sources libérales, et, chose curieuse aujourd'hui, c'est M. Gonzalez Bravo, le ministre de l'intérieur du dernier cabinet, qui a été pendant cinq ans le promoteur le plus passionné, le plus éloquent de ce parti nouveau, de cette nécessité du rajeunissement de l'opinion conservatrice par le libéralisme.

De cette poussière des anciens partis enfin est née l'*union libérale*, qui a trouvé son chef dans le général O'Donnell, et qui vient de reconquérir le pouvoir (1865) après l'avoir perdu il y a deux ans; mais quelle est la politique de l'*union libérale* elle-même? C'était sans doute une idée heureuse de créer dans le désordre croissant des opinions une sorte de camp nouveau où pussent se rencontrer les hommes sincères de tous les anciens partis, modérés et progressistes. Malheureusement ce qui était une idée à l'origine est devenu un expédient fondé sur une large satisfaction d'intérêts personnels bien plus que sur une raison politique. C'est par là que l'*union libérale* a péri une fois, c'est par là qu'elle est encore menacée aujourd'hui.

Ainsi s'explique cette succession de ministères naissant et mourant un peu au hasard, faibles devant la couronne, faibles devant le pays, forts uniquement du prestige d'un chef militaire ou de cette force factice que donnent des chambres créées à l'image de chaque cabinet. De là encore cette situation troublée tout à la fois par l'abstention des uns, par les efforts confus des autres, par la fantaisie de tous, atteinte de cette débilité intime et profonde qui fait de la politique comme un terrain miné et aminci, toujours près de s'effondrer dans une révolution. Et à mesure que cette crise des

partis se déroule, ce n'est plus seulement la difficulté de composer un ministère qui grandit, c'est la monarchie elle-même qui se découvre, qui s'engage corps et biens, et devient peut-être l'enjeu de ces agitations stériles.

II

Je viens aux faits, qui ne sont que la traduction sensible et palpable de cette incohérence morale au bout de laquelle est peut-être une révolution nouvelle. Au commencement de 1863, une administration de l'*union libérale*, présidée par le général O'Donnell, duc de Tetuan, vit encore; mais elle est déjà mortellement atteinte : elle s'en va par morceaux dans une série de crises partielles; elle périt pour n'avoir rien fait pendant cinq ans, pour s'être bornée à vivre, harcelée par ses adversaires naturels, progressistes et modérés, abandonnée par quelques-uns de ses amis qui l'accusent d'avoir compromis l'idée même qu'elle personnifie, et laissant en définitive un amas de difficultés politiques et financières. A ce moment, l'*union libérale* semble bien ruinée. Pour qu'elle redevienne possible, il faut évidemment ou qu'elle se retrempe dans la retraite ou que d'autres viennent lui rouvrir le chemin du pouvoir par leurs fautes.

C'est là justement ce qui arrive. A dater de la chute de l'*union libérale*, en moins de deux ans, trois ministères se succèdent, le ministère Miraflorès, le ministère Arrazola, le ministère Mon, tous plus ou moins modérés d'origine et de tendances, tous inscrivant plus ou moins

sur leur drapeau ces mots de conciliation et de légalité constitutionnelle, tous aussi aspirant à se faire une vie propre et distincte, mais ne réussissant en fin de compte qu'à multiplier les nuances, à créer des fractions nouvelles. Le ministère du marquis de Miraflorès, qui fait des élections et qui, par une circulaire maladroite, provoque l'abstention des progressistes, dure dix mois; le ministère de M. Arrazola, qui prend le nom pompeux de cabinet du parti modéré *historique*, dure quelques jours; le ministère de M. Mon, qui se compose d'éléments semi-libéraux, semi-conservateurs, qui revient au système de fusion représenté par le général O'Donnell, ce ministère a une existence de six mois. Au fond, ce sont moins des cabinets aux couleurs tranchées, à la politique caractérisée, que des pouvoirs de transition, des relais ministériels entre l'ancienne *union libérale*, ce qu'on appelle déjà l'*union libérale historique*, et un retour du duc de Tetuan ou une combinaison modérée plus forte et plus efficace. Voilà le mot de la situation de l'Espagne durant ces deux années.

Et par le fait les choses se trouvent lancées sur une telle pente que les difficultés anciennes s'aggravent, que des difficultés nouvelles s'élèvent, que partout se manifeste une tension croissante. — Un jour, c'est l'abstention des progressistes qui est maladroitement provoquée et qui laisse un vide inquiétant dans le mouvement régulier des partis; un autre jour, c'est un symptôme de sédition militaire qu'on croit saisir, et on exile des généraux, on met en jugement des sous-officiers qui sont acquittés. Une nouvelle loi sur la presse, censée plus libérale; est à peine promulguée que, par une interprétation des plus étranges, on en vient à traduire les jour-

naux devant des conseils de guerre. L'adoucissement pour les journaux consiste à passer sous la loi martiale! La question de la rentrée de la reine Christine en Espagne se réveille tout à coup, et ce qui était tout simple, ce qui ne pouvait avoir nulle importance avec un gouvernement sérieux, devient une grosse affaire d'État qui ravive les divisions. Avec des intentions assurément libérales, tous ces ministères, qui commencent par des protestations de légalité et de conciliation, finissent par pousser tout à l'extrême et par se voir assaillis de problèmes qui traînent sans solution.

Est-ce le pays cependant qui se montre agité et difficile? Nullement; le pays est plus fatigué et plus déconcerté qu'ému : c'est la faiblesse des ministères qui a ses conséquences naturelles, qui produit l'incertitude et le malaise. En août 1864, après six mois d'existence du cabinet présidé par M. Mon, nul ne doute à Madrid qu'un changement ne soit devenu nécessaire, qu'il n'y ait un effort décisif à tenter pour relever la direction des affaires, pour raffermir les conditions de la vie publique au delà des Pyrénées, et, par je ne sais quel lien mystérieux, le voyage du roi en France à ce moment même, la visite qu'il fait à la reine Christine, semblent le prélude de cette évolution attendue de la politique espagnole. Une brochure publiée à Paris avec un certain apparat et faite évidemment pour retentir à Madrid, *le Voyage du roi d'Espagne*, rattache à cet incident le programme de toute une situation.

Ainsi au lendemain du retour du roi, aux premiers jours de septembre 1864, la pensée d'un changement est dans l'esprit de tout le monde en Espagne, jusque dans l'esprit de quelques-uns des ministres qui prennent eux-

mêmes l'initiative de la crise d'où doit sortir une combinaison nouvelle; mais quelle sera cette combinaison? Les membres du ministère Mon, qui abandonnaient ainsi en chemin leur président du conseil et qui provoquaient la crise, M. Antonio Ulloa, M. Canovas del Castillo, avaient bien clairement la pensée secrète de favoriser la résurrection d'un cabinet de l'*union libérale*; seulement c'était trop tôt : l'*union libérale*, malgré l'autorité toujours survivante de son chef, n'avait ni la popularité, ni la majorité des chambres, ni un prestige moral suffisant après sa chute désastreuse de 1863. Si, d'un autre côté, à défaut de l'*union libérale* et du général O'Donnell, il ne s'agissait que de rassembler encore une fois quelques hommes de bonne volonté dans un cabinet promis d'avance à une vie incertaine et précaire, ce n'était point la peine d'ajouter un essai de plus à tant d'autres essais. Il fallait reconstituer ou tout au moins tenter de reconstituer un gouvernement. C'est là l'origine et la raison d'être du cabinet Narvaez, formé le 16 septembre 1864, de ce cabinet préparé par l'impossibilité ou l'inefficacité de toute autre combinaison, et appelé à résoudre les problèmes qui faisaient des affaires de l'Espagne l'écheveau le plus embrouillé et le plus confus.

Au premier moment de cette crise nouvelle et inévitable du mois de septembre, la reine avait appelé le duc de Tetuan; mais le général O'Donnell, qui était tombé pour n'avoir rien fait, pour avoir laissé s'embourber sa politique dans toute sorte d'embarras extérieurs, intérieurs ou financiers, le général O'Donnell présentait un programme qu'il n'était pas encore en mesure de faire accepter, et puis ce n'était là en réalité qu'un chemin détourné pour arriver à la seule combinaison prévue,

peut-être possible ou au moins sérieuse. Le général Narvaez, qui était la personnification désignée de cette combinaison, se trouvait en Andalousie, à Loja, lorsqu'il sut qu'il était rappelé au pouvoir, et la promptitude avec laquelle il réussit, dès son arrivée à Madrid, à rassembler autour de lui quelques-uns des hommes les plus considérables, M. Gonzalez Bravo, M. Llorente, M. Arrazola, M. Alcala Galiano, le général Armero, le général Cordova, M. Barzanallana, cette promptitude attestait assez qu'il n'avait point été pris à l'improviste, qu'il s'était préparé à ce rôle de reconstructeur d'un gouvernement.

Le nom même des hommes d'ailleurs, leurs antécédents, leurs opinions, le talent de quelques-uns, tout était de nature à rehausser la signification de cette tentative. Dans ce ministère, il y avait cinq anciens présidents du conseil, ce qui dénotait tout au moins l'intention patriotique de subordonner toute considération vulgaire d'amour-propre à un intérêt public supérieur. Si par quelques-uns de ses membres, tels que M. Arrazola, M. Alcala Galiano, M. Seijas Lozano, le général Narvaez lui-même, le cabinet de septembre se rattachait au vieux parti modéré pur, il tendait aussi la main d'un autre côté aux fractions libérales par M. Gonzalez Bravo qui depuis plusieurs années, notamment sous l'administration O'Donnell, s'était fait l'orateur véhément du libéralisme conservateur, par le ministre des affaires étrangères, M. Alejandro Llorente, esprit éclairé et habile, qui n'entrait point assurément au pouvoir pour rétrograder et retomber dans les vieilles routines semi-absolutistes.

C'était, il faut le dire, un coup de fortune pour le parti modéré de se voir ainsi ramené au gouvernement

sans violence par le cours naturel des choses, dans des conditions qui étaient difficiles, il est vrai, mais où il pouvait aussi faire acte d'initiative, retrouver sa cohésion et son ascendant, s'il avait un instinct juste et ferme des circonstances, s'il était réellement à la hauteur du rôle qui s'offrait à lui. Personnellement, le général Narvaez était un homme d'État favorisé : il trouvait l'occasion de se relever de l'échec de son médiocre ministère de 1857 ; il avait ce bonheur rare et singulier, après avoir préservé l'Espagne des contagions révolutionnaires en 1848, de revenir au pouvoir en 1864 pour la remettre dans le vrai chemin par un libéralisme intelligent, pour exercer une action réparatrice, conciliante et pacificatrice. Ce que l'*union libérale*, en un mot, avait promis de faire et n'avait point fait, le parti modéré et le général Narvaez avaient à le réaliser dans des conditions différentes, sans esprit de coterie, sans l'embarras des souvenirs compromettants de sédition militaire. C'était là pour le moment la vraie, l'unique politique. L'instinct public la pressentait et la demandait; la force des choses l'imposait; elle se dégageait comme une nécessité impérieuse de la situation tout entière de la Péninsule.

Ce n'était point, je le sais bien, une de ces situations criantes où les éléments de combustion sont déjà en flammes et où il ne reste plus qu'à couper le feu en toute hâte; c'était une de ces situations où les difficultés de toute sorte se sont accumulées, où le désordre et la confusion ont pénétré partout, dans la politique extérieure, dans la politique intérieure, même dans les affaires économiques et financières. Il faut se rendre compte de ces difficultés progressivement amassées et en face desquelles se trouvait le ministère de septembre 1864.

I

Au premier coup d'œil, une question dominait tout et pesait sur la politique de l'Espagne, sur ses finances, sur l'esprit public : c'était la question de Saint-Domingue. Lorsqu'il y a quelques années le ministère O'Donnell, poussé tout à coup, lui aussi, par l'humeur des annexions, — qui n'a pas dans ces derniers temps médité sa petite annexion? — réincorporait à la monarchie espagnole cette partie de l'île de Saint-Domingue qui s'est appelée la république dominicaine, il ne songeait qu'à la satisfaction d'orgueil national qu'il procurait au pays et peut-être aussi au prestige qu'il se donnait à lui-même; malheureusement il introduisait du même coup dans la politique espagnole le germe d'une complication douloureuse. Il s'est trouvé en réalité que cette annexion spontanée et acclamée s'était accomplie avec une légèreté singulière. On n'a rien fait pour adoucir le poids de la domination nouvelle; on l'a, au contraire, aggravé par une nuée d'employés qui se sont abattus sur le pays, et une insurrection formidable a éclaté. Le gouvernement de Madrid a envoyé généraux sur généraux, régiments sur régiments, toute une armée, et cette armée est allée mourir en détail de la fièvre, perdant chaque jour du

terrain, réduite à se replier sur quelques points principaux, dégoûtée de cette guerre ingrate, impuissante enfin devant un petit peuple tout entier en armes et embusqué dans ses forêts ou dans ses montagnes, si bien que le moment est venu où l'Espagne s'est trouvée en face de cette cuisante et amère alternative : ou il fallait envoyer toute une armée nouvelle, procéder par la conquête, par le fer et le feu, au risque de voir cette nouvelle armée périr dans sa victoire avec les insurgés eux-mêmes, ou il n'y avait plus qu'à s'avouer virilement qu'on s'était trompé et à se retirer franchement, courageusement d'une entreprise lointaine qui dévorait des milliers de vies humaines sans profit et sans gloire, en faisant de cruelles saignées aux finances déjà fort malades de l'Espagne. C'était ou une erreur de politique à soutenir jusqu'au bout sans espoir d'une compensation, ou une déception à subir avec un bon sens résigné. C'était d'abord justement le choix que le ministère nouveau avait à faire, auquel il avait à rallier l'opinion du pays.

Il rencontrait bien d'autres questions difficiles dans l'ensemble de la politique. L'attitude extérieure de l'Espagne en ce moment n'était certes rien moins que brillante, rien moins que simple et aisée. Au fond, l'Espagne est peu portée à se mêler aux affaires du monde ; par goût, par habitude, peut-être par nécessité de situation, elle incline volontiers vers un système de neutralité qui est l'idéal de beaucoup de ses hommes d'État ; mais en même temps, par son légitime instinct d'orgueil national, elle aime à être comptée ; elle voudrait avoir un rôle, une opinion dans les mêlées contemporaines, et de là des mouvements contradictoires qui finissent souvent par de la confusion, quelquefois aussi par des déboires, à

travers lesquels perce trop un sentiment dominant de méfiance et de mauvaise humeur vis-à-vis de la France. Je ne veux plus parler de cette affaire du Mexique où l'Espagne, on le sait, se jetait la première tête baissée, pour s'en évader en quelque sorte la première, et qui a été le plus clair témoignage de cette politique qui veut et ne veut pas. Cette difficulté, je l'avoue, avait disparu dans les rapports de la France et de la Péninsule, non cependant sans laisser quelques traces.

Deux questions tout au moins pesaient sur la politique extérieure espagnole au mois de septembre 1864. L'Espagne en était encore à reconnaître l'Italie. Elle avait sans doute plus que tout autre État des intérêts de dynastie qui étaient blessés, des intérêts religieux à sauvegarder; mais ce qu'il y avait d'étrange, c'est que, relevée par une guerre d'indépendance en 1808, rajeunie par une révolution en 1834, elle restait obstinément dans une attitude d'hostilité vis à vis d'une révolution de nationalité et de liberté. Puissance constitutionnelle, elle s'asservissait à un système qui aurait pu être celui d'un Ferdinand VII ou d'un duc de Modène se vantant de n'avoir jamais reconnu le gouvernement français de 1830 ou l'empire, et par le fait elle était moins avancée que les puissances absolutistes de l'Europe. Pendant que la Russie elle-même reconnaissait l'Italie, elle en était toujours à entretenir un ambassadeur auprès du roi Francois II à Rome, et elle confondait sa politique avec celle de l'Autriche, sans s'apercevoir que ce qui était naturel à Vienne ne l'était plus à Madrid, que cette réserve, d'ailleurs parfaitement impuissante, n'était que l'expression d'une mauvaise humeur dont elle avait à souffrir plus que l'Italie. C'était assurément une si-

tuation aussi bizarre, aussi embarrassée que stérile.

D'un autre côté, l'Espagne se voyait engagée depuis peu dans un puéril et désastreux imbroglio sur les côtes de l'océan Pacifique. Pour obtenir la réparation de quelques méfaits dont avaient eu à souffrir quelques Basques fixés sur le territoire péruvien, elle avait commencé par commettre la faute d'envoyer, au lieu d'un plénipotentiaire ordinaire, un agent revêtu du titre vague et énigmatique de *commissaire royal*, qui sentait l'ancienne suprématie métropolitaine, et, par cet agent exalté de l'importance de sa mission, elle se trouvait sans le savoir, sommairement et sans déclaration de guerre, mise en possession des îles Chinchas, qui sont la richesse du Pérou. On avait donné à cet acte le nom de *revendication*, comme l'annexion de Saint-Domingue s'était appelée une *réincorporation*.

Qu'était-il arrivé? Le procédé des agents espagnols, de M. Salazar y Mazarredo et de l'amiral Pinzon, avait soulevé le sentiment national au Pérou et préparait déjà au gouvernement de Madrid une autre querelle du même genre avec le Chili. La question s'était rapidement envenimée par suite d'une tentative de meurtre dont M. Salazar y Mazarredo croyait avoir été l'objet, et voilà un conflit allumé ou tout près de s'allumer. Au premier moment, le ministre des affaires étrangères du cabinet Mon, M. Pacheco, s'était hâté sagement de désavouer ce mot de *revendication* appliqué à la prise de possession imprévue des îles Chinchas; mais l'occupation de ces îles ne subsistait pas moins, et cet incident restait dans toute sa gravité, plaçant le gouvernement de Madrid dans l'alternative de faire la guerre au Pérou ou de frapper ses agents d'un désaveu plus com-

plet. Ici encore une politique sans précision et sans direction mettait l'Espagne entre une folie ruineuse et un acte de bon sens nécessaire, quoique toujours pénible à l'orgueil national.

La politique intérieure enfin était ce que j'ai dit déjà, un mélange de réaction impatiente, presque involontaire, et de mouvements incohérents. Il était cependant libéral, constitutionnel, ou il voulait l'être, ce ministère de M. Mon qui vivait encore au mois d'août 1864, et il finissait par tomber dans le piége des politiques à outrance. Tout comme un autre, il exilait les généraux, et, chose qui n'était arrivée qu'exceptionnellement aux heures des luttes les plus ardentes, il livrait les journaux, comme en plein état de siége, à la juridiction militaire, au risque de les voir acquitter pour avoir voulu trop les frapper. Par la violence de ses procédés, il éveillait l'idée d'une crise imminente qu'il ne contribuait pas peu à provoquer. Au fond, il était très-embarrassé, et il se débattait dans le vide, condamné même par les conseils de guerre qu'il érigeait en juges de la presse, errant entre les partis et considéré par tous, par quelques-uns de ses membres eux-mêmes, comme un ministère transitoire, sentant sa fin prochaine, et créant sans préméditation, uniquement pour se défendre, une tension dangereuse. Le mal intérieur de l'Espagne n'était pas là seulement, il était plus encore peut-être dans les finances, dans une situation économique arrivée au dernier degré du désordre.

Que la crise économique de l'Espagne ne soit dans une certaine mesure qu'un épisode d'une crise plus étendue qui embrasse tous les pays, qu'elle tienne par quelques côtés à des causes générales, aux embarras monétaires

universels, à la guerre d'Amérique, aux complications imprévues de la politique européenne, à tout ce qu'on voit et qu'on touche, cela se peut : elle a aussi certainement ses causes propres et son caractère particulier; elle tient à des accumulations de déficits, à des excès de dépenses, à des opérations mal calculées et ruineuses de trésorerie, aux sacrifices imposés par des erreurs de politique qui se payent toujours.

Je ne voudrais pas entrer ici dans de trop minutieux détails : qu'il me suffise de résumer cette situation financière de 1864 dans deux chiffres. Les déficits accumulés du budget ordinaire s'élevaient à plus d'un milliard de réaux; le déficit du budget extraordinaire constitué particulièrement depuis 1859 montait à près d'un milliard. Ce dernier provenait de ce qu'un ensemble de crédits de 2 milliards 800 millions de réaux votés par des lois successives de 1859, 1861 et 1863, et destinés à s'échelonner sur un espace de huit années, avaient été en réalité dépensés beaucoup plus vite. Sans doute ce budget extraordinaire avait et a toujours pour garantie le produit d'une certaine quantité de biens nationaux affectés à cet ordre de dépenses; il ne restait pas moins pour le moment un découvert considérable qui, en se joignant aux découverts du budget ordinaire, formait un beau déficit de plus de 2 milliards de réaux, — chiffre équivalant au budget d'une année.

Jusque-là et pendant plusieurs années, le gouvernement avait pourvu à tout de deux façons principales : il avait combiné toute sorte d'opérations avec la banque d'Espagne pour en avoir de l'argent, et il s'était servi au delà de toute mesure des sommes confiées à la caisse des dépôts et consignations; au mois d'août 1864, l'État

devait à cette caisse quelque chose comme 1 milliard 600 millions et plus. Malheureusement, en transformant ces deux institutions en agences, en succursales ou pourvoyeuses du trésor, il les avait mises à une dangereuse épreuve, il avait exposé la banque à suspendre ses payements en espèces par un refus plus ou moins déguisé de l'échange de ses billets, et la caisse des dépôts à ne pouvoir rembourser aux déposants les sommes qu'elle avait reçues : c'était ce qui avait eu lieu déjà et ce qui causait une véritable perturbation.

Comment se tirer de là? Procéder par une augmentation d'impôts! Il sera certainement possible d'obtenir beaucoup plus des forces contributives de la Péninsule le jour où il se trouvera un ministre assez hardi pour mettre la main à de larges et intelligentes réformes économiques; jusqu'ici ce ministre ne s'est pas trouvé. Il ne restait donc qu'un moyen, le crédit; mais les sources du crédit intérieur étaient épuisées. Si, d'un autre côté, le gouvernement portait ses regards au delà des frontières de l'Espagne, il trouvait tous les marchés étrangers fermés, impitoyablement fermés à toutes ses valeurs nouvelles depuis 1861, depuis qu'il a refusé d'en venir à un arrangement avec cette classe de créanciers connus sous le nom de porteurs de la dette amortissable et des *certificats de coupons anglais*, et c'est là même un des épisodes les plus curieux de l'histoire financière de l'Espagne.

Je n'irai pas certainement me perdre dans ces débats épineux. Entre les créanciers de l'Espagne réclamant comme une conséquence légitime de la loi de 1851 l'affectation des produits d'une certaine catégorie de propriétés à l'extinction de leurs créances et le gouvernement de Madrid se retranchant dans une résistance

presque irritée, écartant sommairement toutes les réclamations, qui a raison et qui a tort? M. Bravo Murillo, l'auteur de la loi du 1er août 1851, qui règle la dette espagnole, et M. Salaverria, l'homme qui a le plus longtemps administré les finances depuis dix ans, ont écrit des brochures et n'ont pas beaucoup éclairci la question; ils n'ont montré qu'une chose : c'est que si M. Bravo Murillo, l'adversaire le plus implacable des réclamations anglaises et françaises, a raison, il a été bien subtil dans la rédaction de sa loi, et les créanciers de l'Espagne ont été quelque peu pris au piége.

Toute la question est dans une interprétation de textes, presque dans des distinctions qu'on croyait discréditées depuis Figaro. Ce qui est certain, c'est que par suite de ce refus obstiné des gouvernements, qui ont mis un zèle étrange à se faire une arme de l'amour-propre national, l'Espagne a beaucoup plus perdu assurément qu'elle n'aurait perdu par un arrangement équitable à l'origine, et qu'elle a eu l'ennui de voir son nom inscrit dans les bourses étrangères parmi les noms des débiteurs insolvables. Et voilà comment on ne pouvait faire appel au crédit étranger pour alléger le fardeau d'une situation financière des plus compromises. Faute d'autres moyens, le ministre des finances du cabinet Mon, M. Salaverria, venait de se faire autoriser par les chambres à ouvrir une négociation nouvelle avec la banque pour une somme de 1,300 millions garantie par des billets hypothécaires et à émettre directement par souscription publique 600 millions de titres; mais c'était tourner encore une fois dans un cercle vicieux, s'épuiser en expédients qui retombaient de tout leur poids sur le trésor, sans compter même qu'autre chose

était de faire une loi, autre chose d'avoir de l'argent.

On en était là au mois d'août 1864, et cette paralysie financière ne laissait pas d'être une partie intime de la politique, car on accusait M. Salaverria, qui avait été le ministre des finances du cabinet O'Donnell comme il l'était dans le cabinet Mon, d'avoir accumulé ces embarras, d'avoir aggravé cette plaie des déficits et des opérations ruineuses pour faire vivre l'*union libérale*, pour soutenir une situation.

Ainsi des finances poussées à bout et exténuées, une politique extérieure nouée pour ainsi dire en Europe, ou engagée dans des aventures en Amérique, une tension intérieure allant jusqu'à se traduire en un malaise public chaque jour plus sensible, en anomalies confuses, c'était là, au vrai, la situation de l'Espagne à ce moment d'une crise peut-être décisive, et si je rassemble ces traits, c'est pour en dégager, comme une nécessité souveraine, ce qui était évidemment à faire, la politique qui s'imposait naturellement à un ministère nouveau.

Des difficultés, on en trouverait assurément, et des plus graves, dans les choses et dans les hommes. L'*union libérale*, qui venait de se voir près de rentrer aux affaires, se reconstituerait sans doute sous l'autorité du général O'Donnell, et se formerait en opposition ; les semi-absolutistes ou néo-catholiques deviendraient peut-être des ennemis, surtout si on reconnaissait l'Italie ; les modérés, qui se sont appelés *historiques* et qui aiment la stabilité. s'inquiéteraient s'ils voyaient du mouvement, et resteraient froids en attendant de devenir dissidents sous quelque chef nouveau ; les progressistes attendraient peut-être avant de se décider à rentrer dans la vie publique, affaiblie par leur absence. Voilà les difficultés ;

voici où étaient la force et la possibilité du succès. Elles étaient dans l'autorité d'une conception nette et résolue, d'une volonté sérieuse et ferme chez les nouveaux ministres, elles étaient dans le pays lui-même, à qui on allait s'adresser par des élections pour inaugurer une situation nouvelle, — dans le pays, qui était fatigué, qui sentait le besoin de trouver la sécurité dans l'équité, et dont on pouvait se faire un auxiliaire par l'ascendant d'une pensée conciliante et réparatrice; mais pour en arriver là, pour gagner le pays autrement que par des tours de scrutin, pour lui faire accepter des choses toujours pénibles à l'orgueil national, comme l'abandon de Saint-Domingue, des nécessités dures, comme une liquidation financière, il fallait évidemment le rassurer, lui inspirer confiance, le débarrasser des fantômes de réaction, lui rouvrir une voie régulière et sûre; il fallait, en un mot, une politique à laquelle je donnerai son véritable nom en l'appelant une politique de libérale initiative, pratiquée par des conservateurs intelligents, pénétrés des nécessités de leur temps.

IV

Est-ce là ce que faisait le cabinet né le 16 septembre 1864 sur les ruines de trois ministères? Est-ce pour l'avoir tenté qu'il tombait, et que, ruine à son tour, il n'était plus bientôt que le piédèstal d'une résurrection de l'*union libérale*, qu'on croyait pour longtemps impossible? La vérité est que, dans son existence de neuf mois, le ministère du 16 septembre a eu deux périodes distinctes, tranchées, parce qu'il portait en lui deux tendances, voilées à l'origine sous l'entrain d'une récente victoire, et confondues ou paraissant confondues dans un même sentiment des nécessités publiques. Au premier moment, en effet, ce pouvoir nouveau semblait très-décidé à entrer dans la voie que les circonstances ouvraient si naturellement devant lui. Il était et se montrait libéral d'intentions, de desseins, et avouait tout haut la pensée d'aborder, de résoudre successivement toutes les questions qui pesaient sur la situation de l'Espagne, avec le concours de l'opinion et des chambres.

Le général Narvaez lui-même, l'heureux vainqueur du moment, n'était pas insensible à l'éclat de ce rôle de conciliante réparation; il semblait comprendre tout à fait qu'il n'y avait point d'autre issue possible, et, à côté

de lui, cette politique était particulièrement représentée par deux hommes d'une singulière valeur, — le ministre d'*État*, M. Alejandro Llorente, intelligence juste, sagace et éclairée par l'expérience, qui ne cachait nullement son ferme dessein de ne se prêter à aucune réaction, et le ministre de l'intérieur, M. Gonzalez Bravo, l'homme qui avait le plus marqué par son opposition contre le ministère O'Donnell, qui avait assez de mouvement d'esprit pour ne pas craindre de gouverner par les idées libérales, comme aussi, par malheur, il avait assez de flexibilité pour essayer au besoin de gouverner sans elles. Gâté par une précoce élévation, — il fut président du conseil en 1844, à l'âge où l'ont peut à peine être ministre, — et tourmenté depuis du désir de retrouver son ancienne fortune, nature impétueuse et prodigue, tempérament d'orateur et même de journaliste assoupli par le goût du pouvoir, homme de lutte et d'éloquence, d'imagination et de hardiesse, sinon de forte consistance, M. Gonzalez Bravo avait tout ce qu'il faut pour cette attitude qu'il acceptait, qu'il prenait, de porte-parole un peu retentissant du ministère devant le public. Il recommandait aux gouverneurs des provinces l'impartialité dans les élections qui allaient se faire; il développait tout un programme de légalité, d'équité, de conciliation, ouvrant la porte aux progressistes, s'ils voulaient rentrer dans la vie publique; il faisait ces circulaires qui eurent un jour la fortune imprévue d'inspirer à M. Thiers la pensée de nous proposer le trop modeste idéal de la liberté comme en Espagne.

C'était certes un début plein de promesses. On n'amnistiait pas seulement les journaux, on ne les délivrait pas seulement de la maussade perspective des conseils de

guerre, on allait jusqu'à leur restituer toutes les amendes dont ils avaient été frappés depuis 1858, c'est-à-dire depuis cette fameuse loi Nocedal que le général Narvaez, dans son dernier ministère, avait eu la faiblesse de couvrir de son autorité. On ne pouvait mieux avouer une erreur. Dans un autre ordre d'idées, la question de la reconnaissance de l'Italie, sans avoir été précisément posée, avait été du moins abordée. Le ministre d'*État*, M. Llorente, était pleinement favorable à la reconnaissance, le président du conseil n'y était pas absolument opposé, et la question n'était ajournée que parce qu'on voulait connaître la signification réelle qu'allait recevoir des explications des gouvernements ou des discussions des chambres à Turin et à Paris la convention du 15 septembre, signée en ce moment même entre la France et l'Italie. Le principe de l'abandon de Saint-Domingue était accepté, d'autant plus aisément que c'était une mauvaise affaire de l'*union libérale*. La nécessité d'en finir pacifiquement avec le Pérou, sans prolonger cette absurde et ruineuse aventure, était entièrement admise. Enfin le ministre des finances, le plus embarrassé de tous, M. Barzanallana, était bien obligé pour vivre de recourir encore à des expédients, à des emprunts, à des négociations avec la Banque, avec la caisse des dépôts, avec les capitalistes; mais il mettait déjà la main à l'œuvre, et il rassemblait tous les éléments d'une liquidation sincère qu'il était décidé à soumettre aux chambres en leur demandant les moyens de rétablir la situation financière de l'Espagne.

Un souffle de bonne volonté libérable semblait donc animer ce commencement de ministère. Et le premier résultat, c'est qu'immédiatement la dangereuse tension de

la veille cessait. Il y avait une sorte d'apaisement dans les esprits. Les journaux retrouvaient le droit de respirer et de parler, et il ne s'ensuivait vraiment aucune révolution. Ce qui semblait peu de jours auparavant une grosse difficulté, — par exemple la rentrée de la reine Christine, — devenait tout simple. Les élections se faisaient assez librement, peut-être plus librement qu'elles ne s'étaient jamais faites. Il y avait du calme dans le pays et un certain désarroi dans les partis réduits à murmurer sans oser éclater encore, comme les néo-catholiques et les conservateurs timorés, ou à battre des mains, comme tous les esprits libéraux, sincères et indépendants des coteries. Les progressistes seuls, un moment déconcertés, mais clairvoyants comme des adversaires, affectaient de se tenir en dehors et se réfugiaient dans un doute ironique en répétant sans cesse dans leurs polémiques ou dans leurs discours : Attendez! attendez! Ce n'est que le commencement, ce n'est pas encore le vrai Narvaez; laissez passer quelques jours, vous verrez reparaître le Narvaez véritable, tel que nous le connaissons, celui dont la présence au pouvoir se manifeste toujours par ces signes infaillibles, les rigueurs contre la presse, les lois répressives et l'état de siége, les coups de fusil, les baisses de fonds publics.

C'était là en définitive la vraie question du moment que le ministère avait à résoudre, cette question délicate et décisive de savoir s'il avait la volonté et le pouvoir d'en finir avec tous ces expédients de la force, avec tous ces fantômes de réaction, pour réaliser en toute sincérité les conditions d'un gouvernement libéral, — si ce ne serait qu'une lune de miel éphémère, ou si c'était le commencement d'une ère nouvelle. Tout le monde y était intéressé,

la reine, le parti modéré, le général Narvaez, les adversaires eux-mêmes du gouvernement, qui ne résisteraient certes pas longtemps à la tentation d'accepter des mains d'anciens antagonistes une liberté qu'ils n'avaient pas su se donner, ou qu'ils avaient compromise quand ils étaient aux affaires.

V

Si le ministère avait eu la clairvoyance virile d'un pouvoir maître de lui et embrassant fortement une situation, il aurait vu que ces doutes ironiques de ses adversaires, qui n'étaient que des craintes déguisées, lui signalaient justement la voie qu'il devait suivre; que, puisque de simples promesses avaient suffi pour produire un véritable allégement, sa persistance dans une politique libérale lui assurerait vraisemblablement un ascendant devant lequel toutes les dissidences seraient bien obligées de plier. Il aurait vu qu'à tenter l'entreprise il ne mourrait jamais plus misérablement que ses prédécesseurs, qui n'avaient rien fait, et que dans tous les cas, dût-il succomber pour le moment, il élevait le drapeau de la seule politique possible, il laissait son parti animé d'un esprit nouveau, il se ménageait à lui-même, il ménageait à l'opinion modérée un rôle décisif dans un avenir prochain.

Le ministère du 16 septembre ne vit ni cela ni bien d'autres choses, et par une inconséquence étrange, au moment où on le croyait sur le chemin du libéralisme, il s'arrêtait brusquement, sur place pour ainsi dire, comme un corps d'armée en marche qui entend le feu de l'ennemi. Où était donc l'ennemi? Il n'était sérieusement nulle part.

Or, rien n'est plus dangereux pour un gouvernement que de chercher partout l'ennemi quand l'ennemi n'existe pas. En se défiant, on fait croire qu'il existe, et en affectant de croire à son existence, on le crée quelquefois.

Le premier symptôme de cette évolution fut une circulaire du 28 octobre sur l'instruction publique. S'il ne s'était agi que de réprimer les écarts de quelques professeurs, de maintenir une limite entre la politique et l'enseignement, c'était assez simple et sans grave conséquence; mais la circulaire du 28 octobre avait évidemment une portée plus générale, plus menaçante, qui eût été bien plus sensible encore, si elle fût restée telle qu'elle était primitivement rédigée, si elle n'eût été modifiée dans un esprit de concession mutuelle. Elle tendait à limiter la liberté du haut enseignement, et on y voyait particulièrement une menace contre certains professeurs de l'Université de Madrid connus pour leurs opinions démocratiques. N'eût-elle pas eu la portée que les partis se hâtaient de lui attribuer, — les néo-catholiques pour en triompher, les libéraux pour s'en alarmer, — elle devenait, par suite de toutes les interprétations dont elle était l'objet, le signe visible de ce qu'on appelait le dualisme du ministère. Après les manifestations libérales des premiers jours, les idées conservatrices pures prenaient leur revanche. Un autre symptôme, bien plus significatif encore, c'était une circulaire nouvelle que M. Gonzalez Bravo adressait aux gouverneurs des provinces, le 25 novembre, au lendemain des élections. Cette fois le langage commençait à prendre une couleur assez singulière, et ici je voudrais laisser parler M. Gonzalez Bravo luimme en l'abrégeant un peu :

« La période électorale est terminée, disait-il, et avec elle cessent les circonstances spéciales qui ont porté le gouvernement à laisser complétement libre et livrée à elle-même l'action de la presse. Le gouvernement a voulu que, tant que durerait la lutte, toutes les opinions, même les plus extrêmes, pussent se manifester... La nation a tout entendu dans une attitude sereine et impartiale, et elle a répondu à l'exagération révolutionnaire de certaines attaques en élisant à une immense majorité les candidats ministériels. Le dédain avec lequel le pays a repoussé les débordements de certains journaux ne pouvait être plus éloquent. Maintenant l'époque de transition est passée... l'heure est par conséquent venue où le pouvoir exécutif doit recouvrer la plénitude de la force que lui assurent la confiance de Sa Majesté, l'appui probable de la nation légitimement représentée et la protection tutélaire des lois... Le moment est arrivé de contenir et de réprimer ceux qui, dirait-on, manquent de la volonté et du pouvoir de se soumettre et de se corriger eux-mêmes.

Dorénavant le gouvernement, qui n'hésite pas à livrer sans crainte ses actes aux plus acerbes récriminations, parce qu'il est sûr de les réfuter victorieusement soit dans les cortès, soit dans la presse elle-même, soit devant les tribunaux, le gouvernement est résolu à défendre énergiquement, par tous les moyens que la loi met à sa disposition, les fondements de l'ordre social et politique que la législation constitutionnelle en Espagne et le sens commun dans tous les pays mettent à l'abri de toute espèce de controverse... Je recommande à Votre Seigneurie de se bien pénétrer de l'esprit de ces dispositions pour appliquer les articles les plus essentiels de la loi de la presse... La loi actuelle sur la presse a été appliquée en peu d'occasions; on peut dire qne ce n'est qu'aujourd'hui qu'elle va être mise à l'épreuve avec une certaine résolution (1)... Le gouvernement est déterminé à savoir ce qu'il peut attendre d'une œuvre législative qu'il n'a point faite; il veut arriver à une complète connaissance du pouvoir répressif qui est à sa disposition et vérifier jusqu'à quel point répondent à l'intention et à

(1) La loi dont il est ici question datait à peine du 29 juin 1864. Comparée à la loi de 1857, qui a reçu de son principal auteur le nom de loi Nocedal, et qui était toujours en vigueur, quoiqu'il fût toujours question de la changer, la loi de 1864 était certainement un progrès; c'est néanmoins avec elle qu'on avait trouvé le moyen de traduire des journaux devant des conseils de guerre.

l'efficacité de la loi les tribunaux qui doivent l'interpréter et l'appliquer... »

Dépouillez ce langage : en d'autres termes, à travers tous ces subterfuges et toutes ces amplifications, M. Gonzalez Bravo avouait que la politique libérale des premiers jours n'avait produit que de bons effets, que l'Espagne venait de traverser une crise d'élections sans s'émouvoir, sans qu'une certaine liberté eût enfanté un désordre, que les journaux avaient pu tout dire sans danger, sans troubler le pays, — d'où il tirait cette conclusion hardie, que le moment était venu de revenir à la politique répressive, de mettre un frein à la presse! Ce n'était peut-être pas d'une logique bien serrée, sans compter que M. Gonzalez Bravo laissait entrevoir la possibilité d'une loi nouvelle. Je n'ajoute pas qu'il y avait assurément quelque chose d'étrange dans cet aveu presque naïf qu'on avait donné une représentation de libéralisme sur laquelle il était temps de baisser le rideau. La force que croyait se donner le ministère par des actes faits peut-être pour répondre aux puériles alarmes de quelques modérés retardataires, cette force était au moins problématique; le coup qu'il se portait était certain et immédiat. Le ministre d'*État*, M. Llorente, se retirait presque aussitôt, refusant nettement de suivre le cabinet dans cette voie; il se retirait en homme qui avait ses opinions, qui ne les avait pas cachées, qui les gardait, et qui s'en allait sans attendre la fin de la comédie.

Ainsi le cabinet Narvaez n'avait pas encore deux mois d'existence qu'il était entamé. Il l'eût été également d'un autre côté, dira-t-on, s'il n'avait pas donné des gages aux conservateurs effarés qui l'assiégeaient de leurs défiances et l'embarrassaient dans sa marche. C'est bien

possible; cela prouve seulement que le général Narvaez manquait, dans ces circonstances, de l'ascendant que donne une idée nette servie par une volonté résolue; il flottait, et le cabinet flottait avec lui, n'étant plus déjà libéral et n'étant pas encore précipité dans la réaction. La retraite de M. Llorente, arrivant sur ces entrefaites, rendait plus sensible cette situation, découvrait le ministère et mettait à nu sa faiblesse, si bien qu'en peu de jours, presque en quelques heures, il tombait d'une crise partielle dans une crise plus générale; mais cette fois c'était une crise prodigieuse, fantasque, étourdissante, comme on n'en voit qu'à Madrid, un véritable imbroglio à l'espagnole, né tout simplement de ce fait que le ministère avait choisi le moment où il se sentait le plus atteint pour se donner une attestation de puissance. On était à la mi-décembre, à la veille de l'ouverture des chambres.

VI

Le prétexte ostensible était la difficulté de s'entendre sur la rédaction du passage du discours de la couronne qui devait annoncer l'abandon de Saint-Domingue; au fond, il s'agissait de tout autre chose. Le général Narvaez avait voulu essayer sa force en abordant des questions très-intimes et très-délicates, en demandant l'exclusion de certaines influences qui s'agitent toujours au palais et par lesquelles il se croyait menacé. Seulement il se trompait : d'abord il voulait toucher à une influence qui ne lui était point hostile sans mettre en cause d'autres influences qui étaient bien plus dangereuses pour lui, qui ont une action bien plus marquée sur la politique, — et de plus, pour tenter ce grand coup, il avait trop attendu.

Au premier instant néanmoins la reine n'avait fait aucune objection, quoiqu'elle ressentît peut-être quelque surprise; mais comme à la question intime se mêlait toujours la question politique, qui n'était rien moins que claire, comme elle n'avait point de peine à démêler la situation affaiblie que le ministère s'était faite, la reine ne se hâta pas, et au moment où le général Narvaez se croyait déjà maître du terrain, il s'aperçut qu'il n'avait rien gagné, que rien n'était fait et que rien ne serait fait. Alors éclate

la crise par la démission du cabinet et commence cet imbroglio bizarre où pendant quatre jours toutes les ambitions sont en éveil, où tous les bruits se croisent, où tout est confusion dans le monde politique de Madrid. A qui s'adresser? Au général O'Donnell, au marquis de Miraflorès, à M. Isturiz, à d'autres personnages du parti modéré? L'embarras, il est vrai, n'était pas de trouver quelqu'un. Il y a malheureusement en Espagne, sans sortir du parti modéré, un luxe démesuré de présidents du conseil en disponibilité ou en expectative, les uns militaires, les autres civils, tous pénétrés de leur importance, tous également prêts à se dévouer; la seule difficulté, c'est de ne pas prendre l'ombre pour la réalité.

La reine, dans l'embarras, s'adressa d'abord au général Pavia, marquis de Novaliches. C'était un général comme un autre, ayant plus qu'un autre, à ce qu'il paraît, la vocation d'être président du conseil, car son nom avait été mêlé depuis quelque temps à diverses combinaisons; la brochure publiée à Paris en 1864 avait révélé ses visées à la direction des affaires, et il avait refusé une place de simple ministre dans le cabinet de Narvaez. Il avait révélé son programme au sénat sous la forme d'un discours, et c'était assez. Le général Pavia se mit donc à l'œuvre en homme peu étonné de sa fortune, ne doutant de rien, et il rassembla facilement quelques noms; mais on s'aperçut bien vite que ce n'était là qu'un ministère modéré, moins les personnages qui sont l'autorité de ce parti, et lorsque le général Pavia tenait déjà ses collègues sous les armes, c'est-à-dire en uniforme, pour aller prêter serment, la reine, informée peut-être du médiocre effet de cette combinaison déjà ébruitée, ajourna poliment, — puis elle finit par laisser

entendre que les nouveaux ministres ne répondaient peut-être pas à tout ce qu'exigeaient les circonstances. Il fallait se tourner ailleurs : cette fois ce fut vers M. Isturiz, vieillard fort respectable, utilité des plus souples et des moins gênantes, qui se laissa aisément persuader, et fit partager sa bonne volonté par MM. Bermudez de Castro, Salaverria, Arrieta, Ibarra, Ardanaz ; mais on s'aperçut aussitôt que c'était l'*union libérale* moins ses représentants les plus désignés, moins O'Donnell, et il en fut de la combinaison Isturiz comme il en avait été de la combinaison Pavia. La reine fit appeler bien d'autres personnages, notamment le général don Francisco Lersundi, dont elle aimait l'indépendante loyauté, mais qui déclina, quant à lui, toute mission officielle, et se contenta de faire entendre la parole d'un soldat fidèle, attristé et sans illusions.

Enfin, durant ces quatre jours d'hiver où la neige tourbillonnait sur la ville et où l'effervescence gagnait les esprits, il y avait à Madrid des collections de ministres en permanence, occupés à revêtir ou à dépouiller l'uniforme ; ils se succédaient d'heure en heure, et comme en Espagne une crise ministérielle devient aisément l'affaire de tout le monde, c'était un vrai bourdonnement de rumeurs étranges, de bruits contradictoires qui grossissaient et prenaient des proportions fantastiques en se répandant. On s'abordait dans les rues, dans les réunions en se demandant : « Que se passe-t-il au palais? Qui a été appelé? Quel est le cabinet d'aujourd'hui? — Est-ce Pavia? — Non, c'est Isturiz. — C'est peut-être Espartero. » Si ce n'eût été que cette excitation de curiosité dans un monde de fonctionnaires attendant ou redoutant tous les changements d'administration, passe encore.

Par malheur, pendant ce temps rien ne marchait et les intérêts prenaient l'alarme. Le change sur Paris montait d'une façon inquiétante. La foule se pressait à la banque pour échanger les billets qui n'étaient pas remboursés et que le commerce ne recevait plus. Le trésor était vide, et on était bientôt obligé, pour attirer l'argent, d'élever à 9 pour 100 l'intérêt des sommes remises à la caisse des dépôts. En un mot, la situation finissait par devenir tout à la fois ridicule et désastreuse.

C'était une comédie qui pouvait d'un instant à l'autre se changer en drame, si les passions publiques, déjà vivement excitées, entraient en scène, lorsque, de guerre lasse, et le sentiment de la gravité des circonstances se réveillant, une vue plus nette des choses ramenait à une solution des plus inattendues, quoique pourtant assez naturelle : la démission de l'ancien cabinet ne fut point acceptée. Et en effet quel autre ministère d'un caractère un peu sérieux pouvait se former en présence d'un parlement inconnu, élu sous d'autres auspices, avec la perspective d'une dissolution nouvelle? C'était au contraire le ministère Narvaez qui avait présidé aux élections, qui avait travaillé à s'assurer une majorité dont il ne doutait pas; il était donc tout simple qu'il attendît au moins la réunion des chambres pour paraître devant elles, pour leur soumettre son programme et leur déférer les questions qui, une fois posées, ne pouvaient plus être ajournées.

La reine sentit la force de ces considérations aussi bien que le général Narvaez et ses collègues, qui après tout ne demandaient pas mieux que d'être convaincus, et après quatre jours d'étourdissement, de fièvre et de bruit, Madrid se réveilla avec un ministère tout ensemble

vieux et nouveau. Quant aux conditions, elles se résumèrent naturellement dans des concessions mutuelles. Le ministère n'était pas en état de gagner beaucoup sur la question intime ; sur ce qui avait été le prétexte transparent, il fut entendu que, dans son discours aux chambres, la reine, — sans prononcer le mot cruel d'abandon de Saint-Domingue, après s'être glorifiée de l'annexion, — se bornerait à annoncer la proposition prochaine de mesures « d'une importance et d'une gravité considérables ».

VII

Je m'arrête ici un instant, et je me tourne vers un des éléments essentiels de cette crise, une des plus singulières qui aient étonné et passionné Madrid depuis longtemps. La politique de l'Espagne, — et n'est-ce pas l'histoire de la politique de tous les pays? — n'est pas assurément une simple abstraction. A Madrid comme partout, plus que partout, la politique ne se compose pas seulement de principes; elle se compose bien plus encore des passions, des faiblesses, des caprices de ceux qui la font. Que les influences contre lesquelles se démenait le général Narvaez et dont il demandait l'exclusion existent réellement, c'est bien certain, et elles sont même de diverse nature. Il y a des influences auprès de la reine, il y a des influences auprès du roi; elles ont un nom et se mêlent à tout, jouant quelquefois un rôle des plus actifs. A la veille même de la crise de décembre, un écrivain hardi, progressiste il est vrai, M. Jose Maria Diaz publiait dans le journal *la Iberia* une lettre qu'on se hâta de poursuivre et qui n'était au fond qu'un résumé de tout ce qui se dit à Madrid, une sorte de photographie de personnages dont tout le monde parle, qui ont plus ou moins un rôle. « Le frère Cirilo de La Alameda, gé-

néral des franciscains, disait-il, jouissait d'une grande influence à la cour de Ferdinand VII. Conseiller du prétendant durant la guerre civile, il prêta plus tard serment à la reine. Il ne prit aucune part à la conjuration de San Carlos de La Rapita, à en juger du moins par un écrit dans lequel il qualifie les fils infortunés de celui qui fut son bienfaiteur et son roi de *bande de gens perdus.* » Le frère Cirilo est aujourd'hui cardinal-archevêque de Tolède, et il est fort écouté à la cour. — « Le père Claret de soldat devint ecclésiastique, puis missionnaire, puis évêque. Il a acquis une certaine célébrité par ses sermons et par la publication d'un livre, *la Clé d'or*, — *la Llave de oro*, — opuscule peu digne de l'homme et du prêtre par l'impudeur de la pensée et la grossièreté du langage.... » Le père Claret est aujourd'hui confesseur de la reine.

La plus curieuse de ces influences assurément, celle qui fait le plus parler d'elle et autour de laquelle peut-être toutes les autres se groupent, c'est une religieuse, sœur Maria-Dolorès Patrocinio, abbesse du couvent de San-Pascual d'Aranjuez. Comment une religieuse qui a été condamnée autrefois par les tribunaux pour imposture, parce qu'elle se donnait comme l'objet d'un miracle permanent et montrait les plaies du Christ sur ses mains, comment cette religieuse a-t-elle pu devenir un personnage ? Elle a passé pour avoir été un moment autrefois la dépositaire d'un document d'une certaine importance que les ministres d'alors auraient été obligés de racheter à prix d'argent. On paya le document et on exila la religieuse. Elle a été exilée plus d'une fois, et ce qui est curieux, c'est qu'elle l'a été le plus souvent par les modérés; mais elle est toujours revenue. On dit à Madrid,

— que ne dit-on pas? — qu'un jour, il y a bien des années, le roi, par qui cette influence s'exerce principalement, avait pressé la reine d'aller à un sermon, au couvent de sœur Patrocinio. Il y avait là un prédicateur qui se livra à de tels excès d'éloquence, que la jeune souveraine en fut toute saisie et se retira malade. La reine Christine, qui était à cette époque à Madrid, sut la cause de cette indisposition, et elle intervint pour qu'une scène de ce genre ne se renouvelât point. Depuis il y a eu une certaine antipathie entre la religieuse et la reine-mère. Malgré tout, sœur Patrocinio n'a pas moins prospéré, assez forte pour survivre aux ministères et même pour ne pas obéir au pape, qui s'est prêté quelquefois sans succès à l'appeler à Rome. Aujourd'hui, outre le couvent de San-Pascual d'Aranjuez, elle a plusieurs maisons de son ordre élevées avec l'argent qu'elle tient de la cour, et il est arrivé parfois au général O'Donnell, pendant son premier ministère de cinq ans, de s'entendre reprocher en pleines cortès ses ménagements pour la nonne.

Ces influences, sans parler de quelques autres, peuvent certainement être gênantes autant qu'elles sont irrégulières; elles sont peu prévues, par le mécanisme constitutionnel, quoiqu'elles soient toujours prévues pour celui qui sait bien qu'il y a inévitablement à compter avec cette grande capricieuse, cette grande improvisatrice de l'inattendu qui s'appelle la nature humaine. Il ne faut cependant rien exagérer. Ces influences existent, elles ne devraient point exister; mais elles ne suppriment pas l'essence politique d'une situation; elles ne sont fortes qu'avec ceux qui sont faibles. Elles avaient été la cause première, elles restaient peut-être l'embarras de cette

crise de décembre. Ce n'est point par elles toutefois que le ministère se trouvait dans une condition ébranlée et moralement diminuée. Elles n'eussent point existé que le ministère n'eût pas moins ressenti dans sa marche, dans son action, l'effet du travail de conversion qui se faisait en lui. Et puis, s'il ne se rencontrait pas des hommes toujours disposés à accepter toutes les situations, se piquant d'émulation dans la complaisance, déguisant souvent leur impatience du pouvoir sous la forme d'un dévouement sans conditions, si la reine n'avait pas été accoutumée à trouver toujours des combinaisons toutes prêtes, des présidents du conseil plus qu'elle n'en désire, ces crises produites par des influences irrégulières n'arriveraient pas, ou du moins elles seraient circonscrites et neutralisées. Sœur Patrocinio ou d'autres auraient peu d'importance.

Il faut dire en toute franchise un mot dont se plaindront peut-être les hommes publics de l'Espagne. Presque tous, plus ou moins, beaucoup si l'on veut, se servent de ces influences ou s'accommodent avec elles; ce n'est que lorsqu'ils sentent le terrain se dérober sous leurs pieds qu'ils songent à protester, à se plaindre, ce qui équivaut de leur part à dégager leur responsabilité au dernier moment, à se faire un titre de leur retraite en laissant la reine à découvert, — lorsqu'un peu de fermeté et d'indépendance chez les hommes de tous les partis à l'heure voulue suffirait pour arrêter la politique espagnole sur cette pente périlleuse. La reine Isabelle d'ailleurs n'est rien moins qu'opiniâtre dans ses volontés. Avec de la finesse naturelle d'esprit, de la pénétration, un sentiment très-espagnol, elle n'est nullement insensible à ce qui peut la servir en servant le pays. Elle peut se

laisser aller à des influences, céder à des obsessions; mais quand on lui parle sérieusement, — plus d'un ministre l'a éprouvé, — elle écoute, et même elle s'arrête. Il y a des hommes à qui elle se fie et dont elle recherche volontiers les conseils.

Plus que tout autre, par son passé, le général Narvaez est certainement fait pour avoir de l'ascendant auprès de la reine. Il n'y a qu'un malheur : toutes les fois que le général Narvaez revient au pouvoir, il lui semble qu'il doit procéder d'autorité, que tout doit plier devant lui, et avec des qualités reconnues il finit par avoir moins d'influence qu'on ne le croirait dans les choses les plus délicates. Là est peut-être la clé de cette facilité avec laquelle la reine avait accepté la retraite d'un cabinet qui, à tout prendre, était seul en mesure pour le moment de rester au pouvoir. Là est peut-être l'explication de cette crise mêlée de politique et de questions intimes.

VIII

Quoi qu'il en soit, c'est à travers ces insaisissables péripéties que le ministère reconstitué pouvait arriver à l'ouverture des chambres. L'embarras n'était point dans un vote : il y avait dans le congrès une majorité ministérielle décidée, plus que suffisante. Les progressistes étaient absents. L'*union libérale* était représentée sans former un faisceau bien redoutable. Les autres groupes, sur lesquels on ne pouvait compter que conditionnellement, si on se rapprochait d'eux, les néo-catholiques avec M. Nocedal, la fraction dirigée par le comte de San-Luis, ces groupes, dangereux, il est vrai, par leurs affinités, étaient peu nombreux. En un mot, l'opposition existait sans être inquiétante. Le péril n'était pas là; il était dans le ministère lui-même, qui s'était relevé de la crise de décembre avec une apparence d'ascendant, mais qui n'avait pas moins reçu une sérieuse atteinte, qui restait incertain dans des conditions plus que jamais incertaines. Il fallait s'affirmer, se mouvoir entre les partis, dérouler toute une politique, et c'est là que commençait l'épreuve décisive. Ne rien faire n'était pas même une ressource : il y a des moments où la force des choses con-

traint invinciblement les situations à se dessiner, à prendre leur vraie couleur.

C'est ce qui arrivait par degrés, à mesure que les circonstances se développaient et qu'on s'avançait sur ce terrain mal affermi, travaillé par toutes les passions. Une question s'est élevée et a enflammé toutes les polémiques dans ce que j'appellerai cette seconde période du cabinet Narvaez, une question dans laquelle viennent se confondre toutes les autres. En restant tel qu'il avait été primitivement constitué, moins M. Llorente, le ministère était-il le même qu'aux premiers jours? N'avait-il pas sensiblement changé au contraire? Sa politique, après avoir pris tous les dehors du libéralisme, ne tendait-elle pas incessamment à revenir, comme par une aimantation secrète, vers la réaction? N'était-ce pas tout simplement la résurrection graduelle d'un ministère modéré quelconque d'autrefois, dépaysé dans des circonstances nouvelles? M. Gonzalez Bravo, qui est de force à soutenir toutes les luttes de parole et à y briller, mettait toute son éloquence à prouver que rien n'était changé, que le ministère, libéral à son origine, n'avait pas cessé de l'être, que tout était pour le mieux. Il ne voyait pas qu'un gouvernement n'a pas précisément le caractère qu'il prétend lui-même s'attribuer; il a le caractère que lui donnent les faits, les choses, même les mouvements des partis, qui, dans leur travail incessant, se rallient à lui ou s'en détachent.

Un fait bien simple éclairait cette situation singulière: c'était justement cette évolution universelle des partis et des opinions à mesure que la politique ministérielle se déroulait ou se dégageait. La transformation était complète. Au commencement, le ministère trouvait son appui le plus chaud et le plus efficace parmi les esprits libéraux,

surtout dans ce jeune groupe du parti modéré où comptent M. Albareda, M. Valera, et dont M. Gonzalez Bravo avait été longtemps un des guides tant qu'il ne s'agissait que de tenir la campagne contre l'*union libérale* et O'Donnell. Dès le début de la session, le général Narvaez, pressé par les modérés purs, désavouait nettement les jeunes libéraux et les rejetait dans une réserve qui allait se changer en opposition. Au contraire, le général Pezuela, dont les opinions monarchiques touchent à l'absolutisme, et qui avait refusé dans les premiers temps une des grandes directions de l'armée, finissait par accepter, tout comme son frère, le marquis de Viluma, qui a les mêmes opinions, avait été appelé à remplacer le duc de Rivas à la présidence du conseil d'État. M. Nocedal et les néo-catholiques avaient commencé par une grande méfiance, si ce n'est par de l'hostilité, à l'égard du cabinet, et peu après ils lui prêtaient leur compromettant appui. Pour eux, ils n'avaient sûrement pas changé. Il en était de même du comte de San-Luis, qui d'une attitude expectante était passé à une alliance presque intime, et qui à la fin avait reçu comme gage de son appui sa nomination à l'ambassade de Londres, tenue provisoirement secrète.

Comment s'était donc opéré ce déplacement singulier? Que s'était-il passé? Bien des choses sans doute. Je n'en veux citer qu'une seule, parce qu'elle touche à une question qui depuis longtemps est le grand champ de bataille des partis. Le ministère avait fini par se décider au mois de février 1865, à présenter une nouvelle loi sur la presse, qui, bien avant d'être connue, avait été la cause de la retraite de M. Llorente, une loi qui, sous le prétexte libéral de soumettre les journaux au droit commun, réta-

blissait en fait la censure avec une complication de plus. Le projet créait un délit d'une espèce nouvelle, — comment dirai-je? — le délit déjoué, empêché, *delito frustrado*, en d'autres termes le délit non commis, non connu du public, constaté et arrêté au passage par l'autorité chargée de recevoir le dépôt, comme si en affaires de presse la publicité n'était pas l'élément constitutif du délit. On n'avait pas imaginé jusqu'ici, je crois, de chercher un délit dans un article qui n'a pas vu le jour, connu seulement de celui qui l'a écrit. Ce n'est pas tout : à côté des délits multipliés et énumérés avec un luxe inquiétant, il y avait un autre genre d'infractions, les *fautes*, qui, elles aussi, passaient sous le droit commun, c'est-à-dire sous l'arbitraire commun d'un gouverneur ou d'un simple alcade pouvant infliger sommairement, administrativement, des amendes de 400 à 2,000 réaux. On était décidément en progrès, et il y avait bien de quoi rassurer M. Nocedal et les modérés purs en simplifiant, en éclairant la situation.

Ce n'était pas, je le crois bien, de la part du général Narvaez un système prémédité; c'était plutôt le réveil d'une nature qui s'embarrasse aisément au milieu des difficultés, qui a pris l'habitude de les trancher par la répression ou par la force, et qui ne peut arriver à se transformer. Placé entre deux politiques, l'une de libéralisme, l'autre de réaction, le général Narvaez avait bien vu tout d'abord avec les lumières de son esprit que la première seule était possible, qu'elle répondait à une nécessité, et c'est là l'explication des actes qui avaient signalé le commencement de son ministère; par instinct inavoué, par passion, il cédait à la seconde. L'excitation du pouvoir le ramenait à la lutte, à la résistance. Au fond, l'année

1848, avec ses souvenirs d'émeutes domptées, de factions dispersées, d'ordre vigoureusement maintenu, est restée pour lui l'idéal du gouvernement, un idéal que le moindre obstacle ravive, et c'est là d'un autre côté l'explication de ses entraînements aussi bien que de ses embarras dans des circonstances qui n'étaient plus les mêmes.

Une fois sur ce terrain, ce n'était plus de la politique, c'était la guerre; mais, la guerre une fois acceptée ou provoquée, c'était inévitablement la réaction à outrance dans le régime intérieur, la continuation des expédients dans les finances; en d'autres termes, c'était se hasarder, sans possibilité de retour, dans une voie où le ministère allait attester son impatience et son impuissance par ces deux faits, qui révèlent sa politique sous un double aspect : — les événements d'avril 1865 et l'emprunt du mois de mai.

IX

Voyons un instant. Il est vrai qu'à la veille des événements du 10 avril, qui allaient à l'improviste ensanglanter Madrid, un prétexte venait de lui-même s'offrir au ministère; mais justement les gouvernements sensés sont faits pour ne pas saisir les prétextes qu'on leur donne de commettre des fautes. Il y a en Espagne, je le disais, un parti démocratique; il y en a même deux, qui se font aujourd'hui la guerre : l'un créé, dirigé par un homme d'un talent énergique, orateur parlementaire des plus brillants, avocat et directeur du journal *la Discussion*, M. Nicolas Rivero, — l'autre formé et conduit par un jeune écrivain de savoir et d'imagination, M. Emilio Castelar, qui n'a jamais été député, mais qui est professeur à l'université de Madrid, et qui a, lui aussi, son journal, *la Democracia*. M. Emilio Castelar avait écrit, sous le titre d'*El Rasgo*, un article d'une véhémence singulière sur le don que la reine venait de faire de son patrimoine pour aider le trésor dans ses détresses.

C'est là le prétexte. Aussitôt le ministère, s'armant de sa circulaire du 28 octobre, voulant à tout prix atteindre le professeur dans le journaliste, se hâte, non-seulement

de déférer l'article aux tribunaux, ce qui était tout simple, mais encore de provoquer une procédure académique conduisant à la suspension d'abord, puis à l'exclusion définitive de M. Castelar. Le recteur de l'université de Madrid, homme de sens et de rectitude, qui a longtemps enseigné le droit, M. Montalvan, se dit que les cas pour l'exclusion des professeurs sont prévus, légalement précisés, que M. Castelar n'est point visiblement dans un de ces cas, et il élude. De là emportement du ministère, brusque révocation du recteur lui-même, et remplacement de M. Montalvan par un autre recteur, le marquis de Zafra, appelé de Grenade.

C'est ici que tout se complique et se précipite. Au premier moment, les étudiants de Madrid, prenant parti pour leur recteur destitué, veulent donner une sérénade à M. Montalvan, et cette jeunesse n'agit pas vraiment trop en étourdie : elle se met en règle avec l'autorité publique, elle demande une autorisation, et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que l'autorisation est accordée, — pour être bientôt retirée, il est vrai. Voilà justement où le ministère aggravait un danger qu'il avait d'ailleurs créé lui-même. Avait-il agi simplement avec légèreté en permettant une démonstration publique ? Ne s'était-il arrêté et ne se mettait-il en défense que parce qu'il avait vu que sous cette ovation d'étudiants se cachait une manifestation politique, que c'était une occasion attendue par les passions extrêmes? Toujours est-il qu'offrir le spectacle de ces fluctuations, de cette action saccadée, donner une autorisation pour la retirer au dernier moment, c'était aller au-devant de la nécessité de réprimer, assigner un rendez-vous à tous ceux qui ont le goût de l'agitation, laisser s'allumer le

feu pour l'éteindre; c'était, pour tout dire, renouveler quelque chose des incidents du 24 février 1848 à Paris avec la confiance d'être plus heureux.

Et ce qui devait arriver arriva en effet. Le 7 avril, le jour fixé pour la sérénade, la foule se pressait dans les rues de Madrid. Ce soir-là cependant il n'y eut rien de grave, rien, si ce n'est des cris, des huées et des attroupements bientôt dissipés; mais les esprits se montaient et s'échauffaient visiblement. Deux jours après, le 10 avril, à l'occasion de l'installation du nouveau recteur, la démonstration recommençait plus nombreuse, plus animée, plus hostile, quoique la multitude fût sans armes. Cette fois les choses se passèrent moins pacifiquement. Ce n'était pas un conflit sans doute, c'était ce que les Espagnols appellent une *asonada*, une série de rassemblements tumultueux coupés et disséminés par la force militaire lancée contre eux. Sur ce triste champ de bataille, on releva une douzaine de morts et plus de cents blessés. Parmi les victimes, la plus notable, le jeune Alfonso de Nava, était un ami du gouvernement lui-même, et il y avait eu jusqu'à des sénateurs qui, assaillis dans les rues par la garde vétérane, avaient été obligés de se réfugier dans des bouges. Le duc de Veragua, peu connu pour ses fantaisies séditieuses, était du nombre. Comme il n'y avait d'ailleurs ni plan, ni chefs, ni armes, ni la moindre trace d'une insurrection organisée, c'était fini presque aussitôt que commencé, en quelques heures : il n'y avait plus qu'à laver en toute hâte le pavé rougi de ce sang inutilement versé; mais, en disparaissant de la rue, la question restait comme un poids sur l'opinion. Elle allait se réveiller dans les chambres, où elle était portée en quelque sorte par l'émotion publique, où elle suscitait les débats les plus

passionnés, et où, malgré les efforts, malgré l'habileté de M. Gonzalez Bravo, l'opposition finissait par réunir dans un vote 105 voix, — 40 voix de plus qu'elle n'avait pu en réunir au commencement de la session.

Tout ce que peut une souple et ardente fécondité de parole, M. Gonzalez Bravo l'avait prodigué ; il avait prononcé dix discours au moins. Après avoir conduit lui-même sur le terrain la répression du 10 avril, il avait fait face à toutes les attaques dans le parlement en homme qui aurait pu, certes, jouer un autre rôle dans un ministère mieux inspiré, mais qui cédait visiblement à la fascination du pouvoir, et qui, une fois engagé dans cette voie, soutenait une défense désespérée. Un vote, M. Gonzalez Bravo pouvait sans doute l'obtenir encore d'une majorité diminuée. Ce qu'il ne pouvait changer, c'est ce fait, que dans toute cette crise la politique du gouvernement n'avait été qu'un enchaînement de fautes depuis la brutale destitution du recteur, accomplie par une impatience d'autorité, jusqu'à cette espèce de chasse à travers les rues contre une population désarmée. Ce qu'il ne pouvait changer surtout, c'est qu'en fin de compte, morts et blessés étaient du côté de la foule, tandis que les soldats n'avaient reçu que quelques blessures légères. Je voudrais ajouter, comme épilogue, qu'au lendemain de ces tristes scènes, le ministre de l'instruction publique, M. Alcala Galiano, mourait avec cette obsession du sang versé, en répétant, dit-on, cette date du 10 avril, qui lui rappelait une autre journée semblable de sa jeunesse libérale, et que peu après le ministère avait le désagrément de trouver devant lui au congrès le recteur destitué, M. Montalvan, que les électeurs venaient de relever de sa disgrâce pour en faire un député. Après cela, le ministère

aurait eu beau se débattre, il était sous le poids d'une logique invincible, il ne pouvait plus quitter l'attitude de résistance et de combat. Il en était là politiquement après une durée de six mois.

X

La réaction d'un système de force et de tension sur les finances était inévitable. Sur quoi reposait la confiance de M. Barzanallana quand il était entré au pouvoir avec le général Narvaez au mois de septembre? Elle s'appuyait évidemment sur cette pensée d'un système de libérale conciliation faisant marcher ensemble l'apaisement politique et la réorganisation financière. En fait d'expédients, on était, on semblait être au bout; de l'excès du mal naissait la nécessité d'un remède radical et décisif. Dès l'origine, en faisant face de son mieux aux plus pressants besoins du trésor, en rassemblant péniblement les moyens de vivre, M. Barzanallana s'était préoccupé avant tout de reconnaître cette situation, dont il recevait le lourd héritage, et il avait trouvé le crédit intérieur épuisé, le crédit extérieur détruit par les difficultés survenues avec les créanciers anglais et français, le déficit enraciné dans les budgets. Sa première pensée était donc de faire d'une large et sincère liquidation le préliminaire d'un rétablissement des finances et du crédit; il en réunissait les éléments pour les soumettre aux chambres. Il portait, du reste, dans ce rude travail une sincérité d'aveux poussée presque jusqu'à la crudité;

mais voyez comme tout se tient entre la politique et les finances !

Quelque temps se passe, la politique se trouble, et les embarras de celui qui est chargé de l'administration financière augmentent. Les difficultés sont les mêmes, elles s'aggravent, et les moyens diminuent, le cercle de l'action se resserre. Chercher un secours dans le rétablissement du crédit extérieur par quelque transaction avec les créanciers de France et d'Angleterre, M. Barzanallana y eût songé peut-être, il ne le pouvait plus : il eût rencontré autour de lui, même dans le parti modéré, surtout dans ce parti, une opposition acharnée prête à exploiter cet acte de hardie prévoyance comme une trahison. Je ne parle pas du don fait par la reine Isabelle du patrimoine royal, parce que ce don, qui offre sans doute une ressource réelle et considérable pour l'avenir, était pour le moment plutôt une charge en grossissant la masse des propriétés nationales à vendre et en imposant d'abord à l'État l'obligation de payer à la reine le quart de la valeur de ses biens ; c'était plutôt un acte retentissant destiné à exercer une influence politique. Il ne restait donc qu'à recourir encore une fois à tous ces moyens de négociations, d'émissions de titres. Émettre de la dette ! M. Barzanallana s'expliquait sur ce point avec une rare franchise. « Une émission de titres, disait-il devant les chambres, quel gouvernement peut la faire dans les conditions actuelles ? Je ne ferai cette émission que dans des circonstances économiques qui la rendront acceptable et honorable, et qui n'en feront pas, comme cela serait aujourd'hui, une immense perte de capital national, perte pour le trésor, perte pour le commerce, perte pour les classes productives, perte qui ne serait pas au-

dessous de 2 milliards!... » C'est alors que M. Barzanallana proposait avec plus de hardiesse que de succès une anticipation d'impôts de 600 millions de réaux représentée par des obligations hypothécaires remises aux contribuables. Contre cette proposition tous les partis se soulevaient, et M. Barzanallana, d'ailleurs peu soutenu par le ministère, se retirait plutôt que de se laisser enfermer dans un cercle d'impossibilités.

Autre étape dans l'administration économique du cabinet Narvaez. Cette fois c'est M. Alejandro Castro, la veille encore président du congrès, compagnon de M. Gonzalez Bravo dans son opposition contre le général O'Donnell, qui est ministre des finances. Les circonstances politiques sont déjà fort aggravées; que va faire M. Alejandro Castro? Celui-là est un modéré assez emporté, c'est un ministre des finances un peu fier et glorieux, qui ne veut pas se laisser mettre en état de siége par les créanciers étrangers. L'administration de M. Castro, sans parler de quelques économies de détail par lesquelles il a pensé rétablir l'équilibre dans le budget, cette administration se résume dans deux faits qui se passaient au mois de mai, — un placement de billets hypothécaires et une émission de titres de la dette, M. Castro ne reprenait pas le projet de M. Barzanallana, il le transformait ou il le gâtait en réduisant la somme de 600 millions à 300 millions, en présentant l'opération sous la forme d'un emprunt volontaire pour la moitié ou pour le tout, avec la volonté, si la souscription volontaire était insuffisante, d'imposer le surplus aux contribuables les plus haut taxés; mais, hélas! voici où est la déception cruelle. Le jour où l'opération s'ouvrait, quoique le gouvernement eût réduit le prix de négociation de ses

billets à 88 au lieu de 100, il ne se trouvait de souscripteurs volontaires que pour 55 millions; le reste allait peser sur les contribuables, de telle sorte que cette opération était, à tout prendre, l'idée de M. Barzanallana forcément reprise, appliquée seulement dans des conditions plus mauvaises, incomplètes et inefficaces.

Notez qu'avec une confiance un peu précipitée dans l'affluence inévitable des capitaux, M. Castro avait annoncé fièrement qu'il n'aurait sûrement pas besoin de recourir à l'imposition forcée. Quant à l'émission des titres de la dette qui se faisait peu après et devant laquelle M. Barzanallana avait reculé comme devant un expédient ruineux, elle était l'application d'une loi du 25 juin 1864 autorisant le gouvernement à se procurer par cette voie 600 millions, et elle avait tout juste autant de succès que le placement des billets hypothécaires, qui devait, disait-on, dispenser de cette mesure extrême. En réalité, l'État se trouve avoir émis ses titres à un prix tel que, pour avoir 600 millions effectifs, il a dû assumer la charge d'une dette perpétuelle de 1 milliard 400 millions. — Un milliard 400 millions ajoutés à la dette, sans compter 300 millions de billets hypothécaires qui ne trouvent pas de souscripteurs et qui vont s'abattre sur les contribuables, ainsi marchaient les finances sous l'heureuse administration de M. Castro! Et ce que j'en dis, du reste, n'est que pour montrer comment les finances, à leur tour, payaient la rançon d'une politique de lutte et de répressions à outrance.

XI

Ainsi engagée et devenue en quelque sorte la proie d'une fatalité qu'elle se créait de ses propres mains, cette politique n'était plus assurément la même qu'aux premiers jours; elle changeait à vue d'œil, elle subissait cette espèce de métamorphose que décrit si merveilleusement Jocrisse lorsqu'il trouve dans une cage un chat qui vient de dévorer un serin, et qu'il explique à son maître que l'oiseau est devenu un chat. En un mot, elle se transformait absolument.

Et voyez comme les conséquences de deux politiques se dégagent invinciblement dans l'ensemble de la situation d'un pays! Au premier moment, le ministère a l'air de se rallier à un système de libéralisme sincère et pratique; il commence par des actes qui sont plus que des promesses, qui paraissent inaugurer une ère nouvelle. Il semble vraiment porter au pouvoir un esprit d'équité et de tolérance, une bonne volonté sérieuse, et tout aussitôt l'apaisement se fait sentir, la situation se détend, une certaine confiance renaît. Le pays ne demande pas mieux que de suivre un pouvoir décidé à relever la direction des affaires sans violenter l'opinion, en marchant au contraire d'intelligence avec

elle. Les partis, sans désarmer entièrement, sont déconcertés et impuissants; les plus hostiles se bornent à une incrédulité ironique : ils craignent que cela ne dure. Toutes les difficultés n'ont point disparu, il s'en faut; mais la première condition pour les résoudre est à demi réalisée, — la paix, — et c'est M. Gonzalez Bravo lui-même qui le constate, comme le signe de l'influence heureuse d'une administration conciliante.

Changez la politique, laissez entrevoir le réveil de l'esprit de réaction, et tout change aussitôt. Le malaise reparaît, les animosités se ravivent, les partis reprennent leurs armes envenimées en retrouvant des griefs. Les inquiétudes et les méfiances se traduisent par des accidents lugubres, comme ceux du mois d'avril. Le trouble pénètre dans le parlement lui-même et conduit aux scènes les plus violentes entre M. Rios Rosas et le gouvernement, entre M. Alejandro Castro et un membre de l'*union libérale*, M. Ardanaz. Les assemblées locales se mettent de la partie, et la députation provinciale, le conseil municipal de Madrid, par leurs protestations après le 10 avril, vont au-devant d'une dissolution qui ne manque pas de les frapper. En un mot, le trouble et le doute sont partout, absorbant et irritant les esprits, embarrassant plus que jamais la solution des questions sérieuses. Pendant qu'on s'excite ou qu'on se querelle, on met quatre mois à décider comment s'accomplira l'abandon de Saint-Domingue; on se traîne en discussions sur les finances, pour en revenir à des expédients qui ne font qu'aggraver la situation du trésor, en lui donnant le moyen de ne pas mourir pour le moment d'inanition.

Voilà le bilan net et clair des deux systèmes, de la politique libérale et de la politique de réaction : d'un côté

un commencement de paix, de l'autre plus que jamais l'incertitude. Et comme la logique gouverne plus qu'on ne croit les affaires des hommes, même en Espagne, il y a une sorte d'intime et profond enchaînement dans le développement de cette situation qui s'aggrave de jour en jour durant quelques mois.

Chaque pas qu'on fait dans la réaction ajoute au malaise du pays, et chaque progrès du malaise public pousse le gouvernement à s'avancer encore, à s'armer de quelque mesure nouvelle de défense. Les scènes du 10 avril conduisent à une tentative d'échauffourée militaire à Valence dès le mois de juin, et cette échauffourée à son tour devient un stimulant de répression. Le ministère n'a plus le temps d'attendre que les chambres discutent le projet de loi sur la presse présenté au mois de février : il demande l'autorisation sommaire de rétablir en fait et immédiatement la censure. Il n'a plus assez des mesures ordinaires de vigilance auxquelles est soumis le droit de réunion : il fait en toute hâte une circulaire (12 juin) par laquelle il donne l'ordre aux gouverneurs des provinces de dissoudre immédiatement « tous les casinos, *tertulias*, réunions ou sociétés, quelle que soit leur dénomination, où l'on s'entretiendrait d'affaires politiques... » La censure pour les journaux et l'interdiction de dire un mot de politique dans un casino, dans une *tertulia*, qu'y avait-il au delà ? Je n'en sais, ma foi, rien. Seulement le ministère ne s'apercevait pas que dans cette voie d'aventures déjà il touchait à cette alternative en face de laquelle M. Rios Rosas venait de le placer d'une façon saisissante, — l'impossibilité de gouverner, ou la dictature, c'est-à-dire des deux côtés infailliblement une révolution à court terme.

C'était bien la peine d'avoir commencé par la politique du désarmement et de la conciliation ! Cette politique, suivie jusqu'au bout avec résolution, ne pouvait assurément en aucun cas conduire le cabinet Narvaez à un dénoûment plus triste, et j'ajouterai que, si M. Gonzalez Bravo, soutenu par le général Narvaez, eût mis à la pratiquer, à l'imposer au besoin, la moitié de l'énergie et de l'habileté de parole qu'il mettait dans la défense d'une politique opposée, il eût vraisemblablement réussi.

Ce qu'il y avait de réellement dangereux pour le ministère à cette extrémité vers les premiers jours de juin, c'est qu'il ne pouvait en vérité aller plus loin dans aucun sens, et c'était là sa faiblesse, qui s'était accrue tout juste dans la même proportion où il avait amassé les difficultés autour de lui. Il était à ce moment où un prétexte est à peine nécessaire. Le prétexte, ce fut le choix du comte Ezpeleta pour une des grandes charges du palais : encore un conflit sur les choses intimes de cour ! — Le choix d'un majordome, la question était grave et de puissante considération ! Après tout, ce n'est pas encore cette épreuve qui eût tué le ministère, si depuis quelque temps il n'avait pris le soin d'accomplir sur lui-même le plus étrange suicide. Il ne mourait pas pour le choix du comte Ezpeleta, il ne mourait pas non plus pour l'échauffourée de Valence, qui l'eût peut-être servi, si elle eût été un peu plus sérieuse ; il mourait le 21 juin parce qu'il était à bout, parce qu'il ne pouvait plus rien, parce que des deux politiques entre lesquelles il s'était débattu l'une avait été abandonnée après avoir été à peine essayée, l'autre était impossible ou conduisait au seuil d'une révolution. Voilà de quoi il mourait réellement, et jamais ministère en Espagne, il faut le dire, n'avait laissé

fuir une occasion plus belle d'identifier sa fortune, la fortune de son parti, avec une œuvre de pacification morale.

Le ministère Narvaez avait trouvé à son avénement une situation tendue, il laissait à sa chute une situation plus tendue encore, plus violente, plus menacée surtout : dernier résultat de ce travail de neuf mois d'où allait sortir, — quoi donc? — tout simplement une résurrection de l'*union libérale*, qui un an auparavant eût soulevé l'opposition la plus vive, et qui cette fois s'accomplissait presque spontanément, sans effort, accueillie par d'anciens adversaires, considérée par tous comme une garantie. Au 16 septembre 1864, c'est le général Narvaez qui était l'homme du moment, le grand pacificateur; au 21 juin 1865, c'est le général O'Donnell qui devient l'homme nécessaire, le seul qui réunisse à la fois une force d'ascendant sur le pays, sur l'armée, et une force d'intimidation vis-à-vis des partis révolutionnaires, le seul enfin qui puisse rallier tous les éléments d'un libéralisme modéré.

XII

Chose curieuse que cette reproduction périodique d'une même situation ! Depuis quelques années en Espagne, chaque ministère arrive pour tout apaiser et se retire après avoir tout troublé, laissant au ministère qui lui succède ce rôle de réparateur, de conciliateur, qu'il n'a pas su remplir. C'est ainsi que le général O'Donnell s'est trouvé ramené au pouvoir pour reprendre à son tour cette œuvre de pacification sans cesse interrompue. Ce n'était pas, à vrai dire, un ministère très-nouveau, qui eût le prestige de l'inconnu. Si on n'eût pas vécu si vite depuis un an, si les crises ne s'étaient pas multipliées de façon à faire disparaître les griefs anciens sous les griefs nouveaux, on se serait souvenu sans doute que ce cabinet du 21 juin, principalement représenté par le général O'Donnell et par M. Posada Herrera, avait déjà existé pendant cinq ans, de 1858 à 1863, qu'il avait éludé les questions les plus pressantes pour se livrer à des entreprises comme celles de Saint-Domingue, que c'était lui qui avait le plus engagé les finances espagnoles, et qu'en fin de compte il était mort pour n'avoir rien fait, surtout dans le sens libéral.

La vérité est que, malgré tout, après le ministère du 16 septembre, le général O'Donnell semblait encore

le mieux fait pour la situation. A qui aurait-on pu s'adresser? Aux modérés de la résistance outrée et absolutiste? C'était aller droit à une explosion inévitable le lendemain. — Aux progressistes? On en a parlé, je le sais bien, et on parle encore d'une combinaison de ce genre comme d'une ressource héroïque. Malheureusement le parti progressiste, beaucoup moins redoutable par ses idées que par ses procédés, se met toujours dans des situations d'où il ne peut sortir qu'avec effraction : tant qu'il ne s'est pas fait un programme légal, fût-il le plus large, et qu'il ne s'est pas rallié avec un peu d'entrain à ce programme, son avénement risque de devenir une révolution qu'il ne serait même pas très-apte à gouverner. Le général O'Donnell restait donc le seul qui pût faire face aux complications du moment, à cette nécessité souveraine d'un gouvernement doué de bonne volonté libérale et de force conservatrice.

Un cabinet de l'*union libérale*, il est vrai, a contre lui ce passé d'il y a trois ans qui se relève comme une ombre peu rassurante; il a justement aussi pour lui, comme préservatif, le souvenir de ses propres fautes, de ses propres déceptions, le souvenir plus récent encore et plus vif de l'expérience du général Narvaez. Il sait pour l'avoir éprouvé, et pour avoir vu d'autres l'éprouver cruellement, ce qu'il en coûte de lever un drapeau de libéralisme sans être libéral, pour tomber dans l'impuissance ou les réactions, et de plus le général O'Donnell a eu, cette fois, la clairvoyance de fortifier un peu les éléments de son parti, de prendre dans diverses nuances des hommes dont quelques-uns ont même été ses adversaires : M. Manuel Bermudez de Castro, qui est ministre *d'État*; M. Canovas del Castillo, qui s'est fait depuis

quelque temps une certaine importance dans le parlement; M. Alonso Martinez, qui passe pour porter au ministère des finances un esprit sensé, ayant le goût de l'ordre et des réformes.

La politique du cabinet du 21 juin était d'ailleurs toute simple. Ce que le ministère Narvaez avait fait au 16 septembre 1864 en recevant une situation compromise, le cabinet O'Donnell, à bien plus forte raison, avait à le faire après le ministère dn 16 septembre : réparer, pacifier. De là ce programme des premiers jours, tout tracé par les circonstances, puisé en quelque sorte dans les fautes de la veille : amnistier encore une fois les journaux poursuivis, retirer immédiatement les lois répressives sur la presse et proposer l'établissement du jury, faire cesser l'exil de quelques généraux, rétablir la municipalité de Madrid dissoute après le 10 avril, rendre à ses fonctions le recteur destitué, M. Montalvan, désavouer les doctrines d'État dans le haut enseignement. Et tout comme après le 16 septembre 1864 il y avait eu un apaisement, après le 21 juin 1865 il s'est produit une trêve, — non, certes, une paix sans orages et sans luttes intimes, mais un acheminement à un régime moins menacé à travers des difficultés toujours renaissantes.

Deux faits ont servi jusqu'ici à caractériser plus particulièrement cette phase nouvelle de la politique à Madrid : la reconnaissance du royaume d'Italie, qui dégage l'action extérieure de l'Espagne, et une réforme électorale qui est, si l'on me passe le mot, un coup de fouet donné à la situation actuelle, qui tend à dissoudre, à renouveler en même temps les cadres d'une représentation étroite et dépendante par l'extension du droit de suffrage et par un système de circonscriptions plus larges. Si la

reconnaissance de l'Italie n'avait eu qu'un caractère international, sans doute elle aurait gardé toujours encore l'importance d'un acte faisant disparaître une anomalie bizarre, remettant la diplomatie espagnole au pas des événements européens, rapprochant deux nations liées par les souvenirs du passé aussi bien que par les intérêts contemporains. La vérité est que dans les conditions actuelles, telle qu'elle se présentait, cette question des rapports avec l'Italie n'avait plus seulement une importance extérieure, elle avait encore et par-dessus tout un caractère intérieur; elle était devenue la pierre de touche des partis. Ni le général O'Donnell pendant son premier ministère, ni le général Narvaez à son passage plus récent au pouvoir, n'avaient osé, il est vrai, aborder résolûment la difficulté; ils s'étaient arrêtés parce qu'ils se trouvaient en face d'une multitude de scrupules, de susceptibilités, d'inquiétudes religieuses, de craintes dynastiques, de préjugés habilement excités. L'un et l'autre cependant avaient senti que la reconnaissance de la révolution italienne se liait intimement à tout essai de gouvernement libéral. Aussi le général Narvaez ne s'était-il point montré dès l'origine opposé en principe à cette reconnaissance, et le général O'Donnell, se hâtait-il, dès sa rentrée au pouvoir, de l'inscrire dans son programme.

Pour une politique libérale en effet, c'était une nécessité d'en finir, aujourd'hui plutôt que demain, avec cette attitude d'une puissance constitutionnelle cherchant des exemples dans l'histoire de Louis XIV pour entretenir des ambassadeurs auprès d'un roi fugitif, et renouvelant à l'égard de l'Italie les procédés de l'Europe du nord à l'égard de l'Espagne elle-même pendant la guerre ci-

vile. Pour les passions et les velléités absolutistes de toute nuance au contraire, cette abstention hostile où l'Espagne restait enfermée était une attestation permanente d'influence, un dernier moyen de reconquérir l'ascendant à l'intérieur : on l'a bien vu à leur déchaînement le jour où la question a été tranchée. Tant qu'elles ont gardé une espérance, elles se sont bornées à répéter : On n'osera! Le jour où il n'y a plus eu de doute, elles ont fait explosion, elles ont proféré des menaces, elles ont juré, elles aussi, qu'elles n'obéiraient pas; jusqu'au dernier moment, elles ont assiégé la reine, et peut-être ont-elles réussi un instant à l'ébranler. Si elles avaient triomphé et que le général O'Donnell se fût retiré, je ne sais trop ce qui serait advenu; les idées absolutistes auraient peut-être vu le lendemain leur victoire écrite dans des ruines : de telle sorte que, par elle-même et par les circonstances au milieu desquelles elle s'accomplit, cette reconnaissance de l'Italie est certainement le pas le plus décisif que le libéralisme ait fait depuis quelques années en Espagne, — d'autant plus décisif qu'il a été le plus disputé. Elle tranche du moins la situation et scelle de ce côté la rupture du ministère avec la politique de réaction.

Quant à la réforme électorale, ce n'est pas d'aujourd'hui que la question s'est élevée entre les partis, que s'est révélée la nécessité de chercher un milieu entre le système modéré, qui, en retrécissant les districts, livre les élections au gouvernement, et le système progressiste du scrutin de liste, qui les livre aux hasards d'une direction arbitraire en annulant toutes les influences locales. La loi nouvelle que le gouvernement a été autorisé à établir a précisément la prétention de concilier les deux

systèmes en les transformant, — en augmentant d'abord le corps électoral par une réduction du cens et en combinant ensuite quelque chose comme les bourgs d'Angleterre avec des circonscriptions d'un caractère moins local. Que vaudra cette loi à l'épreuve? On le verra. Pour le moment, elle rompt avec un système visiblement usé; elle change assez sensiblement les conditions de l'élection pour qu'il puisse sortir du scrutin un parlement moins prévu d'avance, composé d'éléments nouveaux, plus favorable peut-être à de nouvelles agrégations des partis.

Au demeurant, le ministère du 21 juin 1865 a donc fait acte de vie en reconnaissant l'Italie, en réalisant une réforme électorale souvent réclamée et toujours ajournée, en accélérant d'un autre côté le désamortissement des biens ecclésiastiques, et ce sont ces premiers actes qui ont fait sa force; mais d'un autre côté, il ne faut pas s'y tromper, il a aussi sa faiblesse secrète, la faiblesse de toutes les combinaisons qui ne reposent pas sur un ensemble coordonné de principes, qui vivent par une large satisfaction d'intérêts personnels, par un ralliement perpétuel d'adhésions éparses, et finissent par se réduire aux proportions d'une coterie. L'*union libérale*, qui a trouvé là son écueil une première fois, qui a péri par là, n'est pas sans être menacée encore d'être envahie par cet esprit de coterie. Elle a, elle aussi, ses *historiques* ou sa cohue de prétendants qui revendiquent les emplois, qui crient lorsqu'on ouvre les rangs aux travailleurs de la onzième heure.

Les choix de l'*union libérale* témoignent manifestement quelquefois d'excellents sentiments de famille. Les ministres, comme ce bon maire de France qui trouvait

que M. le préfet ne pouvait être mieux représenté que par son gendre, les ministres se disent qu'ils ne peuvent être mieux représentés que par leurs frères. Il reste à savoir si on va loin par ce chemin. Si le général O'Donnell se laissait aller à cet esprit, il rencontrerait bientôt devant lui une opposition dont on peut déjà distinguer les éléments, à laquelle il s'occupe lui-même de donner des chefs, — sans compter l'opposition de ses adversaires naturels et toute cette agitation de partis, de fractions de partis, acharnés à se disputer la prépondérance, au risque de sentir à tout instant le sol s'effondrer sous leurs pieds.

XIII

Qu'est-ce donc que le ministère actuel? C'est évidemment une halte entre des crises qui se succèdent; mais ce n'est évidemment que cela au milieu d'une situation qui, sous une apparence de calme matériel, reste livrée à d'incessantes perturbations. Au fond, il n'y a point à s'y méprendre, l'Espagne est dans un de ces états presque indéfinissables où la veille encore on dit qu'une révolution est impossible, parce qu'on n'aperçoit pas un but précis, et où le lendemain, lorsqu'elle a éclaté, on se demande comment elle n'est pas arrivée plus tôt, parce que tout le monde y travaillait. Je ne veux point dire assurément que cet état, si grave qu'il paraisse lorsque les crises deviennent plus aiguës, que cet état soit sans remède. L'Espagne possède sans doute en elle-même tous les éléments d'un développement moral et politique régulier, comme elle a tous les éléments de fortune matérielle, comme elle a enfin tous les éléments d'une puissance extérieure proportionnée à sa situation, à ses intérêts et à ses ambitions légitimes; mais ce qui est vrai aussi, c'est que les hommes, les partis, ont à secouer bien des préjugés, bien des illusions, bien des passions, dont la trace est visible dans la politique contemporaine,

et qui ne sont point étrangères aux crises actuelles. Ils ont à se pénétrer tout d'abord de cette vérité d'où découlent toutes les autres, qui éclate dans l'histoire la plus récente, — que tout ce qui favorise l'absolutisme accélère la décomposition et le péril, qu'une politique libérale n'est pas même seulement une condition de progrès, qu'elle est plus encore peut-être aujourd'hui, une stricte garantie d'ordre et de préservation.

S'ils veulent en même temps faire de leurs finances les auxiliaires de leur politique, ils ont aussi à comprendre que le premier moyen est de répudier tous ces expédients sans efficacité, d'en venir à réaliser hardiment de larges réformes. Sans doute, comme on dit quelquefois pour se rassurer, l'Espagne n'est point autant en danger qu'elle le paraît. Elle a entre les mains pour plus de trois milliards de réaux de propriétés nationales, c'est-à-dire une fortune excédant ses charges. Qu'arrivera-t-il cependant si on continue? On se trouvera un jour au bout sans que le crédit et les finances de l'Espagne soient reconstitués, sans que la ressource extraordinaire des biens nationaux ait servi à créer un ordre régulier et durable, et c'est bien réellement cette fois qu'on aura jeté les fondements de ce « grand édifice » que M. Bravo Murillo appelait « une banqueroute nouvelle ».

Et si les hommes, les partis en Espagne veulent enfin assurer à leur pays le rôle naturel que lui assignent son passé, ses intérêts et ses instincts, ils ont à se guérir de cette passion d'isolement qui les jette quelquefois dans une abstention hostile, de cette méfiance qui se tourne principalement contre la France. Il y a des partis en Espagne qui se nourrissent de ce sentiment stérile et suranné. Ils voient déjà, — ils le voient de-

puis quinze ans sans que cela vienne! — la serre de l'aigle sur leurs provinces du nord. Qu'il soit question d'un chemin de fer à travers les Pyrénées, c'est une porte qu'on veut ouvrir pour aller surprendre l'indépendance espagnole. Qu'on reconnaisse l'Italie, c'est la France évidemment qui l'impose. Les partis vaincus se déguisent à eux-mêmes leurs fautes en représentant leurs échecs comme l'œuvre des influences étrangères. Le moins que puisse méditer ce terrible étranger, c'est à coup sûr de mettre la main sur la couronne de la reine Isabelle! Croirait-on qu'il y a peu de jours à peine, au moment de la dernière échauffourée de Valence, au mois de juin, on s'est amusé à dire à Madrid, — quoi donc? je vous le donne à deviner, — que le prince Napoléon pouvait bien n'être pas étranger à l'échauffourée, qu'il attendait peut-être l'issue en croisant quelque part! Et c'est ainsi qu'on finit je ne dis point par ébranler, — les intérêts communs sont trop puissants, — mais par fatiguer, par énerver l'alliance la plus simple, la plus naturelle, celle qui plaît le mieux à la France, et qui est aussi la moins incompatible avec la grandeur de la nation espagnole, avec toute cette régénération libérale dont la bonne volonté des hommes pourrait si aisément faire plus qu'un *rêve* en Espagne.

VI

LA RÉACTION & LA RÉVOLUTION

EN ESPAGNE

(1867-1868)

I

Notre temps abonde vraiment en dramatiques spectacles. Tantôt ce sont les luttes d'ambition nationale ou de prépondérance qui éclatent et mettent soudainement à nu une Europe travaillée d'un mal profond; tantôt ce sont les déchirements intérieurs qui laissent entrevoir tout à coup les contradictions morales ou politiques, l'anarchie intime d'un pays. Et dans ce tumulte d'événements une chose singulièrement frappante, c'est que plus on va, plus les problèmes s'aggravent et se compliquent, plus les situations se tendent et s'enveminent. Toutes les questions qui s'élèvent, guerres ou insurrections, prennent aussitôt un caractère extrême; pour les gouvernements et pour les peuples, ce sont des questions d'existence. D'où vient l'anxiété cruelle qui se fait jour à la plus légère menace, à la moindre étincelle qui jaillit, au moindre *point noir* qui paraît à l'horizon? C'est que partout et sous toutes les formes la lutte est engagée à

outrance. En diplomatie comme dans l'ordre intérieur, le temps des fantaisies est passé. Une guerre, on le sent, doit être une crise décisive pour les destinées européennes. Une insurrection dans certains pays n'est plus une ébullition passagère, c'est une épreuve suprême pour tout un régime politique. Qu'était-ce que l'insurrection espagnole de 1867, si ce n'est une lumière de plus, une nouvelle et criante révélation d'un état violent qui semblait ne plus laisser de place à aucune transaction entre les forces qui se heurtent? Ce qui en faisait la moralité et la signification, ce n'est pas un échec ou un succès du moment, c'est que, victorieuse ou vaincue, elle montrait quel chemin on avait fait au-delà des Pyrénées, puisque l'Espagne se trouvait conduite à ce point où tout ce qui est la vie, liberté, ordre, sécurité, crédit, est livré à la fatalité des passions agitatrices et des passions de réaction qui se disputent avec un acharnement croissant un pouvoir sans lendemain.

C'est là justement ce qu'il y a de dramatique dans cette histoire, gouvernée par une triste et violente logique. Jusqu'ici assurément, depuis trente ans, les insurrections n'ont pas manqué au-delà des Pyrénées; il y en a eu de toutes les couleurs, et on peut se souvenir, pour l'appliquer à l'Espagne, d'un mot cruellement ironique d'un Américain du Sud qui prétendait qu'en fait d'insurrection ils pourraient en envoyer à une exposition universelle des modèles à charger le plus gigantesque navire. Du moins jusqu'ici en Espagne ces insurrections, déchaînées le plus souvent par des passions personnelles, ne dépassaient pas une certaine sphère; elles étaient l'œuvre de partis impatients, vivaces, coordonnés, qui en se se culbutant alternativement abaissaient leurs coups

devant la monarchie autour de laquelle ils se groupaient.

Il y a mieux, de toutes les royautés européennes, cette royauté espagnole, telle qu'elle était sortie de la confusion des événements contemporains semblait assurément la mieux faite pour vivre. Elle avait tout à la fois le prestige du droit traditionnel et la popularité d'une institution rajeunie dans une commotion nationale; c'était la royauté *légitime* d'une jeune femme personnifiant une Espagne nouvelle, devenue l'image vivante et couronnée de la souveraineté populaire. Les révolutions se faisaient à ce mot d'ordre prononcé par un progressiste : « Que Dieu sauve le pays et la reine! » Même en 1854, lorsque tout cependant commençait à changer déjà, la royauté, seule, abandonnée au milieu des barricades de Madrid, n'était pas encore sérieusement menacée et voyait aussitôt se grouper autour d'elle des hommes blanchis au service des idées libérales, des révolutionnaires de la veille. Aujourd'hui, qu'on ne s'y trompe pas, c'est la monarchie elle-même ou du moins la monarchie actuelle qui est en question. Ce sentiment de *loyalisme* qui existait autrefois est étrangement affaibli. Manifestement une insurrection victorieuse aujourd'hui au-delà des Pyrénées, c'est peut-être la guerre civile demain; mais c'est à coup sûr d'abord la défaite prévue, annoncée, d'une dynastie.

Que s'est-il donc passé pour ruiner, en moins de vingt ans, une situation qui semblait si belle et que rien ne prédestinait nécessairement à ces fatalités? C'est la suite d'une série ininterrompue de déviations et d'erreurs, de l'acharnement de toutes les forces politiques à s'entre-détruire, d'une véritable dissolution de tous les éléments qui ont fait la sécurité et le prestige de la monarchie constitutionnelle à sa naissance. C'est l'œuvre de tout le

monde, — à commencer par la royauté elle-même, qui n'a pas assurément peu contribué à ses propres mésaventures, — et le signe le plus sensible de cette phase nouvelle dans ces dernières années a été la retraite systématique, absolue, du parti progressiste et du parti démocratique. Le jour où, saisissant le prétexte d'une circulaire qui interdisait les réunions électorales, le parti progressiste s'est exilé volontairement de la vie politique, ce jour-là il a renoncé à toute action légale, il a commencé cette évolution qui devait le conduire rapidement à une émigration nouvelle, aux conspirations, à toutes les tentatives révolutionnaires. L'abstention a été une déclaration de guerre faite en commun par les progressistes et les démocrates.

Ce n'est pas que les deux partis aient les mêmes idées et le même but. La vieille fraction progressiste qui conspire aujourd'hui, qui a M. Olozaga pour conseil et dont le général Prim a l'ambition d'être le chef militaire, cette fraction n'a pas rompu absolument avec toute idée monarchique, elle met seulement son espoir dans une monarchie nouvelle qu'on fabriquera on ne sait comment, en allant chercher on ne sait quel prince. Elle a peu de goût pour le suffrage universel, même pour la liberté religieuse. Le parti démocratique, jeune, ardent, peu nombreux, est au fond républicain, et avec tous les principes du libéralisme européen il se fait un programme qui n'a qu'un malheur, celui d'avoir probablement fort peu de chances en Espagne. — Les progressistes croient encore aux insurrections militaires, et ils ne croient peut-être sérieusement qu'à celles-là; les démocrates, et c'est du moins leur mérite, se fient peu aux révoltes militaires, aux généraux affamés de dictature : ils croient théorique-

ment au peuple, qui ne les connaît pas, qui ne les suivrait pas, et n'ont aucun enthousiasme pour le pouvoir d'un soldat; mais entre les deux partis le lien est la guerre à la monarchie actuelle. C'est le point de jonction entre les vieilles rancunes de M. Olozaga, la turbulence ambitieuse du général Prim et les aspirations démocratiques. De là ce qu'il y a tout à la fois de menaçant et d'incohérent dans tous ces mouvements qui se succèdent depuis quelques années, et dont l'abstention des progressistes a été le signal.

Ce ne serait rien si en face de ce camp de l'action révolutionnaire il y avait au moins deux choses : une monarchie intacte, gardant son prestige aux yeux du pays, et une force d'action régulière, organisée, unie dans la défense de la légalité constitutionnelle. Malheureusement dans ces vingt ans la royauté s'est mille fois compromise; elle a usé ce qu'elle avait de popularité, et d'un autre côté cette force d'action qui a existé autrefois, qui a eu un rôle éclatant par l'intelligence et par le sens politique, qui a été l'organisatrice de l'Espagne constitutionnelle et qui s'est appelée le parti modéré, cette force n'existe plus. Le parti modéré espagnol a péri de ses propres mains, c'est-à-dire par toutes les passions et les ambitions des hommes. Une moitié s'en est allée vers l'*union libérale*, ce parti nouveau né des débris de tous les autres et qui s'est personnifié dans le général O'Donnell; une autre portion a passé à une sorte d'absolutisme équivoque et inavoué qui depuis longtemps s'essaye à gouverner l'Espagne; le reste ne forme qu'un amas flottant et incohérent sans lien et sans drapeau.

Le parti modéré espagnol n'a pas vu ce qui a fait autrefois son autorité et sa prépondérance, c'est qu'il re-

présentait avec une réelle supériorité d'esprit le libéralisme sensé, intelligent et pratique, et que le jour où il cessait de représenter ces idées, le jour où il trahissait lui-même par ses tentatives de prétendues réformes cette constitution de 1845 qui était son œuvre, il n'était plus rien ; il n'était, lui aussi, qu'un amalgame.

C'est là justement la faiblesse actuelle du parti modéré espagnol. En reniant son passé, ses doctrines, il a perdu son crédit, et ceux qui l'ont conduit dans cette aventure ont mérité un jour cette leçon que leur infligeait un jeune député conservateur dans un des discours les plus éloquents qui aient retenti au congrès : « Quoi donc! disait il y a quelques années M. Lopez de Ayala, lorsque, pendant trente ans, on a prêché à une génération qu'elle a le droit d'émettre librement sa pensée, lorsque sous l'influence de tant de protestations, de manifestes et de discours, cette génération a acquis la conscience de son droit et commence à le pratiquer, suffit-il de lui dire : « Taisez-vous, l'expression de votre pensée trouble mon « calme ministériel? » Non, elle ne se taira pas; vos antécédents revivent en nous pour vous servir de remords. Si les doctrines propagées par vous étaient bonnes et profitables, ce reproche sera votre chatiment pour les avoir abandonnées ; si elles étaient fausses et pernicieuses, ce sera encore votre châtiment pour avoir semé l'erreur. Dans tous les cas, votre vie se tourne contre vous, le souvenir de vos œuvres vous poursuit... »

Et c'est ainsi, par ce déplacement de toute chose, par cette dissolution ou par cette exaspération croissante de toutes les forces politiques, que l'Espagne s'est trouvée conduite à cette extrémité où tout le monde est à peu près hors la loi, où la violence seule règne sous la forme

des insurrections ou sous la forme des fantaisies de pouvoir. C'est là le drame de cette histoire espagnole : d'un coté les progressistes conspirant sans cesse avec leurs alliés de la démocratie, de l'autre les modérés tombant fatalement dans un absolutisme violent, — au milieu une royauté menacée, ébranlée, décriée et devenue un dernier enjeu entre les partis. Dans ce qu'elle a de plus récent et de plus précis, cette histoire peut se résumer en un mot : c'est une tentative désespérée de réaction née d'une insurrection au mois de juin 1866 et allant aboutir à une insurrection nouvelle au mois d'août 1867, en présence d'un pays fatigué et inerte attendant la destinée qu'on lui fait ou qu'on lui prépare.

II

Les événements vont vite au-delà des Pyrénées. Nous ne savons si on se rappelle où en était l'Espagne au commencement de 1866. O'Donnell rentrait à peine au pouvoir, où le général Narvaez, aidé de M. Gonzalez Bravo, venait de passer neuf mois sans gloire et sans succès, n'osant être ni libéral ni absolutiste, mêlant les velléités de conciliation aux coups d'autorité. O'Donnell, à vrai dire, n'était pas dans une position aisée, rencontrant à chaque pas devant lui les modérés, qui le harcelaient d'une inimitié vindicative, et les progressistes, qui conspiraient, — ayant de plus sur les bras toutes ces complications de guerres lointaines et ruineuses avec les républiques américaines et les difficultés financières contre lesquelles tout ministère espagnol a depuis longtemps à se débattre. Cèrtes le général O'Donnell, comme un autre, est un chef de parti à cheval et a le goût de la dictature; il a aussi contre lui des antécédents d'insurgé comme presque tous les généraux espagnols; mais il a du moins ce mérite de sentir que dans l'Espagne nouvelle, dans un pays qui durant sept années a versé des torrents de sang pour avoir une monarchie constitutionnelle, un certain degré de libéralisme est nécessaire. Les

difficultés qui l'entouraient au moment où il remontait au pouvoir, il espérait les vaincre par un programme libéral, en reconnaissant l'Italie, en adoucissant le régime de la presse, en étendant le droit électoral, en s'appuyant enfin sur des chambres renouvelées.

Deux choses faisaient la force du général O'Donnell : l'énergique et froide résolution de son caractère, et justement ce libéralisme qui dans sa mesure répond aux instincts d'une grande partie de la bourgeoisie espagnole. Deux choses faisaient aussi sa faiblesse : d'abord il ne pouvait guère se dissimuler qu'il n'était pas un ministre agréable à la cour. Il se croyait nécessaire, il l'était sans doute, puisqu'on lui remettait le pouvoir; il ne savait s'il le serait encore le lendemain, et s'il ne serait pas emporté par un de ces souffles de faveur qui ne se règlent pas précisément sur les votes d'une majorité parlementaire. Ce qui n'était pas moins sérieux peut-être, c'était cette situation à demi-révolutionnaire créée par l'abstention des progressistes, aggravée dès ce moment par un travail évident de conspiration. C'est alors, le 3 janvier 1866, qu'éclatait la première insurrection militaire dont le général Prim donnait le signal en enlevant quelques escadrons à Aranjuez.

Cette levée de boucliers n'avait encore rien de décisif, et le héros de l'aventure, Prim, battait triomphalement en retraite vers la frontière de Portugal, sans avoir même cherché une rencontre avec les généraux du gouvernement; mais c'était le signe d'un commencement de désorganisation, d'une possibilité de défection dans l'armée, et de l'irréconciliable hostilité des progressistes, qui n'attendaient évidemment qu'un succès de Prim. Le danger de cette échauffourée, c'est précisément qu'elle

ne tranchait rien ; elle laissait à la conspiration ses espérances, au gouvernement ses embarras en face d'une situation énigmatique, irritante, dont les modérés se faisaient une arme pour combattre le ministère de l'*union libérale*, pour lui reprocher ses ménagements, peut-être même ses connivences. Ce n'était en réalité qu'un prologue ou un premier acte ; le drame venait bientôt, et il fut terrible : ce fut l'insurrection du 22 juin 1866 à Madrid, l'une des journées les plus sanglantes dans l'histoire de la révolution espagnole.

Le moment était d'ailleurs bien choisi. Depuis six semaines, le ministère était à se débattre dans les chambres pour obtenir une sorte de dictature semi-politique, semi-financière. Il demandait d'un seul coup l'autorisation de percevoir les impôts, d'introduire dans le budget toutes les économies qu'il pourrait réaliser, d'entrer en arrangement avec les créanciers étrangers, de faire un emprunt, d'augmenter au besoin les forces de mer et de terre en présence des événements qui menaçaient de jeter l'Europe dans la confusion. C'était vraiment beaucoup pour une seule fois et pour un ministère qui avait commencé par les déclarations les plus libérales. Seulement les circonstances devenaient pressantes, la situation intérieure et extérieure s'aggravait chaque jour. Les discussions se prolongeaient ardentes, passionnées, troublées par une vague anxiété, par le pressentiment d'une explosion dont les symptômes se multipliaient, lorsque le 22 juin au matin cette insurrection si souvent annoncée, attendue par le gouvernement lui-même, éclatait comme un coup de foudre. Un régiment tout entier d'artillerie et quelques escadrons d'un autre régiment venaient de se soulever, tuant leurs officiers, se retranchant dans une

des principales casernes, la caserne de San-Gil, et mettant la main sur un immense dépôt d'armes. En même temps des barricades s'élevaient de toutes parts dans les quartiers populaires de Madrid.

Le général O'Donnell, qui depuis quelques nuits ne se couchait plus, attendant le matin pour prendre quelques instants de repos et se tenant prêt à un combat qu'il sentait dans l'air sans pouvoir l'empêcher, O'Donnell avait à peine le temps de monter à cheval pour aller reconnaître une situation qui du premier coup paraissait singulièrement alarmante. Il parcourut la rue d'Alcala, où il fut rejoint bientôt par le général Serrano et par quelques autres officiers. Ce qui l'inquiétait à cette première heure, c'était la sûreté du palais. Le moment était donc venu pour lui de saisir corps à corps ce fantôme de révolution qui le poursuivait depuis quelque temps; plus d'une fois il avait promis de livrer bataille à l'émeute, si elle osait descendre dans la rue, et il n'était pas homme, il faut le dire, à se laisser ébranler par le péril.

A quoi tint ce jour-là que l'insurrection ne devint pas une révolution? On en fut certainement très-près. Tout semblait en vérité favoriser une catastrophe, tout était assez habilement calculé, au moins quant aux préliminaires. Le mouvement devait éclater sur plusieurs points de l'Espagne à la fois, mais particulièrement à Madrid, où un succès qu'on croyait possible pouvait tout décider. La plus grande partie de la garnison était gagnée, et dès le matin effectivement des symptômes de mutinerie se manifestaient dans divers régiments, notamment dans le régiment d'infanterie du *Prince*. Les premiers corps insurgés de la caserne de San-Gil disposaient de plus de trente pièces d'artillerie, et ils n'auraient eu qu'un mou-

vement à faire pour tenir le palais de la reine sous le feu de leurs canons, de même qu'un acte d'audace les eût mis sans difficulté en possession du ministère de l'intérieur et du télégraphe au centre de la ville. Les progressistes et les démocrates, — les démocrates encore plus que les progressistes, — se jetaient dans la lutte, appelant aux armes tout ce qu'il y avait à Madrid de soldats de la révolution, et quelques-uns des chefs de partis allaient eux-mêmes aux barricades.

Aux yeux de bien des personnes, dès le matin, la partie semblait totalement perdue pour le gouvernement, et sans doute pour la reine elle-même, tant l'insurrection paraissait avoir l'avantage, tant on était convaincu de la défection inévitable de l'armée. A quoi tint donc, encore une fois, que ce commencement de victoire se changeât bientôt en une défaite sanglante pour l'insurrection ? D'abord à la vigueur foudroyante de la défense conduite par O'Donnell, à la courageuse activité du général Serrano, qui, entre tous, se prodigua ce jour-là, et aussi à l'énergie avec laquelle le colonel Chacon, commandant du régiment du *Prince*, réussissait à raffermir ses troupes et même à les mener au combat. Un instant d'hésitation pouvait tout perdre et livrer les soldats au mouvement ; la promptitude irrésistible de l'action les retint sans doute dans la fidélité.

II

Au premier bruit d'ailleurs, tous les généraux présents à Madrid, modérés, libéraux, même progressistes, allaient offrir leur épée au gouvernement et se mêlaient aux troupes en les encourageant de leur présence. O'Donnell, aidé de lieutenants dévoués, s'emparant de l'armée fidèle, combinant tout avec autant de résolution que d'énergique sang-froid, O'Donnell put ainsi organiser ses mouvements, commençant par porter tous ses efforts contre l'insurrection militaire concentrée à San-Gil, — puis, celle-ci une fois vaincue, coupant en deux l'insurrection populaire dispersée au nord et au sud de la ville, et la livrant au général Serrano et au général Concha. En quelques heures, tout était fini.

Avant que le soleil fût couché, comme l'avait annoncé dès le matin le général O'Donnell, la révolution était domptée; mais la lutte avait été rude et sanglante, surtout à la caserne de San-Gil, où la défense des insurgés avait été désespérée, et dans ce combat de quelques heures plus de six cents hommes étaient tombés. Une multitude d'officiers étaient morts ou avaient été atteints par le feu. Le général Narvaez lui-même avait reçu une blessure, légère à la vérité. Les autres, Serrano, les

deux Concha, Echagüe, Ros de Olano, Hoyos, avaient été plus heureux, quoiqu'ils eussent paru partout au premier rang. Ce n'est qu'après la lutte, lorsque tout était terminé, que, pour la première fois de la journée, le général O'Donnell parut au palais, où il fut reçu alors, il faut le dire, un peu comme un sauveur à qui on doit beaucoup, — et il est certain qu'on lui devait beaucoup pour cette indomptable fermeté contre laquelle venait de se briser la plus formidable insurrection qui eût encore éclaté à Madrid.

D'autres raisons plus intimes, plus caractéristiques avaient contribué sans doute à la défaite des insurgés du 22 juin. La vérité est que ce mouvement manquait à peu près complétement de direction. Qu'il eût été préparé et organisé de loin par le général Prim, ce n'était pas douteux; mais le général Prim pouvait être partout ce jour-là, à la frontière de France par exemple : il n'était pas à Madrid, où on combattait sans lui. Le général Prim a besoin de paraître à la tête d'un état-major et d'une armée pour faire une révolution, et voilà pourquoi sans doute il attendait, pour arriver à Madrid, que tout fût accompli. Le seul chef de marque dans l'insurrection était le général Pierrad, ancien officier modéré, homme de plus de bravoure que de tête, peu fait par une surdité complète pour se mêler à de telles agitations, et qui le 22 juin ne dirigeait rien, ne conduisait rien, mais affrontait intrépidement le feu au point de recevoir dix ou douze blessures. Pierrad ne parvint à s'échapper qu'après être resté caché pendant quelques jours dans un puits, protégé par la discrétion du duc d'Albe. Livrée à elle-même, l'insurrection du 22 juin fut ce qu'elle pouvait être, un combat décousu et incohérent.

Autre cause d'insuccès : les progressistes du mouvement comprenaient sans doute dès lors qu'ils ne pouvaient rien faire sans le parti démocratique, et ils l'acceptaient comme auxiliaire ; mais en même temps ils se défiaient de ce jeune et impatient allié : ils craignaient d'être supplantés par lui, et ils ne lui livraient pas même les armes dont on disposait. Il en résultait que dans le combat comme avant le combat on ne s'entendait déjà plus. Enfin, dernière considération d'un caractère tout politique, cette révolution qu'on tentait si audacieusement en plein Madrid gardait on ne sait quoi de vague et de mystérieux qui était bien peu fait pour entraîner l'imagination publique. Ces insurgés de San-Gil et de la place Santo-Domingo, où allaient-ils et que voulaient-ils? Ils ne le savaient pas bien eux-mêmes, et on ne le disait pas pour eux. C'était l'inconnu, et la bourgeoisie, même la bourgeoisie libérale de Madrid, bien loin de prendre part au mouvement, s'en effrayait et s'en éloignait. Elle restait spectatrice. Dès lors, les insurgés se trouvaient dans le plus sombre isolement. S'ils tinrent jusqu'au bout, non sans intrépidité, ce fut par orgueil, ce ne fut pas par enthousiasme. Et voilà comment l'insurrection du 22 juin, malgré ce qu'elle avait évidemment de redoutable, trouvait en elle-même, aussi bien que dans la vigueur du général O'Donnell, la cause multiple de sa défaite.

Elle n'était pas moins dangereuse comme symptôme, par les conséquences qu'elle pouvait avoir, par toutes les passions qu'elle soulevait et qu'elle mettait aux prises, par les tentations qu'elle pouvait faire renaître. Matériellement elle était vaincue, mais elle laissait dans les esprits un ébranlement maladif, une sorte d'émotion sinistre accrue au spectacle du nombre des victimes ; elle

faisait entrevoir toute une situation évidemment pleine de menaces, et dès le premier moment, sous le coup de l'émotion du combat, le gouvernement lui-même songeait à rester armé à tout événement.

Je ne parle pas seulement des répressions sommaires qui commençaient contre cette masse de sous-officiers pris dans la lutte et contre ceux qu'on supposait être les chefs de l'insurrection. Dès le lendemain, le ministère reparaissait devant les chambres, et il ne se bornait plus à presser le vote des autorisations qu'on discutait depuis six semaines : il y ajoutait la demande d'une autorisation bien plus grave encore, celle de pouvoir suspendre au besoin l'article de la constitution qui garantit la liberté individuelle. « Le gouvernement, disait le général O'Donnell, croit nécessaire de suspendre les garanties constitutionnelles, et vient en demander l'autorisation aux représentants du pays. Dans la conscience de tous est cette idée, qu'après ce qui vient d'arriver il est impossible de laisser la société sans défense. Je veux la liberté, je la veux aujourd'hui comme je la voulais hier, comme je l'ai toujours voulue depuis que je l'ai défendue sur les champs de bataille ; mais pour qu'il y ait la liberté, il faut qu'il y ait une société, et pour cela il faut mettre un terme à l'anarchie produite par les passions destructives qui malheureusement se sont emparées de nous... » Or ici justement s'élevait une question qui est toujours l'épreuve des gouvernements tenant à leurs pieds une révolution vaincue : c'était cette terrible question du lendemain de la victoire, de la mesure de réaction que pouvait expliquer une crise violente, de la politique qu'il y avait à suivre, — et cette question, elle agitait aussitôt les esprits, elle renaissait dans les chambres, elle rallu-

mait contre le général O'Donnell des hostilités à peine assoupies ou voilées pendant quelques heures de combat.

Le général O'Donnell avait certes ou paraissait avoir un grand ascendant, une position affermie par sa victoire de la veille. L'opposition qu'il rencontrait dans les chambres était plus fatigante que dangereuse. Il était considéré comme l'homme nécessaire. On le lui disait plus que jamais, il le croyait volontiers lui-même, et en faisant sentir cet ascendant pour obtenir les pouvoirs extraordinaires qu'il demandait, il ne nourrissait au fond, on le savait bien, aucune pensée d'absolutisme. Il n'avait aucune préméditation de coup d'État; il ne voulait pas certainement étendre cette dictature au-delà de l'objet précis pour lequel il la réclamait, et il ne songeait nullement par exemple à s'en servir pour changer des lois, pour modifier le régime politique du pays sans le concours des chambres, de même qu'en déployant une implacable rigueur contre tous les malheureux sous-officiers pris les armes à la main il ne voulait pas assurément ériger en système ce qui n'était à ses yeux qu'une nécessité impérieuse et momentanée pour raffermir la discipline ébranlée de l'armée; mais dans tout cela le duc de Tetuan se trompait encore et sur sa propre situation et sur les conséquences de tout ce qu'il faisait. Il ne voyait pas que des rigueurs, qui au premier moment commencent par sembler nécessaires, finissent bientôt par émouvoir l'opinion, par la troubler, et se tournent contre celui qui prolonge ces douloureux spectacles d'exécutions en masse, comme il y en eut à Madrid pendant quelques jours.

Chose plus grave pour lui, O'Donnell ne voyait pas que la victoire du 22 juin, qui semblait le consolider au pouvoir, avait en réalité tout changé. Jusque-là, tant que

la révolution n'avait pas levé le masque et restait menaçante, il était l'homme nécessaire; après la bataille, il pouvait être considéré comme moins nécessaire et lorsqu'il répétait avec une affectation de désintéressement qu'il était prêt à offrir son épée à tout ministère chargé de tenir tête à la révolution, il s'exposait à être pris au mot. Enfin il ne voyait pas que cette dictature qu'il demandait et qu'il obtenait de la majorité des chambres, elle pouvait passer dans d'autres mains qui s'en serviraient sans les chambres et dans l'intérêt d'une politique assez différente, qui d'une victoire sur l'insurrection voudraient tirer une victoire sur les idées libérales.

Ce que le général O'Donnell ne voyait pas dans la sécurité d'une position en apparence inébranlable, dans sa confiance un peu hautaine en lui-même, était cependant ce qui allait bientôt arriver brusquement, à l'improviste, comme tout arrive en Espagne, où la logique prend si souvent la forme de l'imprévu. Quelques jours s'écoulaient à peine en effet que la situation du ministère était déjà minée sourdement par un travail difficile à saisir, quoique facile à soupçonner, et répondant à l'attitude impatiente des vieux modérés dans les chambres. Plus on s'expliquait, plus on se donnait l'air de multiplier les efforts de conciliation en face d'un danger commun, plus l'antagonisme se ravivait et se faisait jour. Le mot d'ordre de cette opposition conservatrice, la seule qui eût pour le moment la parole dans les chambres c'était que l'*union libérale* perdait tout par ses concessions et ses ménagements, qu'elle compromettait la monarchie par ses affinités révolutionnaires, que l'heure était venue d'inaugurer une politique plus énergiquement préservatrice, et pour tout dire, dans le sénat, le général Calonge,

poussé par l'ardeur de ses passions réactionnaires, mettait la journée même du 22 juin au compte du général O'Donnell.

On ne le disait pas encore publiquement, mais on disait déjà tout bas que le chef de l'*union libérale* avait laissé le palais de la reine sans défense pendant les premières heures de l'insurrection. O'Donnell ne se croyait pas moins en sûreté, et il est certain que les témoignages de confiance ne lui manquaient pas à la cour. Malheureusement en Espagne il se trouve toujours au moment voulu un grain de sable pour faire verser le char ministériel le plus triomphant, et les majorités parlementaires n'y font rien. Le grain de sable fut cette fois la proposition faite par le chef du cabinet à la reine de nommer un certain nombre de sénateurs. Ce fut peut-être aussi autre chose; peut-être la reine, pressée à l'improviste de faire un choix, céda-t-elle à un de ces conseils que les constitutions ne prévoient jamais. Toujours est-il que lorsque le général O'Donnell en vint à insister sur sa promotion de sénateurs, la reine lui répondit de façon à lui faire comprendre que c'était assez, qu'on pouvait au besoin se passer de lui, et il ne se le fit pas dire deux fois.

IV

On était au 10 juillet, la roue de la fortune ministérielle avait déjà tourné. Le nouveau cabinet du reste se trouvait indiqué d'avance. C'était le général Narvaez avec ses amis, M. Gonzalez Bravo au premier rang, M. Alejandro Castro, le triomphant ministre des finances de 1865, M. Garcia Barzanallana, M. Orovio, en attendant M. Carlos Marfori, qui n'avait pas été, dit-on, étranger à cette crise et à qui on donnait le poste de confiance de gouverneur de Madrid jusqu'à ce qu'il prît place lui-même dans le ministère, où il est entré plus tard, avant d'être appelé au poste plus intime d'intendant de la reine.

La situation n'eût pas laissé d'être curieuse, si elle n'eût été aussi grave. C'était O'Donnell qui avait livré bataille à la révolution, et c'est Narvaez qui recueillait les fruits de la victoire. C'était le chef de l'*union libérale* qui avait obtenu des cortès une sorte de dictature momentanée, c'est le chef du parti conservateur qui en héritait, sauf à l'interpréter à sa guise, sans en demander même la confirmation au parlement. Et c'est ainsi que de l'insurrection du 22 juin naissait une réaction qui ne s'arrêtait qu'un instant au général O'Donnell pour passer aussitôt au duc de Valence. Le premier acte du nouveau ministère était

de renvoyer les chambres en se bornant, pour tout programme, à leur dire que les hommes qui entraient au pouvoir étaient assez connus. Ils n'étaient pas inconnus effectivement pour la plupart. Ce n'était pas un cabinet nouveau, c'était toujours le ministère Narvaez de 1858. de 1865, revu, corrigé, perfectionné, et malheureusement, on pouvait le craindre, peu converti au libéralisme. Maintenant qu'allait-il faire?

Assurément c'était une pensée aussi dangereuse qu'étrange de choisir un tel moment pour une crise de pouvoir, de congédier sans raison apparente, sans trop de façons, au lendemain même d'une victoire, un chef de parti qui venait de couvrir la monarchie de sa froide et énergique résolution. On ne joue pas impunément avec les hommes, et le moins qui pût arriver, c'était de laisser dans l'âme d'O'Donnell et de ses amis une certaine amertume, c'est-à-dire de rétrécir le cercle des défenseurs dévoués d'une situation devenue périlleuse. Certainement aussi l'origine du cabinet nouveau restait enveloppée de je ne sais quel mystère équivoque; elle n'avait précisément rien de parlementaire, rien surtout d'impérieux dans des circonstances où le pouvoir était assez vigoureusement exercé. Et cependant, en dehors de ces particularités intimes, les conditions dans lesquelles naissait le ministère n'avaient rien d'absolument défavorable au point de vue politique. D'abord c'était le général O'Donnell qui avait assumé la responsabilité et l'impopularité des premières mesures répressives qui avaient suivi l'insurrection, et tel était l'effet produit à Madrid par les exécutions qui attristaient ces premiers jours, que la chute du vainqueur du 22 juin excitait fort peu l'intérêt de la population, qu'un pouvoir nouveau avait tout l'avantage de

n'avoir rien fait, qu'il pouvait être presque populaire au premier moment. Le nom du général Narvaez en effet n'excitait aucun ombrage, même dans les faubourgs de Madrid où le combat avait été le plus sanglant. En outre, à observer les choses de près, la situation, sans cesser d'être périlleuse, était bien moins désespérée qu'on ne le pensait.

L'insurrection du 22 juin avait été redoutable, il est vrai, et avait provoqué à sa naissance une impression telle que tout le monde avait cru un moment à son succès. Après la bataille, tout était singulièrement changé. La victoire n'avait pas été seulement matérielle, elle avait complétement découragé les instigateurs et les acteurs de cette entreprise violente. Les esprits éclairés du parti progressiste et du parti démocratique étaient à peu près tous d'accord sur l'impossibilité de se relever de longtemps d'une telle défaite, sur la nécessité de rentrer désormais dans une voie de discussion régulière et de propagande pacifique. Ils auraieut même plié devant une dictature qui se serait bornée au rétablissement de l'ordre; c'était leur disposition. De là à se dégager de cette abstention systématique dont ils venaient de reconnaître la stérilité et à reprendre leur place dans le mouvement légal du pays, il n'y avait qu'un pas — qu'une politique mesurée et prévoyante pouvait faciliter, comme aussi une politique à outrance pouvait ranimer tous les ressentiments, tous les instincts de révolution, en rejetant une multitude d'hommes dans des conspirations nouvelles : de telle sorte qu'à ce moment, s'il l'eût voulu, le ministère du général Narvaez pouvait très-bien, sans rien trahir, sans livrer la monarchie, en restant simplement constitutionnel, conduire l'Espagne vers un apaise-

ment graduel des esprits. Il l'aurait pu, si, dominant les passions de parti et se mettant en face d'une situation compromise par vingt ans d'erreurs, il eût hardiment, équitablement, fait la part des turbulences révolutionnaires ou ambitieuses, qu'il devait combattre, et des instincts libéraux, sans le concours desquels la royauté nouvelle flotte au hasard; mais il était emporté par une secrète logique de combat, il se croyait appelé à je ne sais quel rôle de restauration universelle. Né pour la résistance c'est par la résistance qu'il a vécu, inaugurant une politique qui jusqu'ici ne s'est signalée que par des tendances et des procédés absolutistes, et qui n'a eu en somme d'autre résultat que de placer plus que jamais la monarchie d'Isabelle II dans cette alternative de vaincre, vaincre toujours par les armes, ou de périr dans une insurrection heureuse.

Qu'est-ce en effet que ce ministère qui dure depuis deux ans dejà, et qu'a-t-il fait? Je voudrais le montrer sans nulle prévention contre des hommes que j'ai quelquefois défendus, tant qn'ils étaient les serviteurs d'un régime de liberté régulière, et dont quelques-uns ont au moins l'énergie et le talent. Je voudrais le peindre dans ceux qui le personnifient et dans ses œuvres, dans la situation qu'il crée à l'Espagne. C'est en définitive une tentative immense, préméditée, coordonnée, de réaction, embrassant tout, combinant tout de façon à ne laisser place à aucune contradiction, — et ce n'était même plus peut-être le général Narvaez qui représentait le mieux cette politique dont il redevenait le porte-drapeau au mois de juillet 1866.

Le général Narvaez n'était point assurément un homme nouveau. Il avait eu depuis vingt ans, comme chef du

parti modéré, des moments brillants, des interventions heureuses qui ont fait sa renommée et son autorité. Malheureusement chez lui les passions dominent trop souvent l'intelligence et l'entraînent dans les aventures. Il y a dans le dernier volume des *Mémoires* de M. Guizot, qui rappelle des événements de l'autre monde, l'époque des mariages espagnols, — il y a une page curieuse où Narvaez revit tout entier avec ce mélange éternel de qualités énergiques et d'emportements passionnés, ne souffrant aucune contradiction et toujours prêt à provoquer des crises. Président du conseil à cette époque, il n'était pas encore content et trouvait partout des obstacles. « Hier, au baise-main pour l'anniversaire de l'infante, écrivait M. Bresson, alors ambassadeur à Madrid, il est venu m'annoncer qu'il était décidé à donner sa démission. — « Je suis découragé, dégoûté, fatigué, me disait-il; un de ces jours, je me brûlerai la cervelle. Je vois le danger et ne peux y remédier. Ne pensez pas que je me trompe, j'ai un esprit qui y voit aussi clair que celui de Dieu. » Si vous avez eu le loisir d'entendre aux Italiens le bel opéra de *Nabuchodonosor*, c'est la scène du second acte; il n'y manque que le feu du ciel, et peut-être ne l'attendrons-nous pas longtemps. »

Déjà dès cette époque Narvaez se croyait appelé à ce rôle de grand sauveur, et c'est M. Bresson qui le montre encore s'irritant « sous le vain prétexte que le trône est en péril et qu'on lui refuse les moyens de le sauver, » expliquant tout à sa manière et à son avantage, « développant ses plans,... décidé à rendre au pays, après l'avoir organisé et discipliné, sa liberté et sa constitution, ne demandant que six mois pour faire élire et convoquer des cortès,... uniquement préoccuppé d'ac-

complir une œuvre salutaire qui lui mérite l'approbation de la reine et la reconnaissance de l'Espagne. » M. Bresson, avec toute sa clairvoyance, s'y trompait un moment; quelques jours plus tard, il retrouvait son homme : « Quand ses passions sont excitées, il ne se connaît plus et ne se gouverne plus. »

Qu'on remarque seulement cette pensée invariable, — six mois de dictature pour « organiser et discipliner l'Espagne » avant de lui permettre l'air de la liberté et de la constitution : c'est la pensée en face de laquelle le général Narvaez se retrouvait en 1866, mais après avoir vécu vingt ans de plus, c'est-à-dire après bien des événements faits pour user les forces d'un homme, et s'il prêtait encore son nom à cette politique dans un nouvel essai, s'il la couvrait de son ascendant reconnu comme chef de parti, ce n'était plus lui en réalité, je le disais, qui la représentait le plus nettement. Ceux qui la personnifiaient dans la situation nouvelle, c'était le ministre de l'intérieur, M. Gonzalez Bravo, esprit audacieux et violent, ambitieux de pouvoir, prêt à tout entreprendre par tempérament bien plus que par dévouement à une idée, et c'était encore plus peut-être, à côté du ministère, celui qui devenait capitaine-général de Madrid, le général Pezuela, comte de Cheste, — homme de caractère honorable, de volonté forte, mais connu pour ses convictions absolutistes qu'il ne cachait nullement, et qu'il ne désertait certainement pas en acceptant le poste qu'on lui confiait. Plus que tout autre peut-être, et justement par la netteté de ses idées autant que par l'indépendance de son caractère, le général Pezuela marquait de son effigie la situation nouvelle. Le comte de Cheste, c'était la dictature en Catalogne comme on l'a vu plus tard; le mi-

nistère du 10 juillet, c'était la dictature dans toute l'Espagne, et c'est là en effet le caractère de tout ce qui se passe et se déroule au-delà des Pyrénées depuis deux ans.

V

Une pensée évidente éclatait dès le premier jour : c'était la pensée fixe, sous prétexte de combattre la révolution, de refaire dictatorialement en quelque sorte une Espagne nouvelle, pacifiée, disciplinée, subordonnée, organisée de façon à ne plus gêner un pouvoir appuyé tout à la fois sur le clergé et sur l'armée. M. Gonzalez Bravo, lui aussi, est un terrible restaurateur du principe d'autorité! De là cette double série d'actes par lesquels s'est attestée depuis deux ans la politique du gouvernement de Madrid. — les uns dirigés contre les hommes, exilant, déportant ou internant à la faveur de la loi qui suspend les garanties de la liberté individuelle, les autres tendant tout simplement à refondre discrétionnairement la législation espagnole.

Que dans cette voie, lorsque par exemple il serrerait de trop près la constitution, le ministère dût rencontrer quelques obstacles, qu'il dût trouver en face de lui non plus seulement des révolutionnaires, mais des hommes sensés, libéraux en toute sincérité, dévoués à la reine, c'était facile à présumer. Malheureusement le ministère était fort décidé à ne s'arrêter devant rien, à suivre son chemin jusqu'au bout, et à traiter comme de simples ré-

volutionnaires tous ceux qui se croiraient encore en droit d'avoir une opinion autre que la sienne. Il avait engagé une lutte à outrance, et c'est là justement ce qui produisait au mois de décembre une crise pénible qui aurait pu aisément devenir le plus dangereux conflit.

Depuis quelques mois, le ministère, armé des pouvoirs qui lui avaient été légués par le général O'Donnell, dédéployait certes une hardiesse singulière. D'un trait de plume il avait abrogé les lois d'organisation provinciale et communale pour renouveler les députations des provinces et les municipalités, uniquement dans la pensée assez puérile de défaire ce que l'*union libérale* avait fait et de chasser les quelques progressistes qui s'étaient réfugiés dans ces modestes conseils. Il avait réformé par décret l'organisation de l'instruction publique, pour faire rentrer, disait-il, la moralité et la religion dans l'enseignement, parce qu'on avait trouvé un portrait de Garibaldi chez quelque instituteur trop au courant des choses du temps. Il avait fait tout cela et bien d'autres choses; mais enfin, au point où on se trouvait, ce n'était que d'une importance secondaire. Il restait une question plus grave. La constitution fait une loi de réunir les cortès tous les ans. Or, la session qui avait été interrompue au mois de juillet était celle de 1865. Les chambres n'avaient point été convoquées encore pour 1866, quelques jours restaient à peine avant la fin de l'année, et la question devenait d'autant plus pressante que les pouvoirs extraordinaires confiés au gouvernement n'avaient de valeur que jusqu'à la session la plus prochaine.

Qu'allait donc faire le cabinet? Il ne disait rien, il ne se décidait ni à réunir les chambres ni même, pour sauver au moins les apparences, à les dissoudre. Un certain

nombre de membres des assemblées qui se trouvaient à Madrid n'avait point tardé pourtant à s'émouvoir, et sous l'inspiration du président du congrès, M. Rios Rosas, on avait même parlé d'adresser une pétition à la reine pour lui demander que la légalité constitutionnelle fût respectée. Cette pièce avait été effectivement déposée au congrès, lorsque tout à coup, le 28 décembre, le gouvernement faisait envahir le congrès, dont il fermait les portes, en menaçant des peines les plus sévères ceux qui feraient circuler la pétition. Ce fut Pezuela qui, comme capitaine-général de Madrid, fut chargé de cette expédition, et il donnait ses ordres cavalièrement, en vrai général du bon temps : « Il est venu à ma connaissance que quelques *individus* ennemis de l'ordre public et de leur sécurité privée préparaient et signaient une adresse... protestant, par suite d'une interprétation fausse et malicieuse des préceptes constitutionnels, contre la non-réunion des cortès dans la présente année, etc. »

Le lendemain matin, on apprenait, non sans une certaine stupéfaction, que M. Rios Rosas, président du congrès, M. Fernando de la Hoz, vice-président et ancien ministre de la justice, M. Pedro Salaverria, ancien ministre des finances, M. Herrera, M. Mauricio Lopez Roberts, venaient d'être arrêtés et allaient être envoyés aux Baléares ou aux Canaries, si ce n'est à Fernando-Pô, on ne savait encore. D'un autre côté, les sénateurs eux-mêmes n'étaient pas restés inactifs. Jusque-là, il est vrai, le général Serrano, président du sénat, s'était efforcé de maintenir les démarches de ses collègues dans les plus strictes limites de la légalité et même de les dissuader de signer une pétition. L'arrestation du président du congrès ne permettait plus

de se taire. Le général Serrano, qui comme un des premiers chefs de l'armée, comme grand d'Espagne, a toujours le droit de voir la reine, se rendit au palais. Le général Serrano n'était pas un inconnu pour Isabelle II et il pouvait parler librement sans être soupçonné d'hostilité. — Il n'obtint rien. Je me trompe, au sortir du palais et à peine rentré chez lui, il reçut la visite du capitaine-général de Madrid, qui venait l'arrêter courtoisement, en ami, le mettre dans sa voiture et le conduire à la prison militaire en attendant qu'il fût envoyé ailleurs.

Et ces mesures violentes en elles-mêmes, comment s'exécutaient-elles? M. Rios Rosas fut expédié à Carthagène et là embarqué sur un petit navire avec vingt-huit galériens. Le gouvernement en eut quelques remords quand il n'était plus temps, et le fit exprimer à M. Rios Rosas, qui répondit : « Dites au gouvernement que je lui suis très-reconnaissant de ce regret tardif; mais qu'il soit tranquille, des vingt-huit galériens il n'est rien resté après moi. » M. Rios Rosas est resté longtemps depuis émigré en Portugal. Quant au général Serrano, il fut mieux traité; on l'expédia tout simplement sous la garde d'un commissaire de police au château d'Alicante et de là à Mahon. Ainsi un homme qui, six mois auparavant avait peut-être sauvé la couronne de la reine en prodiguant sa vie pendant toute une journée, qui était après tout capitaine-général de l'armée et président du sénat, se voyait traité comme un caporal ! C'est ce qu'un des ministres appelait, par un ingénieux euphémisme, pratiquer l'égalité. Sous le règne constitutionnel d'Isabelle II, un président du congrès connu pour son intégrité et sa loyauté monarchique se trouvait, ne fût-ce qu'un instant,

confondu avec des galériens, ni plus ni moins que l'illustre Martinez de la Rosa au temps de Ferdinand VII !

Cela fait, le 30 décembre, le gouvernement se décidait à publier un décret qui, en prononçant la dissolution du parlement, fixait les élections au mois de mars et la convocation des chambres nouvelles au mois d'avril. Décidément le ministère du 10 juillet entendait et pratiquait la constitution aussi bien que l'égalité. Et c'est ainsi, sans doute, qu'il prétendait enseigner aux fauteurs d'insurrections comment on doit respecter l'autorité et traiter les pouvoirs établis dès qu'ils vous gênent ! C'est ainsi probablement qu'il pensait travailler à raviver en Espagne le sentiment de la loi, perverti par la révolution !

VI

Je ne saurais suivre dans ses mille détails une politique qui ne peut évidemment avoir tous les matins des présidents du sénat et du congrès ou même de simples députés à interner ou à déporter. Il faudrait seulement la ramener à quelques points sommaires et caractéristiques qui la résument tout entière, qui la laissent voir dans son vrai jour, qui montrent surtout ce que c'est que sauver l'ordre et la société en Espagne. Écartons les finances, qui, bien que liées intimement à cette œuvre, n'ont qu'un rôle épisodique, puisque le gouvernement s'est borné à se servir des autorisations qu'il avait reçues pour remanier quelques services, à entrer récemment en composition avec ses créanciers étrangers pour relever son crédit, ou à tirer de quelques négociations l'argent nécessaire pour vivre. Quant à un équilibre financier quelconque, il est aussi problématique que jamais, parce qu'il tient à toute une situation générale, et c'est ce que montrait supérieurement un des hommes les plus éclairés de l'Espagne, M. Llorente, dans un discours au sénat vers le mois de juillet 1867. Au point de vue politique donc, puisque c'est là que tout revient, que faisait le gouvernement? Quelles mesures souveraines adoptait-il

pour raffermir, comme il le disait, la société ébranlée? Et d'abord une des premières préoccupations du général Narvaez, chef de cabinet et ministre de la guerre, c'était naturellement l'armée, cette armée dont il lui est échappé un jour de dire qu'elle était le seul soutien du trône de la reine Isabelle.

Il s'inquiétait, si je ne me trompe, d'une situation qui donnait aux sous-officiers une influence trop exclusive sur les soldats en les livrant eux-mêmes à l'influence de tous ceux qui les flattaient pour les gagner, et il cherchait à y remédier par des mesures de détail; mais par-dessus tout, peu après son avénement, il faisait un acte d'éclat en publiant une circulaire, restée célèbre en Espagne, par laquelle il rappelait à l'armée qu'elle devait rester étrangère à la politique. Jusque-là, rien de mieux; seulement c'était un de ces actes d'autorité qui sont un commandement et ne demandent pas de réponse. Cependant cette circulaire avait à peine paru que, par un mouvement trop unanime et trop bien concerté pour n'être pas l'exécution d'un mot d'ordre, tous les corps de l'armée se mettaient à envoyer des adhésions au ministre de la guerre. Pendant quelques jours, la *Gazette de Madrid* se remplissait de manifestations militaires. C'était quelque chose comme il y a bientôt dix ans les adresses des colonels en France, un vrai *pronunciamiento*, c'est-à-dire que, dans le moment même où il détournait l'armée de se mêler à la politique, le général Narvaez la provoquait à une intervention éclatante en sa faveur. Si l'armée avait le droit de délibérer et de se prononcer dans le sens que lui indiquait le général Narvaez, quelle raison y avait-il pour qu'elle ne prît pas le droit de se prononcer dans un autre sens?

Étrange fatalité d'une politique qui donnait elle-même le signal de ce qu'elle voulait empêcher, et qui légitimait une fois de plus cette perpétuelle intervention de l'armée dans les affaires publiques en lui donnant la couleur d'une protestation monarchique! Mais en dehors de cet appel, peut-être dangereux, à la fidélité de l'armée, deux mesures entre toutes restent l'expression caractéristique de la pensée de ce ministère restaurateur de l'autorité; je veux parler de la loi de l'ordre public et de la loi sur la presse, deux actes purement dictatoriaux d'ailleurs, que rien n'autorisait le ministère à promulguer, qui précédaient de quelques jours à peine les élections et la réunion des chambres nouvelles.

Si le gouvernement, par la loi de l'ordre public, n'avait songé qu'à entourer de quelques garanties de plus la sécurité privée, ce n'eût été vraiment rien de trop. Il y a eu des moments, depuis 1866, où les journaux se remplissaient de récits de toutes sortes de crimes qui se multipliaient un peu partout, notamment en Andalousie et en Catalogne, et on a vu des capitaines-généraux de provinces, au risque de se substituer à toutes les juridictions ordinaires, se croire obligés de publier des *bandos* terribles contre les incendiaires, les faussaires et les assassins, qu'ils représentaient comme des révolutionnaires déguisés. Malheureusement ce n'est pas pour cela que le gouvernement se mettait en frais de dictature. Il y a dans cette loi de l'ordre public deux ou trois articles qui en révèlent toute la pensée, qui constituent la plus formidable hiérarchie d'arbitraire, qui dépassent même les sévérités du temps de Ferdinand VII et du trop fameux Calomarde. Un de ces articles notamment donne à l'autorité civile, gouverneur ou alcade, le droit d'expulser du

lieu de leur habitation les personnes jugées dangereuses. L'expulsion peut durer quarante jours, après lesquels un lieu de résidence est définitivement assigné « à l'individu ou aux individus *suspects* ». Il y a en Espagne quelque chose comme neuf mille alcades, dont trois mille au moins ne savent pas ou savent à peine lire, et voilà ces autorités disposant discrétionnairement de leurs concitoyens !

Voilà l'arme mise au service des passions politiques et même des passions locales. Et si on veut savoir comment et dans quel esprit cette mesure peut être entendue, il y a un fait qui a pu être cité au sénat sans être démenti. Dans une province vivait paisiblement un individu d'une certaine importance, qui était le candidat naturel de son pays aux élections. On fait observer à ce brave homme qu'il doit renoncer à la candidature sous peine d'éprouver des désagréments, et, comme il sait ce que cela signifie, il se désiste en effet. On revient bientôt vers lui et on ajoute que cela ne suffit pas, qu'il faut encore qu'il écrive à ses amis pour recommander un autre candidat. Pour cela, il résiste et déclare qu'il ne peut recommander des personnes qu'il ne connaît pas. « Fort bien, lui dit-on, alors vous allez vous rendre en exil à Oviedo. »

Le gouvernement n'avait pas attendu sans doute d'avoir fait sa loi pour la pratiquer. Depuis un an, il a multiplié obscurément les mesures de déportation, d'exil ou d'internement, et on peut ajouter qu'il a tourné ses rigueurs avec une prédilection particulière contre tous ceux qu'il soupçonnait d'être affiliés à l'*union libérale ;* mais enfin jusque-là c'était la sévérité d'une dictature temporaire. La loi nouvelle en fait une condition nor-

male Or, cette faculté discrétionnaire étant donnée, il est clair que l'article de la constitution garantissant la liberté individuelle peut être rétabli; ce n'est plus qu'un vain mot, la liberté des citoyens est livrée au bon plaisir administratif, et ce n'est pas sans raison qu'on a pu dire en plein sénat que sous ce régime un honnête homme n'a plus qu'à s'en aller, à émigrer.

Et la loi sur la presse! Voilà bien, croyons-nous, la dixième loi par laquelle on a la précaution, au-delà des Pyrénées, d'enchaîner la presse sous prétexte de réprimer ses excès. On a essayé de tous les moyens, on a épuisé toutes les combinaisons. L'auteur de la loi nouvelle, M. Gonzalez Bravo, a du moins imaginé quelque chose d'original et d'inattendu. Il a créé ce qu'on peut appeler la censure dérobée et même l'avertissement clandestin, ayant, quant à l'effet pénal, la même valeur qu'un avertissement public.

Expliquons ceci : Un journal ne peut rien faire paraître qui n'ait été communiqué deux heures avant la publication à une autorité spéciale chargée de surveiller la presse. Si cette autorité ne dit rien, tout va le mieux du monde. Si elle signale un article comme dangereux, comme ne pouvant pas passer, le journaliste se trouve placé dans cette alternative d'accepter la sentence qui lui est signifiée ou de demander à être jugé par un tribunal. S'il est jugé, il risque d'être supprimé; s'il se résigne à l'arrêt discrétionnaire du *fiscal*, après trois avertissements de ce genre il peut être suspendu, c'est-à-dire qu'un délit qui n'a pas été commis, puisque l'article n'a pas été publié, n'est pas moins puni. C'est une combinaison aussi ingénieuse que nouvelle du système préventif et du système répressif. Et ici d'ailleurs, comme

en ce qui touche l'ordre public, le ministère n'a fait que consacrer par la loi ce qu'il n'a cessé de pratiquer.

La vérité est que depuis un an les journaux espagnols peuvent parler de tout, du Mexique, de la Crète, de l'Italie, de la France ou de la Chine, de tout, excepté de l'Espagne. Il y a quelque temps, un journal a voulu publier simplement, sans nul commentaire, deux ou trois articles de la constitution, il ne l'a pas pu. Un sénateur a voulu rectifier la date de sa nomination, il n'a pu faire insérer une note parce que cela contrariait une assertion d'un membre du gouvernement. Un journal peut parler, même avec enthousiasme, de la harangue d'un ministre, il ne peut rien dire d'un discours d'un membre de l'opposition. Et sait-on quel est le résultat de cet étrange régime? C'est de créer, à défaut d'une presse publique, libre et responsable, une presse clandestine qui s'enflamme de toutes les passions révolutionnaires et qui échappe à toutes les inquisitions, qui brave l'état de siége lui-même et se répand partout sous le nom de l'*Éclair*, l'*Alerte*, etc.

C'est l'éternelle chimère des dictateurs et des sauveurs de se figurer qu'ils sauvent quoi que ce soit, qu'ils vont fonder une sécurité durable en brisant toutes les contradictions, en créant par un artifice de pouvoir l'unanimité des adhésions, en faisant le silence autour d'eux. Ils se trompent toujours. Ce qui ne se dit pas publiquement se dit tout bas et passe à travers les mailles de toutes les polices ; ce qui ne peut se publier dans le pays même se publie au dehors, et revient, on le sait de reste, altéré, grossi, exagéré. Alors ils s'irritent ; ils fulminent la peine de mort contre les auteurs de journaux clandestins, ils déblatèrent contre les journaux étrangers, qu'ils ne peu-

vent atteindre. Le gouvernement actuel de l'Espagne a fait ainsi. Il a expédié des circulaires à l'extérieur et à l'intérieur contre la presse européenne; il a provoqué, pour s'en faire un appui contre elle, des manifestations de tous les corps de l'État, grands et petits, de tous les conseils possibles, un vrai *pronunciamiento* administratif faisant suite au *pronunciamiento* militaire, et au demeurant il n'a fait autre chose que donner une représentation vaine, parce que c'est le châtiment des pouvoirs qui prétendent vivre sans la liberté de créer des situations sans vérité et sans sécurité.

VII

Le dernier mot de ce système, c'est évidemment l'absolutisme, un absolutisme plus ou moins déguisé. Le ministère espagnol, il est vrai, désavoue cette pensée comme inspiration permanente. Il en est toujours à cette idée de six mois ou un an de dictature nécessaire pour réorganiser et discipliner l'Espagne avant de lui rendre la liberté et la constitution, et il est très-vrai qu'il a rendu au moins un apparent hommage à cette constitution en faisant des élections, en réunissant des chambres nouvelles ; il est très-vrai qu'il ne va pas jusqu'au bout, que d'autres à ses côtés vont plus loin que lui, et que par une fortune singulière il est traité quelquefois ainsi qu'il traite lui-même l'*union libérale*, comme un pouvoir qui n'a pas rompu entièrement avec la révolution. En réalité cependant cette pensée d'absolutisme se déploie ostensiblement dans tout ce que fait le ministère espagnol, dans sa manière d'interpréter théoriquement ce qui reste du régime représentatif, et surtout de le pratiquer. Je ne veux prendre que deux faits qui sont le complément du système.

La constitution de 1845 existe, on le dit ; elle n'a pas été du moins supprimée, et c'est encore le mérite du mi-

nistère Narvaez d'avoir reculé jusqu'ici devant la pensée de la réformer par un acte sommaire de dictature. Malheureusement, dans le rapport qui précède le décret de dissolution des cortès du 30 décembre 1866 et qui est l'œuvre de M. Gonzalez Bravo, il y a quelques phrases savamment obscures ou trop claires qui ne promettent pas peut-être des jours sereins à cette malheureuse constitution, sur laquelle, sans parler des révolutions, toutes les menaces de réforme sont suspendues depuis quinze ans. « L'expérience d'essais répétés pendant trente-trois ans de cruelles vicissitudes et de révoltes stériles, dit M. Gonzalez Bravo, nous découvre au milieu des catastrophes les plus étranges et les plus imprévues un fait primordial qu'il n'est donné à personne de méconnaître. — La constitution interne et réelle de cette antique nation n'est point du tout d'accord avec l'interprétation qu'ont donnée souvent aux lois politiques faites durant leurs diverses dominations les partis qui nous divisent et nous déchirent. Les conseillers responsables de Votre Majesté jugent que ceci est une des occasions les plus favorables pour établir l'indispensable relation, la nécessaire harmonie entre les éléments véritablement constitutifs de la nation et le correct développement de la loi fondamentale que nous nous proposons de conserver... L'heure est venue pour les Espagnols d'être gouvernés selon l'esprit de leur histoire et la nature des sentiments qui constituent leur caractère essentiel, etc... » Que veut dire tout cela sans phrases, en rude et franc langage, si ce n'est que cette infortunée constitution de 1845 est fort malade théoriquement, puisque ses médecins attitrés la jugent ainsi?

Ce qui est certain, c'est qu'elle est plus malade encore

peut-être dans la pratique, et qu'elle est considérée à peu près comme si elle n'existait pas, même quand le gouvernement se croit tenu encore de faire des élections, d'ouvrir des chambres, ne fût-ce que pour leur demander la sanction sommaire de tout ce qu'il a fait. Qu'on remarque d'abord dans quelles circonstances se faisaient les élections de 1867 : elles avaient lieu au mois de mars, et l'état de siége était à peine levé la veille du jour où le scrutin devait s'ouvrir. Le gouvernement avait eu le soin d'ailleurs, avant de lever l'état de siége. de s'armer de ses lois sur l'ordre public, sur la presse, c'est-à-dire que rien n'était changé. Depuis six mois, les hommes principaux des divers partis qui auraient pu entrer en lutte étaient en fuite, ou déportés et internés, et ceux qui restaient n'auraient osé se jeter dans ce combat inégal, témoin ce candidat dont je racontais la triste mésaventure.

D'un scrutin ainsi ouvert sous le coup d'un état de siége levé de la veille, sous le poids d'une dictature qui restait armée et qui était décidée à tout, au milieu de la dispersion des partis, que pouvait-il sortir? Un congrès unanime, cela est clair, — sauf deux ou trois députés de l'opposition qui ont percé à travers tout, on ne sait comment, sans avoir à coup sûr beaucoup fait pour cela. Les congrès unanimes en Espagne et même ailleurs sont le signe essentiel des situations violentes, et ils n'ont jamais rien sauvé, au contraire. Le sénat, où depuis longtemps sont entrés des hommes de tous les partis, le sénat ne pouvait être aussi unanime, et dans cette assemblée assez mêlée il y avait les discussions les plus sérieuses, les plus vives, où la politique ministérielle avait à essuyer le feu d'une opposition indépendante. Qu'on ne s'y trompe pas

pourtant, ces discussions, si animées qu'elles fussent, avaient je ne sais quoi de stérile et d'inefficace; l'opposition combattait en quelque sorte pour l'honneur des armes bien plus que dans l'espoir d'une victoire impossible ; l'issue du combat était fixée d'avance, non-seulement parce que le gouvernement s'était assuré le vote par des promotions de sénateurs, mais encore parce que dans ces débats il laissait entrevoir comme la pointe de l'épée de sa dictature. En un mot, ces scènes parlementaires se ressentaient manifestement d'une situation où l'omnipotence ministérielle se déguisait à peine, elles étaient brillantes et inutiles.

Les chambres semblaient n'avoir d'autre mission que de sanctionner en bloc tout ce qu'avait fait le gouvernement, de se conformer à sa pensée et de lui renouveler les témoignages de leur confiance. La liberté individuelle existait-elle ou restait-elle suspendue, et les sénateurs eux-mêmes, en exprimant leurs opinions avec indépendance, ne pouvaient-ils pas être exposés à quelque mésaventure? On avait de la peine à obtenir du ministère des assurances un peu nettes, et encore M. Gonzalez Bravo mettait-il une sorte d'ironie hautaine à spécifier que l'inviolabilité des membres des assemblées n'existait que pendant la durée de la session. On aurait volontiers assuré qu'on n'avait emprisonné le général Serrano que pour son bien, pour lui éviter les désagréments d'une situation où il aurait pu se compromettre. Des sénateurs appartenant au tribunal suprême de justice se permettaient-ils de voter en toute liberté dans un sens qui n'était pas celui du gouvernement, ils étaient aussitôt destitués. Il n'est pas jusqu'au président du sénat, le vieux et inoffensif marquis de Miraflores, qui, bien que nommé par le

ministère, n'ait été bientôt conduit à donner sa démission. Il était trop indépendant, il s'est cru suspect, et un beau jour il est parti pour Aranjuez sans vouloir entendre parler de reprendre la présidence.

Cette incompatibilité entre un conservateur tel que le marquis de Miraflores et le ministère est certes un des signes les plus curieux d'un ordre de choses où l'indépendance et la contradiction deviennent une anomalie, presque un acte de révolte. Le sénat au reste a fini par voter tout ce qu'on lui demandait, même une réforme de son règlement inspirée par l'esprit de réaction qui règne aujourd'hui. Je ne parle pas du congrès, qui ne pouvait être embarrassant que par son unanimité exemplaire, unanimité égale à celle de tous les congrès modérés, quand les modérés ont triomphé, aussi bien que celle de tous les congrès progressistes, quand c'étaient les progressistes qui avaient le pouvoir. Ce que je voudrais montrer surtout, c'est ce qu'il y a de factice, d'entièrement subordonné dans la pratique des institutions parlementaires rudoyées par un gouvernement que M. Gonzalez Bravo ne veut pas laisser appeler un gouvernement d'absolutisme, mais qu'il appelle, par un heureux euphémisme, une concentration des forces conservatrices.

VIII

C'était l'apparence, ce n'était pas évidemment la réalité du régime constitutionnel, pas plus que les lois faites par le ministère n'étaient la réalité d'un régime civil régulier. M. Llorente, dans ce récent discours dont je parlais, discours aussi juste que prévoyant et que modéré, mettait à nu cette situation dans son rapport avec le degré de crédit que l'Espagne peut obtenir au dehors; il caractérisait d'un mot la politique du gouvernement en l'appelant un triomphe complet, décisif, sur les oppositions légales, totalement découragées et désarmées aujourd'hui, tandis que les oppositions révolutionnaires ne l'étaient nullement. Et, s'élevant plus haut, il montrait que la plupart des pays de l'Europe, même les plus éprouvés, s'ils n'avaient pas toutes les libertés, en avaient au moins quelques-unes, — que la France, à défaut de la liberté politique et parlementaire, avait la liberté civile et économique, que la Prusse avait la liberté philosophique, intellectuelle, que le Portugal, l'Italie, la Hollande, la Belgique, avaient beaucoup de ces libertés, que les peuples anglo-saxons les avaient toutes, — « de façon, ajoutait-il, que chez toutes les nations de l'Europe, pour les manifestations de leur vie, on a cherché un

champ où pût se déployer l'activité qui leur est propre, car le pays à qui on enlève la liberté dans tous les sens est un pays mort, un pays qui a cessé d'appartenir à la grande famille de l'Europe occidentale... Eh bien! en Espagne, la liberté intellectuelle, la liberté de l'enseignement, nous ne les avons jamais eues. Quant à la liberté administrative, après avoir copié fidèlement la législation française, — je ne dirai pas si nous avons bien ou mal fait, — il est certain que les communes et les provinces en manquent complétement. De la liberté commerciale il suffit de dire que, lorsque les étrangers parlent du système prohibitif, ils ont coutume de l'appeler le système espagnol : celle-là non plus, nous ne l'avons jamais eue. Il nous restait une certaine dose de liberté civile; il nous restait un régime électoral qui, bien que défectueux, assurait le degré de liberté parlementaire qui existait. Qu'a-t-on fait de la liberté civile? Les discours qui ont été prononcés ici le disent suffisamment. La liberté parlementaire va disparaissant, ou est sur le point de disparaître. Que reste-t-il donc?... »

C'est là en effet le dernier mot de la situation, c'est là la question. Les libertés de toute sorte pratiquement entendues ne sont que les manifestations de l'activité d'un pays, et quand toutes les issues sont successivement fermées à cette activité, que reste-t-il? La conséquence est fatale : le malaise, l'agitation sourde, l'inquiétude facile à enflammer, la conspiration, la révolution. C'est ce qui s'est produit bientôt en Espagne. Il est arrivé que les passions révolutionnaires se sont ravivées, ont retrouvé leur activité et leurs espérances dans la mesure où la politique de compression s'accentuait. En 1866, le général Prim avait singulièrement perdu de son crédit;

le système du gouvernement n'en a pas fait un grand homme, mais il lui rendait des complices. Au lendemain de la bataille de juin, les partis ennemis étaient complétement abattus et démoralisés; ils ne tardaient pas à reprendre courage et à renouer les fils de leurs complots. Les rigueurs répressives, en grossissant démesurément les émigrations, créaient encore une fois autour de l'Espagne des camps d'agitation et d'hostilité, des foyers où s'allumaient, où s'entretenaient la vengeance et la haine, et de là, par une sorte d'irrésistible logique, naissait la possibilité d'insurrections nouvelles comme celle qui éclatait au mois d'août 1867, qui faisait une irruption violente en Aragon et en Catalogne, et semblait un moment devoir être la continuation ou la revanche de la bataille de juin.

Cette insurrection du mois d'août 1867, elle a une médiocre histoire; elle a commencé et fini en quelques jours. Les chefs étaient encore ceux qui se battaient en 1866 à Madrid, Pierrad, Contreras, sans parler de Prim, l'invisible et l'insaisissable. Des bandes poussées à travers la frontière ou ramassées un peu partout et courant la campagne sans enlever une ville, sans livrer un combat sérieux, voilà tout ce qu'elle a été. Elle s'était fait annoncer avec fracas depuis plus d'un mois et avait presque donné rendez-vous à l'heure fixe au gouvernement, qui ne pouvait faire moins que de l'attendre l'épée tendue, et qui eût été bien aveugle ou bien abandonné s'il n'avait su jour par jour tout ce qui se préparait. Elle finissait rapidement, autant que les choses finissent au-delà des Pyrénées. Sa vraie et unique force était la situation faite à l'Espagne. C'est toujours le cercle fatal : la réaction est la raison d'être de la révolution, comme la révolution

est la raison d'être de la réaction. Quant à cette insurrection nouvelle, en dehors des causes générales qui pouvaient allumer un incendie à une étincelle, en suscitant un soulèvement plus étendu à un signal parti de la Catalogne, elle avait en elle-même, il faut le dire, tout ce qu'il faut pour préparer une victoire au ministère de Madrid.

Les partis révolutionnaires et ceux qui les favorisent se font toujours illusion parce qu'ils se livrent à une sorte de fatalité qui obscurcit leur jugement et les empêche de voir la réalité des choses. Ce dont l'Espagne a grand besoin, ce qu'elle désire au fond et ce qu'elle ne trouve pas, ce que tous les partis lui refusent, ce n'est pas une révolution, c'est un régime régulier, c'est une liberté suffisante s'abritant sous une loi équitable, protégeant le développement naturel de tous les intérêts et laissant la porte ouverte à tous les progrès. Si le dernier mouvement s'était produit sous ce drapeau de la liberté et de la loi, s'il avait eu pour chefs des hommes dont l'intervention eût été une garantie, il est toujours douteux qu'il eût réussi du premier coup; mais il aurait du moins trouvé dans le pays une force morale devant laquelle le gouvernement serait demeuré paralysé, et il serait resté dans tous les cas une de ces causes qui se préparent au succès par une première défaite. Tel qu'il apparaissait, il n'était que le produit d'une coalition incohérente et d'une ambition impatiente. La première cause de faiblesse était son chef.

Cette insurrection en effet, comme celle du mois de janvier 1866, comme celle du 22 juin, n'était que le résultat d'un effort nouveau et violent du général Prim pour se substituer dans la direction, dans le commandement du

parti progressiste, à Espartero, qui, tout vieux qu'il soit et tout inactif qu'il ait toujours été, avait du moins l'ascendant d'une position exceptionnelle et d'un caractère qui n'a jamais pu se plier à certaines inconsistances. Malheureusement ou heureusement le général Prim n'a de ce rôle de chef de parti que la turbulence et l'ambition. Vaincu à deux reprises, en 1866, il ne s'était pas découragé; il s'était remis à l'œuvre, il avait transporté son camp à Bruxelles. Son rêve a toujours été une insurrection militaire; mais il est bien clair que ce n'est pas sur l'état-major de l'armée espagnole qu'il peut compter; là il ne rencontrerait que des adversaires prêts à le combattre ou à lui disputer un succès; les seuls généraux qui se soient montrés disposés à le suivre jusqu'ici sont des hommes dévoyés par quelque déception et qui n'ont jamais eu d'ailleurs une bien grande notoriété. Quant au degré d'appui qu'il pouvait trouver parmi les sous-officiers avec lesquels il s'était efforcé de nouer des intelligences, on a vu plus d'une fois ce qu'il faut en croire.

Quelle confiance, d'un autre côté, le général Prim pouvait-il inspirer aux partis? Sa carrière offre le spectacle singulier d'un homme qui a été, il est vrai, progressiste autrefois et qui revient aujourd'hui demander aux progressistes la satisfaction de sa dernière ambition, mais qui se rattache aux modérés par toutes les faveurs qu'il en a reçues, qui l'ont fait ce qu'il est. C'est la révolution de 1843 contre Espartero qui le faisait colonel, c'est le rude traitement infligé par lui à sa ville natale insurgée qui le faisait brigadier et comte de Reus. Au lendemain d'un attentat dirigé, il y a vingt ans, contre Narvaez et où il était impliqué, à la suite duquel il était même condamné, c'est Narvaez qui le relevait pour l'en-

voyer comme capitaine-général à Puerto-Rico. Au moment de la révolution de 1854, il avait accepté du ministère Sartorius une mission en Orient. C'est O'Donnell qui lui faisait une place dans la guerre du Maroc, et lui fournissait l'occasion de devenir marquis et grand d'Espagne. Il est inutile de rappeler cette triste expédition du Mexique au début de laquelle les journalistes de son quartier-général le présentaient comme un Achille, comme un dieu Mars, comme un fondateur de dynastie. Personnage étrange qui travaille pour la liberté en ne voulant paraître qu'avec des états-majors, — qui se dit démocrate en énumérant ses titres! Voilà le Washington ou le Lafayette de l'Espagne dans les moments difficiles où elle se trouvait.

Une autre cause de l'insuccès de l'insurrection de 1867, c'est visiblement la nature de cette coalition qui s'est ralliée autour de Prim. Les progressistes se ressentent aujourd'hui de la situation qu'ils se sont faite et qu'ils ont faite à l'Espagne. En restant au-delà des Pyrénées, en continuant à se mêler au mouvement légal du pays, ils auraient pu assurément exercer une action utile et concourir à créer ce jeu régulier des partis qui est la condition naturelle et la force de la vie constitutionnelle. En rompant au contraire avec toute action légale, ils se sont placés dans le vide, ils se sont mis dans l'obligation de faire une révolution; mais quelle révolution? C'est justement leur faiblesse d'être par leurs idées assez peu révolutionnaires, et parmi toutes ces libertés que M. Llorente énumérait dans le sénat, il y en a beaucoup que les progressistes n'admettent pas. Que reste-t-il donc? Une simple guerre à la dynastie par rancune, par passion, pour faire quelque chose. Le parti dé-

mocratique lui-même n'était pas dans une situation moins fausse.

Quel avenir peut avoir ce parti en Espagne? Je ne sais. Il ne recule pas, lui, devant de plus vastes programmes libéraux; il admet tout, et, s'il a plus d'audace d'imagination que d'esprit pratique, il du moins l'avantage des partis spéculatifs, celui de mettre les principes au-dessus des hommes. Que faisait-il cependant? Il abaissait ces principes devant l'épée d'un homme dans lequel il n'a aucune confiance, qu'il considère comme un futur dictateur, de telle sorte que ce mouvement était le résultat d'un compromis obscur et incohérent entre toutes ces velléités agitatrices. Prim, après avoir refusé longtemps de supprimer le nom de la reine sur son drapeau, sous prétexte que l'armée ne le suivrait pas, a fini par l'effacer pour avoir le concours des démocrates. Les progressistes, qui ne voulaient pas du suffrage universel, s'y sont résignés pour une fois. Le parti démocratique a accepté Prim pour sortir de l'inaction, pour tenter l'aventure. Voilà tout ce qu'on avait à offrir à l'Espagne!

IX

L'insurrection devait être vaincue. Ce qu'elle aurait pu produire, si elle avait réussi, n'est pas facile à prévoir; sa défaite avait cet avantage de créer encore une fois un de ces moments où les gouvernements retrouvent la liberté de leur action. Que ressort-il de tous ces événements, de toutes ces complications intimes et énervantes, de la situation tout entière de l'Espagne? Un fait simple et lumineux bien propre à faire réfléchir des hommes après tout d'une claire et vive intelligence comme le général Narvaez : c'est que la vraie politique de l'Espagne a son point central entre ces deux choses qui s'engendrent éternellement, la révolution et la réaction. La lutte a sans doute ses entraînements et ses fascinations. L'ordre une fois rétabli cependant, la vérité reparaissait, et cette vérité c'est qu'une politique à outrance ne pourrait que dénaturer entièrement la monarchie espagnole telle qu'elle est sortie de toute l'histoire contemporaine. Si l'absolutisme devait renaître en Espagne, ce ne serait pas la royauté d'Isabelle II qui en serait la personnification naturelle. Le sang versé pendant sept ans de guerre civile aurait été inutile. Par son origine, par toutes les circonstances dans lesquelles elle s'est affermie, par la

force des choses, la monarchie actuelle n'est et ne peut être que constitutionnelle. Ce n'est pas la liberté qui l'a mise en péril, c'est le tourbillon des passions et des ambitions, c'est cet acharnement à remettre sans cesse toutes les lois en doute. Le Portugal, auquel bien des Espagnols envient de s'unir, le Portugal a eu, lui aussi, ses agitations, et la dynastie de Bragance a eu ses moments d'impopularité. Depuis quand le Portugal est-il pacifié, et la dynastie a-t-elle retrouvé ce bon air de la popularité? Depuis que la liberté la plus complète règne à Lisbonne. Et le général Narvaez lui-même, le parti modéré qui marchait sous sa direction n'étaient-ils pas intéressés à abréger le plus possible le règne de cette politique dictatoriale? A rester dans cette situation à la fois ambiguë et violente, ne s'exposaient-ils pas à être bientôt dépassés par un absolutisme plus tranché qui avait ses représentants jusque dans le gouvernement ou autour de lui et lui offrait un appui compromettant?

Quoi qu'il en soit, l'insurrection de 1867 était vaincue et le gouvernement ne changeait pas de politique. Il restait dans cette attitude de guerre vis-à-vis d'un ennemi invisible; il ne voyait pas que c'était lui-même qui, par ses procédés, par son système, faisait la force de cet ennemi, s'il existait, en lui offrant de trop légitimes prétextes; et sous ce rapport la situation pouvait un jour ou l'autre redevenir singulièrement grave. L'insurrection dont le général Prim avait pris l'initiative était vaincue à la vérité, et elle avait échoué surtout parce qu'elle était restée isolée, parce que d'autres éléments libéraux ne s'y étaient point mêlés; mais il n'était point impossible certainement, si une situation violente se prolongeait, que ces éléments eux-mêmes ne vinssent à s'agiter, que

toutes les forces libérales ne finissent par se réunir sous un chef plus autorisé, tel que le général O'Donnell par exemple. Le danger existait à coup sûr, il pouvait devenir menaçant lorsque le gouvernement se voyait tout d'un coup garanti de ce côté par un événement imprévu. Le général O'Donnell mourait subitement le 5 novembre, à Biarritz. C'était un chef de parti de moins dans les luttes où l'Espagne se trouvait engagée.

Quelques contradictions qu'il y eût dans la vie du général O'Donnell, duc de Tetuan, quoiqu'il eût donné le signal d'une insurrection militaire dans le sens le plus libéral en 1854 après avoir pris part autrefois à d'autres insurrections dans le sens conservateur le plus prononcé, c'était à travers tout un homme fait pour le commandement, d'un caractère énergique et froid, d'un esprit ferme et modéré, un des chefs les plus brillants formés dans la guerre civile qui avait donné le trône à la reine Isabelle. Il n'avait pris sérieusement un rôle politique qu'à partir de la révolution de 1854, et depuis ce moment il avait occupé le pouvoir à plusieurs reprises, une fois même pendant cinq ans, de 1858 à 1863. Ce n'était pas lui qui avait donné son nom au parti qui s'est appelé et qui s'appelle encore l'*union libérale;* mais il lui avait donné un chef, il avait porté ses idées et sa politique au pouvoir. Je ne veux pas assurer qu'avec le général O'Donnell l'Espagne jouit d'un régime constitutionnel parfait; le duc de Tetuan avait du moins le mérite de sentir qu'un certain degré de libéralisme était nécessaire; il avait étendu le système électoral, il avait placé la presse dans des conditions moins dures, et c'est lui qui avait fini par reconnaître le royaume d'Italie en 1865. Après la chute de son dernier ministère en 1866 à la suite de

l'insurrection du 22 juin, il avait senti que le mieux pour lui était de s'éloigner momentanément de la politique, et il n'avait cessé de résider en France, peut-être avec la pensée secrète d'enlever au ministère qui avait pris sa place l'occasion de tenter quelque chose contre lui dans des circonstances données.

Quoique la disgrâce qui l'avait frappé dans un moment critique, au lendemain d'une insurrection vigoureusement réprimée eût laissé sans doute dans son esprit quelque amertume, il ne s'était cependant mêlé à aucune agitation contre le cabinet Narvaez ; il était surtout resté étranger à l'insurrection d'août 1867. Du sein de cette apparente retraite toutefois il ne cessait d'avoir une grande autorité sur ses amis, de diriger le parti qui le reconnaissait pour chef, et s'il avait détourné jusque-là ses partisans de toute tentative, ce n'était un mystère pour personne qu'entre l'insurrection d'août et le jour de sa mort il avait commencé à prendre une attitude plus accentuée ; il semblait rentrer dans une période d'opposition plus active qui, vu l'état de l'Espagne et le caractère des hommes, pouvait conduire fort loin. Bref, on commençait à considérer comme possible un mouvement de résistance libérale dont il aurait pu être le chef, et par son intervention ce mouvement serait devenu sans contredit des plus sérieux. Sa mort soudaine coupait court à toute combinaison de ce genre et à ce point de vue c'était un événement d'une certaine portée politique, fait pour délivrer le ministère d'un grand souci, pour lui permettre même d'adoucir ses procédés.

Un autre fait d'un ordre différent aurait pu concourir au même résultat dans les derniers mois de 1867. L'insuccès de l'insurrection de Prim avait profondément dé-

couragé les progressistes de toute tentative à main armée et avait jeté parmi eux un grand désordre. Un certain nombre croyaient que désormais le mieux était de ne plus recourir à la guerre civile, de rentrer dans les voies légales pour soutenir la lutte par tous les moyens pacifiques dont on pourrait disposer. Une telle résolution était de nature à changer favorablement la situation des partis en Espagne; elle eût mérité d'être encouragée par un gouvernement prévoyant, puisqu'une des causes les plus sérieuses des troubles intimes de la péninsule, depuis quelques années, était l'abstention des progressistes. Malheureusement le ministère, emporté en quelque sorte par une fatalité de réaction, se montrait moins disposé à tenir compte de ces faits qu'à poursuivre la guerre contre ce qu'il appelait la révolution, ne supportant ni résistance ni contradiction et toujours prêt à frapper au moindre signe de dissidence; il ne faisait qu'entretenir un malaise vague par la dictature, en maintenant une situation où l'absolutisme seul régnait sous une apparence de respect pour les formes constitutionnelles.

X

C'était donc la politique de réaction qui triomphait, consacrée en apparence par l'unanime assentiment des chambres. Tel était cependant l'excès de cette situation que quelques esprits plus clairvoyants, associés au gouvernement, commençaient à s'inquiéter. Bref, il se manifestait jusque dans l'intérieur du conseil un certain conflit de tendances. C'est ce qui motivait une crise intime à la suite de laquelle le ministre des finances, M. Manuel Garcia Barzanallana, cessait de faire partie du cabinet et était suivi dans sa retraite par le ministre de la marine, M. Martin Belda. On était au mois de février 1868. Le ministère, appuyé en cela par M. Nocedal, laissait voir le respect qu'il avait pour le congrès en lui refusant toute explication sur ce changement; mais M. Garcia Barzanallana était membre du sénat; il était difficile de lui imposer silence, et l'ancien ministre des finances expliquait sa retraite justement par la dissidence dont je parlais. Jusque-là le ministère pouvait éprouver de l'ennui d'un changement qui laissait entrevoir un certain conflit de tendances, qui était de nature à inspirer des doutes sur la fixité et l'homogénéité de sa politique; il n'était pas profondément atteint dans sa com-

position, dans sa consistance; mais il était menacé d'un coup bien autrement rude, aussi imprévu que douloureux, et ce coup n'était rien moins que la mort du président du conseil lui-même, du général Narvaez, qui succombait après une courte maladie, le 23 avril, à Madrid.

Cinq mois auparavant c'était O'Donnell, le capitaine de l'*union libérale*, qui disparaissait; maintenant c'était le tour du chef du ministère de la réaction, de celui qui passait, non sans raison, pour le représentant le plus énergique du parti conservateur. Le général D. Ramon Maria Narvaez, duc de Valence, avait près de soixante-huit ans; il était né le 4 août 1800, à Loja, en Andalousie. Comme O'Donnell, dont il était l'aîné par l'âge, il s'était formé dans la guerre civile. Ils avaient tous deux marché longtemps ensemble, suivant le même drapeau des opinions modérées. La politique et encore plus l'ambition sans doute les avaient divisés en les jetant dans des camps différents, et ils se retrouvaient à un rendez-vous un peu inattendu. Depuis son entrée dans la politique, à la suite de l'insurrection qui renversa le régime d'Espartero en 1843, le général Narvaez avait été ministre, c'est-à-dire président du conseil, à bien des reprises, en 1845 et 1846, de 1848 à 1851, en 1857, en 1864. Quelques-uns de ces ministères avaient eu une certaine durée et n'avaient pas été sans éclat. Il faut dire qu'au milieu des vicissitudes des choses et des hommes au-delà des Pyrénées, Narvaez n'avait jamais déserté le drapeau modéré, quoiqu'il l'ait parfois conduit à d'étranges aventures. Dans toutes les situations il avait montré une vive intelligence obscurcie de bien des passions et une résolution capable d'aller jusqu'aux plus dangereux emportements.

Au fond, en se laissant aller à un violent courant de réaction, il tenait par des fibres intimes à cette Espagne libérale pour laquelle il avait combattu, et en exerçant une véritable dictature il se faisait l'illusion qu'il répondait à une nécessité temporaire d'ordre public; il avait la prétention de rester constitutionnel et volontiers il laissait croire que tout ce qu'il faisait n'était que pour arriver à la fondation d'un véritable régime représentatif. Un de ses frères d'armes, le général Concha, marquis del Duero, en parlant de lui dans le sénat, rapportait que peu de jours encore avant sa mort il avait dit : « L'ordre a jeté de telles racines en Espagne et ses ennemis ont reçu de tels coups que nous pourrons bientôt laisser de côté la politique qu'il a fallu suivre jusqu'ici... Tout le monde sait que j'ai été toujours libéral et personne ne doit le nier. » Le général Narvaez avait coutume de parler ainsi dans les chambres comme dans l'intimité. Malheureusement la conciliation était plus dans les paroles que dans les actes, et en attendant cette ère d'apaisement et de libéralisme que le général Narvaez promettait toujours de rouvrir, la réaction était poussée à outrance. C'est en pleine victoire de cette politique réactionnaire que mourait le duc de Valence.

C'était évidemment un grand vide dans la situation faite à l'Espagne, dans le ministère chargé de poursuivre cette hasardeuse politique. Après la mort du duc de Valence il n'y avait que deux choses possibles : ou bien il fallait profiter de cet événement pour appeler d'autres hommes au pouvoir, pour tempérer l'excès de cette œuvre de réaction, ou bien il n'y avait dans le cabinet qu'un homme, le ministre de l'intérieur, M. Gonzalez Bravo, appelé naturellement à remplacer le président du

conseil qui venait de disparaître. C'est dans ce dernier sens que le ministère se reconstituait. Mais M. Gonzalez Bravo, si audacieux qu'il fût, n'était pas homme à tenir longtemps devant l'animadversion qu'il soulevait, devant la lassitude universelle. En suivant le même système avec moins d'autorité et avec un redoublement de violence, il ne pouvait qu'aller droit à quelque conflagration nouvelle. L'Espagne en est venue là. Le 18 septembre 1868, un cri d'insurrection a été poussé dans la baie de Cadix; en quelques jours, il a retenti dans toute la Péninsule, ralliant cette fois toutes les forces libérales et la royauté d'Isabelle a disparu, emportée par une révolution devant laquelle la défense elle-même s'est sentie glacée, désespérant la première d'une cause perdue d'avance.

VI

CONCLUSION

S'il y eut jamais une révolution sortant invinciblement des désordres et des vices d'une situation, c'est celle qui s'accomplit aujourd'hui et qui semble éclater comme la moralité saisissante de cette histoire de quinze ans dont elle est le dénoûment.

Ce qu'il y a de frappant, de triste et aussi de profondément instructif, c'est que la politique qui a conduit à cette catastrophe est absolument sans excuse, et qu'elle ne se justifie pas même par une de ces apparences de nécessité qui sont toujours le facile prétexte des faiseurs de dictatures; c'est qu'il a fallu véritablement avoir la bonne volonté de se perdre. S'il y avait en Europe un gouvernement qui réunit toutes les conditions de la durée, c'était cette monarchie d'Isabelle II qui vient de disparaître en un instant. Il y a de bonnes gens qui en sont encore à chercher la raison de la chute de la reine dans la violation de la loi salique et dans l'usurpation. Il faudrait avoir du temps à perdre pour discuter aujourd'hui sur la loi salique. La royauté d'Isabelle avait la légitimité du droit historique et national; mais elle

tenait surtout des circonstances, de l'adoption populaire en face de l'absolutisme carliste, le caractère d'un pouvoir rajeuni et consacré par un grand mouvement d'opinion. Cette princesse détrônée a été un jour, par un concours d'événements qui ne se reproduisent pas deux fois, la reine de la tradition et la reine d'une révolution nécessaire. Appuyée à l'histoire, elle était en même temps une royauté moderne portant dans la lutte le drapeau des idées nouvelles, ayant pour elle la jeunesse, la popularité, la sympathie universelle. C'était sa double force. Il lui était si facile de vivre!

Qu'avait-elle à craindre? L'absolutisme carliste, elle l'avait vaincu ou on l'avait vaincu en son nom. Les partis de toutes les nuances libérales lui étaient attachés par le sang qu'ils avaient versé pour elle; ils ne l'atteignaient pas de leurs coups, ils ne pouvaient l'atteindre sans se désavouer eux-mêmes et sans compromettre leur cause. Rien ne la menaçait. Elle n'avait qu'à rester l'image tranquille et facilement respectée du pouvoir héréditaire au sein des luttes régulières de la liberté organisée, au milieu des partis également intéressés à la soutenir. C'est cette fortune des premiers jours qu'elle a dissipée, gaspillée avec la plus folle imprévoyance. Elle a livré son prestige, sa dignité à toutes les passions qui ont commencé par le murmure avant de finir par le déchaînement tumultueux. Elle a suscité des partis antidynastiques qui n'existaient pas, en leur donnant contre elle toute sorte d'armes. Bref, elle s'est découronnée elle-même avant d'être découronnée. Je n'en dirai pas plus.

Ce n'est pas malheureusement la royauté seule qui a manqué à ce premier essai de régime constitutionnel en

Espagne. Si parmi les partis qui se sont formés à l'origine du règne qui s'achève il y avait un parti réunissant, lui aussi, les conditions les plus sérieuses et les plus brillantes, c'était le parti libéral modéré. Il avait tout pour lui, le talent, le sens politique, le crédit, l'influence dans le pays. Je ne prétends pas assurément qu'il eût le monopole de l'intelligence et des lumières à l'exclusion de toutes les autres fractions de l'opinion. Ce qui est certain, ce qui n'est même pas contesté par tous les observateurs sincères, c'est que pendant trente ans le parti libéral modéré en Espagne est celui qui a produit le plus d'hommes supérieurs, le plus d'écrivains de mérite et même le plus de généraux distingués, si bien que parmi les chefs de la révolution actuelle il n'en est peut-être pas un, fût-ce le général Prim, qui n'ait appartenu à l'opinion modérée dans ses beaux temps. Ce parti a péri le jour où il s'est abandonné, divisé, et où il a déserté le terrain constitutionnel qu'il avait créé lui-même pour courir après je ne sais quelle réforme née sous la malfaisante influence des réactions européennes. Ce jour-là la force du parti a été atteinte. Les uns ont résisté, sans doute, et sont restés libéraux; ils ont fini par se rapprocher des progressistes les plus modérés; les autres ont glissé dans je ne sais quel absolutisme équivoque et inavoué qui est devenu la faiblesse du parti en même temps qu'une tentation offerte à une royauté qui commençait à avoir besoin de complices plus que de sérieux serviteurs publics.

De ce double travail de dissolution de la royauté et du parti modéré, qu'est-il résulté une première fois? La révolution de 1854, cette ébauche anticipée de la révolution actuelle. Cette grande crise, survenue à une époque

où tout n'était pas encore perdu, cette crise avait du moins le double avantage de montrer tout à la fois que le chemin qu'on suivait conduisait à d'inévitables désastres et que la révolution était encore impuissante par elle-même. C'était comme un dernier et terrible avertissement.

A quoi cela a-t-il servi? Le lendemain, quand le premier effroi a été passé, quand la révolution a été vaincue, on a recommencé. Si pendant ces quatorze ans qui se sont écoulés il y a eu des trèves, elles ont été sans durée et sans efficacité. Après chaque tentative, on se rejetait dans la voie fatale avec la passion du joueur qui s'acharne à mesure que ses chances diminuent. Alors il n'y a plus eu ni royauté inviolable, ni constitution respectée, ni parti sérieux de gouvernement; la situation s'est étrangement simplifiée. Il n'y a plus eu en Espagne que deux choses en présence : d'un côté la révolution grandissant de nouveau, grossissant de jour en jour par le progrès de la désaffection, sous le stimulant des vexations sans mesure; de l'autre une résistance effarée, capricieuse, violente, organisée non plus même par un parti, mais par de petits dictateurs sans autorité et de petits audacieux sans génie achevant la ruine d'une royauté de plus en plus compromise. La révolution n'a eu qu'à paraître avec ses forces nouvelles, tout a été accompli.

Oui, la révolution a triomphé; elle est restée maîtresse de l'Espagne presque sans combat. On peut dire que du premier coup la royauté d'Isabelle II a été balayée sans retour; mais on fermerait bien légèrement les yeux à la lumière si on ne voyait aussitôt un des caractères particuliers de ces événements. Cette révolution, plus grave dans son résultat essentiel que celles qui l'ont précédée,

ressemble cependant à toutes les autres sur un point : par la manière dont elle s'est réalisée, par la nature des forces qui se sont coalisées pour l'accomplir, par la divergence des volontés momentanément réunies dans la lutte, elle est en quelque sorte négative, en ce sens que si elle sait ce qu'elle a voulu détruire, elle ne sait pas ce qu'elle va créer. Elle est l'expression d'un sentiment commun de lassitude et d'aversion, non d'un mouvement populaire spontané et universel portant en lui-même son programme. Elle veut tout, — tout ce qu'on veut dans une révolution contre un régime d'excès politiques et religieux; mais elle n'est pas fixée sur les limites de ce qu'elle veut, ni même sur la manière de faire ce qu'elle pourrait vouloir. Déchaînée par la main des généraux, elle reste naturellement sous la main des généraux, suspendue entre tous les plans. C'est le chapitre de l'imprévu qui se rouvre dans la confusion; c'est une nouvelle révolution de 1854 agrandie et compliquée.

Ce n'est pas que la situation de l'Espagne soit restée absolument ce qu'elle était au lendemain de la révolution de 1854. Les questions ont marché, les idées ont mûri. Ce qui semblait prématuré autrefois est bien près de devenir possible. Je ne citerai que la liberté des cultes, toujours fort peu populaire en Espagne, même parmi les progressistes, et qui semble avoir aujourd'hui de meilleures chances. Il y a eu au-delà des Pyrénées un profond travail moral et politique auquel on n'a su opposer que la force et des excès de réaction qui n'ont fait que l'aiguillonner. Le parti démocratique existait à peine il y a quinze ans; sans être encore un parti très-puissant, il s'est développé, il a grandi assez pour avoir un rôle marqué dans la dernière révolution : il y a dans cette

révolution des idées qui viennent de lui, que ses polémiques ont contribué à répandre. Il a produit des orateurs, des publicistes, des talents brillants, et chose curieuse, les théories les plus avancées de la philosophie allemande ont fait leur apparition dans les universités espagnoles; mais, sans nier un mouvement très-sensible, sans méconnaître le progrès de certaines idées, on peut assurer, je pense, que l'Espagne n'a pas fait autant de chemin que sembleraient l'indiquer les programmes révolutionnaires tracés après coup, et qu'il y aura, sans doute, singulièrement à rabattre de tout ce progrès dans la réalité. D'un autre côté, s'il y a des questions qui se sont simplifiées, qui sont aujourd'hui plus faciles à résoudre, il y en a aussi qui se sont aggravées. A mesure que les révolutions se succèdent, elles compliquent les problèmes qui existaient; elles en font naître de nouveaux.

Je n'ai pas la prétention de résoudre toutes ces questions de régime politique, social, économique, religieux, qui touchent à tous les instincts, à tous les intérêts, à toutes les traditions d'un pays, et que les déclamations vaines ne font qu'aggraver. S'il suffisait, pour en finir, de jeter dans une urne ces deux mots de république et de monarchie en chargeant le peuple de tirer le bon numéro à cette loterie, ce serait trop simple. Les difficultés ne se tranchent pas ainsi. Les mauvais gouvernements tombent vite quand ils sont arrivés à un certain point. Ils ont péché par l'imprévoyance et par l'abus de tout, ils sont punis par la défaillance; ils finissent par se manquer à eux-mêmes; un souffle suffit pour les abattre. Les bons gouvernements ne se recomposent ni aussi vite ni aussi aisément. Ce qui est certain, c'est que l'Espagne

est en ce moment engagée dans une expérience étrangement grave, où elle a tout à faire, tout à organiser, tout à raffermir; c'est que pour elle l'heure est venue plus que jamais, si elle ne veut périr, d'échapper à cette absurde et criante alternative de réaction et de révolution où elle se débat depuis longtemps. Elle ne le peut que par un effort énergique pour fonder enfin un régime régulier, sensé, libéral, le seul qui puisse contenir les passions de révolte et les rivalités ambitieuses des hommes, en garantissant à la fois la sécurité et la liberté d'un peuple.

Novembre 1868.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMP. L. POUPART-DAVYL, 30, RUE DU BAC.



